This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

LIBRARY
UNIVERSITY OF
CALIFORNIA
SANTA CRUZ

UN CHANCELIER

D'ANCIEN RÉGIME

L'auteur et les éditeurs déclarent réserver leurs droits de traduction et de reproduction à l'étranger.

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en janvier 1889.

DU MÊME AUTEUR :

Le Comte de Cavour. Un vol. in-8°. . . . . 7 fr. 50

Le Comte de Serre. Un vol. in-18. . . . . 3 fr. 50

Portraits d'histoire morale et politique du temps. Victor Jacquemont, M. Guizot, M. de Montalembert, le P. Lacordaire, le P. Gratry, M. Michelet, madame de Gasparin, madame Swetchine, M. Taine, Alfred Tonnellé. Un vol. in-18. . . . . 3 fr. 50

La Guerre de France (1870-1871). Deux vol. in-8°, avec carte figurative de l'invasion allemande. . . . . 16 fr.

Monsieur Thiers. *Cinquante années d'histoire contemporaine.* In-8°. 7 fr. 50

Discours de réception de M. Charles de Mazade. — Réponse de M. Mézières, directeur de l'Académie française. Brochure in-8°. . . 1 fr.

PARIS. TYP. DE E. PLON, NOURRIT ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.

UN CHANCELIER

D'ANCIEN RÉGIME

LE RÈGNE DIPLOMATIQUE DE M. DE METTERNICH

PAR

CH. DE MAZADE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

PARIS

LIBRAIRIE PLON

E. PLON, NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

RUE GARANCIÈRE, 10

—

1889

Tous droits réservés

DB
30.8
M57
M3

AVANT-PROPOS

Notre siècle touche à son déclin, aux dernières années qui lui restent à vivre. Ce qu'il est destiné à voir ou à nous faire voir dans le court espace qu'il a encore à parcourir, c'est l'inconnu; on n'en sait rien, on ne peut pas même le pressentir, tant l'obscurité règne partout, dans les esprits comme dans les faits, tant les nations de l'Europe restent livrées, uniquement livrées à ce qu'un Français illustre appelait un jour les « jeux de la force et du hasard ».

Demain est la grande énigme; mais si le siècle n'a plus longtemps à vivre et s'il peut réserver

encore d'étranges surprises, il a longtemps vécu; on sait ce qu'il a été jusqu'ici. Il a déjà une longue histoire. Il a traversé bien des phases dans sa carrière d'octogénaire, — et la phase d'un empire français dominant le continent par la guerre, et la phase des restaurations de 1815, et la phase d'un ordre de 1815 mitigé par les révolutions libérales de 1830, et la transition douteuse, incohérente, qui date de 1848, qui continue par le second Empire en France, — puis enfin cette ère d'une prépotence nouvelle transportée ailleurs, confondue avec l'esprit de conquête renaissant en Europe. Le siècle a vu tous ces spectacles. Il y a, de plus, cela de curieux que toutes ces phases, — sauf la dernière qui n'est pas encore finie, — ont eu à peu près la même durée, que chacune d'elles s'est résumée plus ou moins dans un homme, et que cet homme a eu le temps de voir périr son œuvre.

C'est l'originalité, c'est le destin de M. de Metternich d'avoir été un de ces privilégiés de la scène publique, l'homme d'une période de l'histoire, le représentant d'une politique, d'une diplo-

matie dans la mêlée où s'est si souvent joué depuis un siècle le sort des empires et des nations.

Pendant plus de quarante années, ambassadeur, ministre, chancelier, serviteur d'un empire éprouvé et relevé par lui, il a été mêlé à tous les événements, et il les a souvent dirigés. Il a eu à traiter avec tous les hommes, souverains ou ministres, qui ont eu une action en Europe : Napoléon, Alexandre Ier, Nicolas, les chefs de la nation britannique, Frédéric-Guillaume III et Frédéric-Guillaume IV de Prusse, les princes qui ont gouverné la restauration en France, le roi Louis-Philippe, trois ou quatre papes. Il a été un négociateur des grandes crises européennes, un arbitre dans les congrès, un conseiller recherché et écouté. Il a eu tous les genres de succès qui peuvent flatter l'ambition d'un homme. Il a passé comme bien d'autres, — en restant toutefois plus que d'autres une figure historique dont j'ai cru intéressant de rassembler et de fixer les traits. C'est l'objet de cette étude.

C'est sous le coup de la grande crise et des

guerres de la Révolution française que M. de Metternich entre dans les affaires. Par son origine, par son éducation, par ses instincts, il est de l'ancien régime, du vieil ordre impérial. Il renoue, à travers les effroyables mêlées où disparaissent les Thugut, les Cobentzel, les Stadion, la tradition du vieux chancelier de Kaunitz, dont il va reproduire le long règne, dont il a aussi quelques-uns des traits les plus caractéristiques; seulement, c'est un Kaunitz plus jeune, qui a déjà vu bien des événements, qui, en restant de l'ancien régime par ses idées, par ses goûts et par ses regrets, ne laisse pas d'avoir les yeux ouverts sur les révolutions de l'Europe, sur les nouveautés extraordinaires du temps. C'est un Kaunitz qui a passé par la cour de Napoléon et qui devient premier ministre après Wagram, après la paix de Schœnbrunn!

Sa chance est d'arriver au pouvoir à propos, quand tous les autres ont échoué depuis quinze ans, au moment où l'Autriche semble avoir épuisé les disgrâces; son habileté est de savoir attendre, de se tenir prêt à profiter de tout, du mariage

d'une archiduchesse avec Napoléon, de la faveur personnelle dont il jouit auprès du chef tout-puissant de la France, des luttes prochaines qui se dessinent déjà au nord de l'Europe, pour rendre à l'Autriche la position et l'ascendant qu'elle a perdus. Il ne se hâte pas, il ne se livre pas, il a l'art de rester dans l'équivoque au début de la guerre de 1812; il suit les événements pas à pas jusqu'au jour où, enhardi par les circonstances, il croit le moment venu de se dévoiler, de ressaisir pour l'Autriche un rôle d'arbitre dans la mêlée des nations et des empires.

Comment le ministre familier avec Napoléon en 1809, le négociateur du mariage de Marie-Louise en 1810, l'*allié* apparent de Dresde en 1812, se trouve-t-il être bientôt le médiateur, l'organisateur de la coalition continentale en 1813, le conseiller écouté et prépondérant de l'Europe contre la France envahie en 1814? C'est le secret de la diplomatie de M. de Metternich pendant la guerre. Son art est de savoir manœuvrer, choisir juste à point l'heure de l'évolution décisive et profitable

en pleine action, sur le champ de bataille. L'art plus grand encore de l'homme d'État, après la guerre, est d'attacher son nom à un ordre de choses durable, à une ère nouvelle de politique européenne, à cet ensemble de répartitions territoriales, de transactions, de rapports généraux, qui est resté dans l'histoire le système, l'ordre de 1815. Ce régime de 1815, qui, à la lumière de tant d'autres catastrophes et de tant d'autres abus de la force, a fini par reprendre dans l'histoire un air de grandeur, une apparence d'équité relative, nul ne l'a plus complètement et plus fidèlement représenté que M. de Metternich.

Depuis vingt-cinq ans, la Révolution et la guerre avaient brisé tous les vieux cadres du continent et repétri pour ainsi dire une Europe nouvelle; l'œuvre de 1815, dans la pensée du vainqueur du jour, était, autant que cela se pouvait, la réintégration des vieilles légitimités sociales et monarchiques, une sorte de restauration universelle des traditions et des principes d'ancien régime dans les rapports des États comme dans la

vie intérieure des peuples rendus à la paix. M. de Metternich était dès la première heure, il a été depuis, pendant plus de trente ans, l'homme d'État de cette restauration européenne délibérée et fixée à Vienne, l'interprète juré et le gardien du droit de 1815.

Il l'a été à sa manière, avec l'autorité croissante que lui donnait sa position de ministre dirigeant d'un grand empire destiné par sa nature à exercer une influence modératrice. Il a joué ce rôle avec ses qualités et ses défauts, avec ce génie particulier, mêlé de ténacité et de souplesse, de dogmatisme et de grâce mondaine, qui a fait de lui un des plus curieux personnages parmi ses contemporains, à côté des Wellington et des Castlereagh, des Capo d'Istria et des Nesselrode, des Hardenberg, des Humboldt, des Talleyrand et des Richelieu. Après l'orgueilleuse satisfaction d'avoir relevé l'Autriche, il n'a plus eu qu'une idée invariable : conserver ce qui avait été créé, maintenir la paix par l'équilibre entre toutes les forces, assurer le repos de la société européenne, l'ordre

intérieur, par la solidarité des puissances intéressées à se défendre contre des révolutions nouvelles. C'est l'originalité de l'homme et de sa diplomatie. M. de Metternich, c'est la vieille diplomatie personnifiée, c'est le dernier chancelier d'ancien régime dans un temps nouveau.

Évidemment, il n'a pas réussi jusqu'au bout; il a eu du moins la fortune de rester, trente années durant, une sorte d'arbitre reconnu et écouté, assez heureux ou assez habile pour contenir ou ralentir quelquefois les événements. Sa force était dans ces deux mots qui résument sa politique : l'équilibre et la paix! Il a servi cette cause tant qu'il l'a pu; sa faiblesse a été de ne mettre le plus souvent sous ces deux mots que l'immobilité, tandis que le monde marchait, tandis que de toutes parts se manifestaient de nouveaux instincts, des agitations nouvelles, des impatiences de plus en plus difficiles à contenir. Le jour où l'incompatibilité a plus vivement éclaté entre le mouvement continu, croissant des peuples, et la politique d'immobilité, il n'y avait plus de place pour M. de

Metternich. Le règne du chancelier était fini!

Les révolutions de 1848 marquent le moment où la rupture définitive éclate, non seulement en France, mais en Europe, entre l'ordre ancien si laborieusement maintenu jusque-là, et un ordre nouveau, plein d'inconnu pour la France qui a donné le signal, pour l'Europe, pour l'Autriche elle-même, secouée dans son assoupissement, ébranlée dans sa politique d'équilibre.

Le règne du chancelier avait duré près de quarante ans; il finissait par un exil momentané et la retraite définitive de celui qui passait pour le conseiller inamovible de l'Europe. Victime comme d'autres d'une échauffourée populaire, M. de Metternich, au premier moment, avait eu à peine le temps de se dérober à des violences dont il avait la candeur de s'étonner. Maître de l'Empire la veille, il était réduit le lendemain à se cacher, à s'en aller furtivement, non sans péril, chercher à l'étranger le sort des expatriés, et, par un jeu bizarre des choses, lui, l'oracle de l'absolutisme, il trouvait l'asile le plus sûr au foyer des peuples libres, en

Angleterre et en Belgique. Ces années agitées de 1848-1852, il les passait, en effet, à Londres et à Bruxelles, se rapprochant par degrés de l'Allemagne à mesure que les révolutions s'apaisaient. Ce n'est qu'au commencement de 1852 qu'il pouvait rentrer à Vienne.

Les révolutions étaient vaincues partout; mais, même à ce moment de réaction universelle, lorsque les pays les plus agités semblaient impatients de retrouver l'ordre et le repos qu'ils avaient perdus, tout était singulièrement changé, et dans les conditions intérieures des États et dans les conditions diplomatiques de l'Europe. M. de Metternich ne se faisait point illusion. Il sentait que tout était fini pour lui, qu'à un ordre nouveau d'événements il fallait des hommes nouveaux. Il avait cessé d'être un acteur dans le grand drame, il n'était plus qu'un témoin et un spectateur.

Retiré d'abord à Londres, entouré de tout ce qui comptait dans le monde anglais, souvent consulté, il avait accepté assez philosophiquement son rôle de vieux pilote échoué sur la côte,

d'oracle en retraite. Il se considérait un peu dans le fond comme un personnage supérieur appartenant au passé, demeuré un des derniers survivants, — M. de Nesselrode était l'autre, — de la grande époque, de l'ère de 1815 et du congrès de Vienne. Il se plaisait, dans ses conversations et dans ses notes, à évoquer les grands anniversaires, les phases les plus décisives ou les plus brillantes de sa carrière. Il ne se désintéressait pas pour cela des affaires présentes, surtout des affaires de l'Autriche, engagée pour le moment dans une redoutable crise en Italie et en Allemagne. Il les suivait avec attention; il les jugeait avec sagacité, avec un certain détachement, en homme d'une longue expérience, persuadé que le monde était devenu un peu fou, — et que seul il ne s'était jamais trompé. Il avait tout prévu, tout vu, il le croyait : il n'avait, dans tous les cas, rien empêché !

Son règne avait duré près de quarante ans ; il avait dix années encore à vivre dans la retraite. Il vivait assez pour voir presque recommencer l'histoire à laquelle il avait été mêlé. Il assistait,

non sans ironie, à une résurrection de l'Empire napoléonien, à ce jeu des révolutions ramenant le « neveu de l'oncle » à la toute-puissance. Peu après, il voyait, comme il avait vu vingt-cinq ans auparavant, une guerre d'Orient se rouvrir et cette fois l'Angleterre s'alliant à la France, à un Napoléon contre la Russie. Inquiet pour l'Autriche, sévère pour l'Angleterre, qu'il accusait d'oublier la grande époque et ses traditions, il parlait d'un ton morose, même dédaigneux, de cette guerre nouvelle, en lui opposant les guerres qu'il avait vues. « ...1813 a vu la bataille de Leipzig, disait-il, 1814 la prise de Paris; enfin, 1815 peut se vanter d'avoir vu la bataille de Waterloo. Par contre, 1853 a entamé une méchante affaire; 1854 est couronné des lauriers de Bomarsund. De quels succès 1855 pourra-t-il s'enorgueillir? La prise de la tour Malakoff et d'autres tours n'aboutira à rien, et, en fin de compte, quel résultat produira tout autre fait d'armes quelconque?... »

La guerre d'Orient l'avait troublé dans ses

idées, dans ses vues sur la politique de l'Europe, sur le rôle de l'Autriche, que les événements avaient un peu déconcertée et qu'ils laissaient dans une situation aussi délicate que perplexe. Il était destiné à voir avant sa mort une guerre bien autrement grave, bien autrement menaçante pour l'ordre européen tel qu'il le concevait : la guerre d'Italie! Les dernières notes écrites par lui laissent voir l'intérêt avec lequel il suivait les préliminaires du conflit qui se préparait entre l'Autriche et la France représentée encore une fois par un Napoléon. A la vérité, il ne voyait peut-être pas bien clair dans ce nouveau drame qui se nouait assez obscurément entre Vienne, Paris et Turin. Il sentait dans tous les cas que la crise était décisive pour l'Autriche, que l'Empire allait avoir à combattre ce qu'il considérait toujours comme l'ennemi, la révolution sous le nom de Napoléon III. Il croyait la lutte inévitable, il ne laissait pas d'être ému, anxieux, à mesure qu'on approchait du moment où le duel allait s'engager devant l'Europe indécise et inactive...

Le vieux chancelier avait vu naître cette guerre de 1859, il ne devait pas la voir finir. Il vivait assez pour connaître les premiers revers de l'Autriche; entre la bataille de Magenta et la bataille de Solferino, le 11 juin, il s'était éteint à quatre-vingt-six ans, dans sa maison de plaisance du Rennweg, entouré des siens, de quelques amis et du ministre des affaires étrangères de l'empire d'Autriche.

Vaincu par l'âge, vaincu aussi par les événements, M. de Metternich disparaissait justement au milieu d'une guerre qui était le dernier coup porté à une politique, à cet ordre de choses dont il avait été si longtemps le gardien. Depuis dix ans déjà, il avait quitté la scène publique. Depuis qu'il a quitté le monde, tout a changé bien plus encore, en Europe, en France, en Autriche, en Allemagne. Du vieil équilibre de 1815, des conditions de l'ordre européen, rien ou presque rien ne survit. La puissance s'est déplacée. Le chancelier, — il y a toujours un chancelier, — n'est plus à Vienne, il est à Berlin, et il porte un autre nom.

C'est un autre ordre de combinaisons et d'événements inauguré par la force, nécessairement soumis aux hasards de la force. Ce sera à l'avenir de décider. Quel qu'il soit, cet avenir, celui qui fut le prince de Metternich n'aura pas moins été, dans le passé, un des personnages les plus originaux de l'histoire du siècle, et par son long règne, et par les traditions qu'il a représentées, et par une politique savante et subtile qui a servi quelquefois, à sa manière, la paix du monde.

Janvier 1889.

UN

CHANCELIER D'ANCIEN RÉGIME

LE RÈGNE DIPLOMATIQUE DE M. DE METTERNICH

CHAPITRE PREMIER

La jeunesse et l'apprentissage d'un diplomate. — M. de Metternich à Berlin et à Paris. — L'avènement d'un chancelier et le mariage d'une archiduchesse.

I

Aux derniers temps du règne de Louis XVI, vers 1788, à ces heures mystérieuses et indécises où l'ancien régime gardait encore ses prestiges, ses traditions, ses élégances ou ses vices, en Europe comme en France, qui aurait pensé qu'avant peu, de cet ordre ancien il ne resterait plus que des ruines ou des souvenirs? Qui aurait prévu qu'une monarchie séculaire

pouvait disparaître au point d'être presque oubliée pendant des années, que la société française et européenne était prête à rouler dans les conflits sanglants, que des convulsions de la guerre et de la Révolution allait sortir un ordre nouveau d'idées, de mœurs, d'institutions, de diplomatie? Qui aurait dit enfin qu'une génération, fille du passé, courait à une fin tragique, et qu'il y avait dans l'obscurité toute une jeunesse prête à faire pour ainsi dire explosion, des inconnus destinés à remplir le monde de l'éclat de leurs actions et de leur nom, à commander des armées et des peuples, même à ceindre des couronnes? Qui aurait fait ce rêve en 1788? C'est pourtant ce qui est arrivé. C'est l'histoire de ces vingt-cinq années, qui vont de 1789 à 1815, pendant lesquelles se déroule, à travers les conflits sanglants et les catastrophes, le plus grand des drames, un drame où tout est en jeu, et les principes des sociétés et les droits des dynasties, et l'indépendance des peuples et les conditions de l'ordre universel.

Vingt-cinq années durant, la lutte est engagée entre cette force nouvelle qui s'appelle la Révolution française, qui apparaît tour à tour sous la forme d'une démocratie déchaînée ou de la dictature éclatante du génie, et toutes les forces d'ancien régime dispersées

dans la vieille Europe. Aux convulsions intestines se joignent les chocs des armées sur tous les champs de bataille. Les guerres sont à peine interrompues par des paix qui ne sont que des trêves. Les péripéties se succèdent, et à toutes les phases du terrible drame, dans tous les camps, pour toutes les causes, surgissent les hommes nouveaux : politiques, soldats ou diplomates improvisés au feu des événements.

Aborder la vie à une de ces époques de commotions extraordinaires où tout se renouvelle, et se trouver bientôt conduit à représenter une tradition, une cause dans les conflits des empires; avoir sa place et son action dans les plus grandes affaires, dans les délibérations souveraines, aux heures où se joue le sort des États, et rester pendant quarante ans une sorte d'oracle des chancelleries, le conseil des princes, l'arbitre des situations critiques, c'est une fortune rare. C'est la destinée de M. de Metternich d'avoir été, au commencement et dans la première partie de ce siècle, un des acteurs du grand drame, un représentant de la politique de vieil équilibre et d'ancien régime dans la lutte du continent contre la Révolution française et contre l'Empire napoléonien, un des régulateurs de la victoire européenne après le combat; c'est sa for-

tune d'avoir été mêlé à tout et d'avoir quelquefois décidé de tout, de s'être fait, dans le mouvement des choses, le rôle et la figure d'un personnage de l'histoire. Que lui a-t-il manqué? Il avait la naissance, il a eu le pouvoir, les dignités, les faveurs de cour, l'influence dans les affaires du monde. Il a vu passer les grandeurs humaines, et il leur a survécu. Il a été la personnification d'un système, pour l'Autriche, qui a retrouvé par lui l'apparence de l'ancienne suprématie impériale brisée à Austerlitz, — pour l'Allemagne, qui a longtemps subi sa prépotence, — pour l'Europe, qui a vu en lui un sage. Il n'est pas, il est vrai, de la race des Richelieu et des Mazarin, dont il parle d'un ton leste, en les confondant sans façon avec un Haugwitz et un Capo d'Istria. Il a fait revivre, en plein dix-neuvième siècle, M. de Kaunitz avec son long règne, sa physionomie étudiée et son esprit.

Personnage d'une originalité singulière et compliquée, supérieur assurément, — supérieur toutefois moins par le génie que par la souplesse et la dextérité de sa diplomatie; politique avisé, expert dans toutes les combinaisons et toutes les évolutions, maniant avec un art savant les plus secrets ressorts des États, mais en même temps léger, gâté par tous les succès, dédaigneux pour ses contemporains, complaisant pour

lui-même, alliant la fatuité mondaine et la présomption à un certain pédantisme germanique, assez beau joueur pour en imposer au monde, pour déguiser des intérêts sous le nom de droits, des expédients sous le nom de principes, l'immobilité, qui était tout son système, sous le voile de profonds calculs. Homme habile et heureux, qui a passé sa vie, quarante ans de ministère, à se servir des circonstances, et qui a su durer, sans rien créer, jusqu'au jour où, réveillé en sursaut par des révolutions nouvelles, il a paru emporter avec lui tout un ordre de choses, presque la monarchie autrichienne elle-même, sans douter un instant de sa propre infaillibilité. Les *Mémoires* qu'il a laissés, comme un dernier témoignage de ses actions et de ses pensées, sous la forme d'une autobiographie, de correspondances, de notes tracées au jour le jour, ces *Mémoires* ne sont pas de l'histoire; ils sont plutôt des documents, des fragments d'une grande histoire. Ils respirent l'infatuation aisée d'un politique de cour, qui se sent toujours en scène et garde le perpétuel contentement d'une assurance superbe. Ils transposent souvent les impressions et ils confondent quelquefois les dates. Ils sont insuffisants ou pleins de savantes réticences sur des points délicats; ils sont abondants jusqu'à la prolixité sur bien

d'autres points qui n'ont pas toujours une égale importance[1].

N'importe, ces vieux papiers ont leur langage et font revivre tout un passé, toute une époque évanouie, toute une suite d'événements et de révolutions. Ils montrent surtout comment un homme, avec une idée fixe et l'art des combinaisons, s'est fait cette destinée exceptionnelle qui a eu trois grands moments : les luttes contre Napoléon, le congrès de Vienne, enfin ce long règne de 1815 à 1848, pendant lequel celui qui fut chancelier de cour et d'État a tenté, a réalisé, par sa diplomatie, au profit de l'Autriche, ce gouvernement de l'Allemagne et de l'Europe qu'un autre chancelier a conquis depuis, par le fer et le feu, au profit de la Prusse. C'est, dans une vie d'homme, l'histoire d'un temps.

II

Rien certes de plus dramatique que cette période du commencement du siècle, qui a vu tour à tour la

[1] *Mémoires, documents et écrits divers,* laissés par le prince

France révolutionnaire, républicaine ou impériale, maîtresse de l'Europe, l'Europe coalisée maîtresse de la France. Comment s'expliquent ces prodigieuses alternatives de la fortune militaire et diplomatique, ces tragiques vicissitudes où les vaincus de la veille redeviennent les vainqueurs du lendemain? C'est justement le problème de cette histoire de 1792 à 1815, de ces années qui se comptent par des campagnes, par des coalitions, par des coups de théâtre toujours nouveaux [1].

Au premier moment, lorsque la Révolution française éclate, elle reste visiblement et assez longtemps une énigme pour la diplomatie des vieilles cours, qui n'en saisit ni la portée ni le caractère universel et redoutable. Les cabinets n'y voient tout au plus qu'une crise, qui, en affaiblissant la France, laisse toute

de Metternich, chancelier de cour et d'État, publiés par son petit-fils, le prince Richard DE METTERNICH, classés et réunis par M. A. DE KLINKOWSTRŒM. 8 vol.

[1] Depuis que les archives se sont ouvertes de toutes parts, cette époque a pu être mieux étudiée, et elle est désormais mieux connue dans sa vérité. Elle a été racontée avec talent, quoique souvent avec partialité, par M. DE SYBEL, dans son *Histoire de l'Europe pendant la Révolution française*. Plus récemment en France, M. Albert SOREL a publié, sous le titre de *L'Europe et la Révolution française*, les premiers volumes d'un savant et substantiel travail qui éclaire cette histoire déjà ancienne et toujours nouvelle.

liberté à leurs desseins. Tandis que l'orage monte et grossit, ils ne sont occupés que de leurs ambitions, de leurs intérêts ou de leurs rivalités. Ils ne s'entendent un instant que pour procéder avant tout, avant la croisade conservatrice contre la France, à ce second partage de la Pologne, qui coïncide avec la première coalition de 1792, que M. de La Marck, dans une lettre à M. de Mercy-Argenteau, appelle « une inconséquence révoltante et digne de pitié ». Les rois ne comprennent rien à cette révolution qui les menace par les idées avant de les menacer par les armes. A cette force nouvelle, qui fait pour ainsi dire explosion à leurs frontières, ils ne trouvent à opposer que des déclarations qui sont des défis à la fois irritants et impuissants, des alliances sans sincérité, une politique d'expédients, des efforts décousus, une stratégie méticuleuse et surannée.

A peine engagés dans la terrible lutte, ils se sentent déconcertés, et, chose étrange, c'est la France désorganisée, livrée aux fureurs révolutionnaires, mais puissante par le patriotisme, par son exaspération même, qui réussit à vaincre, à dicter des lois, à dissoudre les coalitions; c'est la France qui, après avoir été un instant envahie, rend invasion pour invasion et franchit de toutes parts ses frontières, réduisant

successivement ses ennemis, la Prusse, l'Autriche elle-même, à accepter des traités qui sont le commencement de la subversion de la vieille Europe. La Révolution, dans les camps de la République, s'est faite guerrière pour sa défense; elle l'est bien plus encore le jour où un jeune chef de génie, élevé tout à coup à l'Empire, prend dans sa puissante main toutes les forces des armées républicaines, trempées au feu des combats, pour les conduire à la domination du monde, à travers cette série d'étapes glorieuses qui s'appellent Austerlitz, Iéna, Friedland, Wagram. Cette fois, on peut le croire, le destin a prononcé, les résistances sont vaincues l'une après l'autre; le continent, soumis, semble se résigner à la Révolution, qui ne lui apparaît plus que sous la figure du nouveau Charlemagne, maître de l'Europe comme de la France, assez puissant pour se faire de la Russie une alliée à Tilsit, pour obtenir de l'Autriche une archiduchesse en 1810. C'est la première partie et comme le point culminant de l'histoire du temps.

Bientôt, cependant, tout commence à changer de face. La Révolution, en se confondant avec l'Empire napoléonien, s'est tout au moins transformée, et, après avoir été la grande propagatrice des idées de liberté et d'émancipation parmi les peuples, elle n'est

plus que conquérante. La Révolution, sous cette figure nouvelle, étend ou veut étendre sa domination du midi au nord, au delà des Pyrénées comme en Allemagne, sous prétexte d'atteindre l'Angleterre, qui reste la dernière, l'éternelle et insaisissable ennemie. C'est là son piège ou sa fatalité. Par ses excès de conquête, elle irrite et révolte tous les instincts d'indépendance nationale qui frémissent dans le silence de la défaite. Par ses bouleversements de territoires et de souveraineté, elle ranime le sentiment de conservation européenne. Par ses abus de prépotence, elle réconcilie les vaincus, elle refait les alliances brisées, elle rapproche les peuples de leurs gouvernements jusqu'au jour où elle voit se tourner contre elle toutes ces forces, tous ces sentiments qu'elle a suscités, qu'elle a contribué à développer. C'est la seconde partie de cette histoire.

Le cycle est complet. Mais dans ce cadre mouvant où tout se presse, où les événements gardent une sorte d'unité tragique, tous ces États européens qui prennent part à l'action ont des caractères et des rôles différents. L'Angleterre, en subventionnant toutes les coalitions, combat pour sa cause, pour sa prépondérance maritime et mercantile. La Prusse, la Russie, puissances nouvelles, sans scrupules, ne son-

gent qu'à profiter des subversions du continent pour s'agrandir. L'Autriche, pour sa part, dans cette mêlée des peuples, l'Autriche, plus que tout autre État, représente la vieille politique de conservation et d'équilibre : politique longtemps malheureuse, éprouvée par une série de désastres jusqu'à Wagram, mais patiente et artificieuse, rompue au maniement des alliances, à l'art de plier sous la force et de se dégager, habile à déguiser ses ambitions et ses évolutions sous le voile des médiations savantes et intéressées.

C'est cette politique que M. de Metternich est appelé un jour à personnifier au premier rang, et, par une chance heureuse de sa destinée, il entre dans le jeu des événements à ce moment unique de 1809, où la fortune napoléonienne touche à son point culminant, où les disgrâces autrichiennes, qui se confondent avec les disgrâces européennes, semblent épuisées. Avant lui, tous les politiques de Vienne qui se sont succédé aux affaires depuis dix-sept ans ont échoué dans tout ce qu'ils ont tenté. M. de Kaunitz, au déclin de l'âge et de son long règne, a quitté la scène en 1792, le monde en 1794, sans avoir rien compris au grand conflit naissant; M. de Thugut, le premier engagé sérieusement dans la lutte contre la

Révolution française, s'est usé en efforts impuissants pour finir par être réduit à subir la loi du vainqueur à Campo-Formio et à Lunéville. Après M. de Thugut, M. de Cobentzel a cru pouvoir tenter encore la fortune des armes contre le premier Consul devenu déjà empereur, et n'a réussi qu'à préparer à son pays le désastre d'Austerlitz suivi de la paix de Presbourg, qui ne laisse plus rien subsister de l'ancien empire germanique. Après M. de Cobentzel, M. de Stadion, avec plus de passion que de lumières, a voulu, à son tour, s'armer pour une guerre nouvelle; il n'a fait qu'attirer sur l'Autriche le coup de foudre de Wagram, prélude de la dure paix de Vienne, — qui, presque aussitôt, il est vrai, a un supplément extraordinaire dans une alliance dynastique des Habsbourg avec Napoléon. C'est à cette heure de crise, entre la paix de Vienne et le coup de théâtre imprévu du mariage de Marie-Louise, que M. de Metternich est appelé au poste de ministre dirigeant, et il y arrive avec sa jeune ambition, avec un esprit pénétré des traditions autrichiennes et instruit par les événements, avec l'expérience des cours et une bonne opinion de lui-même qui ne lui a jamais manqué.

Le nouveau ministre, qui se trouvait chargé des affaires de l'empire d'Autriche et qui allait en garder la

direction pendant près d'un demi-siècle, avait trente-six ans. Clément-Wenceslas-Lothaire de Metternich-Winneburg était né le 15 mai 1773 aux bords du Rhin, aux portes de Coblentz, dans un domaine héréditaire dont les maîtres devaient être dépossédés par la Révolution française[1]. Il était d'une famille de comtes de l'Empire, fils du comte François-George de Metternich,

[1] Lorsque, plus de vingt-cinq ans après, M. de Metternich, devenu le premier ministre de l'empereur d'Autriche et un des principaux personnages de l'Europe, parcourait le pays de Coblentz, il avouait qu'il se faisait un véritable plaisir de se retrouver aux lieux de sa jeunesse, où tout était changé, de revoir l'ancienne maison de sa famille, qui n'était alors qu'une ruine. Il écrivait à sa mère (septembre 1818) : « ..... Il faut, ma bonne maman, que je vous écrive d'ici, ne fût-ce que pour que vous ayez de votre fils une lettre écrite de ce lieu... Les environs de Coblentz comptent là-bas parmi les sites les plus remarquables du Rhin; notre jardin près de la Moselle est un champ. J'ai été visiter la maison; le manège, les remises, la vieille porte, les murs de séparation entre les deux cours, tout a disparu. Il y a un petit mur avec deux portes à pilastres qui forment l'entrée de la cour, et une petite place publique a remplacé les maisons qui en obstruaient l'entrée. La maison est dans l'état le plus piteux, on n'y découvre plus que les traces de ce qu'elle était... J'ai parcouru le jardin, la partie anglaise est remplacée par une vingtaine de gros arbres plantés sans ordre et qui se sont élevés à la place des anciennes broussailles. L'ermitage a disparu, le tertre sur lequel il se trouvait en marque encore la place. La prairie est conservée, le petit espalier est changé en grands arbres comme on en voit dans les champs. Sur la terrasse, les

dignitaire de cour, souvent employé à des missions de diplomatie et de gouvernement sous Marie-Thérèse et sous ses successeurs. Il avait commencé son éducation classique avec des précepteurs, dont l'un était un Français qui, peu d'années après, allait être un révolutionnaire fougueux en Alsace et même à Paris. Il avait continué ses études à l'université de Strasbourg, puis à l'université de Mayence, où il recevait des leçons de l'historien Nicolas Vogt. Il avait surtout complété son instruction à Bruxelles auprès de son père, envoyé comme plénipotentiaire impérial dans les Pays-Bas au moment des premiers troubles du Brabant. Il avait, en un mot, grandi dans une atmosphère à la fois studieuse et mondaine, sous l'influence des traditions de famille, des habitudes de cour, des mœurs françaises fidèlement imitées au delà du Rhin, et, comme il le dit, au spectacle de « l'affaissement moral des petits États allemands avant la tempête qui devait bientôt les emporter ».

tilleuls sont immenses et masquent en partie la vue... Je n'ai pas rencontré, depuis que je suis ici, deux figures de connaissance. Il suffit d'être venu ici, comme moi, pour ne pas douter que vingt-cinq années suffisent pour englober une génération entière. Les rues sont remplies d'enfants, des enfants de notre temps, et l'on me regarde comme un revenant de l'autre monde... » (*Mémoires : Voyage aux bords du Rhin*, t. III, p. 117.)

Avant d'avoir vingt ans, celui qui devait être le prince de Metternich avait eu le privilège d'être choisi par l'ordre des comtes catholiques de Westphalie pour le représenter presque coup sur coup au couronnement de l'empereur Léopold en 1790, et, en 1792, au couronnement de l'empereur François, dont il devait être si longtemps le conseiller et l'ami. Il avait assisté avec la curiosité d'un jeune homme à ces cérémonies imposantes, un peu surannées, de l'avènement d'un chef du saint-empire, à ces réunions de princes, à ces pompes et à ces fêtes qui animaient, pour quelques jours, la ville impériale de Francfort; mais déjà, entre les deux couronnements, — de 1790 à 1792, — tout s'était singulièrement assombri. La révolution de France grondait de plus en plus et retentissait en Allemagne, agitant les esprits, menaçant les gouvernements. Les émigrés affluaient dans les villes du Rhin, où ils portaient leur frivolité turbulente, leurs illusions et leurs excitations, promettant aux chefs de la coalition européenne une victoire facile, une marche presque triomphale jusqu'à Paris. La guerre avait commencé en Belgique entre l'Autriche et la France. Les armées de la Prusse se rassemblaient en avant de Coblentz. Tandis qu'on dansait à Francfort,

la lutte était engagée, — non pas pour trois mois, comme le disaient les émigrés, mais pour plus de vingt années!

III

Aux premiers moments, le jeune Metternich n'avait et ne pouvait avoir aucun rôle. Il avait suivi à Bruxelles son père, ministre de l'Empereur dans les Pays-Bas, et il s'était trouvé mêlé à quelques-unes des affaires de la campagne, au siège de Valenciennes. Il avait été aussi envoyé en Angleterre, où il avait trouvé le meilleur accueil dans le monde de Londres et où il avait pu voir les passions belliqueuses d'un grand peuple dans leur premier feu contre la France, le régime parlementaire anglais dans son éclat avec les Pitt, les Burke, les Fox, les Grey. Il n'avait pas tardé à regagner le continent, à rejoindre son père qui avait dû se replier des Pays-Bas devant les armées françaises, et, avec lui, pour la première fois, en 1794, il avait fait le voyage de Vienne, où il était allé attendre ce que les événements feraient de lui. Pour

le moment, pendant que la guerre sévissait plus que jamais sur les frontières et que la diplomatie s'effaçait, les parents du jeune Clément de Metternich lui préparaient une grande alliance. On le mariait avec la petite-fille de M. de Kaunitz, fille du prince Ernest de Kaunitz-Rietberg, et le mariage s'accomplissait dans une terre de famille, en Moravie, — à Austerlitz !

Quelles combinaisons étranges il peut y avoir dans les préliminaires obscurs d'une grande vie! A Strasbourg, Clément de Metternich, simple étudiant, avait passé à côté d'un jeune officier d'artillerie, de Bonaparte lui-même, sans le connaître, et il avait été l'hôte familier du duc Maximilien de Deux-Ponts, alors colonel du régiment de Royal-Alsace, — depuis premier roi de Bavière, créé de la main de Napoléon. A Francfort, il avait ouvert le bal du couronnement de l'empereur François avec la jeune princesse de Mecklembourg, amie de sa famille, qui allait être bientôt la séduisante et infortunée reine Louise de Prusse. Maintenant, il se mariait dans un petit village de Moravie, sans se douter que ce paisible et obscur coin de terre serait ensanglanté et illustré par le génie des batailles. Tous ces noms, tous ces personnages encore inconnus devaient se retrouver et avoir leur place dans l'histoire!

Fixé dans sa vie de famille par un mariage qui unissait deux grands noms, jeune, déjà brillant et instruit, Clément de Metternich avait passé ces années à Vienne, qui était alors comme une capitale du continent en guerre avec la France, et qui réunissait une société d'élite. Il partageait son temps entre l'étude des sciences, qui était, à ce qu'il assure, sa vocation, et la vie mondaine, pour laquelle il avait encore plus de goût. Il voyait dès lors assez souvent le prince de Ligne, ce représentant léger et hardi du bel esprit français et de la société du dix-huitième siècle. Il était l'hôte assidu du salon de la princesse Charles de Lichtenstein, qui avait été du cercle familier de Joseph II, et qui rassemblait autour d'elle tout ce que Vienne comptait de femmes brillantes, d'étrangers, d'émigrés français. Il remplissait aussi ses devoirs de cour auprès de l'empereur François, qui ne manquait jamais de lui recommander de ne pas s'oublier dans sa paresse mondaine, de se tenir à sa disposition. Il n'était sorti qu'un instant, aux derniers jours de 1797, de son inaction, pour aller, comme délégué des comtes de Westphalie, ou comme secrétaire de son père, au congrès de Rastadt, à cette réunion qui devait finir d'une façon tragique et qui était le commencement des funérailles de l'empire d'Allemagne.

Pour la première fois, la diplomatie du Directoire de la République française et la diplomatie de la vieille Europe se rencontraient dans un congrès. Jusque-là, Metternich n'avait vu la révolution que de loin; maintenant, il la voyait de plus près dans sa représentation officielle, — non dans Bonaparte, qui n'avait fait que passer, — mais dans Treilhard, dans Bonnier, dans ce personnel révolutionnaire dont il retraçait la figure et l'accoutrement un peu bizarre d'un trait léger et moqueur, dans ses lettres familières.

Le jeune représentant des comtes de Westphalie ne se faisait guère illusion. Il se moquait des révolutionnaires, qui, avec leurs airs de « loups-garous », lui apparaissaient comme de singuliers héritiers de l'ancienne urbanité française; il sentait ce qu'il y avait de redoutable dans une révolution qui, avec de tels hommes et de tels moyens, menaçait de faire la loi au monde. Il voyait les armes républicaines partout victorieuses, le vieil empire d'Allemagne en dissolution, la cause européenne près d'être perdue par la désunion des princes, par la défection de la Prusse, qui s'était retirée la première de la lutte, par les fautes politiques et militaires de la coalition; il se disait en même temps, il est vrai, que s'il fallait « faire son deuil de l'Empire », des sécularisations, des biens

nobles confisqués sur la rive gauche du Rhin, sa famille ne perdrait rien et trouverait ses compensations dans les biens ecclésiastiques sécularisés.

Au demeurant, le congrès n'avait conduit à rien, si ce n'est au meurtre des plénipotentiaires français. Metternich, à ce moment, avait déjà quitté Rastadt pour retourner à Vienne, assez découragé et dégoûté de ces ingrates négociations. C'était tout au plus pour lui une fausse entrée dans la diplomatie, une médiocre aventure dont il n'avait gardé qu'une impression pénible, avec le désir de rester pour l'instant dans son rôle de simple observateur. Sa véritable entrée dans la carrière ne date que d'un peu plus tard, lorsque tout avait changé encore une fois, lorsque la campagne de Marengo et de Hohenlinden venait de conduire à la paix de Lunéville, cette paix de Campo-Formio aggravée, lorsque, par une métamorphose nouvelle, la Révolution française apparaissait sous la figure d'un consul brillant de gloire, tout-puissant et déjà près de se faire empereur. M. de Thugut, las de huit années de luttes et de défaites qui avaient coûté à l'Empire le Milanais en Italie et la rive gauche du Rhin, avait quitté la scène et avait pour successeur à la chancellerie de Vienne M. de Cobentzel, le négociateur de Lunéville. L'Autriche, réduite à subir une paix à laquelle elle n'avait

pu se dérober et dont elle espérait se relever, éprouvait le besoin de se ressaisir, de réorganiser ses relations troublées, de reprendre sa position et son influence par la diplomatie. C'est alors que Clément de Metternich, désigné par l'empereur François lui-même, était entré réellement et définitivement dans la politique active par deux missions qu'il avait successivement à remplir à Dresde et à Berlin, qui etaient les premiers degrés de sa fortune.

On lui avait donné à choisir entre Dresde, Copenhague et la mission de ministre de Bohême auprès de la diète de l'Empire à Ratisbonne. Copenhague lui semblait trop loin; aller à Ratisbonne pour assister aux inévitables funérailles de l'Empire lui répugnait. Il avait opté pour Dresde, où il allait trouver un régime doux et paisible sous un prince simple et honnête, l'électeur Frédéric-Auguste. Rien de plus curieux que cette petite cour de la Saxe électorale, demeurée, au milieu des agitations européennes, ce qu'elle était en plein dix-huitième siècle. Elle avait vu passer au loin les événements sans en ressentir les atteintes. Rien n'avait changé dans ce petit monde isolé, ni les usages, ni les puériles étiquettes, ni les costumes, ni les modes du temps de Louis XV, et, selon le mot de Metternich, « la Révolution française en était déjà au consulat de

Bonaparte lorsqu'à la cour de Saxe les dames portaient encore des paniers ».

Dresde, quoique un peu en retard dans le mouvement des choses, avait cependant un avantage : c'était comme une étape sur la route de Berlin et de Saint-Pétersbourg, comme un poste d'observation, qui, par cela même, attirait un nombreux corps diplomatique; c'était, de plus, pour l'Autriche cherchant à se relever, un point de l'échiquier allemand à disputer à l'influence de la Prusse, un État précieux à maintenir dans la fidélité à ce qui restait de l'Empire, aux intérêts autrichiens. Le jeune envoyé à Dresde avait été chargé de se préparer à lui-même ses instructions, et, du premier coup, il mettait toutes ses idées dans son programme. Il traçait un vaste tableau où il montrait la situation nouvelle du monde, la France menaçant l'Europe par ses perpétuels agrandissements, l'Angleterre ne songeant qu'à ses intérêts, la Russie n'offrant qu'un appui intermittent et ne consultant que son ambition, la Prusse toujours prête à profiter du malheur des autres pays, la Saxe enclavée entre deux monarchies puissantes et mal défendue contre les pressions prussiennes.

Chercher à se reconnaître, à retrouver des points d'appui, des alliances en 1801-1802, n'était pas fa-

cile; mais pour ces idées, Dresde était un bien petit théâtre, et avant que l'année 1803 fût écoulée, au moment où M. de Stadion était expédié à Pétersbourg pour essayer de nouer amitié avec le jeune successeur de l'infortuné Paul Ier de Russie, l'empereur Alexandre, M. de Metternich était envoyé à Berlin pour reprendre avec la Prusse des habitudes d'intimité et de confiance interrompues depuis la paix de Bâle. Ces mouvements de la diplomatie autrichienne semblaient se lier à deux événements qui dévoilaient l'instabilité et l'état violent de l'Europe : au mois de décembre 1802 avait été préparé l'acte qui, sous le nom de « recez » de Ratisbonne, consacrait le bouleversement territorial de l'Allemagne par la sécularisation des principautés ecclésiastiques; au printemps de 1803, par la rupture de la paix d'Amiens, la guerre venait de se rallumer entre l'Angleterre, emportée plus que jamais par ses passions nationales, et le premier Consul, qui mettait tout son feu dans les armements de Boulogne, — en attendant d'être un empereur sacré par la victoire et par un pape.

IV

Au fond, cette double mission de M. de Stadion à Pétersbourg, de M. de Metternich à Berlin, cachait la pensée bien obscure encore d'une nouvelle coalition à laquelle l'Autriche se préparait de loin avec la patiente souplesse d'une puissance habile à réparer ses défaites, à attendre ou à saisir les occasions, sans se laisser jamais décourager. L'Autriche, liée pour le moment par le traité de Lunéville, ne songeait pas sans doute à reprendre de sitôt les armes. Elle avait toujours la crainte de la France, de son jeune chef, dont elle voyait grandir d'heure en heure la fortune et l'ambition. Elle s'attendait à des entreprises nouvelles de l'impétuosité française en Allemagne, aussi bien qu'en Italie, et, prévoyant le danger, elle ne désespérait pas de rattacher à un système de ligue défensive les autres cabinets intéressés comme elle à l'indépendance des États.

Elle avait besoin d'abord de s'assurer le concours de la Russie, et le succès n'était point impossible à

Pétersbourg où, à la place du fantasque Paul Ier, régnait un jeune souverain accessible à la flatterie, impatient des grands rôles, assez disposé déjà à se croire l'émule du premier Consul, à se considérer comme un protecteur ou un médiateur de l'Europe. M. de Stadion était chargé d'attirer Alexandre dans l'alliance rêvée à Vienne; mais la Russie et l'Autriche fussent-elles unies, elles ne pouvaient rien encore sans l'appui de la Prusse, et ici était la difficulté.

La Prusse, au fond du cœur, gardait autant que l'Autriche la haine de la Révolution française; elle craignait en même temps de se compromettre par des manifestations qui risqueraient de la ramener à la guerre. Retirée la première des grandes luttes, elle avait trouvé assez de profit à sa neutralité depuis la paix de Bâle, elle venait de gagner assez à la curée des sécularisations pour rester attachée à une paix si fructueuse, pour tenir singulièrement à ménager la France, qui avait comblé quelques-unes de ses ambitions et de qui elle attendait de nouveaux avantages. Partagée entre ces sentiments divers, elle suivait une politique de perpétuels subterfuges, s'étudiant à flatter le premier Consul, qu'elle craignait, sans se brouiller avec l'Autriche, dont elle était toujours jalouse, et avec la Russie, dont elle subissait l'ascen-

dant. La Prusse, en un mot, tenait à rester en mesure de traiter avec tout le monde et voulait gagner beaucoup sans se lier avec personne. C'est la situation où M. de Metternich avait à remplir son rôle.

Il était arrivé à Berlin à la fin de 1803, après avoir passé quelques mois à l'abbaye sécularisée d'Ochsenhausen, que son père, le vieux comte de Metternich, venait de recevoir, avec le titre de prince, de l'empereur François en dédommagement de ses biens perdus sur la rive gauche du Rhin. Personnellement, il ne pouvait qu'être bien accueilli dans une cour gardée par une sévère étiquette, mais ouverte pour lui par le roi Frédéric-Guillaume III, qu'il avait connu prince royal à Coblentz en 1792, et par la grâce de la reine Louise, cette princesse de Mecklembourg avec laquelle il avait, dix ans auparavant, ouvert le bal de Francfort au couronnement de l'empereur François. Politiquement, il tombait du premier coup au milieu des divisions qui partageaient la cour et la société berlinoise. Dans une partie de ce monde prussien, dans l'armée, la haine de la Révolution française, les passions d'ancien régime, les ardeurs belliqueuses régnaient; on ne respirait que la guerre contre la France. De cœur, la reine Louise était la complice

de ces passions personnifiées surtout dans un des fils du prince Ferdinand, dernier frère survivant de Frédéric II, dans ce jeune prince Louis qui devait finir en héros à Saalfeld, et qui, en attendant, avec son grand air et son courage chevaleresque, s'épuisait dans une vie de désordres, dans ce que M. de Metternich appelle les « mauvaises compagnies ». Le prince d'Orange, marié à une sœur du Roi, dépossédé de ses États, avait naturellement les mêmes haines. D'un autre côté, la politique des bons rapports, même de l'amitié, d'une amitié intéressée et profitable avec la France, avait sa force à la cour et dans le gouvernement. Elle avait été longtemps représentée par un autre frère du grand Frédéric, par le prince Henri, tant qu'il avait vécu ; elle était représentée encore par M. de Haugwitz, l'habile et artificieux ministre des affaires étrangères, qui restait le garant de la neutralité prussienne, par le secrétaire du cabinet, M. Lombard, qui avait été envoyé à Bruxelles pendant le voyage du premier Consul en 1802, et qui en était revenu ébloui. C'était ce qu'on appelait le parti français.

Entre ces deux camps, le roi Frédéric-Guillaume III, indécis et craintif de caractère, se dérobait par sa faiblesse, n'ayant d'autre politique qu'une insurmontable

aversion pour la guerre. Il avait gardé d'une entrevue qu'il venait d'avoir à Memel avec l'empereur Alexandre Ier des souvenirs qui créaient entre les deux familles souveraines un lien de sentiment[1] ; il se défendait d'entrer dans des engagements plus précis, et s'il écoutait parfois volontiers tout ce qu'on lui disait sur la nécessité de s'unir dans l'intérêt européen, il se hâtait de réclamer le secret le plus absolu, en répétant toujours : « Si Bonaparte l'apprend, il tombera sur l'un ou sur l'autre pour empêcher la réunion. » S'il appelait bientôt au ministère des affaires étrangères le baron, depuis prince de Hardenberg, qui était favorable aux vieilles cours, il ne retirait pas pour cela sa confiance à M. de Haugwitz, qui passait pour l'ami de la France, et il ne se laissait pas émouvoir par les criailleries de son entourage, même par les plaintes de M. de Hardenberg contre M. Lombard. Il se bornait à répondre en fronçant le sourcil : « Je dois savoir mieux que vous ce qui en est. » La duplicité était pour lui le déguisement de la faiblesse.

[1] Voir au sujet de cette entrevue les *Mémoires* du prince Adam Czartoryski.

V

Placé en face de cette situation, l'envoyé de l'empereur François avait de la peine à saisir une politique qui se dérobait elle-même dans l'obscurité et les contradictions. Toujours bienvenu à la cour et traité avec une politesse familière, il était peu écouté. Il avait passé six mois en démarches vaines, en insinuations inutiles; il avait tout au plus démêlé cette vérité que la seule influence qui pût balancer celle de la France à Berlin était l'influence de la Russie, et que ce n'était qu'à Pétersbourg que la Prusse pourrait être conquise. Il ne se doutait pas qu'à ce moment même, au printemps de 1804, la Prusse, loin de chercher à se lier avec les vieilles cours, était occupée à négocier avec la France un traité qui, sauf le mot sur lequel on disputait encore entre Berlin et Paris, était une véritable alliance offensive et défensive. Et la négociation aurait pu réussir, si tout à coup n'avait retenti en Europe un événement qui changeait tout, qui allait donner plus de cohésion et de force à toutes les idées,

à tous les projets de coalition qui en étaient encore à s'essayer : c'était la tragédie du fossé de Vincennes, la sinistre exécution du duc d'Enghien !

Du jour au lendemain, la catastrophe avait eu la plus dangereuse influence sur toutes les cours. La Prusse avait brusquement interrompu toute négociation avec Paris et s'était tournée vers Pétersbourg, devenu le centre des défiances et des hostilités contre la France. L'Autriche était toute prête à signer avec la Russie une alliance intime, qu'elle poursuivait de ses vœux, que M. de Metternich ne cessait de représenter comme le seul moyen de pression efficace pour entraîner définitivement la Prusse. Des négociations allaient bientôt s'ouvrir avec l'Angleterre, déjà engagée dans son grand duel avec la France. De sorte que, pendant cette année 1804, l'Europe offrait un spectacle singulier. Pendant que le premier Consul, sans s'inquiéter de l'impression produite par le meurtre du duc d'Enghien, dévoilait ses desseins de grandeur, s'élevait à l'Empire, obtenait la reconnaissance plus ou moins sincère des puissances qui n'osaient la refuser et préparait les pompes du sacre, avec la présence du Pape à Paris, une coalition se formait obscurément de toutes parts. Elle était définitivement arrêtée entre l'Autriche et la Russie par le traité du 6 novembre 1804, et les

deux cabinets réunis se hâtaient de concentrer leurs efforts à Berlin pour décider l'accession de la Prusse, tandis qu'un plénipotentiaire russe partait pour Londres[1]. On ne parlait pas encore de guerre, il est vrai, on ne parlait que d'une alliance défensive pour la sûreté de l'Europe, d'une médiation à offrir dans la guerre maritime dont le continent souffrait dans ses intérêts. La coalition ne serrait pas moins ses nœuds, et les événements ne pouvaient tarder à se précipiter.

L'illusion de l'Autriche, plus intéressée que les autres puissances à tout ce qui se préparait, était de croire que ce travail de diplomatie et les armements qu'elle multipliait à l'appui de ses combinaisons, échapperaient jusqu'au bout à celui qu'elle craignait, qu'elle n'osait encore défier ouvertement. Si occupé

[1] M. de Metternich dit dans ses *Mémoires*, t. Ier, p. 40 : « Ce fut à la fin de l'année 1804 que je reçus mes premières instructions relativement à la grande entreprise dans laquelle les deux cours — Russie et Autriche — avaient un intérêt majeur à entraîner la Prusse. J'avais pour tâche de gagner cette puissance aux projets des deux alliés... » On peut voir aussi sur toute cette période des préliminaires de la guerre de 1805, sur les relations de la Russie avec l'Autriche, avec la Prusse, comme sur la mission de M. de Nowosiltzow à Londres, les intéressants *Mémoires* du prince Adam Czartoryski. Le prince était à ce moment, on le sait, ministre des affaires étrangères de Russie et initié aux plus secrètes pensées d'Alexandre.

qu'il fût de ses préparatifs maritimes et militaires des côtes de la Manche, le Consul devenu empereur ne détournait pas son attention du centre de l'Europe.

M. de Metternich s'est cru autorisé depuis à dire que le camp de Boulogne n'avait jamais été qu'une fausse démonstration, que Napoléon n'avait jamais eu l'intention de tenter la descente en Angleterre, que, dans sa pensée, l'armée de la Manche avait été « de tout temps l'armée contre l'Autriche ». Il assure même que, quelques années après, l'Empereur lui en avait fait un jour l'aveu dans un entretien familier. L'Empereur, ce jour-là, s'amusait à laisser croire ce qu'il voulait, et M. de Metternich, pour un si fin diplomate, se laissait abuser. Assurément, Napoléon s'était dit plus d'une fois qu'il pouvait y avoir plusieurs manières de vaincre l'Angleterre, qu'une de ces manières était de l'atteindre dans ses alliés du continent, et c'est ce que l'empereur François lui-même exprimait à sa façon, dès 1803, lorsque, dans un épanchement assez naïf, il disait à l'ambassadeur de France, M. de Champagny : « Si le général Bonaparte, qui a tant accompli de miracles, n'accomplit pas celui qu'il prépare, s'il ne passe pas le détroit, c'est nous qui en serons les victimes; il se rejettera sur nous et *battra l'Angleterre en Allemagne.* » Ce n'était qu'une

éventualité à peine entrevue. En réalité, il n'est point douteux que tout avait été sérieux dans la pensée première de cette entreprise de Boulogne, dont le premier Consul ne se dissimulait pas les dangers, et où il était néanmoins résolu à s'engager, à « risquer sa gloire », comme il le disait d'un accent plein de grandeur dans sa conversation fameuse avec lord Withworth.

Ce n'était point évidemment pour une fiction, pour une fausse démonstration qu'il déployait un si merveilleux génie d'invention et d'organisation dans ses armements de la Manche. Jusqu'au dernier moment, il prétendait rester tout entier à la « guerre maritime ». Il ne se détournait tout à coup que le jour où, de son regard prompt à tout saisir, il démêlait dans l'été de 1805 le travail de la diplomatie en Europe, les préliminaires d'une coalition nouvelle, les préparatifs militaires de l'Autriche. Et alors, comme il arrive toujours, tout se précipitait : l'Autriche, surprise, troublée de se voir découverte, se défendait mal et redoublait d'activité fiévreuse; le trouble, les armements de l'Autriche enflammaient Napoléon et le décidaient brusquement à ce qu'il appelait la « contre-marche de son armée en Allemagne ». Le résultat était cette éclatante campagne d'octobre-décembre

1805, où l'Autriche, exposée au premier choc, allait être brisée à Ulm, — où la Russie accourait à travers la Pologne comme la réserve de la coalition. Où en était cependant la Prusse, que les coalisés harcelaient de leur diplomatie?

Depuis plus d'une année, la Prusse ne cessait de flotter dans sa politique d'ambiguïté, négociant avec tout le monde sans se lier avec personne. Au fond, en prenant mille précautions pour ne point se démasquer vis-à-vis de la France, qu'elle redoutait, elle tenait à rester en intelligence avec Vienne, surtout avec Pétersbourg. Elle avait fait déjà, dans le plus grand mystère, un premier pas vers la Russie, au mois de mai 1804, par une entente toute personnelle que le roi Frédéric-Guillaume nouait avec l'empereur Alexandre Ier. Elle était prête à faire un nouveau pas avant la fin de l'année, le jour où l'Autriche et la Russie, qui venaient de se lier secrètement par le traité du 6 novembre, unissaient leurs efforts à Berlin pour obtenir du Roi quelque gage de plus. M. de Metternich, qui depuis un an avait appris à connaître cette cour fuyante, était chargé de cette tentative, d'accord avec le représentant russe, M. d'Alopeus, et un envoyé confidentiel du Tsar, M. de Wintzingerode. On peut dire qu'il avait le principal rôle dans

cette négociation délicate, où il se sentait appuyé par M. de Hardenberg, devenu depuis peu ministre des affaires étrangères, où il avait à déjouer aussi l'insaisissable opposition de M. de Haugwitz, qui, en quittant le ministère, avait gardé son influence auprès du Roi.

Un instant, M. de Metternich se flattait presque d'avoir réussi à compromettre la Prusse dans la coalition qui se formait, dans ce qu'il appelait la cause générale; il avait du moins obtenu de M. de Hardenberg une sorte de déclaration constatant au nom du Roi « un accord de principes et, s'il le fallait, de démarches entre les trois cours ». M. de Metternich triomphait! Il ne gardait pas longtemps, il est vrai, ses illusions, et, avant peu, il était réduit à prévenir encore une fois sa cour qu'on n'aurait rien fait tant qu'on n'aurait pas mis la Prusse dans l'impossibilité de se dérober. « Il ne faut pas, écrivait-il, se borner à la mettre momentanément au pied du mur, *il faut l'y retenir*. » Le fait est que la Prusse ne s'était engagée à rien. Elle prétendait plus que jamais rester retranchée dans la neutralité, écoutant jusqu'au dernier moment les propositions nouvelles que Napoléon lui envoyait par Duroc, aussi bien que les paroles des coalisés. Elle rêvait encore quelque médiation intéressée lorsque,

tout à coup, les événements, en se précipitant, démasquaient cette politique, qui allait offrir en quelques jours le spectacle de ses versatilités et de ses défaillances, au risque de se préparer à elle-même un terrible lendemain.

Qu'arrive-t-il, en effet, à ce moment extrême, pendant les quelques semaines de septembre-octobre 1805, où Napoléon, déjà en marche sur le Danube, va ouvrir la campagne par un coup de foudre, et où M. de Metternich est réduit à interroger inutilement M. de Hardenberg? Un jour, l'empereur Alexandre, qui est à Pulawi, fait signifier à Berlin qu'il va passer avec son armée sur le territoire prussien pour aller au secours de l'Autriche, et le roi Frédéric-Guillaume se récrie, proteste contre la violence qui lui est faite, menace de repousser la force par la force [1]. Un autre jour, où

[1] Le prince Dolgorouki avait été envoyé à Berlin avec une lettre d'Alexandre annonçant l'entrée des troupes russes sur le territoire prussien, et il avait été reçu avec M. d'Alopeus, ambassadeur du Tsar, par le roi Frédéric-Guillaume III à Potsdam. « Voici ce qui s'était passé, dit M. de Metternich dans ses *Mémoires*. Le prince Dolgorouki et M. d'Alopeus avaient remis le 6 octobre 1805, au Roi, la lettre de l'empereur Alexandre; Sa Majesté la lut et déclara, sans la moindre hésitation, qu'ayant proposé aux puissances belligérantes la neutralité de la Prusse, il se regarderait comme étant en guerre avec toute puissance

il vient presque de rompre avec le Tsar, il apprend qu'un corps français a violé le territoire d'Anspach, et, par une volte-face subite, il se rejette vers la Russie; il envoie aux Russes l'autorisation de passer en pays prussien. L'empereur Alexandre, saisissant

qui romprait la neutralité en violant son territoire. — Retournez auprès de l'Empereur votre maître, ajouta le Roi, annoncez-lui ma résolution inébranlable. Je vous enverrai sans délai une lettre confirmative. — Là-dessus, le Roi congédia les deux ambassadeurs. Mais à peine ces derniers avaient-ils quitté Potsdam, à peine le baron de Hardenberg s'était-il mis en devoir de suivre ces derniers à Berlin, qu'il fut rappelé auprès du Roi. Sa Majesté venait de recevoir la nouvelle que Napoléon était entré sur le territoire neutre de la Prusse, près d'Anspach, afin de tourner l'armée autrichienne concentrée à Ulm. Le Roi dit à son ministre : — Les choses ont changé de face, allez de ce pas chez le prince Dolgorouki. Je le chargerai d'une lettre par laquelle j'informe l'Empereur que je lui ouvre les frontières de mon royaume. — Jamais peut-être on n'a vu, dans une heure décisive, se presser des événements aussi considérables. La lettre du roi de Prusse à l'empereur de Russie fut remise au prince Dolgorouki, et le Roi m'invita à venir le voir à Potsdam. » (*Mémoires*, t. Ier, p. 44.) — Ce fut, on le sait, une des péripéties du début de la campagne de 1805. On sait aussi que Napoléon, au lendemain d'Austerlitz, recevant M. de Haugwitz qui le complimentait de sa victoire et lui parlait de l'amitié du Roi son maître, demanda ironiquement à l'envoyé prussien s'il aurait parlé de l'amitié du Roi dans le cas où lui, Napoléon, aurait été battu. M. de Metternich raconte cette scène et ajoute que M. de Haugwitz n'avait pas paru sentir le sarcasme.

l'occasion, accourt à Potsdam, et, aidé par M. de Metternich, il enlève le traité du 3 novembre, qui semble lier la Prusse à la coalition.

Est-ce bien sûr et définitif, cette fois? Pas encore autant qu'on le croit. La Prusse a besoin de quelques semaines; elle s'est réservé la faculté de tenter un dernier effort, de proposer sa médiation sous la forme d'un ultimatum à Napoléon, déjà victorieux à Ulm, maître de Vienne, en marche sur la Moravie, — et c'est M. de Haugwitz qui est chargé de cette mission. On est à la mi-novembre; les jours passent, les événements se pressent autour de Brünn. L'envoyé du roi Frédéric-Guillaume arrive au camp français juste à point pour être presque témoin de la journée d'Austerlitz, — et M. de Haugwitz, parti avec la mission de remettre un ultimatum à Napoléon, revient avec un traité de cession du Hanovre, qui, en portant la confusion à Berlin, rejette la Prusse dans un ordre tout nouveau de négociations. — Dernier mot d'un long travail de diplomatie et profonde moralité des choses! La Prusse vient de laisser l'Autriche succomber sans lui avoir prêté un soldat; avant qu'il soit un an, l'Autriche laissera la Prusse se débattre seule et succomber à Iéna!

M. de Metternich, pendant ces quelques semaines

de la campagne de 1805, avait passé de pénibles moments, partagé entre l'impatience et l'impuissance, sentant tout le prix d'une prompte décision de la Prusse et n'ayant pas, comme il le disait, « une seule bonne nouvelle à porter au Roi » pour secouer son inertie. Lorsqu'il avait cru enfin toucher le but, il était retombé aussitôt sous le poids du désastre d'Austerlitz, qui, d'un seul coup, confondait tous les calculs et brisait ce qui a gardé dans l'histoire le nom de « troisième coalition ». M. de Metternich n'avait pas réussi; mais cette mission de deux années avait été pour lui une première, une instructive expérience des affaires sérieuses, et l'avait introduit dans la diplomatie européenne. Il avait vu de près la politique prussienne, cette politique mêlée d'ambition, de duplicité et de faiblesse; il savait ce qu'on en pouvait attendre, comment il fallait traiter avec elle. Il avait eu aussi l'occasion de voir, pendant ces deux années, bien des hommes qu'il devait retrouver plus tard, M. de Hardenberg, M. de Wintzingerode, le prince Adam Czartoryski, même quelques représentants de la France, avec qui il avait toujours gardé des rapports de politesse qui avaient attiré l'attention de M. de Talleyrand. Il avait surtout rencontré pour la première fois l'empereur Alexandre Ier, qui lui témoignait

aussitôt une extrême confiance, qui le traitait en ami, et avec qui il avait noué dès lors des relations presque intimes, destinées à passer par bien des phases diverses.

Mêlé à tout ce monde européen et diplomatique pour lequel il était fait, M. de Metternich le jugeait visiblement sans beaucoup de profondeur, mais avec aisance, avec finesse. Cette mission, en un mot, avait été pour lui un apprentissage à la fois malheureux et heureux. Il avait échoué dans ses négociations, il avait réussi comme homme : il s'était signalé pour un plus vaste théâtre. Qu'avait-il d'ailleurs à faire désormais à Berlin, où, comme il le disait, « tous les ressorts étaient brisés »? Il avait été désigné d'abord pour aller comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg, où l'empereur Alexandre le désirait, lorsque, changeant brusquement de destination, il était appelé à représenter et à servir l'Autriche à Paris même, dans les conditions nouvelles créées par la paix de Presbourg. « En réalité, a-t-il dit dans ses *Mémoires*, c'est à Paris seulement que commença ma vie publique. »

VI

C'est qu'en effet là était maintenant la puissance, là se décidaient les destinées de l'Europe. La paix de Presbourg, qui venait d'être signée deux mois après les affaires d'Ulm, vingt-cinq jours après Austerlitz, inaugurait un ordre étrangement nouveau. Elle réduisait la maison de Habsbourg au titre impérial d'Autriche; elle en finissait avec ce qui restait de l'ancien empire d'Allemagne, du saint-empire, qui allait être remplacé par une « confédération du Rhin », sous la protection de Napoléon. Elle transformait les principautés électorales de Bavière et de Wurtemberg en royautés, Bade en grand-duché, et tous ces changements, œuvre de la dernière guerre, étaient l'éclatante manifestation de la prépondérance française.

Paris était redevenu comme autrefois le centre brillant de la vie européenne. Déjà, en 1802, à l'époque des sécularisations allemandes, accomplies sous les auspices de celui qui n'était encore que premier Consul, Paris avait vu affluer princes et ministres, tous ceux qui

venaient plaider leur cause et qui retrouvaient avec surprise, au milieu d'une société prompte à revivre, l'éclat d'une souveraineté rajeunie. Maintenant, l'organisation de la confédération du Rhin sous la protection du vainqueur couronné d'Austerlitz attirait bien plus encore les princes que Napoléon venait de faire rois, ceux qui avaient une position, des intérêts à défendre dans la confédération nouvelle : tous se pressaient aux Tuileries.

L'Empire ne datait que de deux ans à peine, et déjà il semblait revêtu du sceau des institutions consacrées par le temps. C'est sur ce nouveau et vaste théâtre que M. de Metternich était appelé à figurer. Il arrivait à Paris au mois d'août 1806, à la veille de la guerre de Prusse et de Pologne; il allait y passer trois années, représentant dans la plus grande des cours la politique d'un État qui, encore meurtri de ses défaites, restait néanmoins une des premières puissances du continent, qui ne désespérait pas de réparer ses forces, de pouvoir un jour ou l'autre ressaisir un rôle, et en attendant sentait le besoin de dissimuler, de ménager l'impérieux génie auquel rien ne résistait.

Lorsque M. de Metternich a recueilli plus tard ses souvenirs sur cette époque, sur son arrivée à Paris, il a dit : « ...La destinée me plaçait de bonne heure en

face de l'homme qui, à cette époque, était l'arbitre du monde... Napoléon m'apparaissait comme la révolution incarnée, tandis que, dans la puissance que j'avais à représenter auprès de lui, je voyais la plus sûre gardienne des bases sur lesquelles reposent la paix sociale et l'équilibre politique... » Peut-être M. de Metternich ne voyait-il pas dès le premier jour sa position et son rôle aussi distinctement qu'il l'a cru plus tard, par une illusion qui a confondu les époques, — et comme il l'a dit pour d'autres, « l'après-coup a tout embelli ». Il faisait un pas nouveau dans une carrière où il allait rapidement grandir, — il n'en était pas encore à se croire l'antagoniste prédestiné de celui qu'il appelait « l'arbitre du monde ».

Il arrivait à Paris plus simplement, en ambassadeur d'une politique de paix, tout au moins d'observation et d'attente, sûr d'être bien vu de Napoléon, qui l'avait demandé, croyant trouver en lui un ami de la France, — plus certain encore d'être bien accueilli de M. de Talleyrand, qui ne cachait pas ses goûts pour l'Autriche, qui s'était étudié à adoucir la paix de Presbourg. Il succédait à un ambassadeur, le comte Philippe de Cobentzel, qui s'était un peu usé par le ridicule avec sa diplomatie surannée et ses costumes du temps de Marie-Thérèse. M. de Metternich avait

alors à peine trente-trois ans. Il avait une tournure élégante, l'aisance du gentilhomme, le goût du plaisir allié à l'habitude des affaires, la séduction des manières, une ambition souple et avisée; il ne demandait pas mieux que de réussir, et presque aussitôt il se trouvait accrédité par sa jeunesse et par son esprit dans ce monde tout nouveau de l'Empire qu'il voyait pour la première fois, qui, sous une main toute-puissante, visait à faire revivre les formes, les usages, les traditions de l'ancienne société française.

Monde étrange que ce monde impérial, qui eut son plus vif éclat, l'éclat d'une renaissance sociale, de 1804 à 1809! Plus tard, il prit d'autres caractères; il eut plus de pompe, il s'était fait rapidement à l'étiquette et aux habitudes monarchiques. On n'en était encore qu'aux débuts en 1804, au lendemain du sacre, à ces premières heures où tout semblait extraordinaire. Ils étaient tous jeunes dans ce monde nouveau, le chef qui éclipsait tout, les lieutenants, maréchaux et dignitaires de l'Empire à trente-quatre ans, les femmes de ces fiers soldats, brillantes de leurs vingt ans et de leur beauté : madame Lannes, madame Davout, madame Junot, madame Ney, Hortense de Beauharnais, Pauline Bonaparte, qui, avant de devenir princesse Borghèse, avait été madame Leclerc;

Caroline Bonaparte, qui n'était encore que madame Murat. Presque toutes ces jeunes femmes avaient été élevées chez madame Campan, à Saint-Germain, où elles s'étaient connues, où elles formaient d'avance un essaim de futures princesses, de futures dames du palais.

Napoléon, avec l'impétuosité qu'il mettait à tout, voulait avoir sa cour, une société renouvelée; il en trouvait les premiers éléments parmi les jeunes femmes de ses lieutenants, dans les familles qu'il élevait avec lui, et, par une pensée qui pouvait être un calcul de règne, qui avait aussi sa grandeur, il voulait réunir dans sa cour, dans la société qu'il prétendait reconstituer, les plus vieux noms de France et les fortunes nouvelles. Il mêlait dans les services d'honneur, dans la maison de l'Impératrice, une La Rochefoucauld, une Montmorency, une Mortemart, madame de Luçay, madame de Rémusat, la maréchale Lannes, la maréchale Ney, madame Savary, comme il nommait dans sa maison M. de Talleyrand grand chambellan, M. de Ségur grand maître des cérémonies, Berthier grand veneur, M. de Caulaincourt grand écuyer. Il organisait dans le même esprit les maisons des autres membres de la famille impériale. Tout cela se ressentait naturellement d'une origine soldatesque, de

la hâte avec laquelle tout devait se faire, du caractère de l'homme qui présidait à cette vaste et curieuse reconstitution.

Napoléon, en renouvelant les cadres de la société française, voulait y remettre la vie; il croyait y réussir en faisant une obligation à tous ceux qui avaient une place dans l'Empire d'avoir un salon, des réceptions, de donner des fêtes, et même, lorsqu'il partait pour quelque campagne bientôt suivie de nouvelles victoires comme en 1806, il voulait que rien ne fût interrompu à Paris. L'Impératrice devait tenir son cercle aux Tuileries. Le grave archichancelier Cambacérès devait avoir ses réceptions, qui étaient souvent plus pompeuses qu'amusantes. M. de Talleyrand, ministre des affaires étrangères depuis le Consulat, n'avait qu'à être lui-même, à rentrer dans ses mœurs, dans ses goûts, pour avoir un vrai salon de ton supérieur et aisé, ouvert au corps diplomatique, aux étrangers de distinction qui se pressaient à Paris, aux personnes de la vieille noblesse qui lui faisaient une cour, à ses familiers comme M. de Narbonne, M. de Montrond, M. de Choiseul-Gouffier, M. de Sainte-Foix, tous demeurants de l'ancienne société française du dix-huitième siècle. De toutes ces fêtes du temps qui se succédaient d'abord par ordre, qui passaient

bientôt en usage, les plus recherchées étaient celles que donnaient les sœurs de l'Empereur, les nouvelles princesses de la famille impériale.

Brillante et ambitieuse, séduisante, dominatrice, passionnée dans ses colères comme dans ses goûts souvent inconstants, Caroline Murat, qui n'était encore que grande-duchesse de Berg, qui brûlait d'être reine, avait sa cour; elle ouvrait ses beaux salons de l'Élysée aux diplomates et à une société choisie. Passionnément indolente et frivole, plus désintéressée des couronnes, plus naïvement dévouée à l'Empereur que ses autres sœurs, Pauline Borghèse régnait dans ses salons en femme qui n'avait que l'amour de sa beauté et du plaisir. Hortense de Beauharnais, devenue la reine de Hollande, recevait avec une grâce naturelle et affable qui donnait à son salon un charme particulier. Napoléon tenait singulièrement à multiplier ces foyers de vie mondaine, ne fût-ce que pour retenir et occuper les membres du corps diplomatique, les étrangers, qu'auraient pu attirer d'autres salons, comme ceux de l'hôtel de Luynes ou de la duchesse de Laval, derniers asiles de ce qu'on appelait l'esprit du faubourg Saint-Germain. Il est certain que, pendant les trois ou quatre premiers hivers de l'Empire, les réceptions, les fêtes, les bals, même les bals masqués, très

goûtés par l'Empereur, se succédaient et étaient comme les brillants et un peu frivoles intermèdes du grand drame qui ne cessait de se dérouler en Europe, qui allait d'Austerlitz à Iéna, de Iéna à Friedland, — en attendant de s'étendre sans cesse, d'aller toujours plus loin !

VII

Arrivé à Paris dans la courte trêve de l'été de 1806, au milieu de l'épanouissement d'un Empire impatient de vivre, M. de Metternich était un des brillants personnages du jour, recherché partout, d'abord pour son titre, et bientôt pour lui-même. Il portait dans cette société nouvelle un peu mêlée un air de haute aristocratie, de la jeunesse, de l'esprit, l'art de plaire, avec le prestige d'un ambassadeur représentant une vieille et grande cour, la seule avec laquelle on fût en paix pour le moment. M. de Metternich, soit discrétion, soit affectation de gravité, ne dit pas tout dans ses *Mémoires* sur cette ambassade de près de trois années, sur ce qu'on pourrait appeler sa vie parisienne. On ne dirait pas, à le lire, qu'il était le héros

des cercles de cour et des salons, la fleur des diplomates du moment, qu'il ne fuyait ni les séductions ni les succès du monde. Madame de Rémusat, qui ne lui est pas indulgente, dit : « Dans le courant de cet été de 1806, on vit arriver à Paris M. de Metternich, ambassadeur d'Autriche, qui a joué un assez grand rôle en Europe, qui a fait une si immense fortune, sans pourtant que ses talents s'élèvent au-dessus de l'intrigue... Il était jeune, d'une figure agréable. Il obtint des succès auprès des femmes. Un peu plus tard, il parut s'attacher à madame Murat... »

M. de Metternich était, en effet, de toutes les réunions, de toutes les fêtes princières et mondaines, de tous les bals, où il était recherché comme le plus élégant des cavaliers. Il avait des aventures à demi romanesques, qui ne restaient pas toujours secrètes[1].

[1] Les souvenirs de la vie mondaine du brillant diplomate étaient restés familiers aux contemporains. Quelques années plus tard (1811), M. de Talleyrand, disgracié lui-même, écrivait de son ton aisé et légèrement moqueur à M. de Metternich, qui avait déjà quitté l'ambassade de Paris pour la chancellerie d'État : « J'aurais bien voulu répondre plus tôt à votre lettre, mon cher comte, mais j'ai passé près de trois semaines dans ma chambre, assez malade... Quand on vient d'être malade gravement, on rentre dans la vie dans un état de pureté qui laisse fort ignorant sur les affaires de ce monde. Aussi ne sais-je guère ce qui s'y passe. Mon bon sens me dit que sont heureux les souverains qui

On racontait qu'un jour, à la suite d'une indiscrétion perfide de bal masqué, un des officiers impériaux, mari d'une des femmes les plus séduisantes de la cour, avait pu découvrir chez lui, dans un meuble précieux, des lettres qui venaient du brillant ambassadeur d'Autriche et qui n'avaient rien de diplomatique. On racontait surtout la faveur du comte de Metternich auprès de la belle et impérieuse grande-duchesse de Berg, bientôt la reine de Naples, — et les souvenirs des beaux jours de Paris et de Saint-Cloud devaient même se trouver un peu singulièrement mêlés, quelques années plus tard, aux imbroglios du congrès de Vienne.

C'était un mondain, il l'a toujours été. C'était assurément aussi un diplomate qui, au milieu des plaisirs, n'oubliait pas les affaires, et qui peut-être même, à la faveur de ses succès mondains, pouvait d'autant mieux jouer son rôle de politique chargé de tout voir, d'observer les choses et les hommes, de démêler ce qu'il y avait définitivement à attendre ou à craindre

vous ont dans leurs conseils; mais vous ne pouvez pas être partout, pas même à Paris, où vous auriez cherché sûrement à consoler M. le duc de Bassano du rapport du ministre des affaires étrangères de Suède, que je viens de lire, et madame Junot du départ de son mari. Chacun a ses peines, et vous avez des remèdes pour toutes... »

de cette France si prodigieusement transformée. Il n'avait pas seulement l'avantage de relations faciles avec les personnages du jour, surtout d'une familiarité promptement établie avec M. de Talleyrand, tant que celui-ci était ministre, et même quand il n'était plus ministre. Il avait mieux; il avait la faveur de l'Empereur, qui avait pris du goût pour sa personne, qui était plus libre, plus ouvert avec lui qu'avec tous les représentants étrangers. Napoléon ne se livrait pas plus à lui qu'à d'autres et ne disait après tout que ce qu'il voulait dire; il n'aimait pas moins à l'attirer, à l'entretenir avec une certaine affectation d'intimité et d'abandon. Il ne craignait pas quelquefois de lui parler de ses affaires, de sa fortune, des hommes qui l'entouraient, de ses ministres aussi bien que de la situation de l'Europe. Tantôt il déroulait devant lui de vastes plans de politique qui ne tendaient à rien moins qu'à un partage éventuel, prochain, de l'empire ottoman, et où il réservait une place à l'Autriche. « Il n'est pas encore question de partage, lui disait-il; mais quand il en sera question, je vous le dirai, et il faut que vous en soyez. » Tantôt, avec cet ambassadeur qu'il traitait en ami, il entrait dans d'intimes détails de cour, et il insinuait qu'on n'était pas toujours bien pour lui à Vienne, qu'un mot de l'Empereur pourrait et devrait

faire cesser tous les mauvais propos; que si l'on voulait vivre en paix, il fallait avoir, entre souverains, des procédés de courtoisie, des attentions qu'il était prêt, lui, à prodiguer, qu'on ne lui rendait pas toujours[1].

[1] Napoléon, en souverain de race nouvelle, se montrait très sensible à ces détails d'étiquette; il l'était encore plus à mesure que grandissait sa fortune. Dans une des conversations de 1808, lorsqu'on affectait encore de bons rapports avant d'en venir à la guerre de 1809, il se plaignait du peu de bonne grâce qu'on témoignait à Vienne à son égard, et, tout en recommandant à M. de Metternich de ne pas entretenir sa cour d'objets aussi futiles, il ne lui disait pas moins : « Croyez-vous qu'en vous adressant à chaque cercle des demandes de ce genre, — des nouvelles de la cour de Vienne, — ce soit pour être informé de ce que je sais? Non, ce n'est que pour le public, pour lui prouver qu'il existe de souverain à souverain de bonnes relations. Voyez plutôt le pied sur lequel je suis avec l'empereur Alexandre. Nous nous faisons des cadeaux : ces cadeaux ne nous enrichissent pas, mais ils resserrent nos liens... Eh bien, jamais une attention de votre part! Ici, nous vous traitons personnellement mieux que nous ne devrions, parce que nous vous voulons du bien; chez vous, jamais un petit égard pour mon ambassadeur à Vienne, différent de ceux qu'on a pour un envoyé de Bavière ou de Wurtemberg... Vous avez vu la coquetterie que nous avons mise ici à bien recevoir un de vos archiducs. Ces petites choses sont très grandes en dernier résultat... » M. de Metternich, tout en affectant de prendre la confidence en plaisanterie, ne disconvenait pas qu il n'y eût un fond de vérité, et pour se tirer d'affaire, il finissait par dire en riant à l'Empereur :

Napoléon ne laissait échapper aucune occasion de traiter l'ambassadeur en personnage privilégié. L'ambassadeur se prêtait avec empressement à cette intimité dont il sentait le prix, et il s'est même vanté depuis d'avoir eu avec Napoléon, « pendant plusieurs années, des relations sans exemple dans la vie d'un autre que d'un Français ». Il entrait dans ces conversations en homme bien né et habile, qui, en sachant garder sa liberté de parole, savait aussi, au besoin, flatter son puissant interlocuteur : témoin le jour où l'Empereur lui disait familièrement qu'il était bien jeune pour représenter la plus vieille Monarchie de l'Europe, et où il répondait : « Sire, mon âge est celui qu'avait Votre Majesté à Austerlitz ! » A part des mots de courtisan, et celui-là n'était pas le seul ni le moins extraordinaire, le comte de Metternich, avec ses apparences de légèreté, avait à un rare degré l'art de la mesure, de la réserve. Il savait éviter dans le monde les paroles hasardeuses qui auraient été bientôt commentées, et il méritait que Napoléon, un peu agacé de quelques conversations de diplomates, lui dît un jour : « Vous, vous avez réussi près de moi et près du

« Je vous réponds, Sire, que je serai bien vite chargé de la remise de quelques vases, s'ils peuvent servir à consolider de bonnes relations entre nous... » (*Mémoires*, t. II, p. 120.)

public d'ici, parce que vous ne parlez pas et qu'on ne pourrait pas citer un propos de vous. *Pensez tout ce que vous voulez,* les pensées sont libres, et personne n'a le droit de s'en mêler; mais les propos n'ont jamais rien avancé! »

VIII

Ce que l'ambassadeur d'Autriche pensait réellement en sachant se taire, comme Napoléon lui en faisait le compliment, il l'a dit depuis et il a un peu exagéré, ou il avait beaucoup oublié. Il se plaît par trop à se faire un rôle de calculateur profond « dans ces années que j'ai passées, dit-il, avec Napoléon, jouant avec lui comme une partie d'échecs, et pendant lesquelles nous ne nous sommes pas quittés des yeux, moi pour le faire mat, lui pour m'écraser avec toutes les pièces de l'échiquier ». Il a beau dire, il n'en était pas encore là; il ne jouait pas si complètement la comédie à cette cour napoléonienne où il était le personnage le plus choyé, où il faisait la figure d'un prince de Ligne plus jeune que le vrai, qui vivait encore à Vienne, et toujours brillant. Il n'était pas insensible à l'éclat de cette

société renaissante où les vieilles traditions françaises se mêlaient à une gloire nouvelle, et il subissait jusqu'à un certain point, comme bien d'autres, l'ascendant de l'homme qui fascinait ses contemporains, à qui rien ne résistait alors; mais en même temps, je n'en disconviens pas, il y avait toujours chez lui l'Autrichien qui ne perdait pas de vue sa cause, l'observateur attentif et curieux.

M. de Metternich ne manquait pas de clairvoyance. A mesure qu'il prolongeait son séjour et qu'il entrait dans l'intimité du monde français, il faisait ses remarques. Il croyait s'apercevoir que cet établissement impérial résumé dans un seul homme, « produit personnifié de la Révolution », si puissant qu'il fût, avait ses points faibles et ses fictions. Il distinguait surtout, il croyait distinguer que la France soumise, obéissante, tout éblouie de son chef, ne le suivait cependant qu'à demi dans son système de guerre, qu'à chaque campagne nouvelle l'inquiétude et la fatigue croissaient jusque dans l'entourage de l'Empereur. « Napoléon, dit-il, avait la puissance pour lui; mais, entre le système qu'il suivait et les sentiments du grand pays dont il était le maître, il y avait une opposition que les cabinets ne surent pas reconnaître... L'erreur générale de l'Europe provenait de ce qu'on ne voyait

pas qu'au mouvement national en France avait brusquement succédé l'action unique de l'ambition dévorante d'un seul homme... » Il était encouragé à penser ainsi par ce qu'il entendait souvent dans le monde le plus intime de l'Empire, quelquefois même par le langage plus que libre d'hommes qui étaient dans le gouvernement, comme Fouché et Talleyrand, avec qui il avait des rapports plus particuliers.

Le rusé et louche ministre de la police, à qui il demandait un jour de démentir de faux bruits, ne se gênait pas pour laisser voir son humeur, pour parler avec aigreur des autres ministres, qu'il accusait de servilité, des militaires, du système impérial. M. de Talleyrand, ministre des affaires étrangères jusqu'en 1808, entrait dans des confidences bien plus étranges encore. Il affectait de désavouer avec son ironie hautaine dans ses conversations tout ce qui se faisait, et il allait vraiment fort loin dans les discours que lui prête M. de Metternich. A entendre ces propos, à voir tous ces signes, l'ambassadeur était porté à croire qu'il y avait réellement en France une opposition sérieuse à la tête de laquelle il plaçait Talleyrand et Fouché[1]. D'un autre côté, dans ses rapports directs,

[1] M. de Metternich exagère visiblement un peu dans ses récits, et le rôle de M. de Talleyrand, qu'il représente déjà

dans ses entretiens avec Napoléon, il avait pu lui-même mesurer l'audace de cette pensée que rien n'arrêtait, pour qui la guerre de la veille n'était que le point de départ de la guerre du lendemain. Il se

comme un chef d'opposition redoutable, et les propos qu'il prête au prince de Bénévent. Si libre, si détaché qu'il fût, M. de Talleyrand, accompagnant Napoléon à l'entrevue d'Erfurt, ne peut pas avoir dit à brûle-pourpoint à l'empereur Alexandre : « Sire, que venez-vous faire ici? C'est à vous de sauver l'Europe, et vous n'y parviendrez qu'en tenant tête à Napoléon. Le peuple français est civilisé, son souverain ne l'est pas; le souverain de la Russie est civilisé, et son peuple ne l'est pas. C'est donc au souverain de la Russie d'être l'allié du peuple français. » — Il ne doit pas, il ne peut pas non plus avoir dit à l'ambassadeur d'Autriche : « Que l'intérêt de la France elle-même exige que les puissances en état de tenir tête à Napoléon se réunissent pour opposer une digue à son insatiable ambition; que la cause de Napoléon n'est plus celle de la France; que l'Europe enfin ne peut être sauvée que par la plus intime réunion entre l'Autriche et la Russie... » Ce n'est vraiment pas admissible. M. de Talleyrand était trop fin pour mettre cette crudité ou cette maladresse dans ses trahisons et pour donner de telles prises sur lui. Il n'était encore qu'à demi mécontent et frondeur dans l'intimité. Ce n'est qu'au mois de janvier 1809, au retour de Napoléon d'Espagne, qu'il avait à essuyer la terrible bourrasque à la suite de laquelle il cessait d'être grand chambellan en restant toujours, d'ailleurs, grand dignitaire de l'Empire. Tout ceci n'est nullement, bien entendu, pour défendre la moralité de M. de Talleyrand, mais pour montrer ce qu'il y a de peu sûr, d'exagéré ou de hasardé dans les récits de M. de Metternich au tome II, page 248, de ses *Mémoires*.

disait qu'il n'y avait rien d'assuré ni en France ni en Europe, et il était conduit à se demander ce que pouvait, ce que devait faire l'Autriche, soit pour se dérober aux nouveaux dangers dont elle se sentait un jour ou l'autre menacée, soit pour profiter des circonstances qui pourraient lui faciliter une revanche de ses revers passés.

Au fond, quelle était la politique de l'Autriche pendant les quelques années de l'ambassade de M. de Metternich à Paris? Au premier moment, sans doute, au lendemain de la paix de Presbourg, l'Autriche avait paru accepter sa situation, et à M. de Cobentzel, qui avait préparé la malheureuse campagne de 1805, avait succédé au ministère M. de Stadion, appelé de Saint-Pétersbourg pour remettre en marche les affaires de l'Empire. L'Autriche avait paru désarmer; elle avait laissé passer la guerre de 1806-1807 sans s'y mêler, et Napoléon lui en avait su gré. Elle était, elle semblait être toute à la paix avec la France[1]!

[1] Ce n'est pas sans sagacité, une sagacité après coup si l'on veut, que M. de Metternich a pu écrire : « Selon moi, la victoire d'Iéna marque l'apogée de la puissance de Napoléon. Si, au lieu de vouloir anéantir la Prusse, il avait borné son ambition à affaiblir cette puissance et à la faire entrer ainsi réduite dans la Confédération du Rhin, il aurait pu donner une base solide et durable à l'édifice immense

C'était la politique que M. de Metternich représentait à Paris auprès de la société qui l'accueillait et de l'Empereur qui ne lui ménageait pas ses faveurs; mais l'Autriche gardait visiblement une arrière-pensée. Elle vivait sous l'obsession des événements qui, à tout instant, bouleversaient l'Europe et rouvraient de nouvelles, de redoutables perspectives. Elle voyait en peu de temps une confédération du Rhin organisée autour d'elle, la Bavière agrandie du Tyrol, la Prusse abattue, le traité de Tilsitt scellant l'alliance de Napoléon et de l'empereur Alexandre Ier, un grand-duché de Varsovie « placé sous la souveraineté du roi de Saxe,... intercalé entre la Russie et l'Autriche ». Elle voyait aussi bientôt, au printemps de 1808, Napoléon s'engager en Espagne, conquérir par un attentat une couronne et se heurter tout à coup contre l'insurrection inattendue d'une nation. Elle ressentait une vive et forte impression de tous ces faits, qui la troublaient ou l'excitaient. Elle glissait par degrés sinon dans une hostilité ouverte, du moins dans une défiance

qu'il était parvenu à élever. C'est ce que la paix de Tilsitt ne put faire... Je me permis, en 1810, de rendre Napoléon attentif à ce qui me semblait avoir été de sa part une faute de calcul. Il ne le contesta pas et ajouta ces mots : Que voulez-vous? j'étais lancé, il fallait bien finir l'œuvre commencée... » (*Mémoires*, t. Ier, p. 64.)

inavouée, croissante, et elle en venait rapidement à se dire que « la situation ne pouvait durer », qu'elle n'échapperait pas à de nouveaux coups, que le moment était venu pour elle de se remettre en défense, de réorganiser ses forces. Bref, tandis que M. de Metternich continuait à prodiguer des paroles de paix et d'amitié à Paris, l'Autriche s'armait déjà pour la guerre, et, encore une fois, comme à la veille de 1805, entre Vienne et Paris renaissaient les malentendus, les chances d'un conflit qu'on ne désirait peut-être pas, qui se préparait cependant obscurément.

IX

On en était là dans l'été de 1808. L'Autriche voyait des menaces partout, dans la marche des événements comme dans les intentions de Napoléon, et elle se mettait sous les armes. Napoléon, démêlant le jeu d'un œil sûr, avait bientôt vu que l'Autriche armait, et il la soupçonnait de vouloir profiter des embarras que les affaires espagnoles, à peine commencées, lui créaient déjà. La situation, sans être encore violente,

se tendait; les incidents ne pouvaient tarder, et un des premiers de ces incidents était une scène aussi étrange qu'imprévue qui se passait au palais de Saint-Cloud le 15 août, jour de la fête de l'Empereur. Napoléon, revenant de Bayonne, où il avait fait son frère Joseph roi d'Espagne, sans se douter qu'il jouait sa puissance dans cette aventure, était arrivé la veille à l'improviste à Saint-Cloud, et, dès le lendemain, il y avait une de ces grandes réceptions de cour où figurait le corps diplomatique.

Tout ce monde aux uniformes éclatants était réuni à midi dans le salon du palais. Napoléon, selon son usage, faisait sa tournée d'un air assez préoccupé, et, s'arrêtant brusquement devant l'ambassadeur d'Autriche : « Eh bien! monsieur l'ambassadeur, disait-il à voix haute, que veut l'Empereur?... L'Autriche arme beaucoup... » Puis, sur quelques paroles de l'ambassadeur expliquant les actes de son gouvernement, l'Empereur reprenait : « Vous en voulez donc à quelqu'un ou vous craignez quelqu'un? A-t-on jamais vu agir avec une précipitation pareille? Si vous y aviez mis un an, dix-huit mois, il n'y aurait rien à dire; mais ordonner que tout soit prêt le 16 juillet, comme si ce jour-là vous deviez être attaqués! Vous avez donné par là une impulsion à l'esprit public qu'il

vous sera très difficile d'arrêter... Je ne veux pas la guerre, je ne veux rien de vous; l'empereur François, le comte de Stadion, le comte de Metternich ne la veulent pas, tous les hommes sensés ne la veulent pas. Eh bien! moi qui connais la marche des choses humaines, je vous dis que je crois que nous l'aurons malgré la volonté des gens de bien. Une main invisible est en jeu, cette main est celle de l'Angleterre... Vous me forcez à armer la confédération, vous m'empêchez de retirer mes troupes de la Prusse et de les faire rentrer en France... Vous me forcez à m'adresser au Sénat et à lui demander deux conscriptions. Vous vous ruinez, vous me ruinez... Cet état peut-il durer? Qu'espérez-vous donc?.. » Et pendant près d'une heure, devant le corps diplomatique attentif, se déroulait cette conversation, soutenue par M. de Metternich avec autant d'aisance que de dignité, avec autant de sang-froid que de mesure.

La scène était extraordinaire; elle était évidemment calculée pour donner à penser à l'Autriche et à l'Europe. Elle était restée néanmoins jusqu'au bout dans les termes d'une politesse étudiée, et dès le soir, à un dîner officiel, l'honnête ministre des relations extérieures, M. de Champagny, se hâtait de prévenir M. de Metternich que, dans la scène du matin, il n'y

avait rien de personnel pour lui, que l'Empereur avait voulu tout simplement éclairer la situation. Napoléon lui-même saisissait la première occasion pour faire venir l'ambassadeur et reprenait avec lui son ton familier. « Nous ne sommes pas ici comme l'autre jour, lui disait-il, en présence de tout un auditoire. Je regarde tout comme fini... mais j'ai craint que vous ne fussiez, par de fausses démarches, entraînés à la guerre sans le vouloir. Il ne faut pas se mettre dans une position où une étincelle décide de tout [1]... »

[1] Dans cette conversation certainement curieuse, comme bien d'autres que rapporte M. de Metternich, Napoléon disait : « Ne soyons ni empereur des Français ni ambassadeur d'Autriche. Je vous parlerai comme à un homme que j'estime, et ne faisons pas de phrases. Nous ne sommes pas ici, comme l'autre jour, en présence de tout un auditoire. Je regarde tout comme fini. Ainsi il n'est pas question de revenir sur cet objet. Je n'ai jamais cru que l'Empereur, ni M. de Stadion, ni l'archiduc Charles voulussent la guerre. Vous êtes mal avec la Russie, vous ne pouvez pas faire la guerre sans elle; mais j'ai craint que vous ne fussiez, par de fausses démarches, entraînés à la guerre sans le vouloir. Tenez, une seule mauvaise parole de votre part, une fausse démarche l'eût provoquée. Je vous parle franchement; vous voyez combien elle était imminente. Je sais régner, je suis militaire, ainsi tout ce que vous pouvez me dire ne me fera jamais regarder vos armements et la disposition actuelle de votre armée différemment de ce qu'ils sont. Ce n'est pas la puissance qui forme des camps qui veut la guerre; on peut se réunir sur un seul point, sans

L'explication du 15 août n'avait donc rien que de pacifique, c'était entendu. Elle ne restait pas moins étrangement significative; elle retentissait en Europe, et elle causait surtout une profonde impression à Vienne, où, au lieu de se rassurer, on redoublait d'inquiétude et d'activité dans les armements. Peu après, l'entrevue d'Erfurt, où Napoléon et l'empereur Alexandre allaient, au moins en apparence, resserrer leur union, et où l'Autriche n'était pas ad-

camps préalables, on se forme en marchant même. Convenez que ce sont les affaires d'Espagne qui vous ont fait peur. Vous vous êtes déjà vus renversés comme j'ai renversé ce trône. Cela ne serait même pas étonnant, on a dit la même chose dans le public de Paris; mais quelle différence! Savez-vous pourquoi j'ai fait un changement en Espagne? Parce que j'avais besoin de tranquillité complète dans mon dos; que, depuis la fameuse proclamation lors de la guerre de Prusse, le misérable prince de la Paix lui-même avait augmenté l'armée de terre de cinquante mille hommes. Enfin, le trône était occupé par des Bourbons; ce sont mes ennemis personnels. Eux et moi ne pouvons occuper en même temps des trônes en Europe... Je vois une grande différence entre la maison de Lorraine et celle des Bourbons. Pourquoi croire à mon ambition extrême, démesurée? Vous voyez que c'est un calcul de prudence, d'intérêt politique très-vrai, qui m'a fait profiter des dissensions de la maison royale... » (*Mémoires*, t. II, p. 208.) — Le plus caractéristique est que ni l'un ni l'autre ne croyaient, au fond, aux assurances de paix qu'ils se donnaient mutuellement.

mise, ne faisait que raviver et aggraver ces malentendus.

Évidemment, entre l'Autriche et la France, les explications ne suffisaient plus et déguisaient à peine une tension croissante. M. de Metternich, quant à lui, jugeant les choses assez graves, prenait un prétexte à ce moment, au commencement de novembre 1808, pour se rendre à Vienne, et il s'apercevait aussitôt qu'il n'avait pas eu jusque-là le dernier mot de son cabinet, que l'Autriche était beaucoup plus avancée dans ses préparatifs militaires, beaucoup plus engagée qu'il ne l'avait cru[1]. Lorsque, après quel-

[1] Que l'Autriche fût décidée à la guerre, ce n'était pas douteux, et Napoléon, qui n'était pas du reste intéressé à la provoquer en ce moment, ne s'y trompait pas. M. de Metternich lui-même dit, à propos de son voyage de novembre 1808 à Vienne : « Immédiatement après mon arrivée à Vienne, je me rendis chez le comte de Stadion, qui était alors chargé du portefeuille des affaires étrangères. Il m'éclaira sur la situation; je trouvai qu'on était plus près de la guerre que je n'aurais pu le supposer à mon départ de Paris. Je lui exposai les motifs qui m'avaient déterminé à demander l'autorisation de faire le voyage de Vienne, et je lui fis comprendre qu'il me serait impossible de servir efficacement les grands intérêts confiés à ma garde, si je n'étais complètement initié aux sentiments de la cour. Le comte de Stadion me témoigna une vive satisfaction en voyant qu'il pouvait s'entendre avec moi. Le lendemain, je me rendis chez l'Empereur. A la suite d'un entretien qui

ques semaines de séjour à Vienne, il retournait à son poste, il pouvait, d'un autre côté, remarquer sur son chemin que si l'Autriche était déjà prête, la France ne serait pas prise au dépourvu, que ses troupes étaient déjà en mouvement, et, à son arrivée à Paris, pour le 1er janvier 1809, la vérité de la situation perçait dans un mot piquant. M. de Champagny lui disait un peu gauchement, avec une affectation de plaisanterie, qu'il avait mis bien du temps à revenir. « C'est vrai, monsieur le comte, répliquait lestement l'ambassadeur ; mais j'ai été obligé de m'arrêter pour laisser défiler le corps entier du général Oudinot. »

Le fait est que de part et d'autre on courait à un conflit devenu inévitable. On n'en doutait plus au mois de janvier 1809. L'Autriche ne pouvait plus s'arrêter. Napoléon, qui, au lendemain d'Erfurt, s'était rendu

dura plusieurs heures, je crus reconnaître que le cabinet était plus avancé dans son action que l'Empereur dans sa résolution, non pas au point de vue de la guerre en elle-même, qu'il regardait avec raison comme inévitable, mais au point de vue du choix du moment opportun... » M. de Metternich, initié à tout, ajoute : « Les préparatifs matériels étaient près d'être terminés, si bien que l'armée pouvait entrer en campagne au commencement de l'année 1809. De ce côté tout était assuré... Il n'en était pas de même de la partie morale de cette grande entreprise. Je pus me convaincre que, sous ce rapport, le cabinet se livrait à plus d'une illusion... » (*Mémoires*, t. Ier, p. 65.)

au delà des Pyrénées pour essayer d'en finir avec les affaires d'Espagne, rentrait brusquement à Paris, et ce retour foudroyant annonçait assez l'orage[1]. Pendant quelques semaines, on ne parlait pas beaucoup, on n'échangeait pas des défis de guerre, on agissait sans rien dire, et, avant que la mi-avril 1809 fût arrivée, l'armée autrichienne rassemblée sur l'Inn, l'armée française en marche sur le Danube, allaient de nouveau se rencontrer dans une redoutable et sanglante campagne de trois mois.

Chose à remarquer ! au milieu des incertitudes de cet hiver, où se préparait une rupture entre les deux empires, M. de Metternich gardait tous les dehors de sa position privilégiée à Paris. Son retour de Vienne

[1] L'histoire, en se reproduisant souvent, offre d'étranges lumières, et l'on peut faire encore aujourd'hui telle application qu'on voudra de quelques paroles de M. de Metternich pendant ces préliminaires d'une guerre où chacun déclinait toute pensée de provocation. « *Toute la tactique de Napoléon,* écrivait-il le 23 février de 1809, *tend dans ce moment à gagner du temps, et après avoir provoqué chez nous de très justes alarmes et des mesures militaires motivées par ces mêmes inquiétudes, à faire envisager nos moyens de défense comme autant de démarches hostiles contre lui. Or, l'Autriche voulant la guerre, ou se mettant en guerre* (termes du traité d'Erfurt), *la Russie peut et doit être invitée à remplir les engagements qu'elle a pris...* » (T. II, p. 281.) — Les procédés des dominateurs sont toujours les mêmes !

avait été considéré comme un signe heureux à la cour et dans le monde officiel; dès le premier jour de son arrivée, il avait été reçu avec des attentions particulières par l'impératrice Joséphine. Sa présence semblait prouver que tout n'était pas perdu, qu'il y avait encore des chances pour la paix. Il trouvait dans la société le même accueil, les mêmes amitiés. L'Empereur, après son retour, affectait tout au plus avec lui une certaine réserve, sans malveillance, et même, à la veille de l'ouverture des hostilités, M. de Champagny avait mission de dire à l'ambassadeur que, s'il entrait dans ses convenances de laisser sa famille à Paris, l'Empereur lui assurait d'avance sa protection. Si, au dernier moment, il était l'objet d'une rigueur imprévue, plus apparente que sérieuse, s'il était, pour la forme, traité en prisonnier et ramené sous escorte en Autriche, c'est que la cour de Vienne, par un procédé inusité, avait fait arrêter le chargé d'affaires de France, M. Dodun, et l'avait emmené en Hongrie[1].

Quelle avait été, en réalité, la part de M. de Met-

[1] M. de Metternich dit à ce sujet : « La mesure prise par la cour de Vienne était contraire à l'usage, et de plus, parfaitement inutile. Elle avait été dictée par la crainte que je ne fusse menacé dans ma sûreté personnelle, l'ambassadeur français ayant déjà quitté Vienne depuis quelque temps. A mes yeux, ce fait montrait une fois de plus com-

ternich dans les préliminaires de la guerre de 1809? Il avait cru sans doute, à un certain instant, que les événements conduisaient à un conflit. Il s'était toujours étudié, néanmoins, à prolonger la paix autant qu'il avait pu, à ajourner une crise dont il sentait le danger. Il n'avait pas caché à son gouvernement qu'il se trompait s'il croyait pouvoir compter sur un concours de la Russie ou sur l'appui de quelques-uns des États allemands; qu'il s'abusait encore plus s'il se fiait à « l'insuffisance des forces dont Napoléon pouvait disposer contre l'Autriche », même avec ses embarras d'Espagne. Il voyait plus clair à Paris que M. de Stadion à Vienne, et ses opinions ou ses craintes allaient être justifiées par l'événement du lendemain.

X

Le lendemain, en effet, c'était Wagram après Eckmühl, après la seconde occupation de Vienne, après Essling! c'était pour l'Autriche la nécessité inexorable

bien le cabinet autrichien jugeait mal l'esprit et le caractère de Napoléon. » (*Mémoires*, t. Ier, p. 67.)

de subir encore une fois la dure loi de la guerre ; c'était, quatre ans après le traité de Presbourg, le traité de Schœnbrunn resserrant l'Empire de toutes parts, le réduisant dans son importance politique par de nouvelles diminutions de territoire, et dans sa puissance militaire par une limitation secrètement imposée de l'armée. C'était, en un mot, le payement obligé après la partie perdue.

M. de Metternich, victime de la mésaventure qu'il devait à son gouvernement, avait été ramené à Vienne, où il était resté d'abord prisonnier de nom, en réalité entouré d'égards, retiré dans une maison de plaisance, le Grünberg, qui touchait à Schœnbrunn, devenu pour le moment le quartier général de Napoléon. Ce n'est qu'aux derniers jours de juin qu'il avait été reconduit aux avant-postes, devant Komorn, pour être échangé avec le chargé d'affaires de France, M. Dodun, revenu du fond de la Hongrie, et, à peine libre, il s'était hâté de se rendre auprès de l'empereur François, qui l'attendait avec impatience. Il était le 6 juillet, jour de la bataille de Wagram, à côté de l'Empereur, qui, des hauteurs de Volkersdorf, regardait la plaine du Marchfeld en feu, quand, à une heure de l'après-midi, un aide de camp de l'archiduc Charles, le comte Colloredo, venait annoncer qu'on avait « pris toutes

les mesures nécessaires en vue de la retraite ». Que signifiait ce mot? Était-ce un excès de prudence? était-ce l'aveu d'une défaite déjà certaine? L'Empereur ému, après un court dialogue avec l'aide de camp, qui ne lui laissait plus aucun doute, se bornait à dire : « C'est bien ! » Et, se tournant vers M. de Metternich, il ajoutait : « Nous aurons beaucoup à faire pour réparer le mal ! » Le souverain éprouvé semblait parler à un conseiller familier qu'il associait désormais à ses pensées les plus intimes.

C'est que déjà, effectivement, l'empereur François avait choisi le jeune ambassadeur, à Paris, pour le ministère, pour la direction des affaires de l'Empire à la place de M. de Stadion, qui venait de donner sa démission [1]. M. de Stadion, l'organisateur de la guerre

[1] M. de Metternich écrivait, le 25 juillet 1809, de Komorn à sa mère : « ...Vous avez bien raison de me plaindre dans ma position, et vous êtes loin de la connaître en entier. Le comte de Stadion, par un mouvement infiniment généreux et noble, a donné à Znaim sa démission à l'Empereur. Il suppose que dans une négociation, sa présence au ministère pourrait faire plus de mal que de bien. Sa Majesté m'a sur-le-champ confié sa place, que je n'ai que très conditionnellement acceptée... Tout ce à quoi je me suis engagé pour le moment, c'est à ne pas quitter l'Empereur, qui mérite, sous tous les rapports possibles, autant de bonheur qu'il en manque. Je me suis chargé du département des affaires étrangères près de sa personne. M. de Stadion, qui

de 1809, homme à l'imagination vive, au caractère résolu, mais plus passionné que clairvoyant, n'avait pas été plus heureux que ne l'avait été M. de Cobentzel dans la préparation de la guerre de 1805, et, se sentant vaincu, il avait hâte de disparaître dans sa défaite. Il considérait la campagne comme perdue, et il se croyait peu propre à négocier une paix à laquelle on ne pouvait plus se soustraire. Il avait fait son temps!

M. de Metternich avait l'avantage d'être resté étranger aux derniers événements, de n'avoir aucune responsabilité dans la crise qui éprouvait l'Autriche. Il avait plutôt blâmé de loin la précipitation avec laquelle le parti de la guerre, à Vienne, s'était jeté dans la plus périlleuse des entreprises. Par une dernière chance, bien que désigné pour se rendre à Altenburg, où des négociations ne tardaient pas à s'ouvrir à la suite de Wagram, il échappait à la pénible obligation de mettre son nom au traité définitif du

conserve encore le titre, est resté au quartier général de l'archiduc. Je ne veux d'aucune manière paraître comme chef de département lors de la négociation... Veuillez ne souffler mot de tout ceci vis-à-vis de personne, ni de la famille de Stadion, ni d'aucun autre individu; la négociation elle-même en souffrirait... » (*Mémoires : Notes annexes*, t. Ier, p. 228.)

14 octobre, que rapportait tout fait, tout signé, le prince Jean de Lichtenstein, envoyé par l'empereur François auprès de Napoléon. Il n'avait pas eu la responsabilité de la guerre, il n'avait pas la responsabilité de la paix. De plus, il devait à sa position de pouvoir, mieux que tout autre, renouer des rapports avec la France, dont on était obligé de subir les conditions; il avait même laissé, pendant la guerre, madame de Metternich à Paris, sous la protection qui lui avait été offerte de la part de Napoléon. Tout servait sa fortune, et c'est ainsi que M. de Metternich, petit ministre à Dresde en 1801, ministre à Berlin en 1804, brillant ambassadeur à Paris en 1807-1808, s'élevant par degrés à mesure que les événements grandissaient, se trouvait à trente-six ans porté à cette chancellerie de cour et d'État, où, pendant un demi-siècle, il allait gouverner l'Autriche.

La tâche était certes difficile et délicate pour le successeur de M. de Stadion, qui n'entrait, d'ailleurs, réellement et définitivement dans son rôle de ministre des affaires étrangères qu'à la paix du 14 octobre. Cette paix, que le nouveau ministre, pour son début, avait à exécuter, était cruelle. L'Autriche restait dans un cercle de fer, séparée désormais de l'Adriatique, entourée d'une ligne d'États placés sous la dépendance

de Napoléon. Elle gardait toujours cependant, après tant de désastres, une masse compacte, vigoureux noyau d'un grand Empire. Le nouveau ministre n'avait pas à aller chercher bien loin un système. Sa première pensée était et devait être qu'il fallait avant tout préserver ce noyau de la puissance autrichienne, le fortifier, réparer les maux des dernières guerres et laisser le temps, la force des choses faire leur œuvre dans une Europe troublée.

Il croyait, il pressentait que la situation du continent était trop extraordinaire pour être durable, que Napoléon, dans ses emportements de génie et de conquête, avait évidemment déjà dépassé les limites du possible, que ses excès de domination seraient suivis d'une inévitable ruine. « Le *quand*, le *comment*, ajoutait-il, étaient pour moi des énigmes. » En attendant, l'Autriche n'avait qu'à se tenir tranquille, à éviter de se compromettre dans des entreprises nouvelles qui seraient une « pure folie ». L'Autriche, disait-il à l'empereur François, qui l'approuvait, l'Autriche devait « s'effacer, louvoyer, composer avec le vainqueur, prolonger son existence *jusqu'à la délivrance* commune », à laquelle on ne pouvait songer sans l'assistance de la Russie, qui était une cour à l'esprit flottant, aux desseins menaçants. « Nous

n'avons donc, poursuivait-il, qu'un parti à prendre; il faut que nous *réservions nos forces pour des temps meilleurs,* et que nous travaillions à notre salut par des *moyens plus doux,* sans nous préoccuper de la marche que nous avons suivie jusqu'ici. » Il subissait le présent, il réservait l'avenir, c'était toute sa politique. Il cherchait sa voie sans se dissimuler les difficultés, lorsque, tout à coup, pour l'Autriche, dans cette détresse du lendemain de Wagram, s'ouvrait un horizon nouveau : avant que l'année 1809 fût achevée, la question du divorce et d'un nouveau mariage de Napoléon venait d'éclater!

XI

A vrai dire, l'événement qui excitait la curiosité de l'Europe ne pouvait avoir rien d'imprévu pour M. de Metternich. Au temps de son ambassade à Paris, dès la fin de 1807, il était déjà assez sûrement informé, par ses rapports avec Fouché ou par ses liaisons avec la princesse Murat, pour pouvoir donner à sa cour les détails les plus précis sur ce qu'on pourrait appeler

la conspiration du divorce et sur le projet de mariage de Napoléon avec une grande-duchesse de Russie. Il avait vu poindre ce projet, qui était certes fait pour préoccuper l'Autriche. Au moment où la question renaissait, par la déclaration définitive du divorce, aux dernières semaines de 1809, toutes les chances semblaient être encore pour l'alliance russe, et, de fait, M. de Caulaincourt était chargé d'adresser une demande nette et formelle à l'empereur Alexandre; mais on s'agitait aussi beaucoup à Paris, autour de Napoléon, pour une autre alliance, pour un mariage avec une archiduchesse d'Autriche. Chose curieuse! l'impératrice Joséphine faisait venir à la Malmaison, dans sa retraite d'épouse répudiée, madame de Metternich, et, devant le prince Eugène, devant la reine Hortense, elle lui disait : « J'ai un projet dont la réussite seule me fait espérer que le sacrifice que je viens de faire ne sera pas en pure perte, c'est que l'Empereur épouse votre archiduchesse. Je lui en ai parlé hier, et il m'a dit que son choix n'est pas encore fixé; mais je crois qu'il le serait s'il était sûr d'être accepté chez vous... » Le nouvel ambassadeur d'Autriche à Paris, le prince Charles de Schwarzenberg, écoutait complaisamment les confidences qui lui venaient de toutes parts, et, sans rien engager, il ne

cachait pas le plaisir qu'il aurait à voir une princesse autrichienne impératrice des Français. En même temps, M. de Narbonne, le brillant ami de madame de Staël et de M. de Talleyrand, qui s'était depuis peu rallié à l'Empire et que l'Empereur avait fait gouverneur de Raab pendant la guerre, passait à Vienne. Il assistait à un dîner tout intime, avec trois ou quatre personnages d'élite : le vieux prince de Ligne, le prince d'Arenberg, autrefois l'ami de Mirabeau sous le nom de comte de la Marck, M. de Metternich lui-même, et il parlait avec feu, avec une raison hardie, de l'avenir; il montrait que la paix qu'on venait de signer ne serait qu'un péril si elle n'était pas le commencement d'une alliance plus intime, d'une alliance de famille, si l'Autriche se laissait arrêter dans son inclination pour la France. Le lendemain, M. de Narbonne était appelé auprès de l'empereur François, et il avait avec ce prince une conversation encourageante qu'il se hâtait de transmettre à Paris. Il était clair qu'entre Vienne et Paris il s'opérait par degrés une sorte d'entente secrète coïncidant avec la négociation engagée à Saint-Pétersbourg.

On en était là au commencement de janvier 1810. Comment la question serait-elle résolue? Ce qui la tranchait brusquement, c'est que l'empereur

Alexandre, soit pour ménager sa mère, hostile à l'alliance, soit dans l'espoir d'obtenir de la France quelque engagement au sujet de la Pologne, semblait montrer une réserve, une hésitation qui devenait blessante [1]. Il n'en fallait pas tant pour décider Napo-

[1] Madame de Metternich était restée à Paris, et était toujours bien reçue, surtout depuis la paix de Vienne; la question du mariage se débattait déjà, et M. de Metternich raconte l'anecdote suivante : « ...Voici ce qui arriva. Dans un bal masqué donné par l'archichancelier Cambacérès, et auquel ma femme avait été invitée d'une façon très pressante, un masque s'empara du bras de madame de Metternich; celle-ci reconnut aussitôt Napoléon. Le masque conduisit ma femme dans un cabinet à l'extrémité des appartements; après quelques propos insignifiants, Napoléon lui demanda si elle croyait que l'archiduchesse Marie-Louise accepterait sa main et que l'Empereur son père consentirait à cette union. Ma femme, très surprise, répondit qu'il lui était impossible de répondre à cette question. Napoléon lui demanda ensuite si, à la place de l'archiduchesse, elle lui accorderait sa main; elle lui assura qu'elle la lui refuserait certainement. — Vous êtes méchante, lui dit l'Empereur. Écrivez à votre mari et demandez-lui ce qu'il pense de la chose. Ma femme s'y refusa et lui indiqua le prince de Schwarzenberg comme l'intermédiaire qui devait le mettre en rapport avec la cour impériale. Elle ne manqua pas d'instruire aussitôt l'ambassadeur, qui se trouvait au bal, de ce qui s'était passé entre elle et l'Empereur. Le lendemain matin, le prince Eugène parut chez le prince de Schwarzenberg et lui fit les mêmes ouvertures au nom de l'Empereur, et de l'aveu de l'impératrice Joséphine sa mère... » (*Mémoires*, t. Ier, p. 95.) — D'autres versions et des lettres de madame de Metternich elle-même semble-

léon, qui se sentait porté par son goût, par son orgueil, vers le mariage autrichien, qui était maintenant à peu près sûr d'être accueilli à Vienne, et, une fois décidé, avec la fougue qu'il mettait à tout, il ne s'arrêtait plus. En quelques jours, la demande était portée à Vienne et acceptée; tous les préparatifs étaient faits. On allait si vite que le prince de Schwarzenberg signait le contrat de mariage de l'archiduchesse Marie-Louise avant même d'avoir reçu l'autorisation de son gouvernement. M. de Metternich était, au fond, très favorable à l'union. Il parle en diplomate un peu guindé dans son récit officiel; il disait plus familièrement, plus librement, dans une lettre à madame de Metternich, que tout Vienne était dans la joie, qu'on ne pouvait se faire une idée de la popularité du mariage, que s'il était le Sauveur du monde, il ne recevrait pas plus de félicitations; il ajoutait que, pour lui, dans les promotions du jour, il aurait « la toison ! » Il ne se défendait pas d'avoir désiré et préparé le succès [1]. Le fait est que, par ce coup de théâtre,

raient indiquer que les premières ouvertures avaient été faites à la femme du premier ministre d'Autriche par l'impératrice Joséphine.

[1] Dans cette lettre que M. de Metternich écrivait à sa femme, il ajoute : « ...J'aurai la toison. Si elle m'arrive à cette époque, ce ne sera pas à propos de bottes, mais il

l'Autriche se sentait rassurée et relevée, que la nouvelle impératrice, conduite par le prince de Neufchâtel, reçue à Braunau par la reine de Naples, s'acheminait bientôt, à travers les ovations, vers la France, et qu'il y avait pour le moins un moment d'illusion. On oubliait, on voulait oublier qu'il y avait à peine dix-sept ans qu'une autre archiduchesse, reine de France, avait péri d'une mort tragique; on ne voyait que le règne du plus puissant et du plus redoutable des hommes!

M. de Narbonne, dans cette conversation qu'il avait peu avant le mariage avec le prince de Ligne, avec M. de Metternich, disait : « Est-ce que vous ne voyez pas qu'on marche à pas accélérés vers un terme aujourd'hui prochain? Ce terme, c'est la réduction du continent européen à deux empires prépondérants. L'un

n'est pas moins vrai qu'il aura fallu des circonstances bien extraordinaires, bien peu calculables pour me faire arriver bien au delà de ce que j'avais ambitionné, moi surtout qui n'ambitionne jamais rien. Les fêtes ici seront très belles... la nouvelle Impératrice plaira à Paris et doit y plaire par sa bonté et sa grande douceur et simplicité. Plutôt laide que jolie de visage, elle a une très belle taille, et quand elle sera un peu arrangée, habillée, etc., etc., elle sera tout à fait bien. Je l'ai fort priée de prendre dès son arrivée un maître de danse et de ne pas danser avant qu'elle le sache bien. Elle a la meilleure envie de plaire, et l'on plaît avec cette envie-là... » (*Mémoires*, t. Ier, p. 234.)

de ces deux empires, vous voyez sa croissance rapide et le chemin qu'il a fait dans le monde depuis 1800. Pour l'autre, il n'est pas encore nommé par le sort, ce sera l'Autriche ou la Russie, selon la suite qu'on donnera à la paix de Vienne... » Était-ce l'Autriche qui devenait désormais cet autre Empire? M. de Metternich n'avait pas cette ambition de partager une domination qu'il ne voulait, au contraire, pour personne. Il restait Autrichien, avisé et réservé. Il n'avait vu, comme l'empereur François du reste, dans le mariage de Marie-Louise, « qu'un moyen de gagner quelques années de repos et la possibilité de guérir bien des plaies causées par les luttes des dernières années ». Au delà, tout redevenait mystère; tout dépendait de ce que ferait Napoléon lui-même, de ce qu'il avait voulu par son alliance avec la maison de Habsbourg, et c'est pour arriver à éclaircir, à préciser la politique nouvelle, autant que pour assister aux débuts de la jeune impératrice, « pour diriger ses premiers pas », que M. de Metternich, sans cesser d'être ministre des affaires étrangères, recevait la mission de se rendre à Paris. Le voyage complétait le mariage. Ce n'était plus un simple ambassadeur, surtout l'ambassadeur qui, moins d'une année auparavant, partait en prisonnier au moment

d'une effroyable guerre : c'était le premier personnage de l'Autriche après le souverain, un chancelier d'Empire reparaissant, avec le prestige de son titre, de sa fortune nouvelle, des faveurs de cour qui l'entouraient, accueilli partout en homme qui semblait ramener, avec son archiduchesse, une paix qu'on croyait durable. Il était de toutes les fêtes, même de l'intimité de la famille impériale à Compiègne, à Saint-Cloud, comme à Paris[1]. Il n'avait pas de peine à

[1] M. de Metternich, au lieu de passer quelques semaines à Paris comme il se le proposait, y passa six mois. L'Empereur lui témoignait une faveur plus que jamais naturelle. Il allait jusqu'à vouloir le charger de conseiller l'Impératrice, de provoquer ses confidences : il l'engageait à aller voir Marie-Louise en dehors des réceptions, à causer avec elle. Un jour, Napoléon retenait M. de Metternich à Saint-Cloud, et, après un moment de tête-à-tête, il lui disait d'un ton un peu embarrassé :

« Il s'agit de l'Impératrice. Elle est jeune, sans expérience, et elle ne connaît pas encore les mœurs de ce pays-ci, ni le caractère des Français. J'ai placé auprès d'elle la duchesse de Montebello ; elle est ce qu'il lui faut, mais elle commet parfois des légèretés. Hier, par exemple, se promenant dans le parc avec l'Impératrice, elle lui a présenté un de ses cousins. L'Impératrice lui a parlé, et elle a eu tort. Si elle se fait présenter ainsi des jeunes gens, des petits-cousins, elle deviendra bientôt la proie des intrigants ; chacun a toujours à demander quelque faveur. L'Impératrice sera obsédée, et, sans pouvoir faire le bien, elle sera exposée à mille tracas.

« Je dis à Napoléon que je partageais sa manière de voir,

retrouver, dans la société parisienne, des attentions, des succès qu'il avait connus, et à démêler bientôt, chez Napoléon, l'orgueil satisfait, la cordialité la plus vive, le désir de complaire en tout à l'empereur François, à l'Autriche, mais aussi la passion dominatrice toujours impatiente, toujours en éveil.

XII

L'apparence était aux plaisirs. Au fond, de ce voyage du premier ministre d'Autriche, qui ne devait d'abord durer que quelques semaines et qui durait six

mais que je ne comprenais pas bien le motif qui l'engageait à me faire cette confidence.

« — C'est, me dit Napoléon, que je désire que vous parliez du fait à l'Impératrice.

« Je lui témoignai ma surprise de ce qu'il ne s'en acquittait pas lui-même. — Le conseil, lui dis-je, est bon, il est sage, et l'Impératrice a l'esprit trop droit pour ne point l'apprécier. — Je préfère, interrompit Napoléon, que vous vous chargiez de la commission. L'Impératrice est jeune, elle pourrait croire que je veux faire le mari morose ; vous êtes le ministre de son père et l'ami de son enfance; ce que vous lui direz fera plus d'impression sur elle que ce que je pourrais lui dire... » (*Mémoires*, t. Ier, p. 105.)

mois, pas un moment n'était perdu. Tout avait son importance dans cette intimité où Napoléon se plaisait à attirer et à retenir M. de Metternich, où s'agitaient entre eux les questions les plus sérieuses. Napoléon mettait une certaine coquetterie à traiter le représentant de l'empereur François en ministre de famille, à se dévoiler devant lui, à lui parler familièrement, avec abandon, de ses vues, de ses projets pour la France aussi bien que des intérêts de l'Autriche. Un instant même, il avait l'idée de faire de M. de Metternich une sorte de médiateur entre lui et le pape Pie VII, alors prisonnier à Savone. La médiation était effectivement tentée, et elle n'allait pas bien loin.

Napoléon parlait de tout, et une des conversations les plus curieuses est celle qui s'engageait un jour sur l'appel tout récent de Bernadotte en Suède. Napoléon se défendait vivement d'avoir favorisé le choix de Bernadotte comme prince royal de Suède. M. de Metternich faisait remarquer que l'exemple d'un maréchal montant sur un trône pouvait être contagieux pour ses collègues, et il ajoutait, par une plaisanterie un peu libre, que l'Empereur serait obligé de faire fusiller un maréchal pour calmer les idées ambitieuses des autres. Napoléon, sans relever la boutade, convenait du danger qu'il y avait à multiplier ces royautés

nouvelles qui l'affaiblissaient lui-même. « Vous avez raison, disait-il; cette considération m'a fait regretter souvent d'avoir placé Murat sur le trône de Naples... Je devais le nommer vice-roi et ne pas même donner des trônes à mes frères, mais on ne devient sage qu'à la longue. Moi, je suis monté sur un trône que j'ai recréé. Je ne suis pas entré dans l'héritage d'un autre, j'ai pris ce qui n'appartenait à personne. Je devais m'arrêter là... » Mais dans ces entretiens incessants, toujours libres et familiers, naturellement il s'agissait le plus souvent des deux empires, de leurs rapports, de leurs intérêts, des avantages que pouvait produire l'alliance de famille. M. de Metternich tenait à pénétrer la pensée de l'Empereur, à savoir ce que son pays avait à craindre ou à espérer dans un avenir plus ou moins prochain; l'Empereur ne faisait aucune difficulté de s'expliquer sur tout, s'étudiant à ménager l'Autriche et à lui rouvrir des perspectives nouvelles. Au premier mot, il n'hésitait pas à la dégager de l'obligation secrète d'une limitation de l'armée. Il lui laissait entrevoir la restitution de l'Illyrie.

Il y avait surtout un point, un point grave de la politique européenne, autour duquel tournaient les conversations intimes de Napoléon et du premier

ministre d'Autriche. Où en étaient les rapports de la France et de la Russie?

La Russie avait certes gagné beaucoup à l'alliance de Tilsitt et d'Erfurt; elle y avait d'abord gagné la Finlande, et elle était en ce moment même occupée à épuiser les bénéfices des engagements d'Erfurt par la conquête des principautés du Danube, la Valachie et la Moldavie, sur la Turquie. Elle se plaignait toujours néanmoins, elle se croyait toujours lésée dans ses droits; elle se sentait du moins contrariée, peut-être menacée dans sa marche en Orient, et le mariage soudain de Napoléon avec une archiduchesse était sûrement fait pour susciter des ombrages, des ressentiments ou des craintes à Saint-Pétersbourg. Il était comme une revanche des hésitations blessantes de la Russie, et il créait de nouveaux rapports qui pouvaient avoir leur influence sur les affaires orientales comme au centre de l'Europe. Une certaine tension se produisait aussitôt. Cambacérès, qui était un esprit sage, qui avait été partisan du mariage russe, prétendait qu'il n'avait qu'une seule bonne raison pour expliquer sa préférence et qu'il n'avait pas pu la donner. « Je suis moralement sûr, disait-il, qu'avant deux ans nous aurons la guerre avec celui des deux souverains dont l'Empereur n'aura pas épousé la fille.

La guerre avec l'Autriche ne me cause pas d'inquiétude, et je tremble d'une guerre avec la Russie : les conséquences en sont incalculables. Je sais que l'Empereur connaît le chemin de Vienne, je ne suis pas aussi assuré qu'il trouve celui de Saint-Pétersbourg. » On n'en était pas encore là; on y marchait cependant désormais; c'était dans la logique de la situation, et l'Autriche était sûrement intéressée à suivre cette crise naissante. Napoléon ne disconvenait pas qu'il n'y eût un point noir, peut-être parce qu'il avait trop cédé à la Russie; il ne s'en effrayait guère, il y voyait au contraire la vraie raison d'une alliance de la France et de l'Autriche.

« Voilà la seule alliance naturelle, disait-il à M. de Metternich. J'ai dû agir contre mes propres intérêts en aidant à l'agrandissement de la Russie, qui a bien joué son jeu en mettant à profit le temps où j'étais occupé avec vous; mais je n'avais pas le choix. Vous vouliez la guerre, il a donc fallu vous la faire le mieux possible, et un de mes plus grands moyens était de paralyser la Russie... J'ai fait aux Russes la promesse que je ne m'opposerais pas à ce qu'ils fissent la conquête de la Moldavie et de la Valachie; je regarderai néanmoins toute idée de conquête de leur part sur la rive droite du Danube comme une lésion

de leurs engagements envers moi... Je leur ai fait déclarer que, fidèle à mes engagements d'Erfurt, je ne puis m'opposer à la réunion de la Valachie et de la Moldavie à l'empire russe, mais que je ne souffrirai aucun empiétement au delà. L'occupation des places fortes sur la rive droite du Danube et le protectorat des Serbes ne doivent pas avoir lieu. Je ne souffrirai ni l'un ni l'autre... » Et partant de là, avec son entraînement de parole, il disait à M. de Metternich que l'Autriche devait avoir la Serbie, qu'elle devrait occuper Belgrade, y placer un prince sous sa protection; que pour lui, il ne s'y opposerait pas. S'il devait en résulter dans un temps plus ou moins prochain un choc avec la Russie, Napoléon en disait assez pour faire sentir à l'Autriche les avantages d'une alliance plus précise, plus active avec la France; il ne lui en faisait pas toutefois une obligation, il la laissait libre [1].

[1] Au courant de ces conversations familières très fréquentes pendant le séjour de M. de Metternich à Paris, l'Empereur se laissait aller à aborder tous les sujets. Il entrevoyait des guerres nouvelles, il cherchait des combinaisons auxquelles il pourrait associer l'Autriche. « J'aurai la guerre, disait-il un jour, avec la Russie, pour des raisons auxquelles la volonté humaine est étrangère, parce qu'elles dérivent de la nature même des choses; un jour viendra bientôt, — et je suis bien loin de le hâter par mes actes, — où la rupture sera inévitable. Quel rôle jouerez-vous

M. de Metternich écoutait ces discours, recueillait les déclarations de Napoléon, particulièrement sur l'Orient, et en faisait son profit, sans engager sa cour dans les vastes combinaisons qu'on déroulait devant

alors ? Je parle de tout cela, non pas à titre officiel, encore moins avec l'idee de vous faire une proposition quelconque, mais simplement comme si nous parlions d'un sujet indifférent; le cas échéant, il vous faudrait, ou bien vous unir à la France, ou bien embrasser la cause de la Russie, et dans ce cas, rester neutres. En suivant cette dernière voie, vous n'arriveriez à rien. Ce ne serait pas le moyen de vous refaire, et si vous vouliez garder une neutralité simplement apparente, pour vous jeter à la fin de la lutte dans les bras du plus fort, le vainqueur vous en saurait peu de gré, vous retireriez peu de fruit d'une telle conduite. — Je considère, continua Napoléon, la possession des provinces illyriennes, telles qu'elles sont aujourd'hui, comme étant de la plus haute importance pour l'Autriche. Ces provinces, qui vous appartenaient autrefois, et la Dalmatie, offrent à votre commerce tous les débouchés qui vous manquent maintenant. Je sens que je vous humilie, que je vous opprime tant que je détiens ces provinces; vous ne pouvez pas avoir d'autre sentiment que celui-là. Il y a donc là une cause permanente de jalousie et de désaccord entre vous et la France. Repousseriez-vous un jour des conférences ayant pour but d'assurer l'échange d'une partie égale de la Galicie contre ces provinces? Le jour où je me verrais forcé de faire la guerre à la Russie, j'aurais un allié puissant et considérable dans un roi de Pologne. Je n'aurais pas besoin de vous, et vous n'en trouveriez pas moins votre avantage à cette combinaison... »

Puis, comme M. de Metternich se défendait de trop entrer dans de telles considérations, où il ne pouvait parler,

lui. Il passait six mois à ce voyage d'exploration ou de reconnaissance diplomatique auprès de celui qui pouvait tout alors, et s'il y puisait bien des lumières, il y gagnait aussi pour lui-même une position exceptionnelle, privilégiée, dont sa vanité ne laissait pas d'être un peu gonflée.

XIII

Ce voyage de 1810 a, en effet, son importance dans la carrière de M. de Metternich : il est comme la consécration de son avènement à un poste qu'il ne devait plus quitter. Une fois fixé sur les points essentiels de la politique, le nouveau chancelier

disait-il, que « comme cosmopolite », non « comme ministre autrichien », Napoléon reprenait : « Au reste, tout ce que je vous dis est purement confidentiel. Je ne veux pas que personne, à part l'Empereur et vous, en sache quelque chose. Je n'en ai jamais parlé à Champagny. Si je puis éviter la guerre avec la Russie, tant mieux ; sinon, il vaut mieux avoir prévu les conséquences de la lutte. Quant à moi, je pose toujours les questions très simplement vis-à-vis de moi-même comme vis-à-vis des autres... » (*Mémoires*, t. Ier, p. 109.)

pouvait s'éloigner de Paris, emportant l'assurance que l'Autriche, naguère encore vaincue et presque menacée de disparaître, était toujours servie par la fortune des mariages, qu'elle n'avait rien à craindre, que s'il devait survenir quelque orage, elle pourrait garder la liberté de ses résolutions et de ses mouvements. A peine rentré à Vienne, il résumait la situation, telle qu'il l'avait vue, avec autant de sagacité que de précision, dans un rapport à l'empereur François.

Que l'orage dût éclater entre la France et la Russie, il n'en doutait pas après avoir écouté Napoléon. Il pensait seulement et il disait que la paix du continent ne serait pas troublée en 1811, que cette année passerait sans doute en défis plus ou moins déguisés, en préparatifs militaires, que Napoléon ouvrirait la campagne au printemps de 1812, et il ajoutait : « La neutralité armée sera l'attitude que l'Autriche devra prendre en 1812. L'issue de l'entreprise excentrique de Napoléon nous indiquera la voie que nous aurons à choisir par la suite. Dans une guerre entre la France et la Russie, l'Autriche aura une position de flanc qui lui permettra de se faire écouter pendant et après la lutte... » Par une coïncidence curieuse qui justifiait ses prévisions, à son arrivée à Vienne, il trouvait une proposition portée

par le comte Schouwalof et offrant à l'Autriche une alliance secrète pour la défense des deux empires contre toute agression, c'est-à-dire contre la France.

Arriver de Paris l'esprit tout plein des fêtes du mariage et des protestations d'amitié de Napoléon pour signer aussitôt un traité, fût-ce un traité défensif, contre la France, c'était un peu exagéré et un peu prompt. M. de Metternich déclinait la proposition : il s'étudiait toutefois à rassurer la Russie, à réserver l'avenir avec elle, de même qu'il mettait dès lors ses soins à renouer des liens avec la Prusse, qui était « au plus bas », à rendre courage au roi Frédéric-Guillaume III en lui promettant l'amitié et l'appui de l'empereur François.

Ainsi, une année à peine après Wagram, l'Autriche avait repris assez de vie et de crédit pour être sollicitée et écoutée. Elle n'avait pas reconquis des possessions perdues, elle avait retrouvé une sorte d'indépendance au milieu des conflits d'ambitions et d'influences qui menaçaient encore l'Europe. Napoléon était tout prêt à lui assurer des avantages si elle voulait entrer dans ses vues à l'égard de la Russie; la Russie lui offrait ou lui demandait une alliance contre la France. M. de Metternich avait la fortune d'être le ministre de cette situation nouvelle, qu'il

avait contribué à créer, où l'Autriche, — c'était son système, — n'avait qu'à attendre, à rester libre entre la France et la Russie, à suivre la grande partie européenne qui allait bientôt se jouer. S'il n'avait pas le génie des fortes combinaisons, il avait l'art de profiter des circonstances, peu de scrupules, et, pour le succès, il était homme à étonner le monde par la dextérité de ses combinaisons, par l'aisance avec laquelle il pouvait, au besoin, sacrifier une archiduchesse impératrice après s'être servi de son élévation au plus brillant des trônes.

CHAPITRE II

M. de Metternich et la crise de 1813-1815. — Le chancelier dans la coalition et au congrès de Vienne.

I

S'il est un moment dramatique dans l'histoire du commencement du siècle, c'est cette période de 1811, des premiers mois de 1812, où, sous le voile des splendeurs, se prépare la crise décisive de l'Empire, qui n'est elle-même qu'une phase de plus de la lutte engagée depuis vingt ans entre la France de la Révolution et l'ancienne Europe. C'est ce qu'on peut appeler le prologue de la campagne de Russie. Napoléon semble encore et plus que jamais tout-puissant. Il est entré, par son mariage avec une archiduchesse, dans la famille des vieilles royautés, et par la naissance d'un enfant décoré dans son berceau du titre fastueux de Roi de Rome, il peut croire son avenir dynastique assuré ! Il règne à Hambourg et à Rome,

sur le Zuyderzée et aux bords de l'Adriatique, sur l'Allemagne soumise et sur l'Italie subordonnée. On sent, il est vrai, qu'il a dépassé la limite des grandeurs possibles, que toute cette puissance est à la merci d'un revers ou d'un accident, que ce système de conquêtes indéfinies ne peut durer. On le sent, mais on ne voit pas comment tout cela peut finir. Les résistances, les hostilités se taisent devant cette prodigieuse fortune. On croit même, ou l'on feint de croire au succès de la grande partie qui se prépare contre la Russie, et, lorsqu'au mois de mai 1812, Napoléon, accompagné de Marie-Louise et de sa cour, arrive à Dresde, première étape de sa marche sur le Niémen, il est entouré de princes de toute sorte accourus pour assister à une des plus éclatantes représentations du siècle.

A la cour du bon roi de Saxe. fier de son glorieux hôte, se pressent l'empereur et l'impératrice d'Autriche, le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume III lui-même, les petits princes allemands qui tous sont des alliés, des alliés par peur, par calcul ou par intérêt, dans la croisade près de s'ouvrir. M. de Metternich, qui est du voyage, n'est pas le moins empressé, quoi qu'il en dise, et, pour un instant, il reprend ses conversations familières de Paris avec celui dont per-

sonne n'ose décliner l'alliance, ni prévoir la défaite. Il ne quitte Dresde que pour aller au plus vite à Prague préparer une réception triomphale à Marie-Louise retournant par la Bohême en France, tandis que Napoléon court vers l'inconnu, vers son destin! — Huit ans plus tard, M. de Metternich a pu écrire dans son *Journal*, daté encore de Prague : « Les époques mémorables où j'ai visité cette ville se sont suivies bien rapidement. En 1812, j'ai passé deux mois ici avec l'impératrice des Français, et, en 1813, j'ai porté à son mari le coup mortel. » — Il résumait après coup, en quelques mots, son histoire dans cette crise de 1812-1813.

II

C'est, en effet, tout son rôle dans cette année tragique, et, à vrai dire, rien n'est plus curieux que le jeu de ce politique épiant les événements, prêt à changer de camp à mesure que la fortune change de face, attendant que le lion soit blessé pour marcher sur lui, pour lui porter, comme il le dit, « le coup

mortel ». L'art de M. de Metternich est de prendre position dès le début sans se livrer, sans sortir d'une savante ambiguïté, de ne s'engager tout au moins qu'à demi, en se réservant mentalement la liberté de se dégager selon l'occasion.

Allié de Napoléon, il l'était sans nul doute, il paraissait l'être au moment où s'ouvrait le grand conflit. C'est en ministre d'une puissance alliée qu'il était à Dresde au mois de mai 1812, qu'il écoutait Napoléon lui dévoilant ses projets, ses pensées, presque son plan de campagne[1]. L'empereur François lui-même, encore sous le charme de son terrible

[1] Pendant ce séjour à Dresde, en 1812, Napoléon entretenait familièrement M. de Metternich de bien des choses, même d'un projet de réforme des institutions impériales en France; mais il l'entretenait surtout de la prochaine campagne. « L'Empereur, écrit M. de Metternich, m'exposa le plan de campagne qu'il avait médité, et se servit des paroles suivantes, que les événements ont rendues mémorables : Mon entreprise est une de celles dont la patience renferme la solution; le triomphe appartiendra au plus patient. Je vais ouvrir la campagne en passant le Niémen. Elle aura son terme à Smolensk et à Minsk. C'est là que je m'arrêterai. Je fortifierai ces deux points et m'occuperai à Wilna, où sera le grand quartier général pendant l'hiver prochain, de l'organisation de la Lithuanie, qui brûle d'impatience d'être délivrée du joug de la Russie. Nous verrons, et j'attendrai qui de nous deux se lassera le premier, moi, de faire vivre mon armée aux dépens de la Russie, ou Alexandre, de nourrir mon armée aux dépens de son pays.

gendre, disait à l'ambassadeur de France à Vienne « qu'il ne concevait pas la conduite de la Russie, qu'il fallait qu'on eût perdu la tête à Saint-Pétersbourg ». L'Autriche était liée avec la France par le traité de coopération du 14 mars 1812, comme la Prusse, de son côté, était liée par le traité du 24 février. Elle avait à l'aile droite de l'armée française, — les Prussiens étaient à l'aile gauche, — un corps de 30,000 hommes, sous les ordres du prince de Schwarzenberg, naguère encore ambassadeur à Paris et désigné par l'Empereur comme un lieutenant sur lequel il croyait pouvoir compter; mais, en même temps, chose étonnante! l'Autriche mettait toute sa diplomatie à rassurer la Russie, à lui faire entendre que l'alliance avec la France n'était qu'une nécessité de

Peut-être irai-je de ma personne passer les mois les plus rigoureux de l'hiver à Paris.

« Je demandai à Napoléon ce qu'il ferait dans le cas où l'empereur Alexandre ne consentirait pas à faire la paix à la suite de l'occupation de la Lithuanie. Il me répondit :

« Dans ce cas, je m'avancerai l'année prochaine jusqu'au centre de l'Empire, et je serai patient en 1813 comme je l'aurai été en 1812. L'affaire, ainsi que je vous l'ai dit, est une question de temps.

« Le plan conçu par Napoléon pour la conduite de la campagne de 1812 était bien celui qu'il m'avait exposé; c'est un fait acquis à l'histoire. On en peut dire autant des influences qui l'entraînèrent jusqu'à Moscou!... » (*Mémoires*, t. Ier, p. 122.)

circonstance et peut-être une comédie, que le corps auxiliaire se battrait le moins possible, qu'il se bornerait à couvrir le territoire autrichien.

Ainsi l'Autriche marchait ostensiblement avec Napoléon; elle s'étudiait, d'un autre côté, à garder de secrètes intelligences avec la Russie, — et tout cela, dans le langage du jour, s'appelait la « neutralité armée ». M. de Metternich a bien quelque raison de dire dans ses *Mémoires :* « On ne trouve pas, et sans doute on ne retrouvera jamais dans l'histoire un semblable exemple d'une situation politique aussi excentrique que la nôtre... » Napoléon, sans se faire peut-être complètement illusion, comptait sur le succès de ses armes pour maintenir l'Autriche dans la fidélité. La Russie finissait par se contenter des explications qu'on lui donnait, et se prêtait aux duplicités autrichiennes parce qu'elle y était intéressée. M. de Metternich trouvait à ce double jeu, qu'il a regardé depuis comme son coup de maître, l'avantage d'une certaine liberté qui lui permettait d'augmenter sans bruit les forces militaires de l'Autriche, d'attendre les événements sans se hâter, de voir ce qui allait sortir du vaste et puissant conflit.

Ce qu'il n'avait pas tout à fait prévu, c'est que la fortune des armes déciderait si vite et que Napoléon,

après avoir passé le Niémen au mois de juin 1812 en victorieux, après s'être enfoncé en Russie, reviendrait au mois de décembre de Moscou avec une armée détruite, suivi pas à pas par les Russes, trahi par les éléments et par ses alliés, rejeté en désordre sur l'Allemagne ennemie et déjà frémissante. Il avait cru que la guerre durerait plus longtemps; il avait entendu Napoléon lui-même lui dire à Dresde que l'entreprise qu'il tentait était une œuvre de patience et de temps, qu'il n'aventurerait rien, qu'il se bornerait sans doute à arriver jusqu'à Smolensk en 1812, qu'il ne pousserait la campagne à fond qu'en 1813. C'était, en effet, le premier projet de Napoléon : la fatalité l'avait emporté! La catastrophe trompait, dépassait toutes les prévisions, et, en surprenant l'Autriche, elle lui rendait soudain l'espoir d'un rôle dont elle ne pouvait pas même encore avouer la pensée.

A la première nouvelle du désastre, ne sachant pas où était l'Empereur, M. de Metternich expédiait un de ses affidés auprès du duc de Bassano, qu'il supposait à Wilna, et il lui disait : « Notre auguste maître, en apprenant l'évacuation de Moscou, a exprimé en peu de mots le fond de ses sentiments et de sa politique. — Le moment est venu, a-t-il dit, où je puis prouver à l'empereur des Français qui je

suis [1]... » Quelle était la signification réelle de ce mot assez énigmatique, qui pouvait tout dire ou ne rien dire? C'est ici que commence le nouveau drame

[1] Dès les premières nouvelles du désastre de Russie, l'Autriche, on peut le dire, avait pris son parti et était décidée, non plus à rester l'alliée de l'Empereur pour la guerre, mais à poursuivre une paix dont elle serait la régulatrice, et qui n'était désormais possible, naturellement, que par d'immenses sacrifices de Napoléon. Sous ce rapport, une lettre dont M. de Metternich chargeait, dès le 9 décembre 1812, M. de Floret, en l'envoyant à M. de Bassano, alors encore à Wilna, a une signification évidente. « Il est des époques et des événements qui décident du sort des empires, disait M. de Metternich; c'est alors que toute illusion devient mortelle; c'est alors qu'il faut se placer en face des vérités, quelque pénibles qu'elles puissent paraître. L'entreprise de forcer la Russie à la paix, au centre même de ses vastes déserts, a échoué. Je ne m'arrête pas à ce qui aurait dû se faire, nous rendons trop de justice au premier capitaine de notre siècle, pour nous permettre de contrôler ses opérations militaires... L'effet qu'une première entreprise de Napoléon, moins heureuse, produit sur tous les peuples de l'Europe, n'en est pas moins incalculable. C'est en abordant cette circonstance que je dois vous inviter à prier M. de Bassano de vouer la plus grande attention aux calculs et aux ouvertures du ministre de la puissance la plus à même de juger cette immense question. Nous lui parlons avec une franchise entière... Je n'avance pas une proposition hasardée, en assurant que l'Autriche seule contient dans ce moment, par le calme et l'imperturbable sérénité de son attitude, cinquante millions d'hommes prêts à se soulever. Quelque difficile que paraisse la paix générale, elle ne l'est sans doute pas autant, — supposé que l'empereur des Français la veuille, — qu'un arrange-

où vont s'agiter les destinées de l'Europe, entre Napoléon, l'Autriche et la coalition reconstituée par les premiers succès des Russes, drame où aux plus tragiques péripéties se mêle une fourberie supérieure.

III

On ne peut bien voir qu'aujourd'hui, après la divulgation des pensées les plus secrètes, la marche de M. de Metternich dans cette phase nouvelle de la grande crise. La situation que lui créaient les évé-

ment séparé. La seule puissance qui soit appelée à parler la première de cette paix si désirable, c'est l'Autriche. Nous avons cette conviction, comme puissance forte et centrale; nous l'acquerrions, si nous ne l'avions déjà, par les tentatives de toute espèce que font les puissances en guerre avec la France pour nous porter à renoncer à nos rapports d'alliance actuels. L'empereur François seul peut adresser à la France, à l'Angleterre et à la Russie un langage qui ne compromet ni l'amour-propre des gouvernements rivaux et ennemis, ni le sentiment national de leurs peuples... » M. de Metternich ajoutait force protestations au sujet des liens dynastiques de l'Autriche et de la France. A travers toutes ces circonlocutions, l'intention nouvelle de la cour de Vienne perçait dans cette lettre. (*Archives du ministère des affaires étrangères.*)

nements aux premiers mois de 1813 était assurément compliquée autant que délicate; elle devenait de plus en plus difficile à mesure que les Russes s'avançaient sur la Vistule et sur l'Oder, que la défection de la Prusse s'accentuait, que la guerre se rapprochait de l'Allemagne, et que l'Autriche, serrée sur ses frontières, se sentait prise entre tous les belligérants. M. de Metternich se révélait un maître dans l'art des évolutions au milieu de ces difficultés. Se dégager de l'alliance française sans la rompre ouvertement, au moins du premier coup, passer par degrés dans le camp de la nouvelle coalition sans se livrer à elle, sans subir sa loi, gagner assez de liberté et de temps pour refaire une armée autrichienne avec le noyau du corps de Schwarzenberg, pour pouvoir, à l'heure voulue, jeter 200,000 hommes dans la balance, c'était l'objet multiple de sa diplomatie.

Au fond, il avait son programme, il avait fait son choix dans le secret de sa pensée, et il disait ces mots qui contenaient déjà toute sa politique : « L'insuccès de Napoléon contre la Russie a changé la situation de l'empereur des Français, ainsi que celle des autres puissances. — Le dénoûment pour l'Europe sera la paix. — Amener la paix, voilà la véritable tâche de l'Autriche. — Quelle voie faut-il suivre pour arriver

à la paix, à la paix sérieuse?... *Le seul moyen, c'est de faire rentrer la France dans des limites qui permettent d'espérer une paix durable et de rétablir l'équilibre politique entre les grandes puissances...* » Il ajoutait aussi, précisant l'alternative où pouvait se trouver l'Autriche, d'entrer dans l'alliance des puissances du Nord ou de se rapprocher de la France : « *Cette dernière alternative ne saurait se réaliser;* mais nous pouvons prendre le premier parti. Le passage de la neutralité à la guerre ne sera possible que par la médiation armée... »

Ainsi, dès le premier jour, tout était prévu et calculé. La paix, une bonne paix allemande et européenne, reconquise sur la France ramenée à ses anciennes limites, c'était le but. Le procédé, pour l'Autriche, consistait à rentrer en scène par une « médiation armée », prélude d'une alliance avec les puissances du Nord contre la France, et, pour dire toute la vérité, le programme n'avait rien de nouveau. M. de Metternich l'avait conçu et tracé dès 1801, à son entrée dans la carrière. Il l'avait évidemment un peu oublié au milieu des prodigieuses transformations du temps. Il ne songeait pas à proposer son programme à l'époque où il était un brillant ambassadeur à Paris; il ne l'avait pas dans son portefeuille lorsqu'il

revenait, en 1810, dans le cortège d'une archiduchesse gravissant les marches du premier trône du monde. Il suffisait d'un désastre pour faire revivre le programme, les vieux ressentiments contre la prépotence française. Le malheur, en frappant Napoléon comme un autre, « avait courbé sa grandeur », a dit M. de Ségur; « il avait perdu son prestige d'infaillibilité! — On le jugeait! »

M. de Metternich, non sans quelque hardiesse, et, dans tous les cas, sans scrupule, voyait désormais l'occasion de reprendre le procès de l'Europe contre la Révolution française par la révision « de tous les anciens traités conclus avec la République et avec Napoléon »; mais plus la résolution arrêtée secrètement était grave, même dangereuse, plus le chancelier de Vienne sentait le besoin de s'envelopper de voiles, de déguiser sa marche sous les subterfuges. Après tout, l'Autriche était encore l'alliée de la France. Le corps de Schwarzenberg n'avait pas cessé d'être sous les ordres de Napoléon, et si l'Empereur avait été atteint dans sa puissance, dans son prestige, il n'était pas à bas. M. de Metternich ne laissait pas de craindre les éclats de son génie, quelque prodigieux retour de fortune; il ne doutait pas que, par un nouvel et gigantesque effort, Napoléon ne fût bientôt prêt à rouvrir

la campagne en pleine Allemagne, et c'était assurément un danger de se démasquer trop tôt, surtout avant d'avoir proportionné ses forces aux résolutions dont on gardait encore le secret. De là, toute une stratégie qui a quelque peu trompé l'histoire et les historiens, à en croire M. de Metternich lui-même, qui est ici le premier témoin de sa propre duplicité.

Suivons un instant ce curieux et obscur travail d'un politique qui, en définitive, a eu une action décisive dans la plus terrible des crises, après avoir été placé pendant quelques mois, — janvier-juin 1813, — au milieu de toutes les passions contraires. Au premier moment, ce n'est pas douteux, M. de Metternich se gardait bien d'avouer sa pensée et ses desseins dans ses relations avec la France. Il mettait, au contraire, tout son art à désarmer les suspicions, à prolonger l'ambiguïté et les illusions. Il procédait tout au plus par des insinuations savamment ménagées, et s'il laissait voir déjà un changement de position en se prononçant pour la paix, — pour une paix dont il ne disait pas les conditions, — il accompagnait ses insinuations de toutes sortes de protestations de fidélité et d'attachement à la cause commune. Il avait affaire en peu de temps à deux ambassadeurs chargés de représenter les intérêts de Napoléon à Vienne, M. Otto

et M. de Narbonne : l'un, homme sage, méthodique, un peu dépaysé dans une si grande crise, mettant dans sa diplomatie plus de correction que de souplesse; l'autre, politique à l'esprit fin et hardi, aux mœurs aristocratiques, traitant les affaires avec l'aisance mondaine d'un gentilhomme d'ancien régime, prompt à tout pénétrer et à tout précipiter. M. de Metternich, plus embarrassé peut-être avec M. de Narbonne qu'avec M. Otto, parce qu'il se sentait mieux deviné, jouait habilement son jeu avec l'un et avec l'autre, tenant successivement aux deux ambassadeurs le langage d'un ami qui affectait de provoquer les confidences, qui voulait être utile.

Lui parlait-on de l'alliance qui unissait les deux empires, il en parlait plus haut que son interlocuteur, il ne cessait de répéter que, si elle n'existait pas, il la proposerait, que c'était une alliance naturelle, nécessaire, préparée par la réflexion, imposée par le rapprochement des intérêts permanents, « autant que par l'union intime des deux familles impériales ». — Le pressait-on de dire les conditions qu'il mettait à la paix, objet avoué de sa politique, il répliquait qu'il y aurait sans doute quelques concessions à faire sur le grand-duché de Varsovie, sur les villes hanséatiques, sur la confédération du Rhin, choses inutiles à la

France; qu'au demeurant, « si l'Empereur voulait se contenter d'être trois fois plus puissant que Louis XIV, d'être le maître de l'Europe uniquement par l'influence de son génie, les difficultés seraient bientôt aplanies ». — Essayait-on de lui faire sentir l'aiguillon en lui disant que Napoléon allait rentrer en campagne, qu'il retrouverait la fortune et de nouvelles victoires, il se hâtait de répondre qu'il y comptait bien, qu'il avait besoin de compter sur les succès de l'Empereur « pour ramener ses adversaires à la raison ». Il parlait toujours en ami dévoué; il se représentait même comme une victime de l'alliance française, comme un homme menacé dans son crédit, peut-être dans sa vie par les passions guerrières qui s'agitaient déjà à Vienne [1]. —

[1] L'animosité contre M. de Metternich paraissait en effet assez vive dans la société de Vienne, où l'on ne connaissait pas le secret de la diplomatie autrichienne. C'était pour M. de Metternich un moyen de plus de cacher son jeu auprès de la diplomatie française; il affectait de se dire menacé pour son attachement à l'alliance. Les représentants de Napoléon s'y étaient trompés d'abord, comme l'atteste la correspondance de M. Otto. « Le comte de Metternich, écrivait-il en février 1813, m'a dit : Je passe quatre ou cinq heures de ma journée avec le ministre de la police. Nos cachots regorgent de gens que nous avons fait enlever secrètement pour prévenir le mal qu'ils pourraient faire. Nous risquons tous les jours que l'Empereur soit insulté publiquement, ou que je sois moi-même assassiné. Croyez que sous peu l'insurrection de la Prusse s'étendra jusqu'au

D'un autre côté, il est vrai, il avait ses intelligences au camp des alliés. Il soutenait la Prusse dans ses défections, il lui avait communiqué, dès le mois de décembre 1812, son plan pour rejeter la France au delà du Rhin. Il négociait avec la Russie, et au moment même où il avait encore avec M. de Narbonne ses conversations les plus intimes, il écrivait à M. de Nesselrode, qui était avec l'empereur Alexandre, en Silésie : « Je vous prie de me conserver amitié et surtout beaucoup, beaucoup de confiance. Si Napoléon veut faire la folie de se battre, tâchez qu'on ne se

Rhin. En Westphalie, le mécontentement est extrême. Rien n'égale la politique astucieuse des Russes. Ces gens sont de tous les pays; ils parlent toutes les langues, ils flattent tous les genres de passion. Ils ne demandent aux peuples aucun sacrifice, et ils se présentent comme des libérateurs... En me parlant ainsi, le ministre avait les larmes aux yeux; il m'a avoué qu'il éprouvait, dans l'intérieur de toutes les administrations, une résistance qui rend son poste extrêmement pénible. A l'exception de l'Empereur et du prince Schwartzenberg, il ne me cite pas un seul homme marquant qui soit de son parti... » M. de Narbonne ne tardait pas à voir plus clair dans le jeu autrichien. Il admettait, pour la forme ou par courtoisie, la bonne foi de M. de Metternich dans tout ce qu'il disait; il croyait encore plus à sa finesse, et il le représentait comme très capable de saisir une occasion de passer au camp des ennemis de la France, en se disant entraîné. M. de Narbonne voyait la vérité; l'essentiel, pour M. de Metternich, était qu'on ne la vît pas ou qu'on n'y crût pas trop tôt.

démonte pas pour un revers; une bataille perdue par Napoléon, et toute l'Allemagne est sous les armes! » A Paris, il s'étudiait à prolonger l'idée d'une alliance qu'il avait déjà brisée dans sa pensée; au camp des alliés, il s'efforçait de faire prendre patience, d'inspirer la confiance! Pendant ce temps, il armait sans repos, sans éclat. Il ralliait le corps du prince de Schwarzenberg, à peine engagé dans la campagne de Russie, et le ramenait à travers la Galicie, en Bohême, où il allait être le noyau de toutes les forces militaires de l'Empire. L'action, tout enchevêtrée, se déroulait dans l'obscurité sans que, dans la société viennoise, on y vît rien. Le secret de la comédie restait entre l'empereur François, qui, par crainte ou par scrupule, hésitait encore à rompre avec son redoutable « gendre », et le ministre, qui marchait patiemment, cauteleusement, à son but sans dévier.

Une comédie, ai-je dit, c'est le mot! M. de Metternich ne s'en défend pas dans ses *Mémoires;* il se fait même assez complaisamment un mérite d'une duplicité couronnée par le succès. Plus d'une fois, au milieu des vastes préparatifs de la nouvelle campagne sur laquelle il comptait pour relever sa fortune, Napoléon avait des doutes. Tantôt il gardait encore l'illusion d'un lien de famille qu'il croyait assez fort pour

retenir son « beau-père », l'empereur François; tantôt, démêlant d'un regard perçant et ombrageux les manèges autrichiens, il essayait d'en avoir raison. Il multipliait les interpellations et les propositions. Il ne faisait, en réalité, qu'offrir à l'Autriche les occasions de se dégager par degrés, de passer en peu de temps de l'alliance active de 1812 à une neutralité suspecte, puis à la médiation armée. M. de Metternich ne prononçait pas d'abord le mot, il le donnait à entendre; il mettait tout son art à se laisser presque porter par l'impatience de Napoléon lui-même à ce rôle de médiateur armé que son ambition convoitait depuis le premier jour, et rien n'est certes plus curieux que cette scène du mois d'avril 1813, où il se dévoilait devant M. de Narbonne.

Le brillant ambassadeur de France était chargé de lui dire que, puisque l'Autriche voulait la paix, elle devait se décider, prendre une position nouvelle, mettre sous les armes, non plus les 30,000 hommes du corps de Schwarzenberg, mais 150,000 hommes, et, à la tête de ses forces, se tourner vers les puissances alliées pour les sommer de s'arrêter, ou marcher sur elles. M. de Metternich, par un prodige de dextérité, s'emparait de cette communication en la détournant de son vrai sens et en la traduisant à son

usage : il répondait qu'effectivement, comme le pensait le souverain de la France, l'ancienne alliance ne pouvait plus suffire, que l'Autriche y avait songé, que c'était pour cela qu'elle armait, qu'elle était toute prête à entrer dans les vues de l'Empereur en s'interposant entre les belligérants. Il se hâtait de prendre possession du terrain qu'on lui offrait, et si on le pressait de s'expliquer un peu plus, de dire comment il entendait la médiation, ce qu'il ferait si ses conditions n'étaient pas acceptées par Napoléon, il répliquait de façon à laisser M. de Narbonne persuadé que le médiateur se changerait en ennemi. Il avait mis quatre mois pour en arriver là ! Le moment était venu de faire un pas de plus. — « L'Empereur, dit-il, m'avait laissé libre de lui désigner l'instant que je regarderais comme le plus favorable pour faire connaître notre passage de la neutralité à la médiation armée... Les victoires de Napoléon à Lutzen et à Bautzen m'avertirent que l'heure avait sonné. »

C'est ici, en effet, que l'action se serre et se précipite à travers tous ces épisodes de l'armistice de Pleiswitz, de l'entrevue de Dresde, de l'inutile congrès de Prague, dernière fiction destinée à couvrir la suprême évolution de l'Autriche, le passage de la médiation armée à l'hostilité déclarée.

IV

Au moment où M. de Metternich, averti par les coups de clairon de Lutzen et de Bautzen, se décidait et décidait l'empereur François à quitter brusquement Vienne le 1er juin, à se porter en Bohême pour être plus près des événements, il ne cessait d'affecter une indépendance impartiale entre Napoléon qui le pressait de se rattacher à sa cause victorieuse, et les alliés qui le sommaient d'en finir avec toutes ses négociations [1]. Ce n'était encore qu'une apparence, la conti-

[1] Le départ pour Gitschin était un acte décisif dont on avait de la peine, même à Vienne, à comprendre la portée; témoin ce qu'écrivait Gentz à M. de Metternich lui-même, de Vienne : « Au fond, il n'y a plus du tout d'opinion publique. La masse des simples, c'est-à-dire de ceux qui ne savent absolument rien, est étourdie et écrasée par des problèmes qu'elle comprend de moins en moins. C'est ce qui est arrivé pour le voyage de Gitschin. La foule ne trouve rien à en dire, parce que c'est pour elle une énigme. Les deux partis extrêmes le désapprouvent. Ceux qui veulent la guerre n'y voient que négociations de paix honteuses, entrevues pleines de dangers avec Napoléon ou ses ministres, mystifications, pertes de temps, vains faux-fuyants, irrésolution. Les trembleurs le regardent comme le signal de la

nuation de la comédie avant le drame. Depuis quelques jours déjà, même avant Bautzen, il avait expédié M. de Bubna à Dresde, auprès de Napoléon, avec la proposition officielle de médiation armée sur laquelle il feignait de compter. Au fond, il était tout entier par la pensée, par ses sympathies, par ses vœux, au camp des alliés : il n'était vrai et sincère qu'avec eux. Il l'avoue lui-même en racontant dans ses *Mémoires* son brusque départ de Vienne. « Il s'agissait d'arrêter Napoléon dans sa marche en avant... » Rencontrant M. de Nesselrode sur son chemin, dans un village, au moment de l'armistice, il lui remettait une lettre où il disait à l'empereur Alexandre : « Sire, nous sommes ici : patience et confiance! Je vous verrai dans trois jours, et *dans six semaines nous serons alliés*[1]... » Et

guerre immédiate et donnent à entendre que ceux qui, par ce voyage, ont provoqué la guerre, assumeraient là une terrible responsabilité... » On voit ce qui en était. Il est certain que M. de Metternich montrait une singulière hardiesse jusque dans sa conduite cauteleuse, au milieu des complications, des contradictions et des obscurités du moment. Il menait son affaire en maître!

[1] L'empereur François, de son côté, disait à M. de Nesselrode : « Retournez sur vos pas et informez l'Empereur votre maître, ainsi que le roi de Prusse, que vous m'avez trouvé en route pour aller en Bohême rejoindre le quartier général de mon armée. Je prie le Czar de vouloir bien me désigner un point de la frontière de Bohême et de Silésie

à Alexandre lui-même, qu'il rencontrait peu après a Opocno, qui s'inquiétait des temporisations, qui lui disait : « Que deviendra notre cause si Napoléon de son côté accepte la médiation? » M. de Metternich répondait : « S'il la décline, l'armistice cessera de plein droit, et vous nous trouverez dans les rangs de vos alliés; s'il l'accepte, la négociation montrera à n'en pouvoir douter que Napoléon ne veut être ni sage ni juste, et le résultat sera le même. En tout cas, nous aurons gagné ainsi le temps nécessaire pour pouvoir établir notre armée dans des positions où nous n'aurons plus à craindre une attaque contre un seul d'entre nous, et d'où nous pourrons, de notre côté, prendre l'offensive... » C'était clair.

Que Napoléon, emporté par l'orgueil, eût commis depuis quatre mois la faute singulière de laisser l'Autriche passer par degrés à l'ennemi, qu'il fût sur le point de commettre une faute plus grave encore en refusant de souscrire à des conditions qui touchaient

où je puisse lui envoyer mon ministre des affaires étrangères pour lui communiquer mes résolutions... » Opocno avait été choisi pour sa proximité de la frontière et son isolement. C'est là que M. de Metternich rencontrait l'empereur Alexandre et qu'il lui parlait comme un allié parle à un allié. L'entrevue d'Opocno précédait de dix jours l'entrevue de Dresde avec Napoléon.

à peine à sa grandeur, qui sauvegardaient surtout les intérêts de la France, c'est possible. Il n'est pas moins vrai que M. de Metternich, en présentant sa médiation, était un ennemi. Il avait pris son parti, et c'est dans ces dispositions qu'il recevait de M. de Bassano l'invitation de se rendre à Dresde pour cette entrevue si souvent racontée, si souvent commentée, où allaient se trouver une dernière fois, face à face, Napoléon, encore tout plein de sa puissance, et celui qui pouvait se croire un antagoniste sérieux, puisqu'il tenait dans ses mains la paix et la guerre [1].

[1] L'entrevue de Dresde, on le remarquera, n'eut aucun témoin; elle dura huit heures sans interruption, et les récits qui en ont été faits n'ont pu être nécessairement qu'assez approximatifs. On a prétendu que Napoléon aurait dit à son interlocuteur : « Ah! Metternich, combien l'Angleterre vous a-t-elle donné pour vous décider à jouer ce rôle contre moi? » Rien n'autorise à admettre comme authentique cette parole, qui aurait été sans doute relevée sur-le-champ, et à laquelle le ministre autrichien ne fait aucune allusion. Le mot eût-il été dit, le peu de soin que le ministre autrichien a mis à le relever prouve assez qu'il n'aurait eu aucune application personnelle, qu'il faisait allusion aux subsides que l'Angleterre allouait à l'Autriche, ce qui n'avait plus rien d'injurieux. Les écrivains qui ont refait les discours de l'Empereur n'étaient pas là pour les entendre. M. de Metternich, qui était seul présent, et dont le récit, très circonstancié, a toute la valeur d'un témoignage direct et personnel, quoique intéressé, a pu lui-même arranger un peu la scène et le dialogue à sa façon. Il s'est donné le beau

La scène qui se passait au palais Marcolini, à Dresde, le 26 juin 1813, une année à peine après les pompes du voyage de 1812, était certes dramatique. Elle a été représentée sous des couleurs et des traits assez différents. Des Français ont cru grandir Napoléon en lui prêtant une violence injurieuse qui n'aurait été ni habile ni digne. M. de Metternich s'est fait complaisamment son rôle à lui-même dix ans après, en écrivant dans ses *Mémoires* : « A ce moment, je me regardai comme le représentant de la société européenne tout entière. Le dirai-je? *Napoléon me parut petit*... » Napoléon ne se permettait probablement pas les propos outrageants qu'on lui a prêtés; M. de Metternich n'était pas aussi majestueux qu'il l'a cru; il ne voyait pas Napoléon aussi petit qu'il l'assure.

La vérité suffit pour que cette entrevue fameuse reste une saisissante scène d'histoire, ou, si l'on veut, de tragédie historique. Elle durait plus de huit heures, de midi jusqu'au soir, huit heures pendant lesquelles la conversation courait à travers tous les sujets, épuisant tous les thèmes, passant par tous les tons de la

rôle; il a forcé le sens et le ton. En général, on peut, sans risquer de manquer à la vérité, atténuer quelque peu le ton de M. de Metternich ici et ailleurs. Tout cela se ressent d'une rédaction faite après nombre d'années.

familiarité et de la véhémence. On croit saisir dans ce dialogue mêlé d'éclairs l'effort désespéré du plus grand des hommes se raidissant contre les menaces de la fortune ennemie, et l'élégance implacable du diplomate servi par les circonstances, mettant sa vanité a prendre sa revanche sur le génie. M. de Metternich pouvait déjà distinguer combien tout était changé lorsqu'à son apparition dans les salons de service du palais Marcolini il se voyait entouré de généraux, Berthier en tête, lui disant avec une sorte d'anxiété : « Nous apportez-vous la paix? Soyez raisonnable; l'Europe a besoin de la paix autant que la France! » Napoléon le recevait aussitôt dans son cabinet, debout, l'épée au côté, le visage grave, et, prenant à peine le temps de demander des nouvelles de l'empereur François, il lui disait à peu près :

« Vous voilà donc, Metternich! — Il avait encore avec lui ce ton familier qu'il avait eu si souvent aux Tuileries et à Dresde même une année auparavant. — Vous venez bien tard!... Si vous ne teniez plus à mon alliance, si elle vous pesait, pourquoi ne pas me le dire? Je n'aurais pas insisté pour vous contraindre. Peut-être aurais-je modifié mes plans... En me laissant m'épuiser par de nouveaux efforts, vous comptiez sans doute sur des événements moins rapides. Ces

efforts, la victoire les a couronnés, je gagne deux batailles! Soudain vous vous glissez au milieu de nous; vous me parlez de médiation; vous parlez à mes ennemis d'alliance, et tout s'embrouille... Convenez-en, depuis que l'Autriche a pris le titre de médiatrice, elle n'est plus impartiale, elle est ennemie... Vous voulez donc la guerre? C'est bien, vous l'aurez. J'ai anéanti l'armée prussienne à Lutzen, j'ai battu les Russes à Bautzen, vous voulez avoir votre tour. Je vous donne rendez-vous à Vienne!... » Puis, s'animant par degrés : « Qu'est-ce donc qu'on veut de moi? Que je me déshonore? Jamais!... Je saurai mourir. Je ne céderai pas un pouce de territoire. Vos souverains, nés sur le trône, peuvent se laisser battre vingt fois et rentrer toujours dans leurs capitales; moi, je ne le puis pas, parce que je suis un soldat parvenu. Ma domination ne survivra pas au jour où j'aurai cessé d'être fort... »

A cela, M. de Metternich, sans se laisser déconcerter, répondait : « La paix et la guerre sont entre les mains de Votre Majesté... Le sort de l'Europe, son avenir et le vôtre, tout cela dépend de vous seul... Le monde a besoin de la paix. Pour assurer cette paix, il faut que vous rentriez dans des limites compatibles avec le repos commun ou que vous succombiez dans

la lutte. Aujourd'hui, vous pouvez encore conclure la paix; demain, il serait peut-être trop tard. L'Empereur mon maître ne se laisse guider dans sa conduite que par la voix de sa conscience; à votre tour, Sire, de consulter la vôtre... »

Pendant les huit heures de ce prodigieux entretien, Napoléon abordait toutes les questions, revenant d'un accent plein de fierté sur les malheurs de la campagne de Russie, débattant les conditions qui pourraient désintéresser l'Autriche, conduisant son interlocuteur dans son cabinet des cartes, et calculant avec lui les positions, les forces de ses adversaires, les forces qu'il avait à leur opposer. Quelquefois, il avait de la peine à se contenir, et, comme à un certain moment M. de Metternich, insistant plus que jamais sur la nécessité de la paix, lui faisait remarquer que la fortune pouvait le trahir, que ses soldats étaient des enfants, qu'il n'avait plus sous les armes qu'une génération à peine formée qui serait inutilement sacrifiée, Napoléon, bondissant sous l'aiguillon, s'écriait : « Vous n'êtes pas soldat, vous ne savez pas ce qui se passe dans l'âme d'un soldat. J'ai grandi sur les champs de bataille, et un homme qui a passé vingt ans sous la mitraille ne fait aucun cas de sa vie, pas plus que de la vie de 100,000 hommes : j'en sacrifierai un million,

s'il le faut!... » En parlant ainsi, dans son agitation, Napoléon avait laissé tomber son chapeau, que son interlocuteur ne releva pas. Adossé à une console, immobile, ému de ce qu'il venait d'entendre, M. de Metternich se bornait à répondre : « Pourquoi, Sire, me faire, à moi, entre quatre murs, une pareille déclaration? Ouvrons les portes, et que vos paroles retentissent d'un bout de la France à l'autre! Ce n'est pas la cause de la paix qui y perdra... » — Tantôt, dans son cours orageux et toujours changeant, la conversation ressemblait à une déclaration de rupture, tantôt elle s'adoucissait pour revenir bientôt sur elle-même. Au dernier instant, Napoléon, reconduisant M. de Metternich jusqu'au seuil du salon, lui témoignait le désir de le revoir, et le frappant familièrement sur l'épaule, il lui disait : « Eh bien, savez-vous ce qui arrivera? Vous ne me ferez pas la guerre. — Vous êtes perdu, Sire, répliquait vivement M. de Metternich; j'en avais le pressentiment en venant ici; maintenant j'en ai la certitude... » On se quittait sur ce mot!

Était-ce la guerre? Était-ce la paix encore possible? La nuit portait conseil. Le lendemain, tout se renouait; pendant quarante-huit heures, entrevues et négociations se succédaient plus que jamais; on semblait d'accord pour éviter ou tout au moins ajourner l'éclat

de la rupture définitive. Napoléon, radouci tout à coup, acceptait, presque sans discuter, la médiation de l'Autriche, dont la veille encore il se montrait offensé; M. de Metternich, dans l'intérêt de la négociation, prenait sur lui de se prêter à une prolongation de l'armistice jusqu'au 10 août, sans consulter même les Russes et les Prussiens. Que s'était-il donc passé? Ce n'était malheureusement pas une victoire de l'esprit de sagesse et de paix; c'était un calcul de la part du négociateur autrichien, aussi bien que de la part de l'Empereur. Le secret de Napoléon, c'est qu'après les pertes qu'il avait essuyées à Lutzen et Bautzen, devant l'attitude nouvelle de l'Autriche, il sentait le besoin de gagner quelques semaines pour reconstituer et grossir son armée. M. de Metternich, de son côté, il l'avoue, avait eu le temps d'expédier un courrier à Prague, au prince de Schwarzenberg, pour lui demander où il en était de l'organisation de son armée, quelle prolongation d'armistice il jugerait nécessaire pour compléter son ordre de bataille, et le prince de Schwarzenberg avait répondu qu'il lui faudrait vingt jours. De là, un rapprochement d'un instant conduisant par une prolongation d'armistice à ce congrès de Prague, qui n'était guère qu'une duperie de plus entre ces grands joueurs de la politique.

V

Le congrès de Prague n'est, en effet, qu'un nom dans l'histoire; il n'a jamais été une réalité, et, assurément, Napoléon ne faisait rien pour en préparer le succès, même la réunion, — pour faciliter une paix que ses amis les plus dévoués le pressaient d'accepter, que son plénipotentiaire à Prague, M. de Caulaincourt, lui conseillait d'un accent de patriotisme pathétique. Napoléon mettait son orgueil à ne pas céder, à disputer jusqu'à la dernière minute. Il faut tout dire d'ailleurs : eût-il écouté de sages conseillers de paix comme M. de Caulaincourt, M. de Narbonne, eût-il été plus facile, plus sincère, il n'eût probablement pas mieux réussi, parce que tout était déjà compromis, parce que cette négociation n'était qu'une feinte. M. de Metternich n'était pas plus sincère que lui, avec ses conditions auxquelles il savait que Napoléon ne souscrirait jamais, et qui, eussent-elles été acceptées, n'auraient rien résolu. Il pouvait se donner encore l'air d'un médiateur affairé et impatient de réunir le

congrès; il disait avec une apparence de franchise à M. de Narbonne, en le chargeant de presser l'Empereur : « Aujourd'hui nous sommes encore libres. Je vous donne ma parole et celle de mon souverain, que nous n'avons d'engagements avec personne; mais je vous donne aussi ma parole que, le 10 août à minuit, — dernier terme fixé pour les négociations, — nous en aurons avec tout le monde, excepté avec vous... »

En réalité, c'était fait. L'Autriche n'était pas seulement occupée de ses préparatifs militaires uniquement tournés contre l'armée française; dès la fin de juin, elle s'était liée avec la Russie et avec la Prusse à Reichenbach; au courant de juillet, elle avait traité avec l'Angleterre. Les états-majors s'étaient rencontrés à Trachenberg pour débattre le prochain plan de campagne. Au moment où il se déclarait libre d'engagements, il était déjà tout entier à la coalition; il n'attendait que l'occasion. La lenteur calculée que mettait Napoléon à envoyer ses plénipotentiaires, puis des instructions à ses plénipotentiaires, pouvait être un prétexte; elle n'était qu'un prétexte qu'il se hâtait de saisir. Comme il l'avait dit, le 10 août au soir, les plénipotentiaires français n'ayant pas encore des pouvoirs complets, la résolution était prise. Passeports, manifeste de l'empereur François, tout était expédié,

et, à minuit, M. de Metternich faisait « allumer les signaux qu'on tenait tout prêts de Prague jusqu'à la frontière silésienne pour annoncer que tout était rompu, que les armées alliées pouvaient franchir la frontière de Bohême [1] » !

La comédie était jouée, ou, si l'on veut, l'évolution était complète. L'Autriche, habile à choisir son moment, portait à la coalition 200,000 hommes. La face de la guerre était changée par cette défection qui préparait toutes les autres défections, saxonne, bavaroise, qui, du premier coup, plaçait Napoléon dans un cercle de feu, entre l'armée autrichienne en Bohême, les Russes et les Prussiens en Silésie, les contingents alliés de Bernadotte arrivant par le Nord. Le reste, on le connaît. C'est d'abord, il est vrai, la défense du lion repoussant victorieusement les coalisés devant Dresde; mais c'est aussi, peu après, le désastre de Kulm, qui déconcerte toutes les combinaisons de Napoléon et lui

[1] Six années après, M. de Metternich, se retrouvant à Prague, écrivait dans son *Journal :* « Prague, 9 septembre. — Je ne viens jamais à Prague sans que je croie entendre sonner minuit. Il y a six ans qu'à cette heure j'ai trempé ma plume dans l'encre pour déclarer la guerre à l'homme du siècle et de Sainte-Hélène, et pour donner l'ordre d'allumer les signaux qui ont amené le passage de la frontière par cent mille hommes de troupes alliées... » (*Mémoires*, t. III, p. 308.)

ravit les fruits de la victoire de Dresde. C'est l'échec de ses lieutenants sur la route de Berlin ; c'est bientôt la bataille des nations qui décide tout, — Leipzig! C'est enfin la revanche de l'Europe hâtant sa marche sur le Rhin, et, après avoir été si souvent envahie, courant à l'invasion de la France! M. de Metternich avait certes le droit de s'attribuer la belle part dans la fortune nouvelle de la coalition. Il le savait bien, il en avait l'orgueil ou la fatuité ; il se gonflait du sentiment de son rôle, et ce qu'il ne disait pas tout haut, il le disait dans l'intimité de sa correspondance avec sa famille.

A son père il écrivait : « Nos affaires vont bien... L'Europe sera sauvée, et je me flatte qu'on finira par ne pas m'en attribuer le plus faible mérite. Depuis des années, ma marche politique a été la même. Ce n'est pas pour rien que j'ai voulu, avant d'entreprendre la grande œuvre, bien connaître mon adversaire et nos forces. Je connais le premier mieux que personne en Europe, et j'ai porté les dernières à un point auquel personne ne les croyait plus susceptibles d'arriver après tant d'années de défaites et de malheurs. Il ne restait plus que le moment à trouver où il serait possible d'entreprendre la chose sans risques excessifs. J'ai préparé cette époque et je l'ai atteinte par le coup le plus hardi

possible, par une prolongation de l'armistice de vingt jours que j'ai pris sur moi de stipuler au nom des puissances sans leur en dire un mot, car de leur su la chose devenait impossible. Les résultats ont prouvé que mes calculs étaient justes... » Et à sa fille il écrivait peu de jours après, d'un ton plus glorieux encore : « Tout prouve que l'heure a sonné, et que ma mission de mettre fin à tant de maux est arrêtée par les décrets du ciel. Napoléon pense à moi, j'en suis sûr, à toute heure; je dois lui apparaître comme une espèce de *conscience personnifiée*. Je lui ai tout dit et prédit à Dresde, il n'a voulu croire à rien. »

A travers ses actions et ses confidences, le personnage se dévoile tel qu'il a été, patriote autrichien, je le veux, en même temps profond roué, alliant l'art de saisir les circonstances à une passion contenue, souple et vain, sachant faire avec aisance sa cour au conquérant dans ses prospérités, prompt à se jeter sur lui au moment des revers, — et alors, se proclamant sans façon l'homme prévu par les « décrets du ciel » !

VI

La volte-face avait été préparée avec une savante duplicité, elle avait été accomplie au moment décisif avec autant de dextérité que de hardiesse. Ce qui compliquait maintenant la situation de M. de Metternich, c'est qu'en changeant de camp, il n'entendait ni se livrer ni subir la loi de ses nouveaux alliés; il prétendait porter dans la coalition ses idées, ses conseils, sa direction, avec le poids des deux cent mille hommes qu'il jetait dans la balance et l'orgueil du service qu'il avait rendu à la cause commune. Dernier venu parmi les combattants, il se promettait, sans l'avouer, de rester le régulateur de ce qui s'appelait désormais la « quadruple alliance », de marquer, pour ainsi dire, le pas dans la marche des opérations et des négociations. C'était pour lui une autre face du problème.

Il avait obtenu dès le premier jour, il est vrai, une sorte de consécration de la prééminence autrichienne par la désignation du prince de Schwarzenberg comme généralissime de la masse principale des armées alliées. Ce

n'est pas sans peine qu'il avait arraché cette concession à l'empereur Alexandre, qui proposait obstinément Moreau, arrivé depuis peu au camp des alliés, et il avait été obligé d'aller jusqu'à déclarer au Tsar que l'empereur François, plutôt que de subir le commandement du général Moreau, se retirerait de l'alliance. On lui avait cédé, et peu après un boulet français, en emportant Moreau devant Dresde, avait supprimé ce premier dissentiment[1]. La question ne restait pas moins tout entière hérissée de difficultés

[1] Le choix du généralissime avait été l'occasion d'un premier froissement. Peu de jours après que les armées alliées avaient passé la frontière, M. de Metternich avait reçu du Tsar l'invitation pressante de se rendre auprès de lui. « L'Empereur, dit-il, me déclara nettement que les choses ne pouvaient aller ainsi, et qu'il fallait prendre un autre arrangement. Je lui demandai en quoi le changement devait consister. Il me répondit qu'il était décidé à confier la conduite de la guerre au général Moreau. Il ajouta que sa qualité de Français empêcherait le général Moreau d'avoir la confiance des armées alliées, et qu'il ne se faisait aucune illusion à cet égard. Pour obvier à cet inconvénient, il avait l'intention de prendre lui-même le titre de généralissime; mais sachant bien qu'il n'avait pas les qualités requises pour exercer le commandement réel, il suivrait en tout les conseils du général, qu'il aurait constamment à ses côtés, comme son lieutenant. L'empereur de Russie se disait que la grande réputation de Moreau serait bientôt justifiée, aux yeux de l'armée, par de nouveaux succès, et que la difficulté même qui l'excluait encore de la direction

intimes, et M. de Metternich dit lui-même : « Il fallait avoir l'œil sur les alliés non moins que sur l'adversaire... Si le problème est toujours compliqué dans des alliances politiques, jamais on ne le vit mieux que dans cette guerre nouvelle. Elle allait être faite en commun par des puissances qui ne différaient pas moins entre elles par leur situation géographique et politique, que par la position particulière qu'elles occupaient alors en face de l'ennemi... »

Le but était commun sans doute; les difficultés naissaient de la différence des caractères entre les souverains, entre les chefs militaires; elles naissaient aussi

de la campagne deviendrait infailliblement un moyen d'action d'une puissance incalculable.

« Je déclarai sur-le-champ que si Sa Majesté Impériale persistait dans son projet, l'Empereur mon maître se retirerait de l'alliance. Je combattis non moins vivement les espérances que le Tsar fondait sur l'apparition de Moreau à la tête des alliés; je lui dis que d'après mon intime conviction, fondée sur la parfaite connaissance de l'esprit français, le choix de Moreau comme général de nos troupes produirait un effet tout opposé, et ne servirait qu'à exaspérer l'armée française... »

Alexandre n'était pas converti, et se bornait à ajourner la question. Deux jours après, Moreau ayant été blessé à mort devant Dresde, Alexandre aurait dit à M. de Metternich, à ce que celui-ci rapporte, cette étrange parole : « Dieu a prononcé, son avis a été le vôtre! » (*Mémoires*, t. Ier, p. 165.)

du conflit des instincts, des vues, des jalousies, des ambitions que les alliés portaient dans leur entreprise.

Au camp prussien régnaient les passions patriotiques et à demi révolutionnaires contenues jusque-là par la domination française, échauffées depuis Iéna dans les sociétés secrètes et maintenant déchaînées par la lutte. Avec ses éléments nationaux préparés par le Tugendbund, avec ses légions de volontaires, étudiants, professeurs des universités, animés d'un ardent fanatisme, l'armée prussienne ne rêvait que la guerre à outrance, l'insurrection de l'Allemagne contre l'ennemi. Le roi Frédéric-Guillaume suivait plus qu'il ne conduisait ce mouvement, dont Blücher était le héros populaire, dont le baron de Stein était le politique. L'armée russe n'avait pas les mêmes passions, les mêmes haines : elle avait l'orgueil de ses succès. Son chef, l'empereur Alexandre, esprit chimérique et vain, enivré et infatué de sa gloire nouvelle, se croyait le libérateur de l'Europe, le protecteur de l'indépendance des peuples. Il affectait une certaine modestie et osait à peine avouer sa prétention d'être le généralissime des armées alliées; c'était pour dissimuler son propre commandement qu'il proposait Moreau : il se croyait le chef moral de la coalition. Il était plus que jamais dans ce qu'on a pu appeler sa phase de libéralisme; il pacti-

sait avec les patriotes allemands comme Stein. Au fond, il n'oubliait pas ses intérêts, et s'il était disposé à favoriser les ambitions prussiennes en Allemagne, il avait déjà choisi sa part de butin en Pologne. Le désintéressement était dans les programmes de la coalition avant la victoire définitive, les convoitises étaient dans les cœurs.

Placé entre toutes ces influences, au milieu de toutes les ambitions, M. de Metternich prétendait leur échapper ou tout au moins les contenir. Il tenait en profonde défiance ce mouvement révolutionnaire qui commençait à agiter l'Allemagne, qui lui apparaissait comme une menace pour l'avenir, le patriotisme qui « arborait les couleurs teutoniques », qui s'était introduit dans les conseils du Tsar, avec les Stein, les Gneisenau, à la fin de la campagne de 1812, et que la Russie encourageait par ses proclamations. Il se défiait tout autant de l'empereur Alexandre, pour son libéralisme chimérique, pour ses connivences révolutionnaires aussi bien que pour ses ambitions; il n'avait aucune envie d'échanger le danger de la prépondérance française pour le danger de la prépondérance russe. Il jouait son jeu dans cette situation nouvelle, tantôt résistant au Tsar comme dans le choix du généralissime, tantôt cédant à Alexandre et abandonnant,

sur ses instances, au baron de Stein l'administration des pays reconquis en Allemagne.

Maintenir l'alliance par le sentiment d'un intérêt commun, adoucir ou voiler les rivalités, se servir des Russes contre les Prussiens ou des Prussiens contre les Russes, et au besoin de l'Angleterre contre les uns et les autres, avoir aussi l'œil sur la France, mesurer la politique de la coalition au progrès des armées, c'était l'art de M. de Metternich. Il avait pris, dès le premier jour, ses précautions, au moins les précautions possibles contre toutes les surprises. Il avait fait décider que les souverains et les chefs de leurs cabinets suivraient les armées pour être toujours prêts aux graves résolutions : c'était pour lui un moyen de garder son influence sur les événements, de ne pas rester à la merci des conflits d'états-majors et de l'imprévu. Il avait de plus fait adopter une sorte de programme méthodique des vastes opérations qui s'engageaient. On devait d'abord s'avancer de toutes parts, à rangs pressés, sur le Rhin; c'était la première partie de la guerre. Une fois sur le Rhin, si la paix qu'on proposerait ou qu'on prétendrait imposer à Napoléon était impossible, on se porterait « au cœur de la France, sur les hauteurs des Vosges et des Ardennes ». Ce serait une seconde campagne. Au delà, si l'on n'était pas arrêté,

on déciderait par une troisième campagne, par un dernier effort, « du sort futur de la France ». Il traçait ainsi d'avance les étapes successives de l'action; il s'étudiait à mettre quelque ordre dans ce drame des revanches européennes qui allait se dérouler à travers une série de péripéties militaires et diplomatiques, où il allait lui-même avoir à déployer toutes les ressources d'un esprit déjà fait à se jouer avec toutes les puissances comme avec toutes les difficultés.

Un homme à l'imagination passionnée et mobile, à la plume brillante et souvent éloquente, asservi au plaisir, enthousiaste et désabusé, un peu diplomate, un peu aventurier, mais qui a eu son rôle dans l'histoire du temps, Frédéric de Gentz, était alors auprès de M. de Metternich. Il avait traversé toutes les situations en Prusse et en Autriche sans se fixer, poursuivant d'une guerre retentissante de pamphlets la Révolution française et Napoléon. Il s'était attaché après 1809 à la fortune de M. de Metternich. Il a passé quelquefois pour avoir été le conseiller secret ou l'inspirateur du chancelier autrichien : il n'était pas un inspirateur, il était le familier, le confident de M. de Metternich, qui se plaisait à ses conversations, aimait son esprit, ne dédaignait pas ses corruptions élégantes et se servait de sa plume. Il était employé pour le

moment aux proclamations et aux manifestes de la coalition, en même temps qu'à une correspondance avec l'hospodar de Valachie, qu'on voulait retenir dans les intérêts de l'Autriche. Les lettres de Gentz, écrites au courant des choses, sont un document précieux sur cette période de la fin de 1813; elles laissent entrevoir M. de Metternich dans son travail de diplomatie, tel qu'il était, tel qu'il s'est peint lui-même, retenant le fougueux Blücher, négociant avec la vanité d'Alexandre, faisant intervenir de temps à autre, et toujours à propos, la raison modeste et grave de l'empereur François pour tout concilier.

Au fond, quelle était la pensée de M. de Metternich dans cette phase nouvelle du grand conflit, dès qu'on touchait au Rhin? Il y a une histoire officielle qui a été racontée partout, qui est dans les livres et dans les protocoles; il y a aussi une vérité intime qui n'est plus désormais un mystère. L'histoire officielle, c'est ce qu'on a appelé les propositions de Francfort, c'est le congrès de Châtillon, c'est cette série de négociations coïncidant avec l'invasion. La vérité toute simple, c'est que M. de Metternich continue à Francfort, comme à Châtillon, la comédie de Prague, qu'il ne dit que ce qu'il veut dire, se réservant jusqu'au bout le dernier mot de ses combinaisons.

VII

Les propositions de paix pouvaient et devaient se modifier avec la marche des événements, avec les succès croissants des alliés : c'était inévitable. On n'avait demandé à Napoléon, à Prague, que la dissolution du duché de Varsovie et de la Confédération du Rhin, l'abandon des villes hanséatiques, le rétablissement de la monarchie prussienne, la restitution à l'Autriche de quelques-unes de ses provinces perdues. On lui offrait encore à Francfort ce qu'on appelait les « frontières naturelles », le Rhin, les Alpes, les Pyrénées. Bientôt, à Châtillon, on n'allait plus lui offrir que les anciennes limites de 1792. En réalité, tout était fiction et tactique dans cette diplomatie. Les propositions de Francfort, qui avaient une apparence si sérieuse, qui laissaient encore la France dans de belles conditions, n'étaient faites que pour l'opinion, pour l'histoire. C'est M. de Metternich lui-même qui l'avoue et qui l'explique. Arrivé sur le Rhin, avant d'aller plus loin, au moment de laisser l'impétueux

Blücher s'élancer, et le prince de Schwarzenberg violer la neutralité suisse, au grand déplaisir de l'empereur Alexandre, qui avait promis de la garantir, M. de Metternich n'était pas sans quelque crainte [1].

Il éprouvait le besoin de ménager l'esprit public en

[1] L'affaire de la violation du territoire suisse ne se passait pas sans bien des difficultés intimes. Alexandre avait promis à Laharpe, à Jomini, à d'autres personnes des cantons, de faire respecter la neutralité helvétique, et il avait mis son honneur à maintenir l'inviolabilité du territoire suisse. Après bien des pourparlers, où l'on n'était pas d'accord, les Autrichiens de Schwarzenberg avaient passé néanmoins. M. de Metternich raconte ainsi la première entrevue qu'il eut à Fribourg, avec Alexandre, après le passage : « Au moment où les deux princes, — l'empereur François et Alexandre, — se rencontrèrent, le 21 décembre, le Tsar se tourna vers moi, en me demandant s'il y avait du nouveau. Je lui dis que je ne serais en mesure de lui répondre qu'après notre arrivée à l'hôtel. L'empereur François accompagna le Tsar jusque dans ses appartements, puis il le quitta. L'empereur Alexandre me fit venir aussitôt dans son cabinet. — Votre Majesté, lui dis-je, m'a adressé une question à laquelle il m'eût été impossible de répondre en présence d'un si grand nombre de témoins. Je ne sais pas encore comment Votre Majesté prendra, maintenant que nous sommes en tête à tête, la nouvelle que j'ai à lui annoncer. Dans la nuit d'avant-hier à hier, l'armée autrichienne a passé le Rhin sur plusieurs points, entre Schaffhouse et Bâle.

« Ces paroles affectèrent vivement l'Empereur. Il se remit pourtant et me demanda comment l'armée avait été reçue. — Sire, par des acclamations en l'honneur des alliés. Toutes les troupes de la Confédération se sont jointes aux nôtres... — Tandis que je lui faisais cette communication, il ne me

France, de « flatter l'amour-propre national en parlant du Rhin, des Alpes et des Pyrénées ». Il calculait qu'il pouvait « isoler encore davantage Napoléon », agir sur l'esprit de l'armée et du pays qu'on allait envahir, en « rattachant à l'idée des frontières naturelles l'offre de négociations immédiates », et il ajoute : « L'empereur François ayant approuvé mon projet, je le soumis à l'empereur de Russie et au roi de Prusse. Tous deux eurent peur que Napoléon, confiant dans les hasards de l'avenir, ne prît une résolution prompte et énergique, et n'acceptât cette proposition afin de trancher ainsi la situation. Je réussis à faire passer dans l'esprit des deux souverains la conviction, dont j'étais animé moi-

fut pas difficile de lire sur les traits du Tsar les sentiments divers entre lesquels il était partagé. Après une pause assez longue, il me prit la main et me dit : C'est le succès qui couronne toute entreprise, et c'est à lui de justifier ce que vous avez fait. Comme souverain allié, je n'ai pas à vous en dire davantage; mais comme homme, je vous déclare que vous m'avez fait un mal irréparable... Vous ne savez pas quelle peine vous m'avez faite, continua l'Empereur avec vivacité; vous ne connaissez pas la situation particulière où je me trouve... » Puis, comme M. de Metternich s'étudiait à flatter l'Empereur dans sa gloire, à lui rappeler l'intérêt commun, Alexandre coupa court à l'entretien, en disant : « Ce qui est fait est fait. Au point de vue militaire, l'opération est bonne. Que les considérations personnelles s'effacent devant l'intérêt commun. Marchons droit au but et ne parlons plus de cela... » (*Mémoires*, t. Ier, p. 189.)

même, que jamais Napoléon ne prendrait volontairement ce parti. La proclamation fut décidée, et je fus chargé de la rédiger. » C'était tout le secret de la grande démonstration pacifique[1]. On n'était pas plus sincère à Francfort qu'à Prague sur les conditions de la paix; on ne commençait à l'être qu'à Châtillon, lorsqu'on n'avait plus rien à cacher, lorsqu'on croyait pouvoir impunément se permettre de présenter les frontières de 1792 au bout de l'épée, sans discussion.

Il y a un autre point peut-être plus délicat : à quel moment M. de Metternich, ministre d'un souverain qui avait donné sa fille à Napoléon, faisait-il entrer dans ses calculs la chute et la disparition de l'Empire? On peut dire aujourd'hui que, dès la première heure, il avait pris son parti. Lorsque le prince de Schwarzenberg avait été envoyé à Paris au commencement

[1] On rapporte, M. de Metternich lui-même le prétend, que lorsque la proclamation de Francfort fut connue à Paris et apportée par Savary aux Tuileries, l'Empereur aurait dit : « Il n'y a que Metternich qui puisse avoir écrit cela. Pour parler du Rhin, des Alpes et des Pyrénées, il faut être passé maître en fait de ruse. Une pareille idée ne peut venir qu'à un homme qui connaît la France aussi bien que lui... » (*Mémoires*, t. Ier, p. 174.) — A la proclamation de Francfort, on le sait, se rattachent les propositions de paix que M. de Saint-Aignan, un moment prisonnier, fut chargé de porter à Paris, et qui n'eurent aucun résultat. M. de Metternich savait parfaitement ce qu'il faisait.

de 1813, à une époque où l'alliance existait encore, il avait répondu, dans un mouvement d'impatience, à M. de Bassano, qui lui rappelait toujours l'union des dynasties : « Le mariage ! la politique l'a fait, la politique peut le défaire ! » Ce que le prince de Schwarzenberg disait, M. de Metternich le pensait. Il avait profité du mariage qu'il avait fait en 1810, il était maintenant tout prêt à le défaire, à aller jusqu'au bout.

On aurait pu croire qu'il hésitait, qu'il devait plus que tout autre éprouver quelque embarras, songer au moins à sauver du naufrage une régence de Marie-Louise, si Napoléon disparaissait dans la tempête. C'est ce que les historiens ont cru quelquefois : il n'en était rien ; il avait d'avance sacrifié le règne de Marie-Louise ; le scrupule du lien dynastique ne l'arrêtait pas. S'il gardait encore quelque apparence, il jouait la comédie sur ce point comme sur les conditions de paix. Dans le fond, il avait fixé ses idées, et l'on n'a qu'à opposer aux négociations officielles, qu'il semblait poursuivre, les aveux de ses *Mémoires*, pour voir quel chemin il avait fait rapidement. « Il ne restait, — dit-il après avoir montré que toute paix qui maintiendrait Napoléon en lui enlevant ses conquêtes, ne serait qu'un *armistice ridicule*, — il ne restait que trois solutions possibles : le rappel des Bourbons, la régence

jusqu'à la majorité du fils de Napoléon, l'élévation d'un tiers au trône de France. — Le bon droit aussi bien que la raison, l'intérêt particulier de la France aussi bien que l'intérêt général de l'Europe, tout parlait en faveur de la première solution. Aussi l'empereur d'Autriche n'eut-il pas d'hésitation à cet égard. » Voilà où il en était au moment où la question d'un gouvernement pour la France s'agitait, se précisait entre les alliés, et rien n'est plus significatif que la scène qui se passait à Langres entre M. de Metternich et l'empereur Alexandre.

La scène est certes curieuse, elle a été longtemps inconnue. On venait d'arriver à Langres, le 25 janvier 1814. On délibérait, les premiers jours, sur les opérations des armées, on commençait aussi à délibérer sur ce qu'on ferait au lendemain de la victoire définitive. L'empereur Alexandre, singulièrement agité, partagé entre les conseils de ses ministres et les excitations d'un petit entourage d'amis, encouragé par ceux-ci à se croire plus que jamais la providence libérale de l'Europe, avait évité jusque-là de dire sa pensée. Un soir, il faisait venir M. de Metternich, et, dans le plus grand mystère, il déroulait brusquement devant lui le système qu'il avait conçu, qui consistait à rendre au peuple français la liberté de

décider de lui-même, à convoquer les assemblées primaires pour nommer des députés chargés de choisir un gouvernement et un souverain. M. de Metternich, contenant sa surprise, se bornait d'abord à témoigner quelques doutes et quelques craintes sur cette consultation populaire qui pourrait déchaîner une fois de plus la révolution. L'Empereur, suivant son idée, répondait avec une singulière candeur qu'il n'y avait rien à craindre avec des armées nombreuses qui intimideraient les agitateurs, et ajoutait, comme s'il avait tout prévu, tout préparé : « Un point essentiel sera de bien diriger l'assemblée. J'ai sous la main l'homme qu'il faut, l'homme le plus capable de conduire une affaire qui serait peut-être au-dessus des forces d'un novice. Nous chargerons Laharpe de cette tâche délicate. » A ces mots, M. de Metternich, n'hésitant plus à entrer au cœur de la question, se hâtait de déclarer que jamais l'Autriche ne se prêterait à un plan dont l'exécution préparerait à la France et à l'Europe un long avenir de confusion, qu'il ne s'y prêterait sûrement pas lui-même. « Que deviendra l'Europe, poursuivait-il vivement, par suite de l'invasion du principe sur lequel repose cette idée? La confiance que Votre Majesté vient de me témoigner en me révélant ses vues sur la plus grande question du moment,

matie officielle, se dérober par des faux-fuyants toujours nouveaux, multiplier les trames et abuser le malheureux M. de Caulaincourt par des paroles : il avait sa pensée dont il poursuivait la réalisation avec une ténacité calculée, cernant de toutes parts cette puissance naguère encore si redoutable, maintenant réduite aux dernières extrémités, et contre Napoléon se servant de tout, même de la défection du faible Murat, à qui il laissait espérer la conservation de sa couronne pour prix d'une trahison. Avec moins d'âpreté que les Prussiens et moins de visées chimériques que l'empereur Alexandre, il allait à pas comptés au même but. Il considérait la succession de l'Empire comme ouverte, la restauration des Bourbons comme inévitable et seule désirable, pendant que Napoléon disputait encore, par des prodiges d'héroïsme en Champagne, une paix offerte sans sincérité.

VIII

Étonnante campagne où un seul homme, réduit à une poignée de soldats, condamné d'avance dans les

conseils secrets de la coalition, semblait défier jusqu'au bout toutes les forces du continent, toutes les conjurations des politiques! Lutte singulière entre le génie qui se raidissait d'un effort désespéré contre la fortune ennemie, qui, en se sentant accablé, refusait encore de se soumettre, et la ruse poursuivant patiemment son œuvre, enlaçant son adversaire, résolue à en finir avec le lion déjà plus qu'à demi abattu! Dans ce dernier duel, qui se déroulait depuis Prague, qui n'était, à vrai dire, que la continuation du grand conflit ouvert depuis près de vingt-cinq ans entre l'Europe et la France de la Révolution, M. de Metternich pouvait certainement se flatter d'avoir contribué, autant que tout autre, plus que tout autre, à la victoire de la cause commune. On n'en peut disconvenir, il avait déployé, dans sa stratégie diplomatique, autant de souplesse que de sagacité; il avait eu surtout l'art de se décider à propos, de se faire, au moment voulu, le lien de toutes les hostilités, de savoir manier tous les ressorts, exploiter tour à tour les emportements et les faiblesses de Napoléon.

Il avait aussi pour lui, il faut l'avouer, la force des choses, la réaction des peuples soulevés contre la conquête, l'épuisement de la France, même de l'armée et de ses chefs, rassasiés de guerre, à bout d'héroïsme.

Tout le servait, et, par une étrange combinaison des choses, quatre ans après avoir fait d'une archiduchesse une souveraine des Français, sept ou huit ans après avoir été le plus brillant, le plus choyé des ambassadeurs à la cour impériale, il rentrait à Paris en ennemi, en vainqueur de Napoléon, comme un des négociateurs de la Restauration qui replaçait Louis XVIII aux Tuileries, du traité du 30 mai 1814, qui ramenait la France à ses anciennes frontières.

Il avait du bonheur; il y joignait une fatuité qu'il laissait échapper dans ses lettres. Il était homme à écrire un jour : « Le Roi a été hier pour la première fois à l'Opéra. J'y suis venu tard. Le Roi a été accueilli comme tout souverain assis sur le trône de France. *Si demain je m'y plaçais, j'y ferais fureur*. Les cris et les airs de : *Vive Henri IV!* tout a été un train terrible... Les Gosselin ont dansé comme des anges. J'étais dans ma loge comme si j'avais huit années de moins! » On sent ici le mondain infatué et léger dans le politique qui a réussi. M. de Metternich, sans doute, ne se souciait guère de se placer sur les trônes, même en se flattant d'y faire fureur; il se contentait de régenter les rois, de se croire le conseiller infaillible de l'Europe, et, après avoir été heureux dans la lutte, il prétendait bien être au partage du butin qui allait

s'ouvrir à Vienne, dont le traité de Paris, qui réglait le compte de la France, n'était que le préliminaire[1].

[1] M. de Metternich portait dans ces événements une singulière préoccupation de son rôle personnel et une grande fixité d'idées. Il raconte qu'après l'arrivée de Louis XVIII à Paris, le 4 mai, les souverains alliés allèrent faire leur visite au Roi, et il ajoute : « Un peu plus tard, je me présentai moi-même aux Tuileries. Louis XVIII me reçut dans son cabinet. Dans le cours de la conversation, je ne pus m'empêcher de lui faire cette remarque, que j'avais passé bien des heures avec Napoléon dans cette même pièce, assis au même bureau, entouré des mêmes meubles et des mêmes objets, — et cependant, dis-je au Roi, Votre Majesté a l'air d'être tout à fait chez elle. — Il faut avouer, répliqua le prince, que Napoléon était un bon locataire; il m'a tout arrangé à la perfection. — Je passai deux heures avec Sa Majesté, et je quittai les Tuileries en emportant de ma visite des impressions qui n'étaient nullement faites pour me rassurer sur l'avenir de la France. J'avais parlé au Roi de la charte, qui venait d'être publiée, des difficultés qui, selon moi, s'opposaient à son succès, de l'opinion publique, etc., etc. J'avais pu me convaincre que le Roi avait des vues bien arrêtées sur toutes ces questions, mais qu'elles différaient des miennes sur plus d'un point essentiel. » (*Mémoires*, t. Ier, p. 197.) — Dès sa première entrevue avec le Roi, M. de Metternich ne résistait pas au plaisir de se mettre en scène vis-à-vis de Napoléon. Quant à ses opinions sur le danger de la direction libérale de la Restauration, elles datent, on le voit, des premiers jours. Seulement, s'il a toujours tout blâmé, par la suite encore plus qu'au début, on n'a jamais bien su quelle direction il aurait voulu donner à la monarchie française restaurée.

CHAPITRE III

Le congrès de Vienne. — M. de Metternich, les alliés et la France. — Les Cent-Jours et la paix de 1815.

I

Un des spectacles les plus curieux du temps, après tous les spectacles de la guerre qui venaient de se dérouler depuis vingt années, est celui du congrès de Vienne, dernier acte et couronnement de la coalition. Par le traité du 30 mai 1814, qui met pour ainsi dire la France hors de cause, que M. de Metternich se plaît à déclarer marqué du sceau de la modération des vainqueurs, l'ère guerrière et impériale est close, au moins pour le moment. Avec le congrès de Vienne commence l'ère diplomatique et européenne. Il faut s'entendre! On va parler, — c'est Frédéric de Gentz qui caractérise ainsi l'œuvre près de s'accomplir, — on parlera de « reconstruction de l'ordre social », de « régénération du système politique de l'Europe »,

de « paix durable fondée sur une juste répartition des forces pour tranquilliser les peuples, pour donner à la réunion un air de dignité et de grandeur » : le véritable but du congrès est « le partage entre les vainqueurs des dépouilles enlevées au vaincu ».

Le théâtre est maintenant changé, — et ici s'ouvre ce nouveau drame ou cette comédie nouvelle, dont un des plus brillants spectateurs, le vieux prince de Ligne, qui allait s'éteindre avant la fin de la représentation, pouvait dire, avec son esprit de mondain et de lettré : « Ce congrès, où les intrigues de tout genre se cachent sous les fêtes, ne ressemble-t-il pas à la *Folle Journée?* C'est un imbroglio où les Almaviva et les Figaro abondent. Quant aux Basile, on en trouve partout. Plaise à Dieu qu'on ne finisse pas par dire, avec le barbier : Qui trompe-t-on ici? »

Qu'est-ce, en effet, que ce congrès de Vienne? C'est un mélange de délibérations agitées, d'intrigues, de menées, d'ambitions rivales et de plaisirs. Les plaisirs ne sont pas tout dans cette réunion, ils y ont une grande place. On dirait que toute cette société européenne, si longtemps tenue sous le joug, maintenant presque surprise de se sentir délivrée, a hâte de jouir de sa liberté et de sa victoire, d'oublier un passé importun. Vous souvient-il de ce mot que Napoléon,

avec la familiarité hautaine et la clairvoyance désabusée du génie, disait à M. de Ségur, le père du général, en l'interrogeant sur ce qu'il pensait qu'on dirait de lui, l'Empereur, le jour où il disparaîtrait? A cette interpellation inattendue, M. de Ségur se hâtait de répondre que les regrets seraient universels. — « Point du tout, reprenait vivement l'Empereur, on dira : Ouf! » Et il accompagnait le mot d'un geste expressif qui signifiait : « Enfin, nous allons donc respirer et nous reposer! » C'est le sentiment qui régnait à Vienne, dans cette ville de vieille aristocratie, de mœurs douces et de plaisirs, devenue pour quelques mois la capitale de l'Europe. On commençait par s'amuser.

Autour de l'empereur François, qui exerçait une fastueuse et coûteuse hospitalité, se pressaient ces souverains de toute sorte accourus au rendez-vous : l'empereur Alexandre, qui avait fait le 25 septembre une entrée triomphale à Vienne, qui, sans oublier ses ambitions, déployait partout sa grâce banale ou équivoque, son goût de plaire et de dominer; le roi Frédéric-Guillaume de Prusse, moins brillant, un peu gauche, ayant toujours l'air de disparaître dans l'ombre de son ami le Tsar; le gros roi de Wurtemberg, qui s'agitait beaucoup; le roi de Bavière, qui,

en soignant ses affaires, gardait des sympathies secrètes pour la France; le jovial roi de Danemark, que le prince de Ligne appelait le « loustic de la brigade royale ». Le roi de Saxe, dont le sort n'était pas encore fixé, qui paraissait même fort menacé, n'avait pas été admis au congrès. De l'ancien monde napoléonien, le prince Eugène seul, en sa qualité de gendre du roi de Bavière, était à Vienne, modeste, réservé, défendu par la dignité simple de son attitude et par la protection attentive, presque affectée, de l'empereur Alexandre.

A cet assemblage de souverains et de princes venait se joindre le cortège des ministres, des conseillers de toutes les cours, des généraux de toutes les armées, des personnages de tous les pays. Et comme les femmes ont toujours leur place dans les grands spectacles, Vienne avait ses salons, où brillaient des Polonaises comme la princesse Sapieha, des Russes comme la princesse Bagration, des Autrichiennes comme les princesses Lichtenstein, Esterhazy, ou la comtesse Thérèse Apponyi, des Françaises comme la comtesse Edmond de Périgord, la future duchesse de Dino. Les fêtes se succédaient à la cour d'Autriche comme dans ces salons improvisés où l'on jouait la comédie de société, des charades en action qui pou-

vaient rappeler à M. de Metternich ses succès mondains à la cour de France en 1807 et 1808. « Le congrès danse, il ne marche pas », disait le prince de Ligne, qui en était à ses derniers bons mots. Le congrès cependant n'était pas tout entier dans les bals; à travers les plaisirs d'une société qui s'efforçait de revivre en s'amusant, entre les somptueuses « redoutes » et les carrousels aux costumes éclatants, les questions les plus graves s'agitaient, les ambitions s'entre-croisaient; les hommes, les politiques, princes et ministres jouaient un autre genre de comédie.

II

Où en étaient réellement les puissances qui étaient venues à Vienne pour régler les affaires du monde, pour remettre la paix partout, après avoir relégué le grand trouble-fête dans une petite île de la Méditerranée? Elles étaient sans doute sorties de la guerre également victorieuses. Elles gardaient entre elles l'apparence de la plus intime cordialité, et même, après le traité du 30 mai, elles affectaient de main-

tenir en face de la France pacifiée, réconciliée, ramenée à ses anciennes limites, ce qu'on appelait la « quadruple alliance », la coalition particulière de l'Angleterre, de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse. Elles avaient renouvelé leur pacte sans s'expliquer. En réalité, elles étaient profondément divisées par les ambitions, par les convoitises, par les jalousies promptes à renaître. L'empereur Alexandre, qui, avant de se rendre au congrès, avait eu le temps d'aller chercher des ovations à Londres, puis à Saint-Pétersbourg et à Varsovie, était arrivé à Vienne avec l'idée fixe d'imposer sa volonté, qui n'était nullement désintéressée. Il couvrait ses ambitions du voile des protestations libérales des déclarations humanitaires. Il se croyait le bienfaiteur des peuples, la « lumière du siècle », comme le disait plaisamment dans ses lettres le roi Louis XVIII. Il avait, par le fait, jeté son dévolu sur la Pologne, sur l'ancien grand-duché de Varsovie, dont il prétendait faire un royaume lié à son empire ; il voulait tout au moins aller jusqu'à la Vistule : c'était sa part de butin dans la grande distribution des territoires. La Prusse, de son côté, avec une âpreté de convoitise que rien ne décourageait, prétendait avoir la Saxe, la Saxe tout entière, par la dépossession du vieux roi, et elle passait la Pologne

à l'empereur Alexandre pour avoir l'appui de la Russie dans l'annexion des provinces saxonnes. L'Angleterre, sans s'être encore prononcée, n'était pas loin de favoriser ces prétentions, tout au moins de sacrifier le roi de Saxe à la Prusse. L'Autriche, les yeux fixés sur l'Italie, où elle rentrait en souveraine, sur l'organisation de l'Allemagne nouvelle, où elle entendait maintenir son ascendant, ne se hâtait pas de dire son dernier mot.

Autour des principales puissances, les petites cours s'agitaient, jalouses de leurs droits et de leurs intérêts, inquiètes des agrandissements de la Prusse, cherchant de tous côtés un appui. Tout était contraint dans les rapports de ceux qui se disaient des alliés, et, par un étrange retour des choses, la puissance qui avait la position la plus aisée, la plus libre, était celle qu'on venait de vaincre, qui se trouvait en ce moment représentée à Vienne par l'homme le mieux fait pour déguiser les embarras de la défaite, pour traiter avec les princes : j'ai nommé M. de Talleyrand, grand seigneur mêlé à la Révolution, ancien ministre du Directoire, du Consulat et de Napoléon, naguère encore dignitaire de l'Empire, maintenant plénipotentiaire de la monarchie restaurée dans un congrès.

Cet étrange représentant de la France, qui avait à

faire oublier ses apostasies, les variations de sa vie et même des actes d'une moralité douteuse, était homme à suppléer à tout par son habileté, à savoir se servir de tout. Il portait dans sa situation nouvelle les traditions d'une aristocratie raffinée et peu scrupuleuse, une affabilité hautaine, le goût du succès, l'expérience des plus grandes affaires, l'habitude de traiter avec les souverains, le sentiment calculé de la dignité du prince dont il était le plénipotentiaire. Il avait eu l'art d'arriver à Vienne sans embarras, de prendre sa place comme si elle lui était due, de se faire une force d'un désintéressement qui était une nécessité et qui devenait une habileté. Du premier coup, il avait déconcerté toutes les combinaisons, troublé les ambitions, découragé les suspicions, en déclarant que la France n'avait rien à réclamer pour elle, qu'elle entrait au congrès sans aucune arrière-pensée, qu'elle ne demandait que le rétablissement de l'ordre partout, la restauration et le respect de toutes les légitimités [1]. Il s'établissait sur ce terrain.

[1] Dès son arrivée, M. de Talleyrand, — qui avait maintenant « supprimé sur ses cartes de visite le titre de prince de Bénévent », — avait laissé pressentir le caractère de sa mission, et Gentz pouvait écrire : « D'après ce que l'on sait jusqu'à présent des instructions des plénipotentiaires français, elles sont entièrement calculées sur l'établisse-

Prononçait-on devant lui le mot d'*alliés*, il feignait la surprise, il demandait s'il y avait encore une coalition après la paix que la France entendait respecter, et il obligeait les puissances à désavouer le mot. L'empereur Alexandre lui parlait-il de la Pologne, il répondait que si l'on voulait rétablir l'indépendance polonaise, le Roi était tout prêt à y souscrire; que s'il ne s'agissait que du partage du duché de Varsovie, la question redevenait secondaire, c'était surtout l'affaire de l'Autriche. — Lui parlait-on de la Saxe, il demandait de quel droit les Prussiens voulaient aller à Dresde, si l'on voulait renouveler l'exemple des dépossessions royales par la force; et à Alexandre lui-même, qui croyait l'embarrasser en lui objectant que le roi de Saxe, par ses alliances avec Napoléon, avait

ment d'une paix durable et d'un juste équilibre du pouvoir. Ils s'opposeront d'une manière très prononcée à tout projet d'agrandissement et d'innovation, quelle que soit la puissance qui se mette en avant. Ils appliqueront surtout ce principe à ceux que la Russie avait formés sur la Pologne; ils ne contrarieront pas moins, à ce qu'il paraît, les vues de la Prusse relativement à la Saxe. Il est assez probable que, sur ces deux questions importantes, la France et l'Angleterre seront l'une et l'autre d'accord avec l'Autriche... » (*Dépêches inédites du chevalier de Gentz*, t. Ier, p. 99.) — L'accord que prévoyait Gentz devait finir par se réaliser en effet, mais au prix d'une lutte pleine de péripéties, où M. de Talleyrand montrait sa supériorité.

trahi la cause de l'Europe, il répliquait lestement que c'était une question de date, que tout le monde avait été plus ou moins allié de Napoléon. Il avait réponse à tout; il jouait même, au besoin, la tragédie ou la comédie en levant les yeux au ciel, en gémissant devant le Tsar sur le sort qu'on préparait à la « malheureuse Europe[1] ». — « Talleyrand, disait Alexandre,

[1] On peut lire cette scène de haute comédie dans la dépêche du 4 octobre 1814, où M. de Talleyrand raconte l'entretien qu'il a eu avec l'empereur Alexandre. « ...A présent, dit Alexandre après avoir demandé des nouvelles de Paris, du Roi, parlons de nos affaires; il faut que nous les finissions ici. — Cela dépend de Votre Majesté; elles finiront promptement si Votre Majesté y porte la même noblesse, la même grandeur d'âme que dans celles de la France. — Mais il faut que chacun y trouve ses convenances. — Et chacun ses droits. — Je garderai ce que j'occupe. — Votre Majesté ne voudra garder que ce qui sera légitimement à elle. — Je suis d'accord avec les grandes puissances. — J'ignore si Votre Majesté compte la France au rang de ces puissances. — Oui, sûrement; mais si vous ne voulez pas que chacun trouve ses convenances, que prétendez-vous? — Je mets le droit d'abord et les convenances après. — Les convenances de l'Europe sont le droit. — Ce langage, Sire, n'est pas le vôtre, il vous est étranger, et votre cœur le désavoue. — Non, je le répète, les convenances de l'Europe sont le droit. — Je me suis tourné alors vers le lambris près duquel j'étais, j'y ai appuyé ma tête, et, frappant la boiserie, je me suis écrié : Europe! Malheureuse Europe! Me retournant du côté de l'Empereur : — Sera-t-il dit, lui ai-je demandé, que vous l'aurez perdue? Il m'a répondu : Plutôt la guerre, que de renoncer à ce que

fait ici le ministre de Louis XIV. » C'était du moins un personnage qui, en peu de temps, avait réussi à déjouer la diplomatie russe et à contenir les ambitions prussiennes, à ramener à demi l'Angleterre et à stimuler l'Autriche, à donner enfin de la France une idée telle que les petites cours, comme la Bavière, commençaient à se tourner de nouveau vers elle. Un homme avait suffi pour changer sensiblement toute une situation par son esprit, par sa sagacité, par son aisance supérieure qui s'imposait[1].

j'occupe. — J'ai laissé tomber mon bras, etc. » Puis, la scène finit par ces mots, qu'Alexandre crie à Talleyrand en s'éloignant : « Voilà l'heure du spectacle, je dois y aller, je l'ai promis à l'Empereur (François), on m'y attend... Adieu, adieu, nous nous reverrons... » (*Correspondance inédite de Talleyrand et du roi Louis XVIII pendant le congrès de Vienne.*)

[1] Voir la *Correspondance inédite du prince de Talleyrand avec le roi Louis XVIII* citée plus haut et publiée par M. Pallain. Sans être tout à fait inconnue, cette *Correspondance*, recueillie pour la première fois il y a quelques années, mise au jour dans sa suite et dans son ensemble, est certainement une des révélations les plus intéressantes, un des documents les plus curieux de l'histoire diplomatique du temps. Elle place M. de Talleyrand très haut parmi les personnages qui ont eu à diriger les affaires de la France dans ses moments critiques, et l'on peut dire qu'ici l'homme est tout. Il faut ajouter aussi que le souverain, le roi Louis XVIII, n'est pas au-dessous des circonstances et de celui qui le représente.

Placé au centre de ce mouvement et de ces influences, appelé par sa position à être, pour ainsi dire, le ministre de l'hospitalité autrichienne, une sorte de médiateur entre des rivaux qu'il voulait ménager, M. de Metternich ne laissait pas d'être embarrassé ; il ne se hâtait pas. Maintenant qu'il était sorti des périlleuses aventures de la guerre et qu'il avait réussi à conduire toutes les puissances à Vienne, comme pour mieux marquer le grand rôle et l'ascendant moral de l'Autriche, il se complaisait dans ses succès, dans le sentiment un peu vain de son importance personnelle. Il gagnait du temps. C'était sa tactique : avec le temps, il se flattait d'adoucir les antagonismes, d'avoir raison des ambitions rivales, d'écarter ou de dénouer toutes les difficultés, et, en attendant, il mêlait les plaisirs aux affaires. Il préparait et il conduisait ce congrès en homme fort occupé des galas de cour, des fêtes qu'il donnait lui-même et dont il traçait minutieusement le programme, des conversations de salons, où il était toujours recherché, entouré et flatté comme un des héros du moment. Il se partageait entre les bals, les représentations de quelque comédie de société et les liaisons mondaines, qui étaient pour sa vanité un attrait et quelquefois un piège.

C'est son confident, son historiographe, Frédéric

de Gentz, qui, à tout instant, a dans son *Journal* de ces mots indiscrets : « Affaire de la duchesse de Sagan. Conversation avec Metternich sur ses relations avec elle. — Chez la duchesse à onze heures pour une des négociations les plus remarquables... — Metternich me fait part de sa rupture définitive avec la duchesse, ce qui est aujourd'hui un événement de premier ordre... — Grande conversation avec Metternich, toujours plus sur la maudite femme que sur les affaires... » Il avait du temps pour tout, même pour d'autres passions, et, au besoin, pour les répétitions du *Bacha de Suresnes*[1]. M. de Talleyrand, qui avait bien, lui aussi, sa fatuité, ses histoires intimes, amusait le roi Louis XVIII de ses récits malicieux et de ses portraits de M. de Metternich, « qui, en se piquant de donner l'impulsion à tout, la reçoit lui-même sans

[1] A la même époque, Gentz écrivait, en observateur un peu libre de son chef : « ...La manière de travailler de M. de Metternich est telle, qu'il y a une difficulté extrême à mettre une certaine *suite* dans une affaire quelconque qu'on traite avec lui. Il est vrai qu'il est surchargé de travail; mais le mal tient plus encore à toute sa manière d'être, à la mauvaise distribution de son temps, à un certain décousu dans ses arrangements, à ses goûts, à ses rapports avec le monde, à sa trop grande facilité et amabilité, enfin, à une quantité de détails qu'il me serait impossible d'expliquer... » (*Dépêches inédites du chevalier de Gentz*, t. Ier.)

s'en douter, et, jouet des intrigues qu'il croit mener, se laisse tromper comme un enfant... » — « ...Celui qui est à la tête des affaires en Autriche et qui a la prétention de régler celles de l'Europe, dit-il un autre jour, regarde comme la marque la plus certaine de la supériorité du génie une légèreté qu'il porte jusqu'au ridicule... »

Entre ces deux hommes qui se retrouvaient à Vienne après s'être connus, après avoir noué amitié à la cour de Napoléon, il y avait une rivalité mondaine avec la rivalité politique. M. de Metternich avait une frivolité prétentieuse dans les grandes affaires. Il ne faut pourtant rien exagérer. Il n'était peut-être pas aussi léger qu'on le disait, ou, du moins, cette légèreté n'excluait pas la duplicité et les calculs d'un homme qui, ayant à traiter avec la vanité d'Alexandre, avec l'ambition prussienne, avec l'Angleterre, avec la France elle-même, éludait, rusait avec tout le monde pour garder dans ses mains les fils enchevêtrés du grand imbroglio européen. Au fond, à travers les séductions qui l'entraînaient et les intrigues où il se perdait quelquefois, il avait son idée fixe, son fil conducteur, qu'il retrouvait dans les moments difficiles : il ne perdait pas de vue le double intérêt de l'Autriche en Italie et en Allemagne.

III

Deux affaires surtout mettent en jeu les rivalités, les caractères, la diplomatie des hommes dans ce congrès où les intérêts des peuples s'agitent entre deux fêtes. La première est cette singulière affaire de Naples, où le chef de la monarchie restaurée en France réclamait, sans plus de retard, le rétablissement du roi Ferdinand de Bourbon dans les Deux-Siciles, tandis que l'Autriche temporisait, paraissant soutenir encore Murat, qui, seul, dans la catastrophe napoléonienne, avait sauvé provisoirement sa couronne. Le duel était vif et serré. Dès la première réunion des plénipotentiaires, M. de Talleyrand avait ouvert pour ainsi dire le feu; comme on prononçait le nom du roi de Naples, il avait dit d'un ton négligent et hautain : « De quel roi de Naples parle-t-on? Nous ne connaissons point l'homme dont il est question... » On avait évité de lui répondre. Il ne poursuivait pas moins sa campagne, soutenu et aiguillonné par le roi Louis XVIII, qui mettait sa fierté et voyait aussi son intérêt dans une res-

tauration qui « ajoutait à la puissance de la France », qui avait surtout pour effet de bannir des trônes tout ce qui rappelait Napoléon. M. de Talleyrand, armé de son principe de la légitimité, harcelait sans cesse les alliés, dont quelques-uns se montraient assez indifférents. M. de Metternich, qui était le plus intéressé, le plus engagé en Italie, était aussi le plus embarrassé, et il se défendait contre les impatiences du plénipotentiaire français par une diplomatie évasive, qui mettait parfois l'imperturbable Talleyrand hors de lui[1]. Il y

[1] M. de Talleyrand, racontant au Roi une conférence où l'on avait tout agité sans rien décider, ajoute (16 novembre 1814) : « ...De là, passant aux affaires d'Italie, le mot de *complications*, dont M. de Metternich se sert perpétuellement pour se tenir dans le vague dont sa faible politique a besoin, fut employé depuis les affaires de Gênes et de Turin, jusqu'à celles de Naples et de Sicile; il voulait arriver à prouver que la tranquillité de l'Italie, et par suite celle de l'Europe, tenait à ce que l'affaire de Naples ne fût pas réglée au congrès, mais à ce qu'elle fût remise à une époque plus éloignée. — La force des choses, disait-il, ramènera nécessairement la maison de Bourbon sur le trône de Naples. — La force des choses, lui dis-je, me paraît maintenant dans toute sa puissance. C'est au congrès que cette question doit finir. Dans l'ordre géographique, cette question se présente la dernière de celles d'Italie, et je consens à ce que l'ordre géographique soit suivi; ma condescendance ne peut aller plus loin. — M. de Metternich parla alors des partisans que Murat avait en Italie. — Organisez l'Italie, dis-je, et il n'en aura plus. Faites cesser un provisoire

avait dans cette affaire ce que le chancelier d'Autriche avouait, ce qu'il pouvait avouer et ce qu'il n'avouait pas, ce qu'on croyait deviner en l'exagérant peut-être.

Ce qu'il pouvait avouer, c'est que la question n'était pas aussi simple que le disait M. de Talleyrand. Au moment où les alliés étaient entrés en France, au mois de janvier 1814, lorsque le dénouement de la guerre pouvait dépendre encore d'un dernier effort de génie de l'Empereur, M. de Metternich, cherchant partout des ennemis à Napoléon, jusque dans sa famille, avait attiré ou admis Murat dans l'alliance européenne; il avait signé avec lui un traité, il y avait même ajouté des articles secrets lui garantissant sa couronne[1].

odieux; fixez l'état de possession dans la haute et moyenne Italie; que des Alpes aux frontières de Naples, il n'y ait pas un seul coin sous l'occupation militaire; qu'il y ait partout des souverains légitimes et une administration régulière... et alors, Murat n'aura plus aucune prise sur l'esprit des peuples... » — M. de Metternich éludait, M. de Talleyrand avait l'avantage de la position qu'il avait prise et de la logique vis-à-vis d'un adversaire qui ne pouvait ou n'osait avouer ses embarras. « Son grand art, disait Talleyrand de M. de Metternich, est de nous faire perdre du temps, croyant par là en gagner... » (*Correspondance inédite de Talleyrand et du roi Louis XVIII*, p. 101.)

[1] Ce traité est du 11 janvier 1814. Il faut remarquer qu'au moment où le traité était signé par M. de Metternich, on ne savait pas encore si la guerre aurait pour dénouement la déchéance de l'Empire et la restauration des Bourbons.

L'Angleterre s'était associée au traité et à la garantie. Si étrange que cela pût être, le faible et mobile Murat était de la coalition; il était censé triompher avec elle, il pouvait se croire couvert ou adopté par elle. Il avait à Vienne des représentants, le prince Cariati, le duc de Campo-Chiaro, qui, sans être admis au congrès, plaidaient habilement sa cause. L'Autriche se sentait liée, tout au moins singulièrement gênée. Le plénipotentiaire anglais, lord Castlereagh, considérait comme indigne de son « caractère » de renier un engagement. M. de Metternich, appuyé par lord Castlereagh, hésitait d'autant plus qu'en ce moment, l'Italie était pleine de fermentation; l'Autriche n'avait pas encore une armée suffisante au delà des Alpes, et Murat, si on le poussait à bout, pouvait, en se mettant à la tête des Italiens, susciter les plus redoutables complications : c'était ce qu'il avouait quand on le serrait de trop près. Ce qu'il n'avouait pas, c'est que la raison qui l'avait conduit à l'alliance, qui l'y attachait encore, c'était peut-être son ancienne passion pour la reine de Naples.

C'est sous l'influence de la belle et remuante Caroline Murat qu'avait été préparé le malheureux traité du mois de janvier 1814, et c'est pour elle que le chancelier d'Autriche semblait garder ses préférences,

sans s'inquiéter de l'autre reine, Marie-Caroline, dont la mort, survenue en ce moment même à Vienne, l'avait mis, disait-on, plus à son aise. M. de Talleyrand, avec sa mauvaise langue, écrivait au roi Louis XVIII, en lui racontant une soirée de fête et les légèretés de M. de Metternich : « ...Il avait la tête tellement remplie de l'affaire de Naples, qu'ayant trouvé une femme de sa connaissance, il lui dit qu'on le tourmentait pour cette affaire, mais qu'il ne saurait y consentir; qu'il avait égard à la situation d'un homme qui s'était fait aimer dans le pays où il gouverne; que lui, d'ailleurs, aimait passionnément la Reine, et qu'il était en relations continuelles avec elle. Tout cela, et peut-être davantage sur cet article, se disait sous le masque... [1]. » Et le Roi à son tour, renchérissant, commentant la chronique secrète avec son goût des citations et des exemples historiques, répondait à son ministre : « ...On parle d'engagement, mais ce n'est pas là ce qui nuit au bon droit; c'est une autre cause, et la plus honteuse dont l'histoire ait jusqu'ici fait mention, — car si Antoine abandonna sa flotte et

[1] « M. de Metternich a des rapports d'intrigues de toute espèce avec la reine de Naples; il agit de concert avec elle, cela est très sûr... » (*Lettre de M. de Jaucourt à Talleyrand*, 4 janvier 1825.)

son armée, du moins c'était lui-même et non pas son ministre que Cléopâtre avait subjugué[1]... » Louis XVIII et son plénipotentiaire expliquaient tout par l'influence mystérieuse dans cette affaire de Naples. C'était un peu exagéré. Toujours est-il que M. de Metternich, encore sous le charme, avait de la peine à se dégager et se dérobait sans cesse devant M. de Talleyrand. Il tenait du moins à ne rien hâter, à paraître ne se rendre qu'à la « force des choses », qui conspirait pour les Bourbons. C'est Murat lui-même qui, avec ses coups de tête en Italie, allait se charger de le délier et de trancher la difficulté.

L'autre affaire, bien plus compliquée encore, qui mettait à de singulières épreuves la diplomatie de M. de Metternich, était cette délicate question des prétentions russes et prussiennes sur la Pologne et sur la Saxe, qui en réalité touchait à tout, remuait toutes les passions et tous les intérêts. La Prusse et la Russie arrivaient au congrès liées par la solidarité des ambitions, ardentes à la conquête, résolues à se soutenir jusqu'au bout dans leurs revendications. Les autres puissances, pour éviter les scissions, s'étaient réservées jusque-là ou avaient paru plutôt se prêter,

[1] *Correspondance inédite de Talleyrand et du roi Louis XVIII.* — *Lettre du Roi*, 7 janvier 1815, p. 220.

par une complaisance résignée, aux projets de l'empereur Alexandre et du roi Frédéric-Guillaume.

Tant que la lutte avait duré, on avait vécu dans les sous-entendus. Le jour où la grande liquidation s'ouvrait à Vienne, il fallait bien s'expliquer; les conflits d'intérêts ne pouvaient manquer d'éclater. Les rivalités se dévoilaient, et c'est là que M. de Talleyrand avait su habilement profiter de sa position désintéressée pour se glisser entre les « alliés », comme ils affectaient de s'appeler encore. « Comment, disait-il à M. de Metternich, un jour qu'il était resté seul avec lui, au début du congrès, — comment avez-vous le courage de placer la Russie comme une ceinture autour de vos principales possessions, la Hongrie et la Bohême? Comment pouvez-vous souffrir que le patrimoine d'un ancien et bon voisin, dans la famille duquel une archiduchesse est mariée, soit donné à votre ennemi naturel? Il est étrange que ce soit nous qui voulions nous y opposer, et que ce soit vous qui ne le vouliez pas! » M. de Talleyrand, dans une autre conversation où il avait pris, disait-il, « le ton d'une ancienne amitié », pressait M. de Metternich de toute façon, lui parlait de sa position, de son honneur de ministre, de l'intérêt qu'il avait à ne pas laisser croire qu'il voulait sacrifier la Saxe.

Sûrement, ce que M. de Talleyrand disait ou insinuait avec un art très fin, M. de Metternich se l'était dit et le pensait sans se laisser aller à l'avouer. Il ne demandait pas mieux que de sauver la Saxe de la rapacité prussienne. Il était vivement préoccupé, et de l'extension territoriale de l' « ennemi naturel », et du danger des passions nationales et révolutionnaires qui conspiraient pour la Prusse; mais il n'osait rien dire, il craignait d'engager la lutte. Il n'était pas sûr d'avoir avec lui l'Angleterre, qui en était encore à se flatter de trouver dans une Prusse agrandie l'alliée qu'elle rêvait sur le continent, et M. de Talleyrand lui-même, qui parlait tant, qui excitait si vivement les autres à la résistance, quel secours avait-il à offrir? Pouvait-on rien attendre de la France, qu'on croyait épuisée? « Votre légation, disait-on à un des envoyés français, parle très habilement; mais vous ne voulez point agir, et nous, nous ne voulons point agir seuls... »

Le chancelier d'Autriche attendait que cette situation se débrouillât. Le jour où lord Castlereagh, au nom de l'Angleterre, commençait à se tourner contre les ambitions russes et prussiennes, où la France reprenait une autorité imprévue et montrait qu'elle n'était pas aussi épuisée qu'on le croyait, où les petites cours, la Bavière, le Wurtemberg, le Hanovre, se déclaraient

avec vivacité contre l'incorporation de la Saxe à la monarchie prussienne, ce jour-là, M. de Metternich n'hésitait plus. Il se sentait assez fort pour se dévoiler par degrés et engager l'action. De là, cette lutte qui, pendant quelques semaines de novembre et décembre 1814, se déroulait à travers toute sorte de péripéties, à Vienne, entre la diplomatie de M. de Metternich et de lord Castlereagh, appuyée, excitée par M. de Talleyrand, et la diplomatie prussienne, acharnée à réclamer sa conquête : lutte singulière, mêlée d'intrigues, de subterfuges, où les Prussiens exhalaient bruyamment leur colère, s'emportant contre la France, cherchant à intimider les petits princes allemands qui se prononçaient pour la Saxe, accusant surtout M. de Metternich de défection et allant jusqu'à menacer de soutenir leurs prétentions par la guerre! Ainsi se réveillait et se précisait, au seuil d'un ordre nouveau, le vieil antagonisme de l'Autriche et de la Prusse en Allemagne.

IV

La lutte pour la Saxe était d'ailleurs inséparable de la lutte pour la Pologne. Les deux questions n'en faisaient qu'une. L'empereur Alexandre, en se faisant admirer dans les salons de Vienne, s'était flatté aussi d'imposer ses désirs comme des lois, d'emporter le succès par son ascendant. Il entrait dans les affaires avec la hauteur d'un victorieux et l'impatience infatuée de la puissance heureuse. Il ne s'était nullement caché dès les premiers jours. Il avait voulu avoir quelques entretiens avec M. de Talleyrand, qu'il avait connu à Tilsitt et à Erfurt, qu'il retrouvait maintenant ministre du roi Louis XVIII, et à ce représentant de la France, qui lui parlait de droit, il avait dit et répété : « ...Plutôt la guerre que de renoncer à ce que j'occupe!... J'ai deux cent mille hommes dans le duché de Varsovie : que l'on m'en chasse!... Vous me parlez toujours de principes; votre droit public n'est rien pour moi. Je ne sais ce que c'est. Il y a pour moi une chose qui est au-dessus de tout, c'est

ma parole. Je l'ai donnée et je la tiendrai; j'ai promis la Saxe au roi de Prusse au moment où nous nous sommes rejoints... Le roi de Prusse sera roi de Prusse et de Saxe comme je serai empereur de Russie et roi de Pologne... » Alexandre en était arrivé à parler en maître, à s'irriter des résistances qu'il rencontrait, qu'il sentait autour de lui. Il ne s'emportait pas trop contre M. de Talleyrand, qu'il n'aimait pas, mais qui lui en imposait un peu par son sang-froid et son esprit de repartie. Il s'irritait ou s'impatientait contre lord Castlereagh, qu'il trouvait froid et pédant. Il avait surtout une vive et amère irritation contre le chancelier d'Autriche, et ici, à vrai dire, c'était entre les deux personnages une sorte de duel intime, personnel, qui continuait, où la vanité avait sa place. M. de Metternich, dans sa complaisance pour lui-même, ne s'en défend pas; il a tout l'air de croire qu'il était dans sa destinée d'avoir des combats singuliers avec les souverains de la terre, avec Alexandre comme avec Napoléon, — et d'en avoir raison!

Ce n'est pas à Vienne que naissait la querelle entre le Tsar et le ministre de l'empereur François : elle datait des premiers temps de l'alliance, de l'entrée en campagne; elle avait commencé le jour où M. de Metternich avait blessé cruellement l'amour-propre

d'Alexandre en lui refusant le commandement des armées alliées, qu'il réclamait sous le nom de Moreau. Elle avait continué ou elle s'était ravivée peu après, à l'entrée des alliés en France, au moment où les chefs militaires autrichiens s'étaient décidés à brusquer le passage par la Suisse, malgré l'opposition d'Alexandre, qui s'était engagé, avec ses amis du pays de Vaud, à faire respecter la neutralité helvétique. Depuis, pendant la campagne de France, même à Paris, le conflit n'avait cessé de se reproduire à tout propos, quelquefois assez vivement. A Vienne, le souverain russe voyait plus que jamais dans le chancelier autrichien un ennemi toujours prêt à le contrarier et à déjouer ses desseins. Les rapports extérieurs restaient polis, c'était bien le moins entre alliés; au fond, Alexandre avait de singulières jalousies, dont la politique n'était même pas l'unique mobile. Il se sentait importuné des succès de M. de Metternich; il poursuivait contre lui, dans les salons de Vienne, la plus bizarre propagande de sarcasmes et de mauvais propos. M. de Metternich, sûr d'être soutenu par l'empereur François, gardait une impassibilité qui exaspérait encore plus Alexandre.

Dès qu'on arrivait aux affaires, à la Saxe et à la Pologne, le choc ne pouvait manquer d'éclater; il éclatait dans une scène des plus étranges, dont le

secret se répandait aussitôt dans Vienne. M. de Talleyrand raconte qu'un matin d'octobre, avant de partir pour la Hongrie, l'empereur Alexandre avait eu avec M. de Metternich un entretien « dans lequel, dit-il, il passe pour constant qu'il traita ce ministre avec une hauteur et une violence de langage qui auraient pu paraître extraordinaires même à l'égard d'un de ses serviteurs. — M. de Metternich lui ayant dit, au sujet de la Pologne, que, s'il était question d'en faire une, eux aussi le pouvaient, il avait non seulement qualifié cette observation d'inconvenante et d'indécente, mais encore il s'était emporté jusqu'à dire que M. de Metternich était le seul en Autriche qui pût prendre ainsi *un ton de révolte*. On ajoute que les choses avaient été poussées si loin, que M. de Metternich lui avait déclaré qu'il allait prier son maître de nommer un autre ministre que lui pour le congrès. M. de Metternich sortit de cet entretien dans un état où les personnes de son intimité disent qu'elles ne l'avaient jamais vu. Lui qui, peu de jours auparavant, avait dit qu'il *se retranchait derrière le temps* et se faisait *une arme de la patience*, pourrait fort bien la perdre... » On en était là entre alliés!

Et cependant, M. de Talleyrand ne dit pas tout. L'étrange scène du 24 octobre avait, à ce qu'il paraît,

une suite plus bizarre encore. M. de Metternich avait, peu après, une conversation avec le chancelier prussien, le prince Hardenberg, et, avec un peu de perfidie sans doute, il ne lui cachait pas que l'empereur de Russie semblait plus préoccupé de la Pologne que de la Saxe. Le prince Hardenberg, ému, se hâtait de faire appel à la loyauté du Tsar, et celui-ci, s'en allant tout droit chez l'empereur François, lui déclarait qu'offensé personnellement par M. de Metternich, il était résolu à le provoquer en duel [1]. L'empereur

[1] L'incident est bizarre, et M. de Metternich le raconte ainsi : « Le lendemain de mon explication avec le chancelier prussien, Sa Majesté m'informa que l'empereur Alexandre venait de la quitter, après une conversation très animée, dans laquelle ce prince, se regardant comme offensé personnellement par moi, avait déclaré à Sa Majesté qu'il était résolu à me provoquer en duel. L'Empereur ajouta qu'avant tout, il avait fait remarquer au Tsar ce qu'il y avait de singulier dans un pareil dessein; mais voyant l'inutilité de ses observations, il avait fini par lui dire que s'il persistait dans son idée, il me trouverait certainement prêt à répondre à une provocation que ma raison condamnerait sans doute, mais que l'honneur me commanderait d'accepter. Sa Majesté finit par me dire qu'elle avait formellement insisté pour que le Tsar, avant de me provoquer, envoyât un tiers pour s'expliquer directement avec moi, et qu'Alexandre y avait consenti... A peine étais-je rentré chez moi, que le comte Osarowski, un des aides de camp d'Alexandre, se fit annoncer. Il était, me dit-il, chargé par son auguste maître de me sommer de déclarer au chancelier prussien qu'il s'était

François s'efforçait de calmer son ami couronné de Russie et lui disait que, s'il persistait dans son idée, M. de Metternich ne refuserait certainement pas de répondre à sa provocation, mais qu'avant tout il fallait au moins s'expliquer. L'explication fut, en effet, demandée par l'intermédiaire d'un aide de camp, le comte Osarowski. M. de Metternich s'excusait à demi par la surdité du chancelier prussien, qui avait dû mal comprendre. Tout en restait là. Vienne n'avait pas le rare spectacle d'un tsar allant en champ clos avec un chancelier d'Autriche; mais Alexandre s'abstenait d'aller à une fête que M. de Metternich donnait le même soir à tous les princes, et depuis, tant que dura le congrès, il ne voulut plus paraître aux bals du chancelier autrichien; il ne défendait pas aux princes et aux princesses de sa famille de s'y

glissé des erreurs dans ce que j'avais dit à ce dernier sur mon entretien avec le Tsar. Je priai l'aide de camp de donner l'assurance à son maître que jamais je ne rétracterais une parole dont ma conscience me garantirait l'exactitude; que, cependant, si le prince de Hardenberg m'avait mal compris, que si, par suite, il avait mal reproduit mes paroles, j'étais prêt à toutes les rectifications nécessaires. Le comte Osarowski se retira. Quelques moments après, Sa Majesté Impériale me fit dire qu'elle ne viendrait pas au bal auquel j'avais invité, pour le même jour, tous les princes et tous les membres du congrès. » (*Mémoires*, t. Ier, p. 326.)

rendre, il n'y allait pas lui-même; il gardait un air de bouderie. Quand le souverain et le ministre se rencontraient dans les salons, — et c'était presque tous les jours, — ils feignaient de ne pas se voir. Ils n'avaient que des rapports de cour ou de diplomatie officielle. La petite comédie des amours-propres se mêlait à la grande comédie des affaires.

Dans ce tourbillon d'intrigues, le souverain russe n'avait point, après tout, l'avantage. Il avait visiblement espéré ruiner le crédit et la faveur de M. de Metternich : il s'était heurté contre la tranquille volonté de l'empereur François, qui ne cessait de se fier à son ministre, qui s'amusait même quelquefois un peu, avec son air de bonhomie, de son hôte impérial et de ses fantaisies. Il avait cru enlever par la persuasion ou par la menace les conquêtes qui lui tenaient à cœur : il ne réussissait qu'à raviver les défiances, à rapprocher les intérêts qu'il froissait ou qu'il inquiétait, à couper pour ainsi dire l'Europe en deux. D'un côté, la Russie et la Prusse restaient seules avec leurs revendications impérieuses et leurs défis; dans l'autre camp se rencontraient bientôt, avec la France, l'Autriche, l'Angleterre, la Bavière, les petites cours, s'enhardissant à la résistance, tout au moins pour la Saxe.

V

Chose curieuse! il y avait à peine trois mois qu'on s'était réuni avec solennité pour fonder l'ordre et la paix en Europe, on en était déjà à se débattre dans une vraie confusion et à se défier. On répétait tout haut, à Vienne, que le conflit des ambitions ne pouvait être tranché que par les armes, que la guerre était inévitable; on s'y préparait même secrètement par des ordres militaires, par des tentatives d'alliance; et de ce tourbillon sortait tout à coup une combinaison que M. de Talleyrand avait eu l'art de suggérer, qui, dans tous les cas, répondait certes à une situation bien nouvelle. Un jour de décembre, M. de Talleyrand se trouvant avec lord Castlereagh et le voyant résolu à défendre les droits du roi de Saxe, lui avait dit négligemment que, puisqu'on était si bien d'accord, puisque M. de Metternich était du même avis, on pourrait faire à trois une petite convention. « Une convention, dit lord Castlereagh; c'est donc une alliance que vous proposez? — Cette convention,

reprenait M. de Talleyrand, peut très bien se faire sans alliance, mais ce sera une alliance si vous le voulez... » L'entretien finissait par cette parole significative du ministre anglais : « Pas encore! » Le premier mot était dit. Peu après, au sortir d'une conférence, où la Russie et la Prusse avaient redoublé d'arrogance dans leurs prétentions et dans leur ton, lord Castlereagh, blessé dans son orgueil, singulièrement animé, renouait avec le plénipotentiaire français la conversation interrompue quelques jours auparavant, et revenait de lui-même aux idées qu'ils avaient échangées. M. de Talleyrand n'était pas peu surpris de voir lord Castlereagh arriver dès le lendemain chez lui avec ces idées formulées en articles et un projet tout préparé. « Il demanda, ajoute M. de Talleyrand, que nous lussions son projet avec attention, M. de Metternich et moi. Je pris heure dans la soirée, et après avoir fait quelques légers changements, nous l'avons adopté sous forme de convention... Nous l'avons signé cette nuit... » C'était le traité secret du 3 janvier 1815, par lequel l'Angleterre, l'Autriche et la France se liaient pour une action commune, même une action militaire, en admettant dans l'alliance la Bavière, le Hanovre et les Pays-Bas.

L'acte était nouveau autant que hardi moins d'une

année après l'entrée des alliés à Paris, et M. de Talleyrand, qui l'avait préparé, en parlait avec quelque fierté en écrivant au Roi : « ...Maintenant, Sire, la coalition est dissoute, et elle l'est pour toujours. Non seulement la France n'est plus isolée en Europe, mais Votre Majesté a déjà un système fédératif tel que cinquante ans de négociations ne sembleraient pas pouvoir parvenir à le lui donner. Elle marche de concert avec deux des plus grandes puissances, trois États de second ordre et bientôt tous les Etats qui suivent d'autres principes et d'autres maximes que les principes et les maximes révolutionnaires. Elle sera véritablement le chef et l'âme de cette union[1]... »

M. de Talleyrand s'exagérait peut-être un peu la portée positive de l'acte qu'il avait eu l'art de suggérer. Le traité du 3 janvier restait, dans tous les cas, un sérieux succès moral pour la France, qui, après avoir été quelques mois auparavant une puissance isolée et suspecte, retrouvait maintenant sa place dans une alliance formée pour défendre, même par les armes, l'équilibre de l'Europe. M. de Metternich, après avoir longtemps joué au plus fin avec M. de Talleyrand,

[1] *Correspondance inédite de Talleyrand et de Louis XVIII pendant le congrès de Vienne.* Dépêche du 4 janvier 1815, p. 208-209.

avait accepté la combinaison : en liant la France, il s'assurait à tout événement une puissante réserve, et, de plus, par le secret qui devait être gardé, il restait à l'abri des récriminations qu'aurait pu lui attirer en Allemagne une alliance avec l'« ennemi héréditaire ».

L'empereur Alexandre ne connaissait pas naturellement le pacte qui venait d'être signé ; il sentait bientôt néanmoins, à l'attitude de l'Angleterre, de l'Autriche et de la France, qu'il devait y avoir de la part de ces puissances quelque résolution concertée. Il avait cru subjuguer ou intimider, il ne voulait pas aller aux dernières extrémités. Il ne tardait pas à faire des concessions, à soutenir moins vivement la Prusse dans ses prétentions sur la Saxe. Il consentait à des cessions de territoire pour laisser vivre la Saxe et désintéresser la Prusse, en gardant toujours pour lui-même, il est vrai, sa conquête préférée : trois millions et demi de Polonais du duché de Varsovie.

On bataillait encore pour des détails, la crise aiguë semblait passée, lorsque, tout à coup, la foudroyante nouvelle du débarquement de Napoléon au golfe Juan venait retentir à Vienne, surprendre le congrès dans ses derniers débats et rapprocher encore une fois dans un effort suprême, plus intime que jamais, ces alliés

qui avaient été si près de se brouiller dans le partage du butin. Épilogue tragique et inattendu de la grande comédie des ambitions !

VI

C'est le 7 mars 1815, au matin, que M. de Metternich, brusquement réveillé par le zèle indiscret d'un serviteur, recevait d'Italie une dépêche qu'il ne voulait pas même ouvrir tout d'abord pour ne pas se déranger, — et qui annonçait que « Napoléon avait disparu de l'île d'Elbe [1] ». En un instant, il était

[1] M. de Metternich raconte ainsi cet incident : « La première nouvelle du départ de Napoléon de l'île d'Elbe m'est arrivée de la manière suivante. Dans la nuit du 6 au 7 mars, il y avait eu chez moi une réunion de plénipotentiaires des cinq puissances, et la conférence s'était prolongée jusqu'à trois heures du matin. Comme les cabinets étaient réunis à Vienne, j'avais défendu à mon valet de chambre de venir troubler mon sommeil, dans le cas où il arriverait des courriers à une heure avancée de la nuit. Malgré ma défense, ce domestique m'apporta, vers six heures du matin, une dépêche apportée par un exprès, et qui portait la mention : *Pressée !* Je lus sur l'enveloppe ces mots : « De la part du consul général impérial et royal à Gênes. » Comme il y avait à peine deux heures que j'étais couché, je mis la dépêche, sans l'ouvrir, sur ma table de nuit, et j'essayai

auprès de l'empereur François, qui accueillait la nouvelle avec une gravité tranquille et résolue : « Napoléon, disait-il, semble vouloir courir les aventures, c'est son affaire; la nôtre est d'assurer au monde le repos qu'il a troublé pendant de si longues années. Allez sans retard trouver l'empereur de Russie et le roi de Prusse, et dites-leur que je suis prêt à donner l'ordre à mon armée de reprendre le chemin de la France. » Du même pas, le ministre autrichien se rendait auprès de l'empereur Alexandre, qui se montrait aussitôt prêt à l'action. C'était la première fois depuis trois mois que M. de Metternich se présentait chez le Tsar, et celui-ci terminait un rapide entretien en ajoutant : « Nous avons encore à vider un différend personnel. Nous sommes chrétiens, notre sainte loi nous commande de pardonner les offenses. Embrassons-nous, et que tout soit oublié. » Les petites brouilles

de me rendormir. Mais une fois dérangé dans mon repos, je ne pus retrouver le sommeil. Vers sept heures et demie, je me décidai à décacheter le pli; il ne contenait que ces six lignes : Le commissaire anglais Campbell vient d'entrer dans le port, pour s'informer si l'on n'a pas vu Napoléon à Gênes, attendu qu'il a disparu de l'île d'Elbe. La réponse ayant été négative, la frégate anglaise a, sans plus tarder, regagné le large. — Je fus habillé en un clin d'œil, et avant huit heures, j'étais chez Sa Majesté... » (*Mémoires*, t. Ier, p. 204.)

disparaissaient dans le grand événement! Le roi de Prusse, auprès de qui le chancelier d'État se rendait en quittant le Tsar, était dans les mêmes dispositions.

A peine rentré chez lui, M. de Metternich voyait arriver les ministres étrangers, et, avant tous, M. de Talleyrand, qui gardait une certaine impassibilité à la lecture de la dépêche, avec qui il avait ce court et singulier dialogue : « Savez-vous, disait M. de Talleyrand, où va Napoléon? — Le rapport n'en dit rien. — Il débarquera sur quelque côte d'Italie et se jettera en Suisse. — Il ira droit à Paris... » Pendant ces premières heures de la matinée tout avait changé de face à Vienne, sous le coup de la prodigieuse nouvelle. La guerre était déjà décidée entre les souverains. De toutes parts, les aides de camp étaient expédiés pour changer la marche des armées. Il n'y avait plus dans les conseils, dans les états-majors, qu'un mot d'ordre unique et invariable : « Tout est à recommencer! »

Tout recommence, en effet, pour finir bientôt, il est vrai, par un nouveau coup de foudre qui va clore le règne des Cent-jours, tragique épilogue du drame impérial. Comme M. de Metternich l'avait prévu, Napoléon, une fois débarqué, ne s'était plus arrêté qu'à Paris, aux Tuileries, qu'il trouvait vides. Tout

s'était évanoui devant lui, la royauté et le Roi! Il avait triomphé au pas de course, sans combat, par sa seule apparition; il avait en même temps ouvert la plus redoutable des crises par ce prodigieux coup de théâtre. A quels mobiles avait-il obéi en se jetant dans une aventure aussi périlleuse qu'extraordinaire? Napoléon savait que ce qui lui restait de liberté était menacé, qu'on avait médité et proposé à Vienne de l'envoyer dans quelque île lointaine. Il n'ignorait pas que, depuis un an, les Bourbons, par leurs fautes, avaient accumulé les mécontentements dans la nation comme dans l'armée. Il avait calculé juste sans doute en comptant sur son prestige, sur l'ascendant de son génie et de sa gloire. Il s'était gravement trompé en croyant pouvoir renouer un règne interrompu, diviser ou apaiser l'Europe; à peine était-il arrivé aux Tuileries, il n'avait plus déjà d'illusions. Il se sentait plus que jamais isolé en face d'une Europe ennemie qui lui fermait toutes les portes et resserrait ses rangs.

Dès les premières nouvelles, les fêtes avaient cessé à Vienne; les agitations mondaines avaient été remplacées par une activité silencieuse. A la prodigieuse aventure de Napoléon, l'Europe répondait par la déclaration du 13 mars, qui le mettait hors la loi des nations et le livrait à la « vindicte publique », par le

traité du 25 mars qui reconstituait la coalition, par l'ordre expédié à toutes les armées de reprendre le chemin de la France. On laissait aux diplomates le soin d'achever l'œuvre du congrès, et, pendant ce temps, d'heure en heure, se formait le vaste réseau des forces européennes du Hanovre à la frontière italienne : les Anglais, les Prussiens, les Hanovriens, les Hollandais marchant vers la Belgique sous Wellington et Blücher; les Autrichiens, les Allemands du Sud s'avançant par l'est sous Schwarzenberg, en attendant les Russes ramenés à marches forcées sur la ligne des alliés.

Vainement Napoléon avait essayé de pénétrer ce réseau en faisant parvenir à l'Autriche les assurances les plus pacifiques, en réclamant l'impératrice Marie-Louise et son fils, qu'on ne pouvait plus appeler le Roi de Rome; il n'avait pas réussi à se faire écouter. De tous ses émissaires, les uns ne pouvaient pas même arriver jusqu'à Vienne; les autres étaient des messagers bien peu sérieux, témoin ce sceptique familier de M. de Talleyrand, M. de Montrond, personnage peu sûr, expédié de Paris avec une mission équivoque. L'Europe restait impénétrable, n'admettant d'autre programme que la « destruction de Bonaparte et des siens ». Marie-Louise elle-même, qu'un

homme dévoué et fidèle à l'Empereur, M. de Meneval, avait suivie à Vienne, Marie-Louise n'était plus qu'une sorte de prisonnière entourée d'hommages sous la garde de son père, l'empereur Francois; elle était d'ailleurs une captive volontaire, tout occupée de l'établissement qu'on lui préparait en Italie, déjà subjuguée par le chambellan placé auprès d'elle, le comte de Neipperg, détachée de son redoutable époux et de la France. On avait d'abord laissé le jeune prince impérial sous la garde de sa gouvernante, madame de Montesquiou; on ne tardait pas à le remettre en des mains autrichiennes, à le séparer de tout ce qui pouvait lui parler de son père. On interdisait à Napoléon les sentiments de famille en lui interdisant le règne : toutes les issues se fermaient devant lui à Vienne!

Engagé au centre des intrigues qui se nouaient de toutes parts et des grands événements qui se préparaient, M. de Metternich restait plus que jamais l'âme et le conseil de la coalition. Plus que tout autre, par sa position, il était nécessairement au courant des missions secrètes venant de Paris; il ne les prenait pas au sérieux. Tout ce qu'il recevait, il le communiquait aux alliés, et ce n'est qu'après avoir consulté l'empereur Alexandre et le roi de Prusse qu'il entrait dans une

sorte de négociation clandestine à laquelle le provoquait l'homme aux perpétuelles intrigues, Fouché, qui essayait un moment de savoir si l'Europe ne se contenterait pas d'une régence au nom du fils de Napoléon. Un émissaire autrichien, M. d'Ottenfels, sous le nom de Werner, allait effectivement à Bâle, où il devait se rencontrer avec un émissaire de Fouché, et, par une curieuse combinaison, c'est Napoléon lui-même qui, ayant surpris les menées de son ministre de la police, envoyait un de ses agents au rendez-vous de Bâle. La négociation n'était qu'une intrigue de plus qui ne pouvait servir à rien.

VII

Pendant ce temps, les armées marchaient de toutes parts. M. de Metternich faisait cette campagne nouvelle, comme la précédente, au quartier général des souverains, qui n'avait pas encore dépassé Heidelberg à la mi-juin, et c'est à Heidelberg qu'il recevait la nouvelle de la grande et sanglante rencontre du 18 juin, qui rouvrait aux armées alliées,

comme aux souverains et aux diplomates de l'Europe, les routes de Paris. Chemin faisant, à travers les Vosges encombrées de troupes, de canons, de chariots de guerre, M. de Metternich écrit à sa fille Marie : « Hormis ce qu'il y a de fatigant à notre marche, il faut savoir que nous faisons la guerre pour se douter que nous y sommes. Tout le monde nous reçoit bien et nous prie de faire *vite*. Notre présence en France est un bienfait qui ne ressemble pas mal à une amputation. Nous ferons beaucoup de bien et de mal à la fois. Le peuple est fâché que Napoléon ait reparu pour faire tuer soixante mille hommes et pour s'enfuir après... Le Roi est généralement aimé. Toutes les haines se concentrent sur le duc de Berry et sur M. de Blacas. On déteste aussi les émigrés, dont on n'ose pas prononcer le nom... » Il ne se faisait pas trop d'illusion, même après Waterloo[1].

[1] M. de Metternich avait assez de sens politique pour se montrer opposé à tout ce qui pouvait donner au Roi une apparence de concert trop intime avec les alliés et ne ferait que compromettre la cause royale. Il écrivait de Manheim, le 24 juin 1815, à M. de Talleyrand : « M. de Vincent, et à son défaut M. Pozzo, reçoivent l'ordre de faire des remarques contre la nomination de commissaires royaux à nos armées. La chose tournerait entièrement contre le Roi... Je n'y vois qu'inconvénients, complications inutiles vis-à-vis des généraux alliés, et que de graves difficultés vis-à-vis de

Le lion redressé pour un instant d'un si terrible sursaut avait été dur à vaincre et à abattre. Il était cette fois abattu pour ne plus se relever. Il restait à dégager les conséquences de l'événement par la diplomatie, qui intervient toujours après le choc des armes. La grande bataille n'était pas seulement le désastre d'un empereur et d'un empire, elle préparait aussi fatalement une aggravation de la paix signée une année auparavant. « Les puissances alliées, dit M. de Metternich, voulurent donner une leçon à la France. » La leçon, c'était une diminution nouvelle de frontières, la spoliation des musées respectés par la première invasion, une contribution de guerre et une occupation temporaire, « afin d'assurer l'ordre à l'intérieur et d'affermir en France le trône des anciens rois autant que cela était possible avec l'appui des forces étrangères... » C'est la paix du 20 novembre 1815 substituée à la paix du 30 mai 1814 et destinée à se rattacher

l'intérieur. Restez fidèle à votre idée, faites aller le Roi en France, dans le Midi, dans le Nord, dans l'Ouest, — où vous voudrez, pourvu qu'il soit chez lui, entouré de Français, loin des baïonnettes étrangères et des secours de l'étranger. Il suffit de suivre le système de Bonaparte pour se convaincre que la grande arme dont il veut se servir est celle de l'*émigration*. Le Roi cessera d'être émigré le jour où il sera chez lui, au milieu des siens... » (*Mémoires*, t. II, p. 519.)

à l'œuvre du congrès de Vienne demeurant après Waterloo le code de l'ordre européen. L'empereur Alexandre, ramené avec les autres souverains à Paris et livré plus que jamais aux ardeurs d'un mysticisme vague sous l'influence de madame de Krudener, méditait de compléter cette paix définitive, cet ordre nouveau par un acte mémorable qui depuis a retenti souvent dans le monde sous le nom de « Sainte-Alliance ». Il avait préparé et rédigé lui-même son projet dans le mystère, sans consulter ses conseillers; il avait tenu à ne communiquer d'abord son secret qu'aux souverains.

C'était une pensée toute personnelle à l'empereur Alexandre, une sorte de diplomatie de l'hallucination, qui, à parler vrai, séduisait peu l'Autriche et la Prusse. « ...Lisez cet écrit, disait l'empereur François à M. de Metternich en lui remettant le projet du Tsar, — examinez-le, et vous direz votre opinion. Quant à moi, je ne le goûte nullement, et les idées que j'y ai trouvées me font plutôt faire des réflexions très sérieuses [1]. »

[1] Voici ce que dit M. de Metternich de ce projet fameux : « ...Pour ma part, je n'eus pas besoin d'un examen très approfondi pour reconnaître que cet écrit n'avait d'autre valeur et d'autre sens que ceux d'une aspiration philanthropique déguisée sous le manteau de la religion; je trouvai qu'il ne pouvait fournir la matière d'un traité à con-

M. de Metternich, avec son esprit à la fois fin et positif, se sentait en garde contre la phraséologie humanitaire et religieuse de l'écrit et du projet du Tsar. Il ne voyait pas là « la matière d'un traité à conclure entre

clure entre les souverains, et qu'il contenait plus d'une proposition qui pourrait être mal interprétée au point de vue religieux. Ainsi le jugement que je portai sur le projet de traité s'accordait avec celui de l'empereur François. Comme le Tsar avait dit à ce dernier qu'il communiquerait aussi cette pièce au roi de Prusse, Sa Majesté m'ordonna d'aller trouver le Roi et de lui demander son avis sur l'écrit en question. Le Roi parla dans le même sens que l'empereur François, seulement il hésitait à rejeter absolument les idées du Tsar. Nous pûmes toutefois nous entendre sur l'impossibilité de rédiger l'acte sans faire, dans le texte, quelques changements indispensables. Même avec des modifications, le traité ne souriait qu'à moitié à l'empereur François.

« A la suite de ces pourparlers, les deux souverains me chargèrent d'aller trouver le Tsar, comme leur plénipotentiaire commun. Après un entretien qui dura plus d'une heure, je réussis, mais non sans peine, à convertir en partie l'auteur du projet, et à lui faire sentir qu'il fallait absolument changer plusieurs phrases et laisser entièrement de côté certains passages. Je rendis compte à Sa Majesté, mon auguste maître, des observations que je n'avais pas craint de faire au Tsar... L'empereur François m'approuva, mais malgré l'éloignement naturel que lui inspirait le projet, même avec des modifications, il se décida à signer le traité ainsi retouché, et cela pour des raisons auxquelles je n'avais rien à opposer...

« Voilà l'histoire de la Sainte-Alliance, qui même, dans l'esprit prévenu de son auteur, ne devait être qu'une mani-

les souverains » ; il pressentait surtout les interprétations passionnées et hostiles auxquelles n'échapperait pas cette œuvre assez vaine de diplomatie sentimentale. Le roi Frédéric-Guillaume de Prusse n'en pensait pas mieux. On ne pouvait cependant tout refuser à l'empereur Alexandre, et M. de Metternich se trouvait chargé par l'empereur François et par le roi de Prusse de traiter avec le Tsar pour obtenir de lui tout au moins des atténuations ou des suppressions. On cédait à demi, sans conviction, par égard pour un souverain chimérique, et c'est ainsi que naissait ce qui s'est appelé dans l'histoire la « Sainte-Alliance », comme le couronnement étrange d'une lutte d'un quart de siècle entre la Révolution française et l'Europe. Œuvre « vide et sonore », c'est le dernier mot dont l'accable le chancelier autrichien !

Pendant ce nouveau séjour à Paris, suite de la seconde invasion de la France, M. de Metternich ne cessait d'être mêlé à toutes les négociations jusqu'à la dernière, celle du traité mystique dont il était le premier à se railler discrètement. Il restait le médiateur le plus

festation morale, tandis qu'aux yeux des autres signataires de l'acte, elle n'avait pas même cette signification... » (*Mémoires*, t. Ier, p. 210.) — De cette idée, M. de Metternich devait tirer, par la suite, des conséquences bien autrement pratiques.

actif entre les ambitions, les cupidités, les jactances, les impatiences de représailles, réveillées par la guerre parmi les vainqueurs, surtout parmi les Prussiens. Il ne se défendait pas d'observer et de juger l'état de la France en curieux sceptique, sans illusion sur le nouveau règne qu'on venait de restaurer.

Il avait pris logement à l'hôtel de l'ancien ministre Decrès, d'où il avait la vue sur les Champs-Élysées transformés en un camp anglais. Les alliés étaient chez eux et ne se refusaient pas l'orgueilleux plaisir de se conduire en maîtres. M. de Metternich a laissé dans une de ses lettres à sa fille Marie un souvenir caractéristique de ce moment unique de l'histoire « ...J'ai dîné hier, dit-il, chez Blücher, qui a son quartier général à Saint-Cloud. Il habite ce beau château en général de housards. Lui et ses aides de camp fument là où nous avons vu la cour dans la plus grande parure; j'ai dîné dans la pièce où j'avais eu des conversations de tant et tant d'heures avec Napoléon. Les tailleurs de l'armée sont établis là où l'on allait au spectacle, et les musiciens d'un régiment de chasseurs pêchent à la ligne les poissons dorés dans le grand bassin sous les fenêtres du château. En parcourant la grande galerie, le vieux maréchal me dit : Faut-il qu'un homme soit fou pour avoir été courir à Moscou quand il avait toutes ces

belles choses ! — En voyant du balcon cette immense cité qui brillait avec tous ses dômes au coucher du soleil, je me suis dit : Cette ville et ce soleil se salueront encore quand on n'aura plus que des traditions de Napoléon et de Blücher, — et surtout de moi[1]. »

La ville et le soleil se saluent encore, pour parler le langage du diplomate : la nature n'a pas changé d'aspect. A un demi-siècle passé de distance cependant, les housards de Blücher devaient camper de nouveau dans le château de Saint-Cloud, non plus seulement pour fumer dans ses galeries, mais pour le laisser incendié; ils devaient reparaître un jour en destructeurs sur ces collines, — et dans l'intervalle, avant le retour de ces tragiques fatalités, M. de Metternich avait devant lui toute une carrière, près de quarante années de prépotence en Allemagne et en Europe. C'est le règne du chancelier autrichien, de sa diplomatie captieuse et souple, — avant le règne du chancelier prussien à la main de fer.

[1] *Mémoires*, t. II, p. 525.

CHAPITRE IV

M. de Metternich et la Sainte-Alliance. — La politique du chancelier à Carlsbad, à Laybach et à Vérone. — La guerre d'Orient en 1828.

I

L'œuvre diplomatique de 1815 a été, pour l'Europe moderne, ce que fut le traité de Westphalie il y a près de deux siècles et demi, la fin d'une longue et sanglante mêlée, le commencement d'un ordre nouveau. C'était d'abord, sans doute, une œuvre de réaction et de représailles contre la France de la Révolution et de l'Empire. Les nations alliées, qui, après vingt-cinq années de défaites, d'invasions, d'amputations douloureuses, venaient de ressaisir la victoire, avaient commencé par exercer leurs vengeances en même temps qu'elles assouvissaient leurs cupidités. Le congrès de Vienne, sous ses dehors de fêtes de cour et de plaisirs mondains, avait été une vaste curée de territoires, de provinces, d'*âmes*, comme on disait alors. On s'était

distribué ou disputé les dépouilles du vaincu. Hormis la France, qui rentrait dans ses limites, suspecte et surveillée, c'était à qui aurait sa part de butin : — la Russie en Pologne, la Prusse sur l'Elbe et sur le Rhin, l'Autriche en Allemagne et en Italie, l'Angleterre sur toutes les mers. De cet amas de ressentiments, de convoitises, d'intrigues, d'âpres compétitions, cependant, était sorti un nouveau système européen, qui, à quelques égards, pouvait passer pour une transaction après le combat, qui se donnait surtout pour objet de fonder la paix, — une paix plus ou moins durable, — par l'équilibre des ambitions satisfaites.

Les traités de 1815, code de l'Europe remaniée par la victoire, se ressentaient, à vrai dire, des circonstances extraordinaires qui les avaient produits. Ils étaient, selon le mot d'un des auteurs, l'expression de la volonté dictatoriale de quelques puissances, de leurs contradictions, de leurs conflits, et souvent aussi du hasard. — Ils offraient un singulier mélange de réminiscences d'ancien régime et de concessions à l'esprit du temps. Ils ne pouvaient reconstituer la vieille Europe bouleversée et transformée par vingt-cinq années de guerre, par des déplacements ou des suppressions de souverainetés, par l'avènement de royautés nouvelles; ils refaisaient, en prenant du

passé ce qu'ils pouvaient, un certain ensemble politique et territorial, sous la prépotence des chefs de la coalition victorieuse, de la « quadruple alliance » survivante, qui s'appelait aussi la « Sainte-Alliance ». Ils ne pouvaient relever l'Allemagne du saint-empire, détruite par les sécularisations, par l'abolition du titre impérial germanique, par le mouvement irrésistible des choses; ils reconstruisaient ou ils essayaient de reconstruire une autre Allemagne à la fois ancienne et moderne, unie et multiple, liée par une fédération aux traits encore indécis, sous la prépotence de l'Autriche et de la Prusse. Ils créaient en définitive le cadre d'une vie nouvelle où les artifices de la conquête et de la force se déguisaient sous les apparences d'une restauration de tous les droits, où peuples et gouvernements se précipitaient pêle-mêle avec leurs ressentiments satisfaits, leurs ambitions et leur orgueil.

Ce n'était pas, autant qu'on le croyait sur le moment, le dernier mot du grand duel qui partageait et passionnait le monde depuis si longtemps. La lutte s'interrompait tout au plus ou changeait de face, pour recommencer bientôt dans d'autres conditions, avec d'autres hommes; et c'est au milieu de ces complications, sur un théâtre renouvelé, que se retrouve M. de Metternich, non plus en antagoniste de celui

qui n'est désormais que le « grand vaincu », mais comme l'inspirateur, comme le régulateur de l'ordre sorti des convulsions de la guerre.

Qu'est-ce que M. de Metternich dans cette ère nouvelle qui s'ouvre avec le congrès de Vienne? Ce n'est pas seulement un ministre comme lord Castlereagh ou Canning à Londres, comme Capo d'Istria, un des favoris d'Alexandre, ou Nesselrode à Saint-Pétersbourg, comme le prince de Hardenberg à Berlin ou le duc de Richelieu à Paris. A peine dégagé du tumultueux conflit des armes, le chancelier autrichien entre dans ce qu'on pourrait appeler son règne diplomatique, dans ce règne de trente-trois années où, plus que tout autre, il représente l'esprit et la tradition de 1815. C'est un personnage supérieur, à l'ascendant à peu près accepté, enlaçant l'Allemagne et l'Europe de son influence, redouté des peuples, écouté dans les cours, élevant à la hauteur d'un système l'équilibre dans l'immobilité et le repos. « Adversaire des principes de la révolution, de la guerre et de la conquête, à l'aide desquels la France avait bouleversé le monde, a dit l'historien allemand Gervinus, Metternich arbora alors le principe de la contre-révolution, de la paix, de la conservation, comme le drapeau de la politique universelle de l'avenir... »

C'est une phase nouvelle de l'histoire où M. de Metternich offre ce curieux spectacle d'un politique qui met une sorte de génie à lutter contre les éléments conjurés de son temps, à opposer des expédients éphémères à la force des choses, — ou, si l'on veut, selon le mot de l'éloquente Rachel Varnhagen, à s'agiter dans la « profondeur infinie du vide ».

II

Suivons dans sa carrière le plus mondain, le plus habile, ou le plus heureux des politiques.

Au lendemain de la formidable crise qui avait mis le monde sous les armes, et que la diplomatie venait de clore par une distribution de butin, accompagnée d'une réorganisation de l'Europe, le sentiment le plus universel, le plus profond dans tous les pays, était, à n'en pas douter, le sentiment de la paix reconquise. Pour les uns, les traités de 1815, si durs à l'orgueil français, étaient une délivrance, la fin de la domination étrangère; pour les autres, ils étaient tout simplement la fin des luttes sanglantes qui avaient épuisé une génération. Pour tous, le premier mouvement

était de saluer dans l'éclipse de l'astre napoléonien une trêve où les peuples se flattaient de retrouver le repos, où les princes et les diplomates recueillaient la popularité de leurs victoires, de la paix rendue au monde, — et M. de Metternich n'était pas le dernier à se complaire dans ce rôle de pacificateur gonflé par le succès, qu'il partageait avec l'empereur Alexandre et le roi Frédéric-Guillaume, avec les Hardenberg et les Castlereagh, avec les Wellington et les Blücher.

Il en jouissait pour l'Autriche, largement récompensée de ce qu'elle avait fait pour la cause de la coalition; il en jouissait pour lui-même avec la fatuité d'un homme à bonnes fortunes de la politique. Au fond, cependant, sous cette apparence d'une paix universelle qu'on fêtait, dont on tirait parti et vanité, il y avait bien des éléments confondus, des ressentiments, des mécomptes, des mouvements d'opinion refoulés plutôt que vaincus, des excitations nationales survivant au combat, des rivalités de princes et de gouvernements, des conflits latents d'ambitions et d'intérêts. Le succès voilait pour le moment l'incohérence d'une situation créée par la puissance des armes; avant que quelques années fussent écoulées, tout pouvait ramener l'Europe à des crises nouvelles par la lutte renaissante

entre les réactions victorieuses et l'esprit du temps.

Ces années du lendemain des grandes guerres, qui vont de 1815 à 1820 et au delà, sont une phase curieuse de l'histoire. On croyait bien, cette fois, avoir vaincu la Révolution française; on l'avait vaincue, en effet, sous la forme guerrière, dans celui qui en avait été le héros couronné et triomphant : on n'en avait pas eu raison autant qu'on le pensait. La Révolution, avec ses propagandes et ses conquêtes, n'avait pas passé en vain sur l'Europe. Elle se survivait, pour ainsi dire, même après 1815, par les idées qu'elle avait répandues, par les réformes civiles qu'elle avait laissées sur son passage, par les sentiments qu'elle avait suscités parmi les peuples et jusque par la crainte qu'elle inspirait encore à ceux qui, en se flattant de l'avoir vaincue, n'en étaient pas bien sûrs.

Elle avait laissé partout des traces. — En France, une armée d'occupation de cent cinquante mille hommes répondait, pour le moment, de la sûreté matérielle de la royauté restaurée; l'occupation étrangère ne changeait pas la société nouvelle où les Bourbons revenaient régner, elle ne supprimait pas le libéralisme qui semblait renaître après les compressions de l'Empire, qui était dans les mœurs, dans les instincts, qui était même sur le trône, au dire de M. de Metternich adres-

sant à Louis XVIII cette curieuse objurgation : « Votre Majesté croit rétablir la monarchie; elle se trompe, elle ne fait que reprendre la Révolution en sous-œuvre ! » — En Italie, l'Autriche se retrouvait avec sa domination agrandie par l'annexion de Venise au Milanais, avec une prépondérance raffermie et étendue des Alpes au Phare par toutes les restaurations d'ancien régime dans les petits États; sous le poids de la puissance autrichienne, le feu ne couvait pas moins. Les souvenirs du royaume d'Italie, de l'ordre civil créé par la France, se ravivaient. Les sectes ne tardaient pas à se multiplier, à renouer de toutes parts leurs conjurations secrètes. Là encore, l'esprit nouveau fermentait; mais, par une mystérieuse combinaison, c'est dans le pays où s'étaient déchaînées avec le plus d'âpreté les haines contre la France, c'est surtout en Allemagne que se faisait sentir l'influence de la Révolution et de l'Empire. C'est en Allemagne qu'un souffle de vie nouvelle s'élevait bientôt par une sorte de contre-coup de ces événements de 1815, qui n'avaient sûrement pas le même sens pour tous les victorieux du jour, pour l'Autriche et pour les patriotes de la *Tugendbund*, pour un Metternich et pour un Stein.

C'était une situation aussi étrange que nouvelle. Les chefs de la coalition européenne, que la fortune

des armes avait conduits à Paris et qui venaient d'achever leur œuvre par la diplomatie à Vienne, n'avaient pas vaincu tout seuls. Ils avaient eu besoin d'intéresser les masses à leur cause, d'accepter ou de rechercher la complicité des passions populaires soulevées contre la domination étrangère, et, pour gagner les peuples, ils n'avaient pas ménagé les promesses : — promesses de grandeur nationale, promesses de réformes politiques. Tout était bon contre l'ennemi commun ! Dès son entrée en Silésie, en 1813, l'empereur Alexandre, par ses proclamations aux Allemands, avait donné le signal d'une agitation presque révolutionnaire. Le roi Frédéric-Guillaume III s'était laissé entraîner par ses états-majors, par un entourage ardent de patriotes prussiens, à promettre une « constitution », une « représentation nationale ». Les autres princes, grands et petits, à mesure qu'ils échappaient à l'influence française, et quelques-uns pour faire oublier leurs défections, avaient suivi le mouvement : ils avaient tout promis !

L'acte fédéral de Vienne avait lui-même résumé et sanctionné ces engagements dans un article, — l'article XIII, — annonçant comme une ère représentative et libérale pour tous les États de la nouvelle confédération germanique. Le moment était maintenant venu

de tenir toutes les promesses, de prolonger dans la paix l'alliance formée entre princes et peuples dans le feu de la guerre. Le problème était d'autant plus compliqué qu'il s'agitait au milieu des plus singulières confusions d'idées. Les uns rêvaient déjà l'unité allemande, et voyaient dans la future diète de Francfort une grande représentation nationale, image de la patrie; les autres, en haine de la France, ne rêvaient que le retour au vieux droit, aux vieilles mœurs, aux vieilles formes germaniques. Les passions, les opinions se confondaient; tout restait provisoirement incertain. De là ce mouvement original qui remplissait ces quelques années, de 1815 à 1819, qui est pour l'Allemagne comme une première et décevante expérience de vie publique.

III

Curieuses années où partout régnait une animation extraordinaire! Tous ces gouvernements, qui avaient à dégager une parole donnée dans la lutte, n'étaient pas, à la vérité, également sincères ou également pressés; ils avaient aussi à tenir compte de bien des

circonstances, des conflits d'opinions ou d'intérêts qui s'agitaient autour d'eux ; et, chose à remarquer, de tous ces États, celui qui avait éveillé le plus d'espérances, qui était le mieux placé pour rallier les aspirations allemandes, paraissait le plus hésitant : c'était la Prusse ! La Prusse ne désavouait pas ses engagements, elle temporisait sans cesse ; elle semblait faire un pas, elle nommait des commissions pour préparer une constitution, elle ne tardait pas à s'arrêter. Esprit étroit et méticuleux, jaloux de son droit de prince absolu, le roi Frédéric-Guillaume flottait entre les excitations qui le poussaient en avant et la réaction prête à le ressaisir, entre le chancelier de Hardenberg, qui passait pour représenter au pouvoir le parti des réformes, et le prince Wittgenstein, l'adversaire des innovations, l'allié des grandes influences absolutistes. L'heure des ambitions prussiennes n'était pas venue !

Les autres États, surtout les États du Sud, soit par esprit de rivalité et d'indépendance vis-à-vis de la Prusse et de l'Autriche, soit pour se donner un rôle en Allemagne, soit enfin qu'ils fussent plus ouverts aux idées nouvelles après avoir passé par la confédération du Rhin, entraient par degrés dans le mouvement constitutionnel. Un des premiers princes conquis

à la cause libérale avait été le grand-duc de Saxe-Weimar, Charles-Auguste, l'ami de Gœthe, protecteur des lettres et des arts, qui, après avoir fait de sa ville de Weimar l'Athènes de l'Allemagne, mettait une sorte de loyauté naïve à laisser fleurir toutes les libertés politiques ou intellectuelles dans son petit État. Saxe-Weimar avait sa constitution dès 1816. La Bavière allait avoir la sienne en 1818, le grand-duché de Bade suivait de près la Bavière. Le Wurtemberg, non sans avoir passé par bien des conflits obscurs, finissait aussi par avoir sa charte, et toutes ces constitutions se ressentaient plus ou moins des idées, des influences françaises, — en dépit de l'esprit teuton et de l'esprit de réaction !

L'impulson était donnée; elle était bien autrement vive en dehors des gouvernements, dans les polémiques de la presse, dans les universités, où toutes les passions, encore chaudes de la guerre, se donnaient libre carrière. L'insurrection morale dont un Fichte avait été le promoteur par ses prédications éloquentes et enflammées, qui avait fait la force de l'Allemagne dans sa crise nationale, continuait après la lutte et se traduisait sous toutes les formes : livres, brochures, journaux, cours publics. C'était l'époque où, un peu partout, à Berlin même sous les yeux du gouverne-

ment, à Iéna, dans les provinces rhénanes, s'essayait une presse politique agitatrice, où des hommes au patriotisme violent et confus, comme Arndt et le gallophobe Gœrres et le fougueux Jahn, étaient des guides populaires de l'opinion avec lesquels on avait à compter. Le mouvement avait surtout son foyer dans les universités, et entre toutes les universités, à Iéna, où, sous des maîtres exaltés, appelés par le grand-duc de Saxe-Weimar lui-même, se pressait une jeunesse ardente, bientôt enrôlée dans la « Burschenschaft », cette héritière de toutes les associations patriotiques et nationales du temps de la domination étrangère. On rêvait de refaire une Allemagne par les exercices violents du gymnase comme par les hardiesses de la pensée philosophique et politique.

On ne s'entendait pas beaucoup : il y avait dans tous les esprits un singulier mélange de patriotisme romantique, de haineuse hostilité contre la France, d'exaltation chevaleresque, de fanatisme révolutionnaire. Tout cela fermentait dans les mystérieux conciliabules des universités, où grandissait une génération éprise d'un idéal confus de rénovation allemande et de libéralisme démocratique. Un jour venait, — c'était le 18 octobre 1817, — où cette agitation se manifestait sous une forme bizarre. Les étudiants

d'Iéna, qui avaient fait appel aux étudiants de toutes les autres universités, célébraient du même coup, dans une fête commémorative à la Wartburg, le troisième centenaire de la réformation et l'anniversaire de la bataille de Leipzig. Le soir venu, après bien des discours, ils allumaient un feu de joie où ils jetaient pêle-mêle, avec mille anathèmes, les ouvrages d'Ancillon, de Haller, de Kamptz et de Kotzebue, cet Allemand qui avait passé au service de la Russie en 1812, et qui était revenu à Iéna, où il écrivait un journal contre les idées nouvelles. La fête de la Wartburg est comme le point culminant de l'agitation allemande du temps! En sorte que, durant ces premières années, tandis que la vie libérale renaissait par degrés en France, tandis qu'en Italie les sectes se mettaient à l'œuvre contre la domination autrichienne, un mouvement singulièrement compliqué se déroulait en Allemagne, tout constitutionnel dans quelques États où les princes essayaient de tenir leurs promesses, révolutionnaire dans la presse, dans les universités fanatisées.

Voilà la situation où des luttes nouvelles étaient inévitables, où, en face des agitations révolutionnaires, se concentraient, d'un autre côté, les forces de réaction et de résistance auxquelles 1815 avait rendu l'ascen-

dant. M. de Metternich a été à son heure et à sa manière le vrai chef de ces forces. Il n'avait pas eu l'étrange fortune d'avoir raison de Napoléon et de vaincre en lui la Révolution, de refaire la puissance autrichienne en Allemagne et en Europe, pour laisser périr les fruits de sa victoire, pour livrer à de nouveaux hasards un ordre qu'il avait contribué à créer, dont il croyait être le premier gardien. Comme beaucoup d'hommes du temps, M. de Metternich était sorti des terribles crises du commencement du siècle avec la passion de la paix, « du repos ». Et il n'entendait pas seulement par ce mot la paix entre les nations, la « sécurité des possessions » garantie par les grandes alliances; il entendait aussi le repos intérieur des peuples mis à l'abri des agitations révolutionnaires sous l'absolutisme paternel des gouvernements légitimes restaurés partout. Il y voyait un intérêt autrichien, il y voyait en même temps un intérêt universel. Il voyait dans la paix extérieure et intérieure un principe, une sorte de « dogme » dont il se faisait l'apôtre, qu'il était résolu à défendre contre de nouveaux ennemis.

Il y a des moments où il parle de son « apostolat » avec la vanité confiante de l'homme qui se croit le bienfaiteur de l'humanité pacifiée, qui bientôt, au cours

de ses voyages au delà des Alpes ou sur le Rhin, dira que partout où il paraît, « sa présence est d'un incalculable effet », qu'il est attendu « comme le Messie pour délivrer les pécheurs ». Il faut en rabattre ! La réalité dément plus d'une fois les illusions du ministre qui fut longtemps heureux. L'homme n'a pas moins son originalité. Je voudrais reprendre dans ses principaux traits cette politique, mélange singulier de prétention et de subtilités, de force et de ruse, de dogmatisme pédantesque et d'infatuation légère. Je voudrais montrer M. de Metternich à l'œuvre, — dans ses luttes aussi compliquées que laborieuses pour ressaisir la direction de l'Allemagne troublée, — dans sa campagne pour défendre la paix, l'ordre de la Sainte-Alliance contre les révolutions nouvelles, — dans le jeu de sa diplomatie pour préserver l'équilibre de l'Europe menacé par les ambitions rivales.

IV

Quelle était la politique de M. de Metternich en Allemagne, dans cette Allemagne nouvelle de 1815

qu'il avait plus que tout autre contribué à créer? Elle n'avait sûrement rien d'idéal; elle avait son but auquel elle marchait à travers les dissimulations et les détours.

Aux moments où s'était agitée cette question d'une réorganisation germanique qui soulevait toutes les opinions, toutes les passions, tous les intérêts, M. de Metternich, en homme qui s'est flatté de « n'avoir jamais été un rêveur », avait laissé passer les systèmes et les chimères. Il avait trop de sagacité et de sens pratique pour se prêter à la résurrection de l'ancienne dignité impériale, — d'une dignité qui, si elle était héréditaire au profit de l'Autriche, ne pouvait plus être qu'un artifice suranné, et si elle devenait élective, passerait un jour ou l'autre à la Prusse. Il n'avait, d'un autre côté, que du dédain pour la teutomanie révolutionnaire des Gœrres et des Jahn, pour les rêves d'un Stein, pour tous les projets de constitution et de représentation nationale. Il avait cru trancher ou dénouer la question par cette combinaison assez hybride d'une confédération qui créait l'illusion de l'unité en conservant les souverainetés particulières, qui, dans sa pensée et selon son langage, avait pour objet de « former au centre de l'Europe une grande union défensive pour maintenir la paix », la tranquillité extérieure et intérieure. C'était un assem-

blage d'États indépendants, divisés par les intérêts, par les jalousies, liés par un acte fédératif qui, à vrai dire, dans sa première ébauche, laissait tout incertain, et les rapports des États entre eux et les pouvoirs de la diète placée à Francfort. En réalité, tout dépendait de l'esprit qui vivifierait cette organisation, et c'est là que M. de Metternich se retrouvait, non plus comme à Dresde en face du génie de la guerre, mais dans une situation nouvelle où il avait à manier, avec son art mêlé de souplesse et de ténacité, les éléments les plus incohérents.

Il y avait deux choses dans sa politique. Il y avait la défiance ou la crainte de tout ce qui était révolutionnaire, « jacobin » ou libéral, de tout ce qui pouvait troubler l'ordre des sociétés. Il y avait aussi ce qu'on pourrait appeler le sentiment impérial, le sentiment d'un État qui, après avoir été le saint-empire et avoir cessé de l'être, après avoir même refusé de le redevenir, gardait les traditions, les velléités, l'orgueil de la vieille suprématie. Il avait abdiqué pour l'Autriche la couronne des empereurs d'Allemagne, il n'abdiquait pas le droit moral de prépondérance. Il entendait bien rester le guide et le régulateur de cette confédération qu'il avait contribué à mettre au monde; il voulait avoir la réalité sans le mot et sans les em-

barras d'un pouvoir d'ostentation. Il avouait et résumait d'ailleurs lui-même sa secrète pensée dès les premiers jours, dans ses rapports confidentiels à l'empereur François : » *Il faut amener l'Allemagne à admettre des principes qui soient les nôtres, sans avoir l'air de vouloir imposer nos principes à l'Allemagne...* »

Tout se tenait dans les vues de cet esprit subtil et compliqué. Ministre d'un empire conservateur auquel il croyait avoir rendu la paix sous un gouvernement paternel, il n'avait d'autre préoccupation que de maintenir l'Autriche dans une paisible et silencieuse immobilité, à l'abri des contagions révolutionnaires; mais il ne pouvait préserver l'Autriche qu'en comprimant les agitations autour d'elle, dans les États voisins, et il ne pouvait réussir dans son œuvre de police supérieure qu'en restant directement ou indirectement maître de l'Allemagne. C'est la clef de toute la politique de M. de Metternich, d'une politique qui ne se dévoilait et ne s'accentuait que par degrés, par les luttes mêmes qu'elle allait avoir à soutenir.

L'homme était fait pour la politique. M. de Metternich ne se hâtait pas d'abord. Il passait les premiers temps de la paix à se remettre des terribles années qu'on venait de traverser, à régler sans bruit quel-

ques questions territoriales ou intérieures[1], et à se complaire aussi dans des succès qui flattaient sa vanité, qui faisaient de lui un des arbitres de l'Europe. Il semblait surtout occupé de l'Italie, où l'Autriche venait de reprendre une grande situation qu'elle avait à fortifier, qu'elle méditait déjà d'étendre.

Il était en 1816, en 1817, au delà des Alpes, visitant Milan et Venise, Ferrare et Florence, Lucques et Pise, en attendant d'aller avec l'empereur François lui-même à Rome et à Naples, voyageant en touriste charmé et aussi en politique habile à faire sentir la suzeraineté impériale, à rallier autour de l'Autriche ce qu'il appelait le « bon parti[2] » ; mais en visitant l'Italie, il ne

[1] Il négociait surtout à Munich le traité du 14 avril 1816, par lequel l'Autriche rentrait en possession des parties de l'Innviertel, du duché de Salzburg et du Tyrol, qui lui avaient été enlevées en 1809, au profit de la Bavière. La Bavière, après avoir résisté, était obligée de céder.

[2] Il écrivait de Florence, au mois de juin 1817 : « ...Si je pouvais concevoir quelque vanité de ce que le ciel m'a aidé à faire dans les dernières années, j'aurais droit de la puiser dans le rôle que je joue dans cette intéressante partie de l'Europe. Le souverain de toute l'Italie ne pourrait pas être accueilli comme je le suis. Tout le bon parti, — et il est immense, — se serre autour de moi; il m'accorde une confiance entière et n'attend son salut que de moi. Les jacobins se cachent et me regardent comme une verge qui les menace... » Avec M. de Metternich, il faut s'habituer à ce ton d'infatuation, qui est une partie de son caractère. Le

détournait pas son regard de l'Allemagne, où déjà commençaient à se produire les mouvements constitutionnels, les agitations de la presse et des universités.

C'était là pour lui l'ennemi, qu'il surveillait, qu'il s'effrayait bientôt de voir grandir, — ennemi d'autant plus dangereux, en effet, qu'il était dans la place, au cœur même de la confédération, jusque dans les conseils des gouvernements, et qu'il avait ses alliés au dehors. La politique autrichienne, avant que trois années fussent écoulées, se trouvait en face de cette agitation constitutionnelle et révolutionnaire qui avait gagné, qui devenait une saisissante et redoutable complication; mais de toutes les difficultés, la plus sérieuse peut-être était l'appui que le mouvement semblait trouver à Saint-Pétersbourg, auprès de l'empereur Alexandre et de son ministre, M. Capo d'Istria. L'empereur Alexandre en était encore à sa phase libérale; il venait lui-même de donner une constitution aux Polonais, il se croyait le garant des libertés promises aux Allemands en 1813, il encourageait de

journal de son voyage en Italie en est plein. (*Mémoires*, t. III, p. 27.) — Il disait de même un an plus tard, à son arrivée à Francfort : « On ne se fait pas une idée de l'éclat qu'a produit mon apparition à la diète. Ce qui, peut-être, ne se serait jamais terminé, s'est conclu en trois ou quatre jours. »

sa faveur, de sa diplomatie toutes les revendications. C'était une complication de plus. M. de Metternich ne s'y méprenait pas. Il voyait dans le mouvement révolutionnaire allemand un épisode d'un mouvement plus général. « Je vous réponds, écrivait-il à Gentz, qui était toujours son confident et son correspondant pendant ses voyages, je vous réponds que le monde était en pleine santé en 1789 en comparaison de ce qu'il est aujourd'hui... » Il se croyait appelé à sauver l'Allemagne et le monde de la révolution, comme il les avait sauvés du conquérant en 1813 !

V

Comment et sous quelle forme éclaterait la lutte? C'était la question pour M. de Metternich, qui avait assez de patience pour ne rien précipiter, assez d'expérience pour s'attendre et se préparer à tout. Il avait mis en jeu tous les ressorts de sa diplomatie auprès des petites cours, à Munich et à Stuttgart, à Weimar comme à Bade, employant tour à tour la séduction ou la menace avec les États entraînés dans le courant

libéral. Au congrès d'Aix-la-Chapelle, réuni pour mettre fin à l'occupation militaire de la France, il s'était rencontré avec le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume III, qu'il avait vivement ému par ses représentations, chez qui il s'était étudié à réveiller les instincts du prince absolu, et il avait même, dès ce moment, proposé tout un programme de répression contre la presse, contre les universités, contre toutes les menées agitatrices. Il s'était efforcé aussi de parler à l'imagination mobile de l'empereur Alexandre en lui montrant les dangers d'une politique qui tendait à un bouleversement universel, en invoquant les principes de la « Sainte-Alliance » des rois. Il avait peut-être ébranlé quelques résolutions sans rien décider, lorsque tout à coup survenait un événement qui était la révélation tragique de l'état violent de l'Allemagne, qui offrait au chancelier autrichien l'occasion ou le prétexte d'une action plus décisive contre les agitations et les constitutions. C'était l'assassinat de Kotzebue, préliminaire sanglant d'un drame ou d'une comédie de haute diplomatie !

Allemand d'origine et popularisé un instant par ses ardeurs contre la France, enrôlé en 1812 au service du Tsar et revenu en Allemagne avec le titre de conseiller d'État russe, Kotzebue publiait un journal, *la*

Feuille hebdomadaire et littéraire, où il combattait souvent les rêves des agitateurs. Il avait soulevé contre lui les fureurs de la « vertueuse jeunesse » d'Iéna. Il n'était plus qu'un traître, un apostat, un espion de la Russie! Un de ses ouvrages avait été brûlé à la fête de la Wartburg pour l'anniversaire de Leipzig! Le 23 mars 1819, à Manheim, il tombait victime des haines de parti, frappé d'un coup de poignard par un étudiant d'Iéna, Karl Sand. Le meurtrier était un jeune homme aux mœurs pures, à l'esprit fanatisé, qui avait été nourri dans les exaltations de la *Burschenschaft*, et qui n'était sans doute qu'un instrument des sociétés secrètes. Il croyait accomplir un acte de justice nationale. C'était tout simplement un de ces crimes qui perdent une cause.

Le coup de poignard de Sand, célébré comme un acte d'héroïsme dans les universités, avait immédiatement pour effet de réveiller tous les instincts de réaction, de répandre une sorte d'effroi parmi les gouvernements qui cherchaient de toutes parts un appui, une protection contre le fanatisme révolutionnaire. M. de Metternich était alors en Italie avec l'empereur François. Il allait à Rome, à Naples, assistant avec plus de curiosité sceptique que d'émotion reli-

gieuse aux fêtes de la semaine sainte au Vatican[1], se donnant le spectacle du Vésuve en feu dans une nuit de printemps, ou visitant les ruines de Pœstum. C'est là, en pleine Italie, que lui arrivait la nouvelle du meurtre de Kotzebue et que le poursuivaient aussi, avec les appels des gouvernements, les lettres de son confident Gentz, plus troublé que jamais, toujours fertile en projets. A peine le crime de Manheim avait-il retenti en Allemagne, tous les regards se tournaient vers lui.

« C'est une des singularités de mon existence, — écrivait-il en homme toujours disposé à ne voir que des singularités dans sa destinée, — qu'il me faille à Rome travailler des heures entières à propos de la question des universités allemandes. Je reçois de tous les cabinets d'Allemagne des lettres dans lesquelles on me prie instamment d'aller de l'avant pour mettre fin

[1] Au fond, M. de Metternich était un bon catholique, qui voyait surtout la politique dans la religion et qui ne s'interdisait pas les propos piquants dans l'intimité, témoin ce qu'il écrit de Rome après les cérémonies de la semaine sainte : « J'avoue, dit-il, que je ne comprends pas comment un protestant se fait catholique à Rome. — Rome ressemble au théâtre le plus magnifique, avec de bien mauvais acteurs. Gardez ma réflexion pour vous, car elle courrait tout Vienne, et j'aime trop la religion et son triomphe pour vouloir y attenter d'une manière quelconque. » (*Mémoires*, t. III, p. 201.)

au désordre que chaque prince allemand a provoqué dans son pays et qu'il est maintenant hors d'état d'arrêter... » Il recevait tout avec un calme un peu superbe et peut-être affecté.

Le chancelier en voyage ne se défendait pas d'une certaine ironie en songeant à ce qu'allait faire, avec son libéralisme, le grand-duc de Weimar, celui qu'on appelait le « grand étudiant », et à ce que dirait l'empereur Alexandre de la « manière aimable » dont on traitait ses conseillers d'État en Allemagne. Il se lamentait assurément sur le sort de ce « pauvre Kotzebue »; pour un peu, il eût aussi regardé presque comme un coup de fortune le crime de cet « excellent Sand », qui pouvait devenir si utile. Il y avait, dans tous les cas, un point sur lequel il n'hésitait pas dès le premier moment : il voyait dans l'assassinat de Kotzebue plus qu'un fait isolé, le signe d'une situation, un acte dont il entendait tirer un bon parti, — « sauf, ajoutait-il, les coups de poignard que je ne crains pas, quelque exposé que je puisse y être ». Et, sans interrompre sa course à travers l'Italie, tout en paraissant s'émerveiller des splendeurs du golfe de Baïa ou des grandeurs romaines, il préparait de loin, par sa diplomatie silencieuse, la campagne qui, dans sa pensée, devait cette fois être décisive. M. de Metternich a toujours

été de ceux qui se sont fait une originalité de mêler les plaisirs et les affaires.

Il s'agissait de bien engager l'action, de ne rien livrer au hasard. A mettre en jeu du premier coup la diète elle-même, dont les pouvoirs restaient encore contestés et indécis, où éclateraient aussitôt toutes les jalousies, toutes les rivalités d'influence, on risquait de tout perdre. M. de Metternich se réservait de ne réunir la diète que pour lui soumettre une œuvre toute prête, qu'elle n'aurait plus qu'à sanctionner sans discuter. En attendant, il avait mis son art à profiter des terreurs des États allemands, à entretenir leur curiosité sur les projets qu'il méditait, à préparer un mystérieux rendez-vous dans une de ces villes d'eaux toujours chères à la diplomatie germanique, à Carlsbad, dont le nom n'était même pas encore prononcé. Il avait habilement arrangé sa mise en scène. Il avait déjà réussi, il le croyait, à s'assurer la soumission des principales cours; il ne doutait plus surtout de la Prusse, dont le Roi, Frédéric-Guillaume, se donnait à lui tout entier, se livrait à ses conseils, déposait pour ainsi dire entre ses mains ses derniers scrupules constitutionnels[1]. Il arrivait d'Italie plein de

[1] Dans la visite que M. de Metternich, revenant d'Italie,

confiance, impatient d'action, allant à Carlsbad comme à un champ de bataille. « ...Les révolutionnaires allemands m'ont cru bien loin, écrivait-il dans l'intimité, parce que j'étais à cinq cents lieues. Ils se sont trompés; je me suis tenu au milieu d'eux, et je frappe maintenant mes coups. Vous aurez trouvé une singulière coïncidence entre ces découvertes et les arrestations en Prusse et en Allemagne et mon passage des Alpes. Je suppose qu'on finira par le voir quand on apprendra que l'Allemagne se rassemble ici autour de moi. Le comte de Munster est ici; Rechberg, Wintzinge-

faisait en ce moment au roi Frédéric-Guillaume à Tœplitz, le souverain prussien disait au chancelier d'Autriche, d'après ce que rapporte celui-ci : « Vous venez me voir dans un moment bien difficile. Il y a dix ans, nous avions à combattre l'ennemi en rase campagne; à présent, il tourne autour de nous masqué. Vous savez que j'ai pleine confiance en vos vues. Vous m'avez averti depuis longtemps, et tout ce que vous m'avez prédit s'est réalisé... » Puis, au cours de la conversation, le Roi ajoutait : « ...Ma situation est difficile, car ce qui me manque, ce sont les hommes. Il faudra pourtant que ce qui est possible se fasse; c'est pourquoi je compte que vous m'aiderez à concerter la marche qu'il convient de suivre... Je désire que, pendant que vous serez ici, on arrête les principes, qui seront ensuite rigoureusement appliqués. J'aimerais vous voir les fixer définitivement avec le chancelier d'État Hardenberg... Vous pouvez compter d'une manière absolue sur le prince Wittgenstein... » On ne pouvait se mettre plus modestement sous la direction du chancelier de Vienne. (*Mémoires*, t. III, p. 270.)

rode, Berstett, le baron de Marshall, ministre dirigeant de Nassau, Bernstorf le Prussien vont y être... Nous ferons de la grande besogne. Sera-t-elle bonne? C'est ce que décidera le bon Dieu. Elle sera grande, car d'ici partira ou le salut ou la destruction définitive de l'ordre social... »

VI

Quelle était donc cette œuvre de Carlsbad, qui allait effectivement prendre l'importance d'un événement européen et devenir une date de la politique allemande? M. de Metternich avait l'avantage de savoir ce qu'il voulait, d'arriver avec un programme tout tracé pour « assurer d'un commun accord le repos public » : suppression de la liberté de la presse et censure des journaux, réorganisation des universités désormais surveillées, soumises à une discipline sévère, avec exclusion des professeurs dangereux, institution d'une commission centrale d'enquête à Mayence, sorte de tribunal chargé de suivre et de réprimer les menées démagogiques dans toute la confédération. C'était déjà beaucoup d'enlever ces mesures d'un tour de

main dans quelques conversations mystérieuses à Carlsbad; c'était bien plus extraordinaire de les faire sanctionner sommairement, sans discussion, peu de jours après, par la diète de Francfort[1]. Il restait pourtant encore à compléter et à couronner cet étrange ouvrage par une interprétation ou, suivant un heureux euphémisme, par une « rectification » du fameux article XIII de l'acte fédéral dont on avait abusé, qui n'avait servi jusque-là qu'à favoriser l'introduction en Allemagne, surtout dans l'Allemagne du Sud, des « constitutions démagogiques à la française ».

Cette dernière question avait été réservée à des con-

[1] On ne se faisait, dans le premier moment, en France, qu'une idée assez vague et même inexacte de l'origine et des particularités du congrès de Carlsbad, à en juger par ce que Charles de Rémusat écrivait à sa mère, le 2 octobre 1819 : « ...Avez-vous fait attention aux nouvelles de Francfort et aux protestations du ministre d'Autriche à la diète, par suite des résolutions de Carlsbad? Voilà un acte bien insolite, et c'est la première fois qu'une convention diplomatique se mêle de régler les institutions civiles des pays qui ont envoyé leurs ambassadeurs. — Je ne m'inquiète guère du succès définitif de pareils actes, empruntés à la politique niveleuse de Bonaparte; mais ce qui est grave, c'est qu'il paraît que le tout a été monté, exigé, imposé par l'empereur de Russie, que les termes de la déclaration sont une perpétuelle allusion à notre pays, — et qu'enfin, ceci est un véritable cordon tiré autour de la France... » (*Correspondance de M. de Rémusat*, t. VI, p. 133.)

férences ministérielles, bientôt réunies à Vienne, sous la direction du chancelier d'État. C'est de ces conférences qu'est sorti ce qui s'est appelé dans l'histoire l' « acte final de Vienne », qui, sous prétexte d'interpréter, de fixer le droit fédéral, livrait les petits, les faibles aux plus puissants, et les libertés de l'Allemagne à l'autorité de la diète, placée elle-même sous l'autorité de l'Autriche. S'il y avait des résistances ou une certaine surprise de la part de quelques gouvernements, des cours de Bavière et de Wurtemberg, le chancelier autrichien s'étudiait à dompter, à déjouer ou à voiler les dissidences pour ne laisser voir que l'unanimité des résolutions. Vienne achevait et complétait Carlsbad[1].

[1] Le fameux article XIII de l'acte fédéral du 8 juin 1815, qui avait été le point de départ du mouvement constitutionnel allemand, et dont M. de Metternich s'efforçait de restreindre le sens, portait : « Il y aura des assemblées d'États dans tous les pays de la confédération. » Une autre disposition de l'article XVIII disait : « La diète s'occupera, lors de sa première réunion, d'une législation uniforme sur la liberté de la presse... » D'un autre côté, l'article II, constitutif de la fédération allemande, portait : « Le but de cette confédération est le maintien de la sûreté extérieure et intérieure de l'Allemagne, de l'indépendance et de l'inviolabilité des États confédérés... » C'est en rapprochant ou interprétant ces divers textes, et en invoquant surtout les nécessités de « sûreté intérieure », que M. de Metternich

La campagne avait été menée avec autant d'activité que d'artificieuse souplesse. En quelques mois, de 1819 à 1820, M. de Metternich avait accompli une révolution, et en contemplant son ouvrage, il avait certes le droit de se déclarer satisfait. « Me voilà, grâce à Dieu, écrivait-il, délivré de ma besogne; les couches se sont passées heureusement, et l'enfant va paraître à la face du monde. J'ai tout lieu d'être satisfait des résultats, et je dois l'être, car ce que j'ai voulu est fait... Ce que trente années de révolution n'avaient pas produit est le résultat de nos trois semaines de travail à Carlsbad. C'est pour la première fois qu'il aura paru un ensemble de mesures aussi antirévolutionnaires, aussi correctes et péremptoires. Ce que j'ai voulu faire depuis 1813, et ce que ce terrible empereur Alexandre a toujours gâté, je l'ai fait parce qu'il n'y était pas. J'ai enfin pu suivre une fois toute ma pensée... » Tout se tenait dans cette œuvre à la fois hardie et astucieuse; un réseau de réaction enlaçait l'Allemagne de ses mailles serrées. Par la censure étendue à tous les États, l'opinion se trouvait réduite au silence. Par des mesures d'une discipline

tentait son grand coup et réussissait d'ailleurs pour le moment à tout ramener, bon gré, mal gré, aux vues de sa politique restrictive.

sévère et méticuleuse imposées aux universités, les propagandes révolutionnaires étaient atteintes dans leurs foyers les plus actifs. Par la commission centrale de Mayence, un redoutable instrument d'inquisition et de répression avait été créé contre l'agitation et les agitateurs, contre les démagogues, les conspirateurs et les suspects. Par l'acte final de Vienne, l'Allemagne, organisée pour l'immobilité, allait s'assoupir sous la main de l'Autriche; M. de Metternich, habile à manier tour à tour l'intimidation ou la captation pour la bonne cause, avait eu l'art d'entraîner, de compromettre la Prusse, qui aurait pu être une rivale et dont il se faisait une complice subordonnée, une auxiliaire dans ses entreprises de réaction, en paraissant partager avec elle la domination de l'Allemagne. Il avait réussi dans sa politique. C'était la réalisation de son programme : amener l'Allemagne à ne vouloir que ce que voulait l'Autriche sans en avoir l'air!

Non, sans doute, M. de Metternich n'avait pas cédé à la tentation des circonstances en 1815; il n'avait pas essayé de faire revivre, au profit de l'Autriche, l'ancienne dignité des empereurs-rois des Romains. Il faisait mieux en 1819, il rétablissait par degrés, patiemment, la prépotence impériale dans la pratique. Il avait la réalité du pouvoir; il en avait

aussi les vanités, et, à défaut du titre suranné auquel il avait renoncé, il ne se défendait pas, pour l'État autrichien dont il était le ministre, des illusions, des réminiscences de la suprématie d'autrefois.

Ce n'est pas sans un secret orgueil qu'il écrivait de Francfort, à son souverain, en lui dictant, par une particularité bizarre, le langage qu'il devait tenir : — « Il faut être au milieu de l'Allemagne pour voir à quelle hauteur morale la cour impériale se trouve placée [1]. » Il se plaisait, en racontant dans ses lettres intimes les voyages de l'empereur François aux bords du Rhin, à recueillir les témoignages de la fidélité de ces populations au vieil Empire, pour les opposer aux journalistes d'Iéna, — et le roi de Prusse

[1] A la veille du voyage de l'empereur François sur le Rhin, M. de Metternich, qui y attachait une grande importance, écrivait déjà : « On me mande que depuis que les habitants des bords du Rhin ont appris que l'Empereur descendra le fleuve, ils font des apprêts immenses le long de son cours. C'est, sans contredit, le point de l'Europe où l'Empereur est le plus aimé, plus même que dans nos propres pays. Le coup d'œil sera une chose admirable. L'Empereur descendra avec une véritable flottille. Il n'y a plus ni un yacht ni un bateau à louer ; tous sont arrêtés par les riverains, et la population entière sera sur les bords. J'ai prévu la chose, et je tiens à ce qu'elle réussisse. Ces démonstrations prouvent, plus que les feuilles d'Iéna, quelle est l'opinion du peuple ; nous aurons un bel article pour l'*Observateur !* » (*Mémoires*, t. III, p. 110.)

devenait visiblement pour lui un petit personnage. « Si l'on pouvait prétendre, écrit-il vers cette époque, que le bonheur d'avoir été Français et d'être Prussien l'emporte à Cologne et aux bords du Rhin sur le souvenir de dix siècles, on se tromperait fort. Le voyage sur le Rhin a été un triomphe continuel pour l'Empereur, et qui a fini par être embarrassant pour lui. Tout le train a recommencé de plus belle à son arrivée à Aix-la-Chapelle. Tout ne respire que l'Empire dans la ville natale et chérie de Charlemagne. Le peuple ici ne voit dans l'Empereur que son successeur; il se tait quand l'un des autres souverains passe, et il ne cesse de crier partout où paraît l'Empereur : *Vive notre Empereur !...* » A côté de l'Empereur salué par les ovations populaires, le chancelier autrichien trouvait le roi de Prusse très mal placé, comme dépaysé au milieu de ses nouveaux sujets rhénans, « et, ajoutait-il, à sa place je ne serais pas venu ! » C'est ce que j'appelais le sentiment impérial subsistant dans une politique toute moderne, qui tendait par des moyens tout modernes à façonner l'Allemagne de 1815 pour la soumettre à une même direction, à un régime unique de compression.

C'est la politique qui a régné plus de trente ans, et a même survécu à M. de Metternich, — tant l'impul-

sion première avait été forte! — qui, après avoir pris corps en 1819, n'a cessé de se développer par l'extension et les renouvellements successifs des conventions de Carlsbad, par une action de tous les instants. Ce n'est point, sans doute, qu'elle n'ait trouvé souvent des résistances, qu'elle n'ait eu ses crises, jusqu'à la dernière qui l'a emportée. Elle n'a pas moins eu son règne, elle a su plier à son usage et à son profit tous les rouages de cette confédération dont elle a fait pendant longtemps « une association d'États contre la guerre et la révolution ». Elle avait pour elle, si l'on veut, l'autorité des traditions, les habitudes de subordination vis-à-vis de l'Autriche; elle a eu aussi l'habileté, l'art de manier les mobiles et les intérêts.

Un homme qu'elle devait rencontrer comme ennemi, qui l'avait étudiée assez pour arriver à la vaincre, M. de Bismarck, au temps où il était à Francfort, analysait avec une sagacité singulière tous les avantages qu'avait eus l'Autriche, avantage de position, — avantage des relations personnelles dans l'Allemagne du Sud et même dans l'Allemagne du Nord. L'Autriche savait donner des fonctions dans sa diplomatie, des grades dans son armée, des faveurs aux enfants et aux parents de ceux qui avaient une influence dans les petites cours. Elle savait soutenir ses amis et au

besoin être implacable contre ses adversaires. Elle devait ses succès à ce que M. de Bismarck appelait « un système d'envahissement poursuivi méthodiquement depuis quarante ans, qui ne procède pas par la violence, mais qui part du principe que la goutte d'eau finit par creuser le rocher... »

Depuis que le « gentilhomme de la marche de Brandebourg », encore simple ministre prussien à Francfort, et déjà mal à l'aise dans son modeste état, parlait ainsi, tout a changé assurément au centre de l'Europe, tous les rôles se sont violemment déplacés. Cet empire d'Allemagne que les Habsbourg n'avaient pas relevé, qu'ils n'essayaient de ressaisir qu'indirectement, un Hohenzollern l'a fait revivre dans sa réalité, et l'unité germanique, rêvée par les professeurs d'Iéna, est sortie tout armée du conflit des peuples. Ce n'est plus l'Autriche qui, en pesant de son influence sur les petites cours, en absorbant ou en subordonnant la Prusse elle-même, gouverne la vieille confédération, c'est la Prusse qui, en absorbant ou en excluant l'Autriche, a pris le gouvernement de l'Allemagne. C'est la Prusse qui, renouant les traditions de Frédéric II contre l'Autriche, de 1813 contre la France, a marché à son tour à la conquête de la prépotence, et comme il y a eu un jour le chancelier tout-puissant

de Vienne, il y a eu depuis le tout-puissant chancelier de Berlin. — On n'en était pas là il y a soixante-six ans, à cette époque où M. de Metternich, entouré de tous les représentants germaniques, inaugurait cette politique de domination savante et de compression méthodique, dont la date de Carlsbad marque l'avènement, qui allait, pour des années, régner non seulement en Allemagne, mais en Europe.

VII

Étendez votre regard, en effet; ce qui se passe en Allemagne vers 1819-1820 n'est visiblement qu'un épisode d'un mouvement plus vaste qui embrasse le continent, et ce que fait M. de Metternich dans sa politique allemande, il le fait avec autant d'esprit de suite que d'habileté dans sa politique européenne. Il est l'âme de la Sainte-Alliance, non de la sainte-alliance mystique et chimérique, de « l'acte chrétien » de l'empereur Alexandre, mais d'une sainte-alliance plus simple, plus pratique, organisée, incessamment renouée contre tout ce qui est révolution.

Il est le lien des volontés indécises, le surveillant et le médiateur des cabinets prompts à revenir à leurs intérêts ou à leurs ambitions. Il y a un mot curieux et fin de cet autre oracle du temps, M. de Talleyrand : « L'Autriche est la chambre des pairs de l'Europe; tant qu'elle ne sera pas dissoute, elle contiendra les communes. » M. de Metternich est et prétend bien rester tant qu'il pourra le chef, le guide et au besoin l'agent exécutif de cette « chambre des pairs » européenne.

Rien, sans doute, ne semblait au premier abord menaçant pour l'ordre territorial et politique de 1815; tout révélait cependant le travail intime des peuples, l'impatience de changement et de nouveauté, dont les mouvements constitutionnels de l'Allemagne n'étaient qu'une des expressions, qui gagnait par degrés tous les pays, sous les yeux des gouvernements déconcertés. La France, bien que pacifiée sous le régime des Bourbons, et ralliée officiellement au système européen, restait le grand foyer suspect. On ne pouvait lui refuser, en 1818, la libération de son territoire, négociée à Aix-la-Chapelle par le loyal duc de Richelieu, qui répondait de son pays [1]; on ne cessait de la

[1] Le congrès d'Aix-la-Chapelle, le premier des congrès

redouter pour ses agitations renaissantes, pour la contagion de ses idées et de ses exemples; on s'inquiétait de l'état moral d'un pays où les instincts révolutionnaires, prompts à se réveiller, se traduisaient par

qui allaient se succéder, avait un double objet. L'objet immédiat et avoué était la signature du traité réglant les conditions de la retraite des troupes étrangères qui occupaient la France depuis trois ans; ce traité fut signé le 9 octobre 1818. C'était le grand acte du duc de Richelieu qui avait inspiré assez de confiance pour obtenir la libération du territoire français. La réunion d'Aix-la-Chapelle avait un autre objet plus mystérieux, moins saisissable, celui de resserrer le lien entre les cabinets. M. de Metternich, toujours préoccupé de la situation de l'Europe, tenait à maintenir la « quadruple alliance », en la conciliant autant que possible avec la rentrée définitive de la France dans le concert européen. Avec son esprit subtil, il faisait une différence entre la coalition de 1813-1815, qui avait été un instrument de guerre, qui avait cessé d'exister par la fin de la guerre, et la « quadruple alliance » qui devait être maintenue comme une garantie de paix. Il résumait ses idées dans une note confidentielle pour l'empereur François, où il s'efforçait de prouver que la sûreté de l'Europe exigeait le maintien de la quadruple alliance dans toute son efficacité, que l'intérêt bien entendu de la France l'exigeait aussi. « La prudence, ajoutait-il, fait en conséquence une loi aux cinq cours : 1° du maintien de la quadruple alliance; 2° d'éviter qu'il ne naisse de son maintien une apparence de menace pour la France *tranquille, gouvernée par son roi légitime et sous des formes constitutionnelles*. Le moyen d'atteindre ce double but doit être recherché dans le choix des formes et des expressions, dans les transactions politiques à arrêter pendant la réunion d'Aix-la-Chapelle. » C'était

l'élection d'un régicide en 1819, et bientôt par l'assassinat du duc de Berry, œuvre d'un fanatique de secte, comme le meurtre de Kotzebue en Allemagne.

Au delà des Alpes, la paix était plus apparente que réelle. Tous les gouvernements d'ancien régime, ramenés par le reflux des événements à Modène, à Parme, à Lucques, à Florence comme à Bologne et à Naples, ne provoquaient que des mécontentements dans cette population mobile, à la fois légère et passionnée. On entrait dans les affiliations secrètes du carbonarisme, un peu en haine de l'Autriche, dont la protection envahissante pesait au sentiment national; un peu en haine des petites cours italiennes, dont l'absolutisme, sans indépendance et sans lumières, froissait les sentiments libéraux des classes intelligentes. — Et, comme si ce n'était pas assez, l'Orient fermentait déjà. A une vieille querelle de diplomatie qui se perpétuait depuis 1812, qui pouvait à tout instant finir par la guerre entre les Russes et les Turcs, allait s'ajouter bientôt

le programme réservé du congrès. M. de Metternich se flattait de l'avoir réalisé et, selon l'habitude, était fort content de lui. « Je n'ai jamais vu un plus joli petit congrès, écrivait-il à sa femme; celui-là ne me fera pas de mauvais sang, je vous en réponds... » Quadruple alliance, triple alliance, c'est toujours pour la paix! Il n'y a rien de nouveau.

l'insurrection grecque, commencée par l'« hétairie » — une autre société secrète, — destinée à être tour à tour désavouée ou protégée par le Tsar et à passionner l'Occident.

Partout le feu menaçait : M. de Metternich, qui avait de la sagacité et une idée fixe, ne s'y méprenait pas. Il suivait cette situation en Europe comme en Allemagne, et pour lui, tous ces signes, tous ces incidents qui se liaient entre eux n'avaient qu'un nom : c'était la révolution! Il disait avec Gentz, son familier : « C'est la lutte, c'est la guerre à mort entre les anciens et les nouveaux principes, entre l'ancien et un nouvel ordre social... Tous les éléments sont en fermentation, tous les pouvoirs sont menacés de perdre leur équilibre. » Pour échapper au danger des révolutions qui se préparaient, il n'y avait qu'un moyen : c'était l'union intime, « calme et constante dans son action », des principaux souverains de l'Europe, protecteurs et conservateurs de l'ordre public, — union dont la Sainte-Alliance n'avait été jusque-là que le « symbole incorrect et défectueux », qui devait être le « contrepoids » des agitations désordonnées, le « noyau des forces organisées pour la défense de l'ancienne société européenne ». Se servir de l'alliance de 1815 pour contenir ou réprimer tous les mouvements révo-

lutionnaires, c'était l'objet avoué ou inavoué de la diplomatie de M. de Metternich, qui ne rêvait, en définitive, que de préparer un « Carlsbad européen » ; mais c'est là justement que les difficultés se pressaient à mesure que le théâtre s'étendait.

De loin, dans la perspective de l'histoire, la marche des choses semble assez simple : en 1820, au feu de l'action, tout était obscur et douteux. M. de Metternich se trouvait engagé dans une situation singulièrement compliquée où il rencontrait des dissentiments, des ombrages, des rivalités de diplomatie. Il pouvait sans doute compter sur la Prusse, depuis qu'il avait réussi à l'entraîner, à la compromettre dans son œuvre de réaction allemande, et que le roi Frédéric-Guillaume III, dans les entrevues de Tœplitz, s'était livré tout entier à ses conseils, à sa direction. « Tœplitz n'a pas été perdu, et Carlsbad a tout sauvé », écrivait-il en homme sûr désormais de l'appui de la Prusse. Il rencontrait plus de résistance à Londres. L'Angleterre, conduite encore par lord Castlereagh, — qui allait bientôt se donner la mort et avoir pour successeur le brillant Canning, — l'Angleterre ne se séparait pas des cours du continent tant qu'il ne s'agissait que de maintenir ou de défendre, fût-ce par les armes, les transactions de 1815; la diplomatie anglaise, rete-

nue par le parlement, par l'opinion, se croyait beaucoup moins libre de se prêter à des délibérations nouvelles, à de nouveaux engagements, dès qu'on lui parlait de tourner l'alliance contre les mouvements intérieurs des peuples, même contre des révolutions si elles éclataient. L'Angleterre ne serait sûrement pas un secours, et elle pouvait être un embarras.

Une autre difficulté plus sérieuse encore était dans la politique flottante et insaisissable de l'empereur Alexandre, qui alliait à la prétention d'être le premier protecteur de la paix et de l'ordre en Europe, la chimère d'un libéralisme vague, compliqué de mysticisme. Les deux tendances se trouvaient représentées auprès du Tsar par deux de ses ministres, qui, par une combinaison bizarre, avaient également sa confiance : l'un, M. de Nesselrode, homme de sens et de mesure, destiné à devenir bientôt le chancelier d'un nouveau règne, mais pour le moment timide et effacé; l'autre, M. Capo d'Istria, esprit plus souple et plus brillant que sûr, Corfiote de naissance, élevé dans la faveur du prince depuis 1815 pour ses affinités helléniques et pour son cosmopolitisme libéral. Que voulait réellement Alexandre? On ne le savait pas toujours; il ne le savait peut-être pas lui-même. Il tenait à son rôle de pontife de la Sainte-Alliance, et il était en même

temps ou il paraissait être l'espoir des révolutionnaires de tous les pays. Tandis que, dans ses lettres et ses conversations, il protestait de sa fidélité à l'esprit de 1815, de son amitié inviolable pour l'empereur François, son ministre, M. Capo d'Istria, par sa diplomatie ambiguë, assez favorable à tous les mouvements libéraux, réveillait de temps à autre tous les doutes sur sa politique réelle. M. de Metternich s'en désolait : il avait affaire à un empereur qu'il ne savait comment saisir et à un ministre dont il parlait quelquefois avec une impatience mêlée de dédain, en appelant ses élucubrations diplomatiques une « apocalypse ».

Un instant, il est vrai, au congrès d'Aix-la-Chapelle, dès 1818, il avait cru fixer et lier l'empereur Alexandre dans l'intérêt de sa politique européenne comme dans l'intérêt de sa politique allemande. C'était la première grande réunion des souverains et de leurs principaux ministres depuis 1815. Ce congrès d'Aix-la-Chapelle, que M. de Metternich appelle un « joli congrès », où tout se passait sans bruit, où l'on jouait au whist dans le salon de lady Castlereagh entre deux protocoles, avait un objet ostensible, le règlement des affaires de France par le rappel définitif de l'armée étrangère d'occupation; il avait aussi une partie moins avouée, toute confidentielle. M. de Metternich avait profité de

la réunion des souverains pour donner une force nouvelle à la politique de haute conservation, pour resserrer et maintenir par des engagements secrets la « quadruple alliance », au moment même où la France de la Restauration allait rentrer comme cinquième puissance dans les conseils de l'Europe.

On s'était rapproché, on s'était entendu ou l'on avait paru s'entendre. On avait essayé de renouer la vieille intimité des cours. « J'ai passé trois heures chez l'empereur Alexandre, écrivait M. de Metternich ; nous nous sommes retrouvés comme en 1813. » L'entente, toutefois, n'avait ni précision ni sanction en 1818 ; elle manquait d'objet, elle n'empêchait même pas M. Capo d'Istria de reprendre bientôt sa guerre de circulaires libérales, à laquelle M. de Metternich répondait par des railleries.

VIII

On n'avait rien fait, quand coup sur coup, comme une traînée de poudre, éclataient, au courant de 1820, les événements les plus inattendus, qui ne pouvaient que rapprocher et confondre les politiques des cours,

en donnant un but à l'alliance. Le 1er janvier 1820, l'Espagne avait sa révolution libérale proclamée militairement. Le 2 juillet, autre révolution à Naples, prenant pour drapeau la constitution espagnole et imposant cette constitution au Roi. Peu après survenait une révolution en Portugal. Encore quelques mois, le 10 mars 1821, le Piémont suivait le mouvement. La contagion gagnait de toutes parts. L'effet de ces révolutions nouvelles, surtout des révolutions d'Italie, venant si peu après le meurtre de Kotzebue en Allemagne, presque au lendemain de l'assassinat du duc de Berry en France, était aussi prompt que décisif sur les cabinets, qui sentaient le besoin de faire face au péril. L'Espagne était loin, difficile à atteindre, presque séparée du continent par la France; on s'occupait d'abord de Naples et de l'Italie.

On voulait aller au plus pressé, et alors se déroule ce qu'on pourrait appeler le drame à la fois diplomatique et militaire de la Sainte-Alliance en action : drame dont le congrès d'Aix-la-Chapelle n'avait été que le vague et obscur prologue, qui se noue au congrès de Troppau, s'engage décidément au congrès de Laybach, pour ne plus s'arrêter qu'après le congrès de Vérone. Tout se tient et s'enchaîne dans cette œuvre de réaction en trois actes ou en trois congrès.

C'est à Troppau, au mois d'octobre 1820, que commence l'action, que se trouvent de nouveau réunis souverains et ministres, dans des dispositions assez différentes. L'Angleterre, toujours fidèle à sa politique, se rendait au congrès pour ne pas rester étrangère aux délibérations européennes, sans vouloir toutefois participer aux démonstrations qui se préparaient; elle entendait se borner à une neutralité qui laisserait tout faire en ne coopérant à rien. La France, qui était représentée par M. de la Ferronays, et qui n'avait pas été moins émue que les autres de la révolution de Naples, la France, après avoir hésité un instant, retenue par l'Angleterre ou préoccupée de ses intérêts d'influence en Italie, ne tardait pas à se joindre au mouvement; elle ne gardait provisoirement une sorte d'attitude indépendante ou distincte que par suite de ses embarras intérieurs[1]. En réalité,

[1] Il est certain que la politique de la France tendait à se distinguer de la politique de l'Autriche en Italie, jusqu'à l'assassinat du duc de Berry, qui provoquait un si grave changement ministériel, et jusqu'à la révolution de Naples; elle était jusque-là relativement libérale. A dater de ce moment, c'est-à-dire de 1820, la France flottait encore un peu, puis se rapprochait tout à fait des cours absolutistes. Gentz, qui était de tous les congrès, écrivait : « ...La conduite du gouvernement français s'est ressentie du mauvais exemple que lui a donné l'Angleterre, et M. Decazes, —

tout se passait d'abord entre les trois puissances qui, depuis, ont été si longtemps alliées, l'Autriche, la Russie et la Prusse, sous la vive et décisive impulsion de M. de Metternich, dont l'habileté avait été de saisir, sans perdre un instant, l'occasion que les événements lui offraient de se faire l'inspirateur avant d'être l'exécuteur des résolutions de l'Europe.

Il était servi par les circonstances, qui paraissaient justifier sa politique. Il n'avait plus maintenant à craindre les ambiguïtés ou les fantaisies libérales de l'empereur Alexandre, que les derniers incidents d'Allemagne, d'Italie ou d'Espagne avaient violemment affecté et « converti », qui arrivait à Troppau tout plein d'idées contre-révolutionnaires; et rien n'est certes plus curieux que les premières entrevues du chancelier autrichien avec l'empereur de Russie.

alors ambassadeur en Angleterre après sa chute, — jaloux du beau rôle qu'un ministère dont il ne fait plus partie aurait pu jouer dans cette occasion, n'a rien négligé pour égarer et inquiéter le Roi, pour lui prouver la nécessité absolument imaginaire de se placer sur la même ligne que le cabinet de Saint-James. Ses efforts n'ont eu toutefois qu'un succès partiel. Le langage de la France a différé *toto cœlo* de celui de l'Angleterre. Les ministres de la France avaient pour instruction de se tenir à l'écart; mais aussi souvent qu'ils ont parlé, ce n'a été que pour exprimer les dispositions les plus bienveillantes... » (*Dépêches inédites de Gentz*, t. II, p. 118.)

Le chancelier triomphe, dans ses lettres intimes, avec une suffisance qui ne lui manque jamais. Il se montre protecteur et un peu ironique vis-à-vis de ce repentant couronné qui « s'excuse », et comme il lui demande raison de son changement, le Tsar fait sa confession avec candeur : « Vous ne comprenez pas pourquoi je ne suis plus le même, je vais vous le dire. Entre 1813 et 1820, il s'est écoulé sept ans, la longueur d'un siècle; en 1820, je ne ferai à aucun prix ce que j'ai fait en 1813. Ce n'est pas vous qui avez changé, c'est moi. Vous n'avez à vous repentir de rien, je n'en puis dire autant. » M. de Metternich règle aussi les comptes de M. Capo d'Istria : « J'ai passé ma matinée, raconte-t-il, à feuilleter pour ainsi dire le chef du cabinet russe; qu'on juge de ma surprise : il n'a pas fait une seule déclaration apocalyptique! Cela n'est point naturel, mais cela n'est pas moins vrai... » Et il ajoute dédaigneusement : « Tel maître, tel valet!... » Ce n'est pas qu'il n'ait plus d'une fois encore à batailler avec le ministre russe, qu'il finit par appeler un « fou fieffé et complet »; mais il avait reconquis ou il croyait avoir reconquis l'Empereur. Il avait avec lui de longs et familiers entretiens, le soir, en tête à tête, entre deux tasses de thé, et il en profitait, il l'avoue, pour ruiner

l'influence de M. Capo d'Istria auprès du Tsar, qui ne défendait plus qu'à demi son ministre.

Une fois maître, au moins pour le moment, de l'esprit d'Alexandre, assuré de la complicité de la Prusse, persuadé que la France ne tarderait pas à se rallier à tout ce qu'on ferait, peu inquiet des réserves de l'Angleterre, M. de Metternich n'hésitait plus. Il avait gagné sa partie diplomatique à Troppau. A son instigation, on avait décidé à trois, Autriche, Prusse et Russie, qu'on ne reconnaîtrait pas la révolution napolitaine, pas plus, du reste, que les autres révolutions, qu'on emploierait au besoin « l'action tant morale que matérielle pour rendre au pouvoir légitime sa liberté... et à l'Europe des gages de repos et de stabilité... » On avait, en même temps, adressé au roi de Naples l'invitation de venir se joindre aux autres souverains pour « délibérer sur les intérêts de son royaume », et on lui avait donné rendez-vous non plus à Troppau, mais à Laybach. Le Roi, qui avait capitulé devant la révolution et réuni un parlement, serait-il libre de se rendre à l'appel qu'on lui adressait? Ne serait-il pas retenu comme un otage par les révolutionnaires menacés? On ne le savait pas encore; l'intervention restait dans tous les cas décidée.

C'est ce que M. de Metternich appelle « le premier

acte du drame ». Le second acte est à Laybach, où le congrès va se retrouver sous une forme nouvelle, où les souverains se rendent en quittant Troppau pour passer à l'action. Le vieux roi Ferdinand, après avoir promis à ses Napolitains tout ce qu'ils ont voulu, même de défendre auprès des souverains la constitution espagnole, a pu partir, laissant son fils comme régent à Naples, et à peine arrivé à Laybach, il s'est hâté de désavouer la révolution, le parlement, tout ce qui s'est fait depuis le 2 juillet 1820. Il n'est plus que le client des alliés, et M. de Metternich, qui est quelquefois sans illusion, qui n'est pas toujours respectueux, même pour les princes qu'il restaure, écrit en parlant du roi de Naples : « C'est la seconde fois que je suis chargé de le remettre sur ses jambes, vu qu'il a la mauvaise habitude de toujours retomber; mais aussi beaucoup de rois s'imaginent que le trône n'est qu'un fauteuil sur lequel on peut s'endormir à son aise. En l'an 1821, un pareil siège est peu commode pour dormir et bien mal rembourré... »

Dès lors, tout se presse. Entre les Napolitains, qui ont refusé de se soumettre à une dernière sommation, qui paraissent résolus à se défendre, et l'armée autrichienne, qui est déjà en marche sous les ordres du général Frimont, la lutte est décidée. M. de Metter-

nich est le grand meneur de cette action qu'il a si patiemment préparée, qu'il voit désormais engagée [1].

Il se peint lui-même d'un trait leste et toujours suffisant dans tout ce mouvement du début d'une campagne, dans une de ces journées d'agitation où il a autour de lui trente personnes, l'une demandant un ordre, l'autre un conseil, sans compter les impatients et les nouvellistes : « Mon cabinet ressemble plus que jamais à un quartier général, écrit-il... — Aujourd'hui (6 février 1821), soixante mille hommes passent le Pô. En moins de trente jours, ils seront assis sur les chaises curules des législateurs parthénopéens, ce qui prou-

[1] Le 25 janvier 1821, M. de Metternich écrivait : « Nous avons terminé notre campagne ; la bataille diplomatique est gagnée, le bon sens a vaincu. Le principe est clairement et nettement posé, et, si le Ciel nous est propice, l'exécution sera aussi prompte qu'heureuse. Il n'y a pas de général qui puisse dire à la veille d'une bataille s'il la gagnera ; mais il faut qu'il constitue ses troupes, qu'il reconnaisse le terrain, qu'il pense à la retraite et enfin qu'il tombe sur l'ennemi. Quant à l'issue de la bataille, c'est la Providence seule qui en a le secret. Elle nous a refusé la faculté de prévoir l'avenir, mais c'est précisément pour cela qu'elle s'attend à nous voir consulter la raison et le sentiment du devoir, qui sont les dons les plus précieux qu'elle nous ait faits. A partir du moment où j'ai l'intime conviction d'avoir répondu à cette attente, je suis insensible à la peur ; je ne connais pas d'autre crainte que celle de m'être trompé au sujet de ce qui est juste et bon. » (*Mémoires*, t. IV, p. 452.)

vera que je sais ne pas hésiter. Mes ennemis doivent me trouver fort incommode pour eux... J'ai aujourd'hui le même sentiment que celui que j'éprouvais le 15 août 1813. C'est pourtant un grand poids que celui d'une armée qu'on a sur les épaules... »

Il compte les étapes de l'armée autrichienne s'avançant sur le Garigliano. Il a aussi l'œil sur ses alliés qu'il entraîne à sa suite, comme sur les libéraux de l'Europe, qui commencent à se déchaîner contre l'intervention. Il trouve le moyen de lire les brochures de M. Bignon, de M. de Pradt, qui lui arrivent de Paris, et même de se moquer des pronostics retentissants du général Foy, annonçant dans la Chambre française que « les Autrichiens ne sortiraient pas des Abruzzes s'ils réussissaient à y entrer ». Il se flatte de trouver des chemins plus faciles; à vrai dire, il craint plutôt que les « rebelles » ne se dérobent et ne refusent la bataille. Il est persuadé qu'au premier choc tout cela « s'en ira en fumée, parce qu'en somme, ce n'est que de la fumée ». — « Si je compte bien, écrit-il peu après, notre entrée à Naples doit se faire demain. Ainsi c'en serait fait de cette révolution, une grande fantasmagorie a disparu de fait; en moins de huit jours, elle aura cessé d'exister!... »

Au moment même où il touche au succès, cependant, un contretemps imprévu vient le surprendre tout

à coup à Laybach. Le feu qu'on va éteindre à Naples se rallume dans le nord de l'Italie : le 10-12 mars 1821, une révolution militaire a éclaté à Alexandrie et à Turin, toujours sous le drapeau de la constitution espagnole! M. de Metternich ne se déconcerte pas; au messager qui vient lui porter la nouvelle, il répond : « C'est bien, je m'y attendais! » Il se rend aussitôt chez l'empereur François, chez l'empereur Alexandre; en quelques heures des ordres aussi décisifs que laconiques sont expédiés. Cent mille Autrichiens de plus vont descendre en Italie; ils seront suivis, s'il le faut, de quatre-vingt-dix mille Russes. « Sur quoi, ajoute d'un ton dégagé le chancelier autrichien, nous nous sommes séparés pour dîner comme à l'ordinaire... »

Il faut avouer que cette révolution piémontaise, œuvre de quelques jeunes gens au cœur généreux, les Santa-Rosa, les Collegno, les Lisio, patronnée en apparence par le prince qui doit être un jour le roi Charles-Albert, est du premier coup bien malade. Elle n'est pas faite pour résister longtemps aux forces déployées contre elle. Elle ne tarde pas à finir, comme à Naples, par des capitulations, par une restauration d'absolutisme, par la disgrâce du prince de Carignan.

Avant qu'un mois soit écoulé, dès le 6 avril, M. de Metternich écrit : « Dans l'espace de six semaines,

nous avons fini deux guerres et étouffé deux révolutions!... » Un mois plus tard, avant de partir de Laybach, il ajoute : « Je suis au moment de quitter cette belle et bonne ville. Elle a fait dans le monde bien du bruit, mais il passera comme passe tout bruit. Ce qui, toutefois, durera davantage, c'est le résultat. Nous avons fait de bonnes et grandes choses. » L'œuvre de Troppau et de Laybach était accomplie au delà des Alpes!

IX

Restait cependant une autre révolution, celle qui avait mis tout en branle, qui avait été comme le modèle des insurrections italiennes, — la révolution espagnole. Celle-ci avait été préservée dans sa première explosion par l'éloignement, par la difficulté qu'il y avait à la saisir; les affaires de Naples et du Piémont absorbaient d'ailleurs l'attention. C'était pourtant toujours la révolution avec ses menaces et ses contagions, une révolution qui tenait Ferdinand VII, le moins intéressant des rois, mais un roi, dans une sorte de captivité, qui, loin de s'apaiser, semblait se

perdre de plus en plus dans l'anarchie. On en revenait bientôt à l'idée d'en finir avec ce dernier foyer révolutionnaire. Les puissances qui, en se séparant en 1821, avaient pris rendez-vous pour l'année suivante, se retrouvaient effectivement à l'automne de 1822, et, par le fait, le congrès de Vérone n'était que la suite ou le couronnement des congrès de Troppau et de Laybach : c'était le troisième acte du drame! Les mêmes personnages souverains, avec leurs ministres, composaient cette réunion nouvelle, où la France se faisait représenter par MM. de Montmorency, M. de la Ferronays, M. de Caraman, ambassadeur à Vienne, et le plus brillant de tous, le plus impatient d'action, M. de Chateaubriand. La délibération avait le même objet, la lutte contre tout ce qui menaçait l'ordre conservateur en Europe.

Les affaires italiennes une fois réglées, la révolution espagnole devenait le principal ennemi, et comme l'intervention à Naples était sortie du congrès de Laybach, l'intervention en Espagne sortait du congrès de Vérone. Cette fois, c'était la France qui prenait le premier rôle, qui gardait son indépendance sans doute, qui recevait aussi un mandat de l'Europe, — qui, selon le mot d'un des ministres du temps, se trouvait dans l'alternative « d'aller combattre la révolution

au delà des Pyrénées ou d'aller la défendre sur le Rhin ». Tout avait été réglé ou prévu à Vérone, la guerre de la France avec l'Espagne, le cas où l'appui moral et même matériel des autres puissances pourrait être invoqué. De là cette expédition de 1823, que les cours de l'Europe faisaient précéder d'une démonstration diplomatique, que la France se chargeait d'exécuter, un peu par nécessité peut-être, un peu aussi par entraînement, par une secrète impatience d'essayer ses forces militaires et de retrouver un éclair de gloire.

Chose curieuse! M. de Metternich avait plus que tout autre contribué à décider l'action en Espagne; il se flattait même, selon l'habitude, d'avoir tout fait dans le congrès de Vérone, « le plus important, disait-il, qui ait été tenu depuis 1814 ». Il ne laissait pas cependant d'avoir de l'humeur, de la méfiance, quelquefois presque du mauvais vouloir à l'égard de la puissance chargée de l'intervention « pour la cause commune à l'alliance [1] ». Ce n'est pas qu'il désavouât ostensible-

[1] Il est certain que les difficultés ne manquaient pas à l'intervention française en Espagne, et M. de Metternich jugeait sévèrement tout ce que faisait le gouvernement français. « Les fausses mesures que Villèle a prises depuis le congrès de Vérone, écrivait-il, il les couronne aujourd'hui par les desseins qu'il a en tête. La mesure est comble, et il

ment le principe, qu'il cessât de s'intéresser à l'« opération salutaire et généreuse » entreprise par la France. A une insinuation de l'Angleterre essayant de le ramener à une certaine neutralité dans les affaires d'Espagne, il répondait : « L'idée de la neutralité dans cette lutte est incompatible avec notre système politique... L'Empereur ne saurait se déclarer neutre lorsqu'il s'agit de soutenir un principe sur lequel

ne fera que multiplier les fausses situations sans atteindre son but. Les Français, qui sont gens de beaucoup d'imagination, se figurent aujourd'hui qu'ils comprennent les révolutions parce qu'ils les ont traversées... *Il y a eu en France un seul homme qui s'entendait à dompter la révolution, et cet homme était Bonaparte. Le gouvernement du Roi avait hérité de lui, non pas la révolution, mais la contre-révolution toute faite, et il n'a pas su conserver cet héritage...* Vu les fautes que le gouvernement français a déjà commises en Espagne, personne ne peut garantir une solution favorable. Si les affaires tournent bien, et cette supposition est admissible, ce sera le bien qui étouffera le mal envers et contre tous, amis et ennemis... .

« La France ressemble aujourd'hui à un navire qui vogue en pleine mer, gouverné par des pilotes inexpérimentés. » (*Mémoires*, t. IV, p. 13.) — M. de Metternich était plus sévère encore pour M. de Chateaubriand, bien plus engagé que M. de Villèle dans l'affaire d'Espagne; quoi qu'il en soit, on peut remarquer dans le passage ci-dessus cette idée singulière que le tort de la Restauration, dans la pensée de M. de Metternich, était de ne pas continuer Napoléon. — C'était, non un légitimiste, mais avant tout un contre-révolutionnaire !

repose l'existence de son empire. » A son ambassadeur à Paris, il ne cessait de répéter : « La cause de la France est celle de l'Europe, tout comme la cause de l'Europe est celle de la France. » Dès que l'expédition était commencée, il écrivait de son ton léger : « On n'est occupé ici que de l'Espagne et de l'opéra italien. Si la guerre continue de marcher aussi bien que l'opéra, l'Europe est sauvée... — Vienne est sur les bords de l'Èbre. Les progrès des opérations de l'armée française font ici la même impression que si c'étaient des victoires de l'armée autrichienne. »

Il parlait ainsi; mais, en même temps, il mêlait à sa politique toute sorte de petites duplicités et de manèges insidieux. Il imaginait même un instant d'embarrasser le gouvernement français en lui suscitant un rival, en encourageant et patronnant le roi de Naples dans ses prétentions à je ne sais quel rôle de médiateur de famille en Espagne, au nom de la légitimité et des droits dynastiques. Il se défiait de la France, il la soupçonnait de porter dans cette affaire espagnole des calculs secrets d'ambition ou un sentiment de gloriole militaire ou peut-être même des faiblesses libérales, et il aurait voulu la tenir en tutelle par une conférence européenne qui serait restée réunie à Paris, pendant la durée de l'intervention.

Au fond, il était de ceux qui ne sont jamais satisfaits que de ce qu'ils font eux-mêmes, et sans aller jusqu'à contrarier ouvertement la campagne française, il ne s'interdisait pas les propos légers, malicieux, sur les ministres du roi Louis XVIII, — sur les temporisations équivoques de M. de Villèle aussi bien que sur la diplomatie chevaleresque et entreprenante de M. de Chateaubriand [1]. Il en était quitte,

[1] Par le fait, pendant la Restauration, M. de Metternich ne venait en France qu'une fois, au mois de mars 1825, et c'était pour recueillir le dernier soupir de sa femme, Éléonore de Kaunitz, première princesse de Metternich, qui était venue à Paris essayer de se guérir d'une maladie irrémédiable. Le chancelier ressentait une vive douleur de cette perte; il passait alors cinq ou six semaines à Paris. Malgré son chagrin, les premiers jours de deuil passés, il devait nécessairement voir beaucoup de monde et était très entouré, très recherché surtout par le monde officiel. On était alors à la première année du règne de Charles X, en plein ministère Villèle. Quoiqu'il témoignât de la considération pour M. de Villèle, en qui il voyait « le seul homme » du moment, il se montrait assez dédaigneux dans ses impressions, dans ce qu'il écrivait à Vienne : « Mes rapports avec le ministère et avec le Roi, écrivait-il un jour, n'ont certainement jamais eu de précédent... Les gens me regardent comme une espèce de lanterne dont ils s'approchent pour s'éclairer dans une nuit plus ou moins sombre. Je ne puis dépeindre autrement ce que je constate tous les jours; Villèle et Damas ne font qu'aller et venir chez moi pour m'adresser des questions auxquelles, Dieu le sait! il n'est pas difficile de répondre. Quand je me prononce, ils trouvent magnifique

il est vrai, le succès de l'entreprise une fois décidé et assuré, pour s'en donner un peu l'honneur, pour s'attribuer le mérite de « l'heureux résultat de l'expédition d'Espagne... » de cette « troisième révolution réduite en poussière et en cendre depuis deux ans par une impulsion venue du dehors... »

Le chancelier d'Autriche avait bien, après tout, le droit de considérer comme son œuvre cette campagne nouvelle qu'il avait pour le moins inspirée s'il n'avait pas pu la diriger, ce troisième acte du drame noué

ce que je leur dis à propos d'affaires sur lesquelles je ne pourrais m'exprimer autrement sans rougir de moi-même. »

En général, M. de Metternich est passablement léger et frivole dans ses jugements sur les hommes. Il trouve, par exemple, M. de Bonald « un homme pratique », quoiqu'il soit, « sur bien des matières, d'une ignorance profonde comme on ne la trouve qu'en France ». Il est séduit par M. Franchet. Au fond, M. de Metternich avait horreur de tout ce qui était plus ou moins libéral, et il n'avait de bonnes impressions que sur les *ultras*. « Ce qu'il y a de plus intéressant pour moi, écrivait-il, ce sont les rapports étroits qui se sont établis entre le parti *pur* et moi. Cette union aura d'heureuses conséquences. Les hommes qui sont à la tête de ce parti se pressent autour de moi, pleins de confiance... Qu'il vous suffise pour le moment de pouvoir être certain qu'ici même, au centre de tout le mal, s'est formé un centre de vrai bien qui s'étend et se fortifie dans un sens vraiment pratique... » Il y a bien paru à la manière dont ces *purs* ont conduit les affaires de la Restauration ! Sur tout cela, on peut voir le tome IV des *Mémoires*, p. 130-175.

à Troppau. Il avait habilement manœuvré, il avait été l'âme des congrès. De cette « Sainte-Alliance » qui n'avait été à l'origine qu'une vision chimérique, un rêve de religiosité mystique et vague dans l'esprit de l'empereur Alexandre, il avait fait une réalité, tenant dans ses mains, depuis Carlsbad, tous les fils de ce réseau de contre-révolution tendu sur l'Allemagne, puis jusqu'à Naples et jusqu'à Madrid.

C'était bien son ouvrage : il s'en flattait, tout en mêlant à l'infatuation de ses succès une légère affectation de supériorité ironique et dédaigneuse. « C'est une terrible chose que de voyager dans ma position, écrit-il vers ce temps-là à ses familiers. Je suis saturé d'ennui comme un souverain, grâce aux cours qui me fêtent à mon passage; en même temps, je suis obsédé comme un devin, car tout le monde me demande conseil. Depuis que j'ai été assez heureux pour faire disparaître les *carbonari,* on s'imagine que je n'ai qu'à me montrer pour détruire tout ce qui gêne l'un ou l'autre. Aujourd'hui, tous les gouvernements sont malades, et ils le sont tous par leurs propres fautes. Depuis mes conférences allemandes, ils me regardent comme le législateur suprême de l'Allemagne, et, depuis 1821, comme l'exterminateur des révolutionnaires. Chacun me prie de lui tuer les siens

ou, du moins, de lui communiquer ma recette... »

La recette résidait tout simplement dans l'adroite souplesse d'un esprit avisé, suivant une idée fixe à travers les mobilités des choses et des hommes, sachant se servir de tout, des armes que lui donnaient des révolutions mal conçues, aussi bien que de la peur des gouvernements, et finissant par laisser tout le monde persuadé qu'en lui revivaient et se perpétuaient les traditions de 1815, — qu'il restait le seul politique de sang-froid dans le trouble universel.

X

C'est alors, en effet, que M. de Metternich devient décidément et pour longtemps un personnage européen, dont la figure se dégage et s'accentue par degrés à travers les événements. Personnage d'une originalité singulière, à la fois absolu par ses idées et rompu à toutes les roueries pratiques, sachant déguiser sous des théories souvent assez pédantesques une politique d'expédients heureux, mêlant la solennité des principes aux subterfuges de l'intrigue et à la légèreté

mondaine; personnage en même temps écouté et recherché, flatté par les uns pour ses succès, redouté par les autres pour son habileté. Il avait su enchaîner à son char le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III, qui voyait en lui son directeur de conscience, et, par la complicité prussienne, il tenait pour le moment l'Allemagne[1]. Il avait eu plus de peine à avoir raison de l'empereur Alexandre; il avait fini cependant par ressaisir, au moins en partie, sur quelques points, cet esprit mobile si prompt à échapper. Le roi d'Angleterre, dans un voyage en Hanovre, lui avait fait témoigner le désir de le voir, et, dès sa première visite, il pouvait écrire : « L'accueil que m'a fait le Roi est celui d'un *cher ami*. Je ne me souviens pas

[1] La Prusse était, à cette époque, tellement engagée dans la politique de Carlsbad et de M. de Metternich, qu'elle ne craignait pas, même quelques années après, de prendre la responsabilité d'un des actes de répression ou d'arbitraire les plus curieux de l'histoire. On n'a pas oublié que Victor Cousin, voyageant vers la fin de 1824 en Allemagne, fut arrêté et conduit sous bonne escorte à Berlin, où il fut retenu prisonnier pendant plusieurs mois, sous le prétexte le plus vain de jacobinisme ou d'espionnage. Il dut sa délivrance particulièrement à l'intervention de Hegel, alors professeur à Berlin. Si M. de Metternich avait inventé ou inauguré la politique de persécution contre tout ce qui était libéral, la Prusse, il faut l'avouer, la perfectionnait. L'arrestation d'un homme comme Victor Cousin est restée un des mémorables exploits de la police prussienne.

d'avoir été embrassé avec une pareille tendresse, et de ma vie je n'ai été dans le cas de m'entendre dire autant de jolies choses... » De Paris on faisait appel à sa médiation entre les amis de Monsieur, du comte d'Artois et les royalistes amis du duc de Richelieu [1].

[1] On sait la lutte intime qui exista longtemps entre Monsieur, comte d'Artois, représentant du parti ultra-royaliste, et le roi Louis XVIII, rattaché au système plus ou moins libéral de ses divers ministères avant 1820. Au temps du premier ministère Richelieu, à la veille du congrès d'Aix-la-Chapelle, M. de Metternich avait été invoqué comme médiateur, et il avait dû même se rendre à Paris sur l'appel de Monsieur aussi bien que du duc de Richelieu. Dans une note soumise à l'empereur François, au mois d'août 1818, M. de Metternich avait écrit : « Il y a la chance d'amener un rapprochement entre Monsieur et le gouvernement, car, ainsi que j'ai eu l'honneur d'en informer Votre Majesté, j'ai été invité par les deux parties à m'interposer dans ce but. En ce moment même, l'affaire est poussée le plus vigoureusement possible. J'ai envoyé le marquis de Caraman de Carlsbad à Paris, avec les instructions nécessaires, et d'ici à huit jours, je renverrai à Monsieur un individu qui m'avait été expédié par lui. Si la chose réussit, ce sera une des garanties les plus solides pour l'avenir ; de même, si cette incroyable désunion se perpétue, les plus tristes éventualités peuvent se produire. » Cette médiation n'avait pas eu de suite en 1818, et M. de Metternich ne s'était pas rendu à Paris. Le rapprochement entre Monsieur et le Roi ne devait s'opérer que plus tard, plus ou moins sincèrement, après l'assassinat du duc de Berry, et cette fois sans l'intervention de M. de Metternich, qui en était resté aux préliminaires de sa médiation. (*Mémoires*, tome III, p. 141.)

Enfin, l'empereur François, esprit simple, peu brillant, peu actif, mais sensé, était le souverain le plus précieux pour un chancelier de cour et d'État, — il venait de recevoir définitivement ce titre, — qui savait se servir de son prince en le servant.

M. de Metternich avait la réalité de l'influence et du crédit; il en aimait aussi, quoi qu'il en dît, les apparences et ce qu'on peut appeler la représentation. Partout où il allait, partout où il s'arrêtait, dans ses voyages ou dans ses séjours à Tœplitz, à Carlsbad, à Gastein, ces éternelles hôtelleries de la diplomatie allemande, comme en Italie, il se voyait entouré de tous ceux qui avaient à lui demander un appui ou qui voulaient interroger le sphinx. Il se plaisait surtout, par intervalles, à se retrouver dans son beau domaine du Johannisberg, qui avait été autrefois la possession des évêques de Fulda, qui, sous l'Empire, avait appartenu, je crois, au maréchal Kellermann, et qu'il avait reçu en don de l'empereur François depuis 1816. Il voyait se succéder les visiteurs, ministres, diplomates en voyage, notabilités, princes et même souverains, dans le vieux château aux terrasses pittoresques, du haut desquelles on avait sous les yeux vingt lieues du cours du Rhin, huit ou dix villes, une centaine de villages, toute une contrée où chaque site avait sa

ruine, où chaque ruine avait son histoire. « Quelle vue! écrit-il un jour, quelle richesse de pays! que de beautés innombrables pour tout homme qui ne connaît pas le Rheingau!... Je suis ici non comme à la campagne, mais comme à un congrès. J'y ai eu hier le chancelier Hardenberg, le comte de Goltz, le comte de Buol, Wessemberg, Caraman, les comtes de Munster, Rechberg et Wintzingerode. J'ai avec moi Spiegel, Mercy, Langenau, Gentz... L'Empereur a été frappé de la vue du Johannisberg, et le prince de Danemark trouve qu'en Danemark et même en Norvège il n'y a pas de site plus riant... » Le châtelain, en recevant ses hôtes, ne cessait pas d'être aux affaires et d'assurer son influence par sa diplomatie subtile [1].

Il pouvait, certes, passer pour le personnage le

[1] Le Johannisberg a été pendant longtemps, tous les étés, un grand rendez-vous où le chancelier recevait nombre d'hôtes, princes, diplomates, voyageurs de tout genre. A l'époque de sa première visite, qui était une sorte de prise de possession, en 1818, il écrivait à sa femme, la première princesse de Metternich : « Je suis ici, ma chère Louise, depuis cinq heures du soir. Je suis arrivé assez à temps pour voir encore, du haut de mon balcon, vingt lieues du cours du Rhin, huit ou dix villes, une centaine de villages et des vignobles qui donneront cette année pour vingt millions de vin, coupés par des prairies et des champs qui valent des jardins, de beaux bois de chênes et une plaine immense

plus consulté de l'Europe. Il ne laissait pas d'être gonflé de ce rôle de « puissance morale » qu'il se décernait à lui-même dans l'intimité. A une importance réelle, M. de Metternich a toujours allié une vanité presque naïve et un peu puérile, qui a été un des traits distinctifs de son caractère. Il est resté persuadé jusqu'à son dernier jour que « l'erreur n'avait jamais approché de son esprit », qu'il avait eu tou-

couverte d'arbres qui ploient sous le poids d'excellents fruits. Voilà pour le dehors; quant au dedans, j'ai trouvé une grande et excellente habitation dans laquelle on peut faire un beau château, mais nous sommes encore loin de l'avoir tel... J'ai d'abord parcouru tout le château, les écuries, les établissements pour le vin. J'ai fait la connaissance du père Arndt, fameux administrateur du lieu et le premier des employés dans une administration de ce genre. Figurez-vous un vieil abbé d'une soixantaine d'années, vertueux par état et je crois par conviction, qui même n'a pas le premier et le plus commun des défauts des vieux moines; le brave homme a une telle horreur du vin que, depuis qu'il est au Johannisberg, il n'a pas bu une bouteille. Il est en même temps le premier des connaisseurs du canton, mais il déguste *par le nez*. Il lui suffit de flairer un verre de vin pour décider de sa qualité, de son cru et de l'année; il va jusqu'à distinguer les mélanges, et l'exemple d'une erreur n'est pas connue. Le ciel l'a fait pour ce métier-là faute d'être né chien d'arrêt... » M. de Metternich mêlait de la bonne humeur à son enthousiasme d'une première visite. Ces récits piquants ne sont pas rares dans ses lettres familières, car chez lui l'homme avait de l'esprit quand il ne posait pas pour la postérité! (*Mémoires*, t. III, p. 114.)

jours raison. Il se flattait d'être l'homme le plus apte à « faire ce qui est bien et juste, et surtout au moment utile, le seul où les grandes choses peuvent se faire ».

Le chancelier faisait volontiers la confession des fautes des autres, en ajoutant aussitôt pour son propre compte : « Mon âme ne conçoit rien d'étroit. Je suis toujours en deçà et au delà de ce qui occupe la plupart des hommes d'affaires ; je couvre un terrain infiniment plus grand qu'ils ne le voient ou ne le veulent voir... » Avec cette satisfaction de lui-même, il avait quelque dédain pour ceux de ses contemporains à qui il avait affaire ; il les trouvait assez médiocres, et, par un retour aussi singulier qu'imprévu, il ne pouvait se défendre quelquefois d'évoquer par la pensée les grandes choses auxquelles il avait été mêlé, même le prodigieux génie en face de qui il s'était si souvent rencontré [1]. On aurait

[1] Malgré lui, M. de Metternich ne pouvait détacher sa pensée de « l'homme le plus étonnant, disait-il, que j'aie jamais connu ». Un jour, écrivant pour un anniversaire de Leipzig et se rappelant ce qu'il appelait le « hurlement des batailles », il ajoutait : « L'armée autrichienne à elle seule a tiré à Leipzig environ soixante mille coups de canon ; or, si l'on songe que cette armée représentait le tiers des forces alliées, on peut affirmer que, ce jour-là, on a échangé de part et d'autre plus de trois cent mille boulets. Si l'on ajoute à cela douze à quinze millions de coups de fusil, et que l'on répartisse le tout sur un espace de dix heures, on peut se faire une idée du *bruit qu'a fait la chute d'un seul*

dit que ces souvenirs remplissaient encore son esprit. Il ne laissait pas passer les grands anniversaires sans un mot de commémoration qui n'avait rien d'offensant pour le glorieux vaincu. Il appelait Napoléon « l'homme du siècle... l'homme de Sainte-Hélène », le « grand exilé ». Il écrit même un jour de 15 août, en rappelant les scènes d'autrefois : « C'est aujourd'hui la fête du grand exilé; s'il était encore sur le trône, et s'il n'y avait que lui au monde, je serais très heureux... » Il dit un autre jour, en déplorant le « pitoyable train » du monde : « A entendre parler les gens, on croit marcher entouré de géants; à les suivre, on s'aperçoit bien vite qu'on ne tient que des fantômes. Le seul géant que le dix-huitième siècle ait produit n'est plus de ce monde. Tout ce qui s'agite aujourd'hui est d'une trempe misérable. Il est fort difficile de bien jouer avec de médiocres acteurs... »

Il est clair qu'après Napoléon, qu'il avait vaincu, dont le souvenir hantait toujours sa pensée en flattant son orgueil, le chancelier d'Autriche se considérait

homme. » Il disait aussi dans la même lettre : « J'ai passé avec Napoléon ou près de lui les plus belles années de mon existence... En voyant que toute la puissance de faire le bien et le mal était incorporée dans un seul homme, je ne pouvais plus étudier que lui, lui seul... » (*Mémoires*, t. III, p. 311-313.)

comme le seul vrai représentant de l'ordre nouveau de 1815, et, ainsi qu'il le disait, comme une puissance « qui laisserait sentir du vide le jour où elle disparaîtrait... » — « Et pourtant, daignait-il ajouter, elle disparaîtra !... » C'était bien heureux qu'il en convînt !

XI

L'ordre de 1815, pour M. de Metternich, c'était sans doute la paix intérieure des États par l'inviolabilité des droits traditionnels, par la solidarité des politiques conservatrices, par la haute police de la Sainte-Alliance sur tous les mouvements révolutionnaires; c'était aussi la paix extérieure entre les peuples par le respect des traités et des situations, par l'union des couronnes et des gouvernements dans la défense des conditions générales du système européen. Il n'avait qu'un principe invariable, qu'il réduisait à « la conservation de toute chose légalement existante et à l'heureuse union des premières puissances sur ce principe... » M. de Metternich a toujours été l'homme d'État de la paix par l'équilibre des forces et

des influences habilement contenues. Il avait réussi, au moins pour le moment, dans ses campagnes contre la révolution, à Carlsbad, à Troppau, à Laybach, jusqu'à Vérone. Il avait à se mesurer avec bien d'autres difficultés de l'ordre européen, et une des plus curieuses épreuves pour sa diplomatie est une question qui a singulièrement grandi depuis, qui en était encore alors à ses premières phases : je veux parler de la question d'Orient. C'est ici ce qu'on pourrait appeler une autre face de la politique du chancelier autrichien.

Cette question, qui a passé depuis un siècle par tant de métamorphoses, que M. de Metternich avait eu plus d'une fois l'occasion d'agiter dans ses conversations intimes avec Napoléon, elle avait survécu à 1815 comme une suite de la guerre que la Russie avait engagée contre la Porte, et dont elle s'était brusquement détournée en 1812 par la paix signée avec les Turcs à Bucharest. Telle qu'elle apparaissait d'abord, elle n'avait rien de menaçant; elle était destinée à s'aggraver bientôt. Elle se composait alors, comme elle s'est toujours composée, d'éléments assez complexes. Il y avait entre la Russie et la Porte une de ces querelles dont le cabinet de Saint-Pétersbourg s'est réservé de tout temps l'avantage en Orient, des

difficultés d'interprétation du traité de Bucharest, des contestations de frontières en Asie, des relations incertaines. La querelle traînait sans solution, sans aggravation, lorsque, tout à coup, aux premiers mois de 1821, éclatait l'insurrection grecque, qui commençait dans la Moldo-Valachie, sous le prince Ipsilanti, général-major au service russe, et qui, vaincue par les Turcs sur le Danube, ne tardait pas à s'étendre à l'Épire, à la Thessalie, jusqu'au Péloponèse, enflammant et ralliant tout le monde hellénique. De sorte que deux questions se mêlaient ou se rencontraient : la question, toute diplomatique encore, des rapports de la Russie et de la Porte, rapports subitement compliqués par la rentrée des Turcs dans les principautés du Danube, et cette insurrection grecque, qui semblait se lier aux mouvements révolutionnaires de l'Occident, qui devenait un danger de plus en ajoutant à l'imbroglio européen. C'est là le point de départ.

C'est le problème nouveau qui venait surprendre M. de Metternich en plein congrès de Laybach, en pleine action contre Naples et contre le Piémont. « Dans l'espace de six semaines, écrit-il, nous avons fini deux guerres et étouffé deux révolutions. Espérons que la troisième, celle qui a éclaté du côté de l'Orient, ne sera pas plus heureuse... » Au fond, le plus habile et

le plus avantageux des tacticiens de la politique ne s'y trompait pas. Il sentait qu'une crise de l'Orient, en réveillant les tentations de la Russie, pouvait ébranler la « grande alliance » de l'Occident, et que ce qui ébranlerait l'alliance de Laybach pouvait troubler toutes ses combinaisons, toutes les conditions de l'ordre conservateur en Europe. Mettre au-dessus de tout la cause de la paix, contenir la Russie dans ses velléités d'action orientale, presser la Porte de désintéresser le Tsar et d'enlever tout prétexte aux interventions par une prompte pacification des provinces insurgées, c'était là l'objet multiple de la diplomatie du chancelier d'Autriche pendant ces années.

Il ne désespérait pas d'abord de réussir. Aux premiers moments, c'est une remarque à faire, l'insurrection hellénique n'avait pas en Europe la popularité qu'elle allait bientôt conquérir, qui devait fasciner et entraîner les gouvernements eux-mêmes. M. de Metternich, le seul qui ne dût jamais changer, trouvait aisément des complices d'opinion et de politique parmi les puissances qui ne voyaient, comme lui, dans le soulèvement grec, qu'une révolution de plus, une atteinte périlleuse à l'intégrité, à l'indépendance de l'empire ottoman. Dans le voyage qu'il faisait vers cette époque à Hanovre, auprès du roi d'Angleterre, il se rencon-

trait avec lord Castlereagh, devenu lord Londonderry, et, du premier coup, il s'était entendu avec le chef de la diplomatie britannique sur les affaires d'Orient. Il n'avait aucun doute sur l'adhésion de Berlin; il croyait pouvoir entraîner la France.

La seule et vraie difficulté était toujours l'empereur Alexandre, le souverain à l'imagination chimérique, aux volontés insaisissables. Non pas que ce prince décevant parût disposé à saisir l'occasion ou témoignât de la sympathie pour les Grecs : il les désavouait avec une sorte d'horreur à Laybach. Il ne parlait que de la paix, de la soumission nécessaire des insurgés; il était tout entier à la politique de la Sainte-Alliance. Seulement, par une subtilité de ce singulier esprit, l'empereur Alexandre désavouait les Grecs comme révolutionnaires, il les soutenait comme orthodoxes, il entendait rester le protecteur de leurs droits et de leurs intérêts religieux. Il gardait de plus contre la Porte le grief de l'occupation récente des principautés par les Turcs, et il était entretenu dans ces sentiments, dans ces contradictions, par son conseiller le plus intime du moment, par M. Capo d'Istria, qui représentait encore auprès de lui l'hellénisme patient et insinuant.

M. Capo d'Istria s'intéressait fort peu aux combinaisons de la Sainte-Alliance, à la question napolitaine ou

à la question espagnole; il n'avait d'intérêt que pour les Grecs, et c'est vers l'Orient qu'il s'efforçait sans cesse de ramener l'esprit de l'empereur Alexandre, en le flattant dans ses faiblesses et dans ses rêves. M. de Metternich passait son temps à combattre le ministre, qu'il n'avait pas ruiné autant qu'il le croyait à Laybach, qui lui était le plus antipathique, et à essayer de retenir, de fixer le souverain russe dans les affaires d'Orient, comme il croyait avoir réussi à le fixer dans sa politique de contre-révolution en Europe.

C'est un manège perpétuel, voilé le plus souvent par les événements extérieurs, — curieux à suivre dans l'intimité. Tantôt M. de Metternich croit avoir définitivement ressaisi Alexandre, tantôt il le sent s'échapper, et il est obligé de reprendre son œuvre de patience avec ce prince, qu'il peint en artiste aussi complaisant pour lui-même que peu respectueux quelquefois pour son modèle. « J'ai, dit-il, le sentiment de me trouver au milieu d'une toile que je tisse comme mes amies les araignées... L'empereur Alexandre tient encore bon, mais il se trouve seul au milieu des siens. Les uns veulent le contraire de ce qu'il veut, les autres n'ont pas la force de rien vouloir. Pour ne pas faire fausse route, il faut séparer le Tsar de son entourage. Il veut ce que je veux moi-même,

mais son entourage veut le contraire. Dans cette situation morale, l'empereur Alexandre a pris la seule résolution qu'il fût possible de prendre : il a différé toute action réelle et s'est replié moralement sur moi. C'est par là que s'explique ma toile d'araignée. Des toiles de ce genre sont jolies à voir, tissées avec art, et résistent à de légères attaques, mais non pas à un coup de vent... » — Il y revient bientôt dans ses lettres familières ; il écrit un autre jour : « Après quelques mois perdus pour le repos du monde, l'empereur Alexandre se prend la tête à deux mains et vient se planter devant moi, en me priant de lui remettre de l'ordre dans ses pensées. Et c'est ce qui arrive encore aujourd'hui. Capo d'Istria est l'homme du monde qui s'entend le mieux à embrouiller une affaire. Or, l'affaire d'aujourd'hui est emmêlée à tel point que l'empereur Alexandre ne peut plus ni avancer ni reculer. J'ai prévu le cas, j'ai vu venir le jour où il me présenterait encore une fois sa tête à remettre en bon état. Il faut donc que je recommence le travail dont j'ai à me charger chaque fois que surgit une grosse question. » Il poursuit ainsi deux années durant, de 1821 à 1823.

A travers tout, cependant, un jour venait où l'empereur Alexandre, fatigué de se débattre dans ces

affaires orientales, semblait plus disposé à en finir, tout au moins à se prêter à une transaction dans l'intérêt de la paix, et où M. de Metternich pensait avoir trouvé, non pas une solution, mais le préliminaire d'une solution. Le chancelier d'Autriche, avec sa fertilité dans l'art des subterfuges, avait imaginé et fait accepter par le Tsar un expédient qui simplifiait la question en la divisant. On devait commencer, — c'est lui qui s'en chargeait, — par mettre fin au conflit diplomatique qui n'avait cessé d'exister entre la Russie et la Porte, qui pouvait à tout instant conduire à la guerre; puis, cette première difficulté une fois écartée, les cinq grandes puissances de l'Europe se réuniraient à Saint-Pétersbourg pour préparer la pacification de la Grèce, en respectant toujours les droits de souveraineté de la Porte sur les provinces insurgées. M. de Metternich croyait avoir trouvé le moyen de tout concilier, de préserver la paix par le rétablissement des rapports diplomatiques entre le Tsar et le Sultan, de maintenir l'intégrité de la grande alliance, d'isoler et de réduire à l'impuissance la révolution hellénique. C'était une victoire du moment ou, si l'on veut, une nouvelle manière de gagner du temps!

Malheureusement, en effet, dans ces complications

orientales qui commençaient à peine, qui semblaient n'être qu'un épisode lointain des affaires de l'Europe, tout échappait aux calculs. M. de Metternich lui-même en convenait, et avant peu tout allait changer de face en Orient comme dans l'Occident.

D'abord, l'insurrection grecque, qu'on croyait promise à une prochaine défaite, grandissait rapidement; elle grandissait par sa durée même dans les conditions les plus inégales, par la résistance indomptable qu'elle opposait aux Turcs, qui, ne sachant ni la vaincre ni l'apaiser, ne réussissaient qu'à fatiguer la diplomatie par leur impuissance et à exaspérer la lutte par leurs cruautés. Le bruit des premiers succès des Grecs, les noms de Colocotroni, de Canaris retentissaient en Europe, et cette insurrection, naguère encore traitée en ennemie par les gouvernements, accueillie avec hésitation par l'opinion, excitait maintenant les sympathies les plus ardentes. L'héroïsme des Hellènes, les massacres accomplis par les Turcs, la poésie des souvenirs et des traditions antiques, tout servait à émouvoir les imaginations, à populariser la cause et à faire de l'Occident le complice de cette révolution orientale. Le philhellénisme devenait une passion, même une mode.

Ce n'est pas tout : tandis que l'insurrection grecque

grandissait par elle-même, d'autres événements se succédaient en Europe et modifiaient sensiblement les alliances, la politique des cours. Dès 1822, lord Londonderry avait disparu de la scène par une mort volontaire, et il avait pour successeur comme chef de la diplomatie britannique le brillant et éloquent Canning, celui que M. de Metternich appelle un « météore malfaisant », et dont il dit : « Un homme s'est élancé en Angleterre au timon des affaires ; il a visé à asseoir son pouvoir sur le culte des préjugés populaires dans son pays... » Canning portait dans les affaires extérieures de l'Angleterre son imagination ardente, un libéralisme à demi émancipé de la Sainte-Alliance, avec l'esprit de rivalité de sa nation. Sans aller jusqu'à une rupture avec la France, à l'occasion de la guerre d'Espagne, il lui opposait une neutralité hostile, encourageante pour les constitutionnels de Cadix et de Madrid. Il se hâtait de profiter de la circonstance pour reconnaître l'indépendance des colonies espagnoles de l'Amérique, de même qu'il témoignait ses sympathies à la Grèce, pour laquelle Byron allait mourir.

C'était ce que M. de Metternich appelait la politique « aventureuse » de l'Angleterre. En France, royalistes et libéraux, à peine délivrés de la guerre d'Espagne, s'agitaient pour les Grecs et pressaient le gou-

vernement, dont le chef, M. de Villèle, au dire du duc de Broglie, répondait de son « ton nasillard » à ceux qui lui parlaient d'Athènes : « Quel intérêt pouvez-vous prendre à cette localité? »

La France prenait intérêt au Parthénon aussi bien qu'aux défenseurs de Missolonghi, et elle se montrait déjà prête à toutes les interventions; mais c'est surtout en Russie que survenait au cours de ces années un changement décisif, un vrai coup de théâtre, par la mort de l'empereur Alexandre, qui disparaissait subitement, mystérieusement à Taganrog, le 1er décembre 1825, et à qui M. de Metternich, en enregistrant le « foudroyant événement », consacre cette singulière oraison funèbre : « Alexandre était malheureusement l'enfant de l'époque; marchant de culte en culte et de religion en religion, il a tout remué et n'a rien bâti. Tout en lui était superficiel, rien n'allait au delà... » L'empereur Alexandre, ressaisi, dans les deux dernières années de sa vie, par les agitations d'un esprit assombri, que M. de Metternich appelle des « remords », et par les influences de la Sainte-Alliance, disparaissait sans avoir rien résolu ni rien tenté en Orient[1]. Que ferait maintenant son successeur l'em-

[1] Peu après, M. de Metternich écrivait à un de ses confi-

pereur Nicolas, qui montait au trône dans les circonstances les plus dramatiques, après une courte et émouvante indécision de règne entre lui et le grand-duc Constantin, — au milieu des péripéties d'une sédition militaire d'où il ne sortait victorieux que par une inébranlable fermeté?

On ne le savait pas d'abord; le nouveau souverain ne le savait peut-être pas lui-même. Il ne se livrait pas du moins; il se montrait autant qu'Alexandre religieusement attaché aux principes conservateurs « de la Sainte-Alliance », et, comme son frère, il désavouait toute pensée de guerre, toute ambition de conquête; mais il ne tardait pas à se dévoiler. L'empereur Nicolas, bien plus jeune et moins chimérique

dents : « ...La situation véritable du pauvre empereur Alexandre était difficile à connaître. Lui-même ne la connaissait pas, car ceux qui mènent les choses jusqu'à un point de dissolution ne voient plus clair. J'ai été le confident de plus d'une pensée secrète de l'Empereur; j'en ai deviné bien plus encore. J'ai été témoin de ses craintes et souvent même appelé à être le juge de ses remords; mais la connaissance exacte du terrain de la Russie m'ayant manqué, je n'ai pas moi-même tout prévu. Je connaissais l'existence d'un grand mal, sans pouvoir en fixer les limites. Ce que j'ai pu constater jusqu'à une entière évidence pour moi, c'est le fait qu'Alexandre n'avait plus, dans les derniers temps, qu'une seule affaire qui le préoccupât, et c'était de se sauver, lui et son pays, d'une perte qu'il croyait assurée... » (*Mémoires*, t. IV, p. 278-279.)

qu'Alexandre, portait aux affaires le sentiment altier de son autocratie, l'orgueil de sa force, l'antipathie dédaigneuse du Russe contre le Turc, et une certaine impatience d'action, ne fût-ce que pour secouer les pénibles souvenirs des scènes qui avaient accompagné son avènement. — De cet ensemble de choses, changement de règne en Russie, révolutions d'opinion dans d'autres pays, progrès de l'insurrection grecque, que résultait-il? Les événements se précipitaient.

C'était tout au moins le commencement d'une situation nouvelle, d'une sorte de drame diplomatique et militaire qui débutait par un acte assez inoffensif pour arriver bientôt à la guerre de 1828. — Premier acte : le duc de Wellington, envoyé à Saint-Pétersbourg, signe, le 4 avril 1826, avec la Russie, un protocole qui trace un programme de pacification de la Grèce laissée sous la suzeraineté du Sultan. — Deuxième acte : le protocole du 4 avril, qui est resté d'abord limité entre l'Angleterre et la Russie, qui a échoué devant la force d'inertie de la Porte et en partie par l'opposition de l'Autriche, devient bientôt, par l'accession de la France, la triple alliance du 6 juillet 1827. Ici se dessine une véritable médiation, à l'appui de laquelle les trois puissances doivent envoyer leurs vaisseaux dans l'Archipel, et, comme il arrive sou-

vent, de la présence des forces navales naît l'imprévu.

L'imprévu, c'est le combat du 20 octobre 1827 à Navarin, la destruction de la flotte turque par les escadres alliées en pleine paix, — ce qui s'appelle une glorieuse victoire à Pétersbourg et à Paris, un « malencontreux événement » à Londres, une « catastrophe » et un « attentat » à Vienne. C'est le troisième acte. — En réalité, Navarin n'est que le préliminaire de l'action décisive et fraye le chemin à la Russie, qui entre plus directement en scène. Tandis que la France entreprend sa chevaleresque expédition de Morée, la Russie, elle, ouvre la vraie guerre contre la Porte, guerre qui est d'abord peu brillante en 1828, qui se relève dans la seconde campagne de 1829, pour se dénouer par une paix utile au Tsar et par l'émancipation définitive de la Grèce. Je ne fais que résumer cette action sans cesse entrecoupée où se croisent les ambitions, les intrigues, les faux calculs et même les chimères.

XII

L'originalité de M. de Metternich est de rester seul avec sa politique dans cette mêlée orientale de quelques

années, d'opposer à tous les entraînements et à toutes les contradictions une invariable fixité d'idées. Dans cet étrange drame où tout s'enchaîne, la Russie, au fond, veut la guerre, non pas précisément pour détruire l'empire ottoman, mais pour arriver à l'asservir et à le dominer; l'Angleterre de Canning suit la Russie, en croyant la conduire ou en se flattant de la contenir; la France se laisse aller à ses ardeurs chevaleresques, et quelques-uns de ses hommes d'État croient voir déjà dans l'alliance russe la chance de quelque dédommagement glorieux en Europe.

Le chancelier d'Autriche seul, il faut l'avouer, représente l'équilibre et la paix. Jusqu'en 1825, par sa dextérité et son ascendant de diplomate heureux dans les congrès, il a réussi à peu près à détourner la crise; à partir de la mort de l'empereur Alexandre, il sent que les événements lui échappent, que la « grande alliance », à laquelle il reste toujours attaché, va se perdre dans les affaires d'Orient, et, dès lors, il n'est plus occupé qu'à s'affermir sur son terrain, à le disputer pied à pied, à s'y retrancher, à défendre contre tout le monde ce qu'il appelle le droit et le bon sens. Il refuse de s'associer au protocole du 4 avril 1826 entre l'Angleterre et la Russie; il refuse bien plus encore d'entrer dans la triple alliance du 6 juillet 1827,

qui est une étape de plus dans les complications. Il se révolte contre l' « épouvantable catastrophe » de Navarin, qui inaugure l'exécution.

A chaque progrès de la politique nouvelle, il oppose une protestation en accentuant ses dissidences. Ce n'est pas qu'il ait aucune illusion sur ceux qu'il paraît protéger, les Turcs : il n'a pas plus d'illusion sur les Turcs que sur les Grecs; il ajoutera tout au plus que, barbares pour barbares, il préfère encore les chrétiens aux musulmans; mais ce qu'il soutient à Constantinople, c'est la souveraineté légale d'une puissance menacée dans ses droits. Ce qu'il combat dans la Grèce insurgée, c'est la révolution; ce qu'il voit dans la politique d'intervention entre les insurgés et le souverain, c'est la déviation des principes conservateurs, c'est l'esprit d'aventure et de subversion qui se déchaîne. Il résiste au mouvement, il s'en tient à sa politique, « la seule droite et positive », selon lui. « Je prétends n'avoir qu'un mérite, dit-il au moment où tout va s'engager, c'est de savoir ce que nous voulons. A Saint-Pétersbourg, on voudrait bien faire ce qu'on ne peut pas; à Londres, on serait tenté de vouloir ce que la volonté seule ne suffit pas à réaliser, et à Paris, on ne sait pas bien ce qu'on veut. Voilà le tableau exact de la situation. Cela n'est pas flatteur

pour les contemporains, et ce n'est pas une position bien enviable pour moi, malgré toute la beauté du rôle que je prends. »

Le rôle que M. de Metternich a pris dès la première heure, il le garde à travers tout, manœuvrant avec une singulière souplesse entre Constantinople, Saint-Pétersbourg, Londres et Paris, variant son langage et sa diplomatie selon la marche des choses, selon les gouvernements à qui il a affaire. A Londres, il ne cesse de batailler contre Canning, son grand antagoniste, en qui il ne voit qu'un dangereux novateur, un révolutionnaire, qu'il accuse d'avoir le premier, par ses fantaisies libérales, ouvert à la Russie la voie des interventions en Orient. Entre le chef de la diplomatie autrichienne et le chef de la diplomatie anglaise, c'est une sorte de duel, qui n'est interrompu que par la mort soudaine du brillant ministre du roi Georges IV, au mois d'août 1827, à la veille de Navarin, lorsque la politique de l'Angleterre est déjà trop engagée pour se modifier du jour au lendemain [1]. Avec la France,

[1] La mort soudaine de Canning, en 1827, frappait singulièrement et, s'il faut le dire, soulageait quelque peu M. de Metternich, qui, au reçu de cette nouvelle, arrivée à Vienne « avec une étonnante célérité », écrivait au prince Esterhazy, son ambassadeur à Londres : « M. Canning a parcouru sa carrière comme un météore. Il s'est élevé avec rapidité

le chancelier d'Autriche emploie volontiers la séduction. Il profite de toutes les occasions, d'un voyage qu'il fait à Paris, d'une visite qu'il reçoit peu après de M. de la Ferronays à Tœplitz, pour essayer d'éclairer et de gagner à sa cause les ministres français, pour faire l'éducation de M. de Villèle, de M. de Damas, le modeste et terne successeur de Chateaubriand [1]. Il ne tarde pas à s'apercevoir que, soit fai-

pour s'éteindre en un instant, et vos derniers rapports renferment déjà des preuves que, comme il arrive pour les météores, à la nature desquels il a participé, une nuit profonde succède à sa disparition. Sa vie publique appartient désormais à l'histoire; ce qu'elle nous offre en fait de conséquences immédiates et de suites indirectes de ses actions, est de notre domaine, et le champ en est tellement vaste, que ce n'est qu'au fur et à mesure qu'il pourra être exploité... à la suite de l'héritage, tout de désordre, que M. Canning a laissé à ses collègues et à sa patrie, les calculs faits à distance deviennent impossibles... » (*Mémoires*, t. IV, p. 381.)

[1] Au moment où la Russie allait engager contre la Turquie la guerre de 1827-1828, M. de Metternich, qui blâmait cette guerre, qui aurait tant voulu l'empêcher, était singulièrement préoccupé, et de l'entreprise russe, et de la politique des autres puissances alliées du Tsar. M. de la Ferronays, qui revenait de Saint-Pétersbourg au mois de septembre 1827, s'était arrêté à Tœplitz, et il était allé voir au château de Kœnigswart M. de Metternich, qui n'avait rien négligé pour le convertir à ses idées. « Hier, écrivait celui-ci, le comte de la Ferronays a quitté Tœplitz pour se rendre à Paris, en passant par Kœnigswart. J'espère m'être entendu avec lui assez complètement pour que son séjour

blesse ou crainte de l'opinion, soit condescendance inavouée et intéressée pour la Russie, le cabinet des Tuileries échappe à ses conseils. A Saint-Pétersbourg, il trouve devant lui un jeune empereur à l'esprit ambitieux, « coulant dans les formes, dit-il, caressant dans ses explications avec ses alliés, mais entier, actif dans la poursuite de ses vues, de ses intérêts

en France ne reste pas stérile. Le comte de la Ferronays appartient à cette classe de gens qui, malgré la netteté de leur esprit, se fourvoient par ignorance, mais qui, instruits par la réflexion, rentrent consciencieusement dans le droit chemin. Aujourd'hui, il voit le terrain russe tout à fait tel qu'il est, et j'ai été tout rassuré en constatant ainsi que, depuis longtemps, nous sommes dans le vrai. J'attribue toutes les fâcheuses complications qui ont surgi, à propos de la guerre d'Orient, à des machinations dont on a rendu complice le jeune et inexpérimenté souverain. Il met aussi bien des maux sur le compte de la cour de France, qui s'est conduite bien plus d'après les idées du comte Pozzo que d'après les rapports de l'ambassadeur qui la représentait à Saint-Pétersbourg. *Aujourd'hui*, toutefois, l'empereur Nicolas se voit si bien engagé, qu'il craint fort d'être entraîné à faire la guerre. Cela répond à l'attitude antérieure du Tsar telle que je me l'étais représentée moi-même. Dans cette triste situation, le comte de la Ferronays m'a proposé de transmettre à son cabinet un conseil venant de moi. J'ai saisi cette idée... » C'était une tentative pour ramener la France à une action toute diplomatique pour la pacification de l'Orient; mais le cabinet français était déjà trop engagé avec la Russie, et entraîné lui-même par la popularité de la cause grecque. Cette démarche n'eut aucun effet. (*Mémoires*, t. IV, p. 385.)

particuliers ». Il sent bien que le danger est là avec la puissance envahissante, il déploie toute son habileté auprès de l'empereur Nicolas, il met en mouvement ses ambassadeurs, l'empereur François lui-même, pour détourner une guerre qui peut jeter l'Europe dans un « dédale de maux », qui affecte surtout d'abord les intérêts de l'Autriche. M. de Metternich, dans ses négociations, ne va jamais jusqu'à un éclat, jusqu'à une menace de rupture; il ne cesse de faire appel à l'alliance.

Un instant vient cependant où, entre Vienne et Saint-Pétersbourg, les rapports semblent singulièrement tendus, où, devant la déclaration de guerre de l'empereur Nicolas, l'Autriche se retranche dans une neutralité ombrageuse et impatiente, suivant avec défiance la marche de l'ambition russe, attendant une occasion de rentrer en scène. M. de Metternich tient tête jusqu'au bout à la crise, et, dans cette lutte, il reste ce qu'il est, un homme qui a de l'habileté, de l'intrigue, le génie des expédients et une sorte d'antipathie instinctive pour ceux qu'il appelle des « romantiques », des hommes d'imagination et d'aventure : les Pozzo, les Capo d'Istria, les Stein, les Canning, les Chateaubriand. Ceux-là, il les « flaire », comme il le dit, et il les a en horreur. Il se caractérise lui-même

par ses antipathies bien plus que par ses sympathies, qui sont rares [1].

Épuiser les efforts pour détourner la guerre avant qu'elle soit déclarée, et, quand elle est déclarée, pour en hâter le dénouement, retenir autant que possible les fils des négociations près de se rompre, et, quand ils sont rompus, tâcher de les ressaisir et de les renouer, M. de Metternich mettait là tout son art, toute sa politique. Il n'avait pas réussi dans la première partie de son œuvre, puisqu'il n'avait pu empêcher la guerre, puisqu'il avait vu surtout se dissoudre dans cette affaire orientale de 1827-1829 l'alliance conservatrice qu'il avait eu tant de peine à former

[1] Au sujet de son goût ou de ses antipathies pour certains personnages politiques du temps, M. de Metternich écrivait à Gentz : « ...Il y a dans ma nature quelque chose qui me fait aller droit à certains hommes, comme la piste conduit le chien de chasse au gibier. A peine les ai-je flairés, qu'ils s'éloignent de moi, et, dès lors, il n'y a plus de rapprochement possible entre nous. Ces hommes sont plus ou moins des aventuriers, comme Pozzo, Capo d'Istria, Armfeldt, d'Antraigues, etc. Sans que je connaisse les gens de cette espèce, ma nature se soulève contre eux ; mais il y a encore une autre catégorie d'individus qui me sont aussi antipathiques : je veux parler des Chateaubriand, des Canning, des Haugwitz, des Stein, etc. Ils m'inspirent aussi un sentiment de répulsion, mais il est d'un autre genre. Je pourrais presque qualifier les individus de cette espèce dès la première visite... » (*Mémoires*, t. IV, p. 195.)

dans les congrès pour contenir l'esprit de subversion en Europe. C'était son plus vif grief contre la politique russe, qu'il persistait à déclarer « néfaste », et la paix d'Andrinople, — septembre 1829, — qui allait permettre une réconciliation ou un rapprochement entre Vienne et Saint-Pétersbourg, cette paix, qui consacrait la victoire de la Russie par l'abaissement de la Porte, par la création d'un nouvel État grec, ne rassurait qu'à demi le chancelier autrichien. « Le mal est fait, disait-il, les pertes sont irréparables; l'existence future de l'empire ottoman est devenue problématique... L'Europe va se trouver placée dans une situation analogue à celle d'individus sortant d'une grande débauche... »

Lorsque, quelques mois plus tard, M. de Metternich et M. de Nesselrode, également animés du désir de s'expliquer, se rencontraient à Carlsbad comme autrefois, le chancelier de l'empereur d'Autriche disait avec une familiarité grondeuse au chancelier de l'empereur Nicolas : « J'ai un reproche immense à vous faire... Comment! vous qui avez été le confident et l'appui de mes longues et utiles relations avec feu l'Empereur, avez-vous pu prêter le flanc à la faction qui avait, durant plusieurs années, travaillé en vain à rompre un lien sur lequel reposaient en grande

partie la paix de l'Europe et la tranquillité intérieure des États?... Le deuxième reproche que je vous fais, ce sont les encouragements que vous donnez aux ennemis de l'ordre, quels qu'ils soient, en vous écartant des principes politiques, qui sont les seuls justes. Cet état de choses ne saurait durer; vous et la Russie, vous en seriez les premières victimes... » Il avait sur le cœur cette guerre qu'il n'avait pas pu empêcher.

Les événements avaient trompé ses calculs; ils n'avaient pas diminué l'homme qui, avec ses fatuités, ses affectations et ses prétentions à l'infaillibilité, ne restait pas moins un des arbitres de l'Europe, un haut conseiller dans les affaires du monde. S'il ne menait pas tout comme il le croyait, s'il ne comprenait même pas tout, quoiqu'il se flattât de tout comprendre, il avait la dignité, le renom, les allures du premier des ministres dirigeants du temps. Il avait pour lui l'autorité de l'expérience, l'éclat d'une carrière qui se confondait avec les grandes crises du siècle, l'avantage de durer. Depuis qu'il était au pouvoir, il y avait déjà près de vingt ans, il avait vu passer bien des hommes dont il s'était trouvé l'adversaire ou l'allié.

Je ne parle plus de Napoléon, le grand éclipsé de Sainte-Hélène. M. de Metternich avait vu disparaître de la scène et l'empereur Alexandre, mort à Taganrog,

et M. Capo d'Istria, promis à une fin tragique en Grèce, et lord Castlereagh, puis Canning en Angleterre, et le duc de Richelieu, puis le roi Louis XVIII en France[1], et son ami le cardinal Consalvi, puis deux papes à Rome. Il avait vu passer, avec les hommes, des révolutions et des guerres. Il avait eu aussi, à travers les fluctuations de la politique, ses épreuves intimes; il avait vu la mort visiter son foyer et frapper les têtes les plus chères. Il en parle d'une façon touchante, avec sensibilité, mais en homme qui tra-

[1] Les oraisons funèbres que M. de Metternich consacre à ses contemporains sont parfois curieuses. A la nouvelle de la mort du roi Louis XVIII, il avait écrit : « Louis XVIII est mort, et tout est dit par là. Ce qui aurait été un grand événement il y a peu d'années est aujourd'hui un fait insignifiant. Le monde va mieux maintenant; aussi les rois peuvent-ils mourir en repos. Ce vieux roi était un maître faible; s'il avait été dans une condition privée, il aurait probablement partagé un plus grand nombre d'erreurs du temps. Charles X est tout autre; il a du cœur et de la droiture. Pour peu qu'il possédât plus de fermeté de caractère, il pourrait briller parmi les monarques ordinaires... Dans tous les cas, c'est un bonheur pour Charles X de n'avoir pas été à la place de Louis XVIII; il aurait péri sous la réaction de son retour en France... » (*Mémoires*, t. IV, p. 111.) — M. de Metternich ne voit pas qu'il se contredit un peu, car enfin, si Louis XVIII, ce « maître faible », n'avait pas péri, c'est qu'il avait su éviter cette réaction par laquelle Charles X se serait perdu du premier coup, au dire du chancelier d'Autriche.

verse, pour ainsi dire, la douleur sans s'y arrêter.

Un jour, vers 1829, sous le coup d'un de ces deuils de famille qui coïncidait justement avec les mécomptes de la guerre d'Orient, son fils aîné, qu'il allait bientôt perdre, essayait de le décider à se dégager momentanément du poids des affaires publiques[1]. Il se redressait sous le conseil affectueux et répondait en homme qui se croit nécessaire. « Ma nature, quelque tenace qu'elle soit, pourra s'affaiblir, disait-il, mais ma conscience au moins sera tranquille; j'aurai fait mon devoir comme le général qui meurt sur le champ de bataille. Cette bataille est importante; elle est du nombre de celles qui décident de l'avenir, non d'un seul empire, mais de l'ordre social tout entier. Ce n'est pas au moment où les armées sont en présence que j'aurais pu penser à céder ma place pour un seul

[1] Remarié en 1827, M. de Metternich venait de perdre sa seconde femme, Antoinette de Leykam, à la suite de couches, au mois de janvier 1829. Il en avait éprouvé sur le moment une vive douleur, et il écrivait à son fils aîné, qui allait lui-même mourir peu après : « La plus terrible catastrophe vient de fondre sur moi. Antoinette est morte ce matin à huit heures, le dixième jour après ses couches. Ce que Dieu a donné, il peut le reprendre, et l'homme doit baisser la tête. Ma confiance est en lui, et j'adore ses immuables décrets. Ma vie est finie, et ce qui m'en reste appartient à mes enfants. Cette idée me soutient et me donne le courage de vivre... » (*Mémoires*, t. IV, p. 536.)

instant... » M. de Metternich n'en avait fini, en effet, ni avec les révolutions en Europe, ni avec les crises de l'Orient. La bataille restait engagée, et c'est en se flattant toujours de la gagner qu'il devait définitivement la perdre, vaincu, avec la cause qu'il représentait, par une puissance dont la diplomatie n'avait pas le secret.

CHAPITRE V

M. de Metternich et la monarchie de Juillet. — La politique du chancelier en Europe et en Allemagne. — M. de Metternich et le roi Louis-Philippe. — La crise de 1840.

I

La société européenne, telle qu'elle apparaît de 1815 à 1830, telle que la comprennent les hommes chargés de la conduire, flotte sans cesse entre deux dangers également pressants : danger des guerres d'ambition et de conquête, qui peuvent remettre en doute l'équilibre politique si laborieusement édifié au congrès de Vienne; danger des révolutions, qui peuvent troubler l'ordre intérieur des États, l'équilibre social à peine restauré. Quinze années durant, M. de Metternich met son génie à aller de l'un à l'autre de ces dangers, réunissant des congrès, nouant des alliances contre les agitations des peuples ou s'efforçant de retenir l'ambition russe en Orient, régnant en

apparence par une diplomatie savante, renommé parmi les sages du siècle, et en réalité impuissant. Vainement, le chancelier d'Autriche s'était flatté de museler le monstre révolutionnaire par la politique qu'il avait fait triompher à Carlsbad, à Laybach et à Vérone, de rester le ministre de la haute conservation et de la paix en Europe. Il avait paru réussir d'abord en Allemagne, en Italie. Il n'avait pas tardé à sentir que tout lui échappait. Il avait vu l'Angleterre de Canning se séparer des cabinets absolutistes, la Russie de l'empereur Nicolas se détacher à son tour pour reprendre sa marche vers l'Orient, le péril libéral ou revolutionnaire renaître par l'affaiblissement et dans la confusion des alliances. Il voyait surtout la France redevenir par degrés le grand foyer suspect où pouvaient se rallumer les flammes incendiaires toujours prêtes à se répandre sur l'Europe.

A dire vrai, le chancelier autrichien restait dans un état d'esprit singulier vis-à-vis de la France rendue à la monarchie bourbonienne. En aimant la Restauration pour son principe, pour les garanties qu'elle pouvait offrir à l'ordre européen, il ne voyait bientôt en elle qu'un régime perverti dès sa naissance d'idées constitutionnelles, qui n'avait ni l'autorité des traditions héréditaires ni la force du gouvernement napoléo-

nien, qui se laissait aller à ce qu'il appelait un « doctrinarisme niais », et se livrait à l'ennemi commun, au libéralisme. Il était trop l'homme de l'ancien régime pour ne pas subir parfois la fascination d'une des plus vieilles royautés du monde, et dans un voyage qu'il faisait en 1825 à Paris, s'il recevait le cordon bleu, il ne laissait pas d'être flatté dans sa vanité; s'il dînait à la table du Roi, il ne manquait pas de noter que seul, à part lord Wellington et lord Moira, un ami de l'exil, il avait été admis à cet honneur [1]. Il ne jugeait pas moins les institutions sans illusion, les hommes avec une légèreté dédaigneuse, la nation française avec la sévé-

[1] A l'époque du voyage de 1825 à Paris, M. de Metternich avait écrit à l'Empereur : « Le Roi montre à mon égard un véritable abandon moral, et il s'exprime ouvertement sur cette attitude. A cela s'ajoutent des distinctions réelles qui, dans un pays où l'adulation s'allie si facilement à des tendances révolutionnaires, ne manquent pas de faire un effet considérable. C'est ainsi, par exemple, que le Roi m'a invité à dîner, distinction qui, depuis que la monarchie existe, n'a été, je crois, accordée qu'à deux simples particuliers : au duc de Wellington après la bataille de Waterloo, et à lord Moira, en sa qualité d'ami personnel du feu roi, dans l'exil. Le dîner s'est passé tout à fait en famille, c'est-à-dire que le Roi, le Dauphin, la Dauphine et la duchesse de Berry seuls y assistaient. Les royalistes élèvent ce fait jusqu'aux nues, et les révolutionnaires croient que c'en est fait maintenant de la liberté de la presse... » (*Mémoires*, t. V, p. 172.)

rité tranchante d'un oracle de l'absolutisme ; il mêlait dans ses jugements la clairvoyance et la frivolité. « Après dix ans, écrivait-il, je trouve que la situation a bien empiré... C'est aujourd'hui seulement que l'on sent le contre-coup de la Révolution. Elle a rompu tous les liens les plus intimes, et le funeste système qui a été introduit en France lors de la Restauration n'est pas fait pour rien rétablir de ce qui a été détruit. C'est ainsi que la société française s'use et se décompose dans la lutte des passions. »

Il voyait le drame des destinées de la Restauration, ce drame qui se résumait dans le duel de la royauté légitime et du libéralisme, se dérouler à travers deux règnes, de ministère en ministère, pour se resserrer enfin sous M. de Polignac, dont il souhaitait le succès sans oser y croire [1].

[1] Au fond, M. de Metternich était favorable à la politique de M. de Polignac et en désirait le succès. « M. de Polignac *ose* beaucoup, écrivait-il au prince Esterhazy ; il faut espérer qu'il réussira, mais qui pourrait en répondre? » Au moment où la lutte s'engageait à Paris par le coup d'État des ordonnances de juillet 1830, et était encore indécise, il écrivait encore ces mots, au moins singuliers : « ...Si la situation devait s'aggraver et amener des complications redoutables, le rapport du *cabinet entier*, tel qu'il se trouve dans le *Moniteur* du 26 juillet, n'en resterait pas moins un manifeste à jamais précieux... De telles vérités lancées dans le monde par un gouvernement qui les a si longtemps

Arrivé à cette extrémité, il pressentait un conflit prochain, il doutait de l'issue, — et plus il voyait l'orage se former du côté de la France, plus il sentait le besoin de se rattacher à la tradition de 1815, de renouer les alliances absolutistes avec la Prusse, dont il était toujours sûr, — avec la Russie, dont il avait été un instant séparé par la guerre orientale de 1828. C'était le secret de l'entrevue qu'il recherchait dans l'été de 1830, à Carlsbad, avec M. de Nesselrode, pour le conquérir à ses vues de politique commune à l'égard de la France menacée d'une révolution nouvelle.

Comment éclaterait la catastrophe française? M. de Metternich s'arrêtait devant la redoutable énigme. Il ne savait pas qu'au moment où il se rencontrait avec le chancelier russe, — le 27 juillet 1830, — la crise venait de se précipiter, que déjà avaient éclaté à Paris des événements qui justifiaient ses éternels pronostics de pessimisme transcendant, qui, en emportant la royauté des Bourbons, créaient pour la France, pour l'Europe, une situation toute nouvelle, un ordre tout nouveau.

reniées, sont un événement considérable. Il en résultera ce qui pourra!... » (*Mémoires*, t. V, p. 12.)

II

Ce qui se passait à Paris entre le 27 juillet et le 9 août 1830 ne ressemblait point, en effet, à un de ces accidents révolutionnaires dont on avait eu si facilement raison à Troppau, à Laybach et à Vérone. C'était bel et bien une révolution accomplie sur le plus grand des théâtres, provoquée par le coup d'État d'une royauté imprévoyante, précipitée par une insurrection populaire, condensée et resserrée au dernier moment dans une substitution de dynastie. Elle atteignait, cette nouvelle révolution de France, et l'ordre intérieur, fondé sur la légitimité monarchique, et l'ordre extérieur, européen, de 1815, dont la Restauration semblait inséparable. Elle avait la fortune d'être à la fois une menace pour tous les gouvernements d'ancien régime et un exemple pour les peuples dont elle enflammait les instincts libéraux. A peine accomplie effectivement, la révolution de Juillet retentissait en peu de temps de toutes parts : — à Bruxelles, où les Belges se séparaient du royaume des Pays-Bas; à Varsovie, où les Polonais levaient le drapeau de

l'indépendance contre la Russie; au delà des Alpes, où les duchés, les États pontificaux devenaient des foyers d'insurrection; en Allemagne même, où Francfort, Dresde voyaient éclater des mouvements populaires.

Où s'arrêterait la commotion qui menaçait de gagner le continent, qui, d'un instant à l'autre, pouvait être la guerre universelle? Tout dépendait, on le sentait bien, de ce que serait cette France nouvelle de 1830, de ce qu'elle allait faire pour déchaîner ou apaiser les orages. Dès les premiers moments, deux courants, deux politiques s'entre-choquaient à Paris.

Les uns, emportés par leurs passions et leur imprévoyance, ne tendaient à rien moins qu'à compromettre la révolution nouvelle dans toutes les aventures, à faire du régime de Juillet l'allié ou le complice, le protecteur armé de la sédition universelle. Ils mêlaient dans leurs opinions la haine des Bourbons, les ressentiments de 1815, le fanatisme de l'esprit de propagande et de conquête, le besoin et le goût du mouvement. Au fond, tout leur programme se réduisait à deux choses : l'anarchie à l'intérieur, la guerre au dehors! Les autres, sans désavouer une révolution qui était le couronnement de leur opposition de quinze ans, sans la diminuer dans son caractère libéral, sans

l'abaisser devant l'étranger, se préoccupaient aussitôt de la fixer et de l'organiser, de disputer le régime nouveau aux factions. Ils sentaient la nécessité de ne pas laisser se prolonger « l'état révolutionnaire après la victoire », de rassurer en même temps l'Europe, de prévenir les coalitions. A la politique des agitations indéfinies et de la guerre, ils opposaient la politique de l'ordre et de la paix. A côté du prince qui venait de ceindre la couronne et qui, plus que tout autre, sentait le péril, allait s'illustrer entre tous celui qui est resté la figure la plus originale et la plus saisissante de ces temps troublés, l'homme d'État de la résistance, le ministre héroïque qui fondait et sauvait la monarchie nouvelle en dévouant sa vie : Casimir Périer ! — C'est ce drame qui commence dès le lendemain de Juillet, qui se déroule d'année en année à travers d'incessantes péripéties, mettant en scène et en présence toutes les politiques, la France renouvelée et la vieille Europe absolutiste [1].

Au début, l'issue n'était rien moins que sûre. Tout restait provisoirement énigmatique dans cette crise de

[1] On retrouvera le récit animé de ces premières années dans un ouvrage abondant en documents nouveaux et librement écrit, l'*Histoire de la monarchie de Juillet*, par M. THUREAU-DANGIN.

Juillet, qui, aux yeux des gouvernements conservateurs, apparaissait comme une redoutable expérience de plus, comme une recrudescence de la Révolution française menaçant encore une fois tous les États.

Doyen des chancelleries, considéré et consulté comme le représentant d'un système de diplomatie, d'une tradition politique, appelé plus que tout autre à donner le ton à l'Europe, M. de Metternich ne laissait pas d'être embarrassé et troublé en retrouvant devant lui une vieille ennemie dont il se croyait l'antagoniste prédestiné. Cette ennemie, — la Révolution française, — il l'avait vue et combattue, à l'époque de sa jeunesse, dans ce qu'elle avait de plus violent, dans sa période orageuse d'expansion républicaine. Il avait eu l'occasion de la combattre encore dans ce qu'elle avait de plus puissant, de plus glorieux, sous l'empire de Napoléon, et il s'était flatté de l'avoir vaincue. Il l'avait revue atténuée, mitigée, déguisée, mais toujours vivante sous la Restauration. Il la retrouvait maintenant sous la forme et la figure d'un prince élu des barricades, d'une monarchie constitutionnelle sortie d'une convulsion populaire.

Pour lui, sous des figures différentes, c'était toujours la même ennemie, devenue avec les années de plus en plus dangereuse, — et de ce ton de Cassandre

qu'il prenait quelquefois, il écrivait, sous le coup de l'explosion de Juillet, à M. de Nesselrode, qu'il venait de rencontrer à Carlsbad : « Ma pensée la plus secrète est que la vieille Europe est au commencement de la fin. Décidé à périr avec elle, je saurai faire mon devoir. La nouvelle Europe, d'un autre côté, n'est pas à son commencement. Entre la fin et le commencement se trouvera un chaos... » C'était une boutade sibylline du chancelier de la Sainte-Alliance parlant au chancelier russe pour échauffer son zèle conservateur. Que ferait-il réellement? Comment allait-il se conduire avec l' « ordre de choses » de Juillet? Il avait l'occasion de préciser ses idées ou ses impressions, dès la fin d'août, dans des entretiens avec le général Belliard, envoyé de Paris à Vienne pour obtenir la reconnaissance du nouveau gouvernement, et aussi pour porter, avec la pensée secrète du Roi, les déclarations les plus pacifiques, l'assurance du respect des traités, des intentions les plus conservatrices.

Le chancelier d'Autriche ne déguisait pas sa mauvaise humeur devant l'envoyé du Palais-Royal. Il ne cachait pas qu'à Vienne on « abhorrait » ce qui venait de se passer en France, qu'on ne croyait ni à la force ni à la durée du régime issu « de la catastrophe de juillet ». Il se défendait cependant de toute hosti-

lité systématique, de toute arrière-pensée d'intervention dans les affaires intérieures de ce « grand et malheureux pays » de France. Il se montrait prêt à reconnaître le nouveau gouvernement pour ce qu'il était, comme « le moindre des maux », dans un péril d'anarchie universelle. Il acceptait ses protestations pacifiques et conservatrices pour ce qu'elles valaient, en le prévenant avec quelque solennité qu'au moindre empiètement, « au moindre écart », il rencontrerait devant lui l'Europe résolue à maintenir les traités, à repousser les provocations et les propagandes révolutionnaires. M. de Metternich, en reconnaissant le gouvernement de Juillet, se donnait le plaisir hautain de commencer par lui faire la leçon.

Se retrancher sur le terrain des traités où il se flattait toujours de rallier l'Europe, combattre toutes les propagandes, enchaîner, s'il le pouvait, la nouvelle monarchie de France par ses intérêts conservateurs comme par ses déclarations, c'était désormais toute sa diplomatie. Et cette politique, il la suivait, il allait la suivre pendant dix-huit ans, avec la souplesse d'un esprit avisé, accoutumé au jeu des grandes affaires, expert aux évolutions savantes et aux transactions utiles, tout prêt même, s'il le fallait, à nouer amitié ou à chercher son avantage avec le régime de Juillet,

sauf à lui répéter sans cesse du haut de son infaillibilité qu'il ne pouvait pas durer, qu'il mourrait fatalement comme il était né. Il ne se doutait pas, l'habile homme, qu'il n'était prophète qu'à demi, que cette monarchie libérale de France, avec laquelle il jouait quelquefois dangereusement, pourrait être emportée comme il le disait, mais que ce jour-là il serait emporté lui-même avec son système, avec sa politique, avec l'ordre européen, dont il se croyait toujours le gardien privilégié.

III

Il y a plusieurs périodes dans les rapports du chancelier de cour et d'État avec la monarchie de 1830, il y a plusieurs phases d'une même politique. La première est cette période orageuse, troublée, où se pressent et se succèdent tous ces incidents : — la révolution belge, l'insurrection de Pologne, les mouvements italiens, les agitations allemandes, — et où la guerre semble à tout instant près d'éclater. M. de Metternich ne s'y trompait pas. Il craignait tout : il craignait les incidents qui pouvaient déjouer tous les calculs ; il craignait encore plus les idées que la France de Juillet

représentait, surtout ce principe de non-intervention dont elle s'armait un peu au hasard pour la protection de la liberté des peuples, pour sa propre défense contre les politiques absolutistes. La difficulté était d'autant plus grande pour lui qu'il voyait partout l'Europe divisée ou indécise. D'un côté, la révolution de 1830 trouvait presque aussitôt un appui, une sorte de popularité à Londres. L'Angleterre, représentée d'abord par les tories avec le duc de Wellington et lord Aberdeen, puis bientôt par les whigs avec lord Grey et lord Palmerston, n'entendait sûrement pas favoriser les ambitions de la France et nous livrer les traités de 1815; elle cédait à un entraînement libéral et un peu aussi au ressentiment contre les Bourbons, dont le dernier acte avait été l'expédition d'Alger. Elle se laissait facilement persuader par le premier envoyé du roi Louis-Philippe, M. de Talleyrand, qui mettait son habileté et son orgueil à conquérir l'alliance anglaise pour le nouveau régime. L'Angleterre était peut-être une alliée peu sûre; elle était dans tous les cas une alliée utile pour un gouvernement naissant.

D'un autre côté, à ces premiers moments, le chancelier d'Autriche n'était pas aussi sûr qu'il le disait et qu'on le croyait à Paris de la Russie et de la Prusse. Il y avait sans doute l'alliance intime, spontanée, des

antipathies contre ce qui venait de se passer en France, il n'y avait pas une alliance précise. M. de Metternich, sous le coup de la révolution de Juillet, avait pu tout au plus signer avec M. de Nesselrode ce qu'il appelait le « chiffon de Carlsbad », une sorte de mémorandum sommaire et vague, qui restait par le fait dénué de sanction et d'efficacité[1]. On ne s'était entendu ni sur un système d'action, ni même sur une manière commune de reconnaître le nouveau gouvernement français. M. de Metternich s'en plaignait vivement dans le secret de ses correspondances : il se sentait isolé!

Réduit à ses propres ressources, entre la révolution victorieuse à Paris et des alliances détruites ou mal assurées, le chancelier procédait en tacticien habile à masquer son isolement, à maintenir sa position, s'engageant peu dans l'affaire belge ou dans l'affaire

[1] Le « chiffon de Carlsbad » était un petit papier contenant simplement une indication sommaire des vues échangées entre M. de Metternich et M. de Nesselrode, sous la première impression des nouvelles de la révolution de Paris. Il portait ceci : « Adopter pour base générale de notre conduite de ne point intervenir dans les démêlés intérieurs de la France, mais de ne point souffrir, d'un autre côté, que le gouvernement français porte atteinte, ni aux intérêts matériels de l'Europe, tels qu'ils sont établis et garantis par les transactions générales, ni à la paix intérieure des divers États qui la composent... » (*Mémoires*, t. V, p. 16.)

polonaise, concentrant ses efforts en Italie, où il se sentait menacé par les insurrections. Il n'avait pas tardé à démêler que la France de Juillet, même quand elle se livrait aux plus bruyantes démonstrations, même quand elle tentait le coup de main d'Ancône, avait le désir et la volonté sincère de la paix, que le nouveau roi surtout ne voulait pas la guerre : il ne la voulait pas non plus! C'était un premier point fixe dans le tourbillon des démêlés du jour. Le reste était l'affaire d'une diplomatie ingénieuse à passer à travers les complications, alliant la fermeté à la souplesse. Le chancelier, qui en avait vu bien d'autres depuis vingt-cinq ans, jouait un jeu serré.

Tantôt, quand tout s'aggravait en Italie, quand, à l'entrée des Autrichiens dans les Légations, la France répondait par le principe de non-intervention ou par une intervention contraire, il prenait un accent de résolution. Il déclarait qu'il ne reconnaîtrait jamais le principe meurtrier qu'on lui opposait, que si l'on prétendait l'intimider par des menaces, on se trompait. « L'Empereur, écrivait-il à son représentant à Paris, au comte Apponyi, ne consulte pas un sentiment pareil. Il ne veut pas la guerre, mais il l'acceptera, si les moyens de l'éviter sont épuisés. Ce que jamais il n'acceptera, c'est l'anarchie en Italie. Celle-ci pourra

s'y établir sur les ruines de la puissance autrichienne, jamais du plein gré de notre auguste maître. » Dans ses entretiens avec l'ambassadeur de France à Vienne, le maréchal Maison, qu'il avait facilement séduit, il ne cessait de répéter que, « péril pour péril, il préférait un champ de bataille à une révolution ». — « Si l'intervention de l'Autriche en Italie doit amener la guerre, disait-il d'un ton de défi, eh bien, vienne la guerre. Nous aimons mieux en courir les chances que d'être exposés à périr au milieu des émeutes. »

Tantôt, dès qu'il avait vu surtout Casimir Périer s'élancer au pouvoir avec le feu d'un athlète résolu à combattre la révolution, M. de Metternich modérait son ton[1]. Il sentait le prix d'un tel homme et la force

[1] A l'avènement de Casimir Périer, M. de Metternich commençait à se rassurer, en effet. Il écrivait à M. Apponyi : « Avec la parfaite connaissance que vous avez de nos vues et des vœux que nous formons, vous ne serez point surpris de la satisfaction que nous fait éprouver la recomposition du ministère français. Il est chargé d'une lourde tâche, mais les vœux de tous les hommes de bien doivent lui être acquis. Les puissances trouveront facilement moyen de s'entendre avec un cabinet dont la pensée est définie... Le vœu, je dirai même le sentiment de la nécessité de la paix, est unanimement partagé par les gouvernements, et cependant rien ne ressemble moins à la paix que la position dans laquelle les choses sont placées. Il faudra absolument sortir d'une gêne pareille. Nous tendons à cet effet, et dans un

de sa politique. Il ménageait le gouvernement français; il le stimulait aussi, employant tour à tour les caresses ou l'aiguillon, s'étudiant au besoin à inquiéter le sentiment dynastique du roi Louis-Philippe. Il lui montrait le bonapartisme partout, — faisant cause commune avec les révolutionnaires italiens, briguant le trône de Belgique par la candidature du duc de Leuchtenberg. Il insinuait adroitement qu'on « devrait lui savoir gré de sa conduite correcte à l'égard de Napoléon II » ; que s'il plaisait au roi des Français de « jouer le rôle de conquérant ou de chef de la propagande révolutionnaire », l'Autriche pourrait se défendre. « Attaqués dans nos derniers retranchements, disait-il, nous ne sommes pas assez *anges* pour ne pas faire feu de toutes nos batteries. » Et peu après, au moment où s'éteignait celui qu'il appelait Napoléon II, le duc de Reichstadt, il écrivait à son ambassadeur ces mots singuliers qui, dix-huit ans plus tard, devaient être une réalité : « Je vous prie de rendre le roi Louis-Philippe attentif au personnage qui *succédera* au duc de Reichstadt... Le jeune Louis Bonaparte est un homme engagé dans les trames des sectes. Il n'est pas placé, comme le duc de Reichstadt, sous la

intérêt commun, la main au cabinet du Palais-Royal; qu'il nous tende la sienne!... » (*Mémoires*, t. V, p. 129.)

sauvegarde des principes de l'Empereur. Le jour du décès du duc, il se regardera comme appelé à la tête de la République française[1]. »

Entre l'habile homme qui se croyait plus que jamais le dernier champion de la paix européenne, de l'ordre universel, et un gouvernement nouveau qui travaillait courageusement à se dégager des solidarités révolutionnaires sans abaisser son drapeau, sans désavouer son principe, c'était, pendant plus de deux années, une lutte des plus vives, mêlée de négociations, de chocs intimes, de rapprochements et même parfois de scènes piquantes. Le résultat avait été en définitive pour l'Europe de passer à travers toutes ces affaires belges, polonaises, italiennes, en évitant la guerre, qu'on ne désirait ni à Vienne ni à Paris.

IV

Qu'est-ce que M. de Metternich dans cette première période du lendemain de 1830? C'est un poli-

[1] Toutes les fois qu'il en trouvait l'occasion, M. de Metternich ne manquait pas de faire sentir cet aiguillon de la

tique expérimenté et délié, tenant tête à l'orage sans rien pousser à l'extrême, mesurant sa diplomatie aux circonstances, cédant à la nécessité avec mille réserves, et poursuivant à travers tout l'idée de renouer quelques-uns des fils des anciennes coalitions, de refaire au centre de l'Europe une force de résistance contre-révolutionnaire par ce qu'il appelle « l'union des trois cours ». C'était son rêve, son idée fixe depuis Juillet! Il avait vainement multiplié ses tentatives en pleine crise. Il croyait sans doute avoir touché enfin le but, le jour où il réussissait en pleine paix, vers l'été de 1833, à préparer une de ces réunions de souverains où se plaisait sa diplomatie. Jusqu'au dernier moment, le secret avait été gardé, surtout à l'égard de la France. Les souverains d'Autriche, de Russie et de Prusse devaient se rencontrer dans une obscure et assez maussade petite ville de Bohême, à Münchengrætz.

Quel était l'objet de cette réunion, qui ne laissait pas d'être contrariée dans les détails, et où chacun

menace bonapartiste. Au moment de l'élection d'un roi des Belges, à propos des diverses candidatures en présence, il écrivait à M. Apponyi : « Vous pouvez dire à Sébastiani que si, à Paris, on se conduit bien, nous voterons avec ferveur contre toute chance du duc de Leuchtenberg d'arriver au trône de Belgique. » (*Mémoires*, t. V, p. 131.)

portait ses préoccupations : — M. de Metternich son goût des démonstrations et des grandes combinaisons, l'empereur Nicolas sa violente inimitié contre la France de 1830 et contre le roi Louis-Philippe, la Prusse ses arrière-pensées de prudence méticuleuse? Ce n'est pas sans peine, ce n'est pas sans bien des négociations et des difficultés intimes, à dire vrai, qu'on finissait par s'entendre. L'Autriche, la Russie et la Prusse, par une sorte de traité, opposaient d'un commun accord au principe français de la non-intervention le droit pour les souverains de recourir à de plus puissants qu'eux s'ils en avaient besoin. Les trois puissances, de plus, s'engageaient à se soutenir mutuellement si l'une d'elles venait à être attaquée, à la suite d'une intervention réclamée par le prince légitime. Enfin, l'accord des trois cabinets devait être notifié à la France[1].

[1] Le fait est que tout ne se passait pas sans tiraillements dans cette entrevue de Münchengrætz, à laquelle on s'étudiait à donner le caractère d'une grande manifestation européenne, quelque peu comminatoire pour la France. D'abord, le roi Frédéric-Guillaume III de Prusse, qui s'était rendu à Tœplitz et s'était rencontré avec l'empereur d'Autriche, n'avait pas attendu l'arrivée de l'empereur Nicolas. Il était retourné à Berlin; il refusait même d'envoyer son ministre des affaires étrangères, M. Ancillon, pour prendre part à la négociation qui allait s'ouvrir à Münchengrætz,

Münchengrætz complété deux ans plus tard par une autre entrevue des souverains à Tœplitz, c'est le rêve de M. de Metternich réalisé, c'est « l'union des trois cours », ou ce qui depuis s'est longtemps appelé « l'alliance du Nord ». Le chancelier s'était évidemment flatté d'en imposer par l'acte d'ostentation de Münchengrætz; il avait compté, comme il le disait avec une complaisante fatuité, que M. de Broglie, alors ministre des affaires étrangères de France, ne saurait que répondre, qu'il n'aurait à opposer aux commu-

petite ville peu éloignée de Tœplitz. La négociation restait donc concentrée entre les deux cabinets impériaux. L'acte de Münchengrætz une fois signé au nom des deux empereurs, il fallut envoyer M. de Nesselrode et M. de Ficquelmont à Berlin, pour obtenir la signature du roi de Prusse, et ici encore on ne réussissait pas sans peine. Ce n'est que par beaucoup d'efforts et après trois semaines que les envoyés impériaux décidaient la Prusse à signer. La Prusse avait fini par se rendre, non cependant sans avoir réclamé des changements dans la forme du traité, surtout dans le mode de communication à la France; mais enfin elle était engagée. M. de Metternich ajoute : « C'est, au fond, ce que les ministres prussiens auraient désiré pouvoir éviter. Ils n'ont pas entièrement oublié les antécédents de leur cour, et, en 1833, ils ont encore éprouvé quelque peine à se priver de la possibilité d'un retour aux dangereux errements de 1796. La route qui pouvait y conduire est coupée, et le but des deux empereurs se trouve ainsi atteint... » Dans tous les cas, c'était bien laborieusement qu'on était arrivé à cet acte tout d'ostentation. (*Mémoires*, t. V, p. 538.)

nications des trois cours « autre chose qu'un auguste silence, le silence que la doctrine commande aux adeptes quand ils ne savent que dire... » Il s'était trompé dans ses prévisions : le duc de Broglie relevait, avec mesure vis-à-vis de la Prusse, avec un froid dédain pour la Russie, avec une hautaine raideur à l'égard de l'Autriche, une manifestation gratuite d'hostilité qui ne répondait plus à rien, qui se produisait à un moment où toutes les questions irritantes semblaient assoupies. Le fait est que, pour une résurrection ou une simulation de sainte-alliance, c'était médiocre, et que le chancelier, à demi déconcerté d'avoir si peu réussi, n'avait d'autre moyen de se venger que de se débattre dans de vaines subtilités, ou de prétendre que M. de Broglie « faisait de la politique bien pitoyable ».

Le résultat n'était rien dans l'entrevue de Münchengrætz comme dans l'entrevue de Tœplitz[1], qui

[1] Les réunions de Tœplitz étaient assez fréquentes en ce temps-là. M. de Metternich, toutes les fois qu'il se retrouvait dans cette résidence, ne manquait jamais de se remémorer les scènes de 1813, en répétant sans cesse : « Que de choses se sont passées depuis! » La réunion de 1835, qui succédait à celle de Münchengrætz, avait quelque importance, en ce sens qu'elle resserrait en effet, au moins moralement et pour l'ostentation, les liens des trois cours. L'empereur Nicolas, qui, en quittant Tœplitz, était allé

devait venir plus tard, mais il y avait l'apparence, l'ostentation, que le chancelier ne dédaignait pas. Par cette rencontre patiemment préparée, entre des souverains qui ne s'étaient pas vus depuis dix ans, M. de Metternich semblait renouer la chaîne des réunions d'autrefois, de Troppau ou de Laybach. Il retrouvait une de ces occasions où il apparaissait comme un arbitre recherché des princes qui lui demandaient conseil, au milieu d'une cour de diplomates de tous les pays, empressés à interroger ses pensées les plus secrètes. L'empereur Nicolas lui-même, arrivant en Bohême, lui disait galamment : « Je viens ici pour

presque incognito à Vienne, rendait galamment visite à madame de Metternich et lui disait : « L'Empereur défunt m'a fait un jour une déclaration que je n'oublierai jamais. —Oh ! m'a-t-il dit, si nous nous étions entendus il y a dix ans comme nous nous entendons aujourd'hui, que de malheurs auraient été épargnés au monde ! Il faut maintenant élever une barrière pour séparer le passé de l'avenir. Portons patiemment le poids des fautes que nous avons commises ou laissé commettre, et veillons à ce qu'il ne s'en commette plus dans la suite. Tel doit être le but de nos efforts et de nos vœux, et tant que nous serons étroitement unis tous les trois, rien de semblable ne pourra plus se reproduire. — C'est à Münchengrætz qu'a été formé le lien indissoluble; à Tœplitz il s'est resserré, et rien ne pourra plus nous séparer désormais. » (*Mémoires*, t. VI, p. 23.) — Pour rendre justice à qui de droit, il faut ajouter que l'empereur Nicolas, tant qu'il a vécu, est resté fidèle à ces souvenirs et à ces engagements.

me mettre sous les ordres de mon chef; je compte sur vous pour me faire signe si je commets des fautes... » Au besoin, le Tsar ajoutait : « Conservez-vous, vous êtes notre clef de voûte ! » M. de Metternich ne disait pas le contraire. Après vingt-cinq années de pouvoir, il se revoyait avec la même influence, avec une importance qui allait grandir encore, s'il est possible, par un événement survenu dans l'intervalle, entre Münchengrætz et Tœplitz, — la mort de l'empereur François. Le chancelier était tout déjà sous un prince simple, laborieux, sensé, qui avait, aux yeux de l'Autriche, le prestige des revers subis avec constance et glorieusement réparés, d'une fortune portée avec modestie dans un règne de près d'un demi-siècle; il était bien plus nécessaire encore sous le successeur, l'empereur Ferdinand, prince bien intentionné, mais étroit, médiocre, ignorant de tout[1].

[1] C'était une habitude du chancelier d'affecter une confiance imperturbable dans la sécurité de l'empire conservateur d'Autriche et dans ses propres talents, en même temps qu'il jugeait toujours sévèrement les autres. Malgré tout, cependant, son optimisme était quelquefois plus apparent que réel, et, avant qu'il fût longtemps, la nouvelle princesse de Metternich, qui n'était en cela que l'écho de son mari, écrivait dans son *Journal :* « Clément est triste, ou plutôt il est dégoûté de tout ce qu'on fait chez nous, je dirais presque de tout ce qu'on n'y fait pas. La paresse, l'inertie, la né-

Le chancelier se sentait flatté, presque exalté dans son orgueil de la facilité qui avait marqué le changement de règne et qu'il s'attribuait à lui-même. « Ici, écrivait-il à un de ses ambassadeurs, les choses vont comme si rien n'était arrivé... L'art a consisté à ne point être pris au dépourvu... J'ai beaucoup fait et j'ai bien fait, je ne demande plus rien aux hommes... Quant à l'avenir, arrêtez-vous à ceci, qu'il est bien plus facile de maintenir dans les bonnes voies ce qui y est placé qu'il ne l'est d'y faire rentrer ce qui n'y est plus. J'admets que l'empereur Ferdinand ait besoin d'être guidé; je n'admets pas qu'il soit facile de le faire sortir de la voie toute tracée... » Plus que jamais, le chancelier de cour et d'État se sentait dans l'éclat de son ascendant, maître de l'Autriche, gouvernant

gligence empirent tous les jours... C'est ainsi que notre belle monarchie tombe en ruine, c'est-à-dire qu'elle tombe en pourriture, car elle ne renferme que des éléments de destruction et n'a en elle aucun principe conservateur; que Dieu ait pitié de nous, car nous sommes bien malades, bien à plaindre, bien malheureux, et sans le secours de Dieu, nous serons bientôt abandonnés... » On n'en était pas encore là; mais M. de Metternich ne se faisait pas toujours illusion sur l'Empire modèle, et s'il parlait tout haut des fautes, des crises imminentes des autres pays, surtout de la France, il n'était point parfois sans avoir des doutes sur l'Autriche. (*Mémoires*, t. VI, p. 318.)

encore l'Allemagne, contenant l'Italie, surveillant partout la révolution, maniant avec dextérité les affaires de l'Europe.

V

Il avait alors pour compagne ou pour complice dans son grand rôle la nouvelle princesse de Metternich, sa troisième femme. Sa première femme, de la famille des Kaunitz, était venue mourir à Paris, en 1825, après une longue union. La seconde, Antoinette de Leykam, faite pour la circonstance comtesse de Beilstein par l'Empereur, lui avait été brusquement enlevée après moins de deux ans de mariage. Au soir de la vie, avec la facilité d'une nature prompte à se relever des douleurs en apparence les plus inconsolables, il avait épousé en troisièmes noces, — 1831, — la comtesse Mélanie de Zichy-Ferraris : personne d'élite, qui portait dans sa maison l'éclat de la jeunesse, un esprit vif, une haute éducation mondaine, avec l'orgueil de partager une illustre fortune et le goût féminin de la domination. La troisième madame de Metternich a laissé un *Journal* souvent insigni-

fiant, quelquefois curieux, qui est comme la partie intime des *Mémoires* du prince, en même temps que la relation naïve de la vie, des pensées, des impressions de cette brillante femme. Avec elle, la chancellerie s'était complétée par un salon hospitalier qui avait parfois ses grandes réceptions peuplées d'archiducs et de princes, qui avait aussi ses réunions plus libres, plus familières, où passaient tour à tour les voyageurs de distinction, comme Berryer ou Balzac, Marmont ou Humboldt, les ambassadeurs et les ministres de tous les pays. Madame de Metternich se défendait volontiers d'avoir une influence dans les affaires et de se mêler de politique[1]. Elle s'en mêlait

[1] Cette personne, qui paraissait affecter de rester étrangère à la politique, n'écrivait pas moins, un peu plus tard, il est vrai, aux approches de la crise de 1840, pendant une station à Wiesbaden : « Clément a eu une audience d'une heure et demie chez le roi des Belges. J'avais, pendant ce temps, une conversation très intéressante avec Brunnow. Il est triste et tourmenté de la tournure qu'a prise l'affaire d'Orient et de l'humeur que nous avons, par suite, contre l'empereur de Russie. Il m'en avait déjà parlé, et je lui avais dit sans détour mon opinion à cet égard ; aujourd'hui, il est revenu sur le même sujet et a parlé bien nettement du désir qu'avait l'Empereur de se voir bien connu et bien jugé par Clément et par moi. Je lui ai représenté l'impression pénible que cette désertion politique avait faite sur moi, et je me suis exprimée d'une façon tout à fait catégorique... »

souvent plus qu'elle ne l'avouait, et sa vanité, on le voit dans son *Journal*, ne résistait pas au plaisir de donner des consultations, de dire de « fortes vérités », ou à une flatterie de l'empereur Nicolas recherchant son approbation. Elle représentait en politique le plus pur esprit d'ancien régime.

Elle avait surtout une antipathie de grande dame contre la France de Juillet, contre le roi Louis-Philippe, et elle ne laissait pas de créer quelquefois des embarras au chancelier : témoin son aventure de bal avec M. de Sainte-Aulaire, qui venait d'arriver à Vienne comme ambassadeur à la place du maréchal Maison, et avec qui, d'ailleurs, elle n'avait eu dès l'abord que de gracieuses relations. A M. de Sainte-Aulaire admirant une couronne de diamants qui ornait son front, elle répondait lestement : « Ma couronne est ce qu'elle est ; si elle n'était pas ma propriété, je ne la porterais pas, elle n'a pas été volée ! » L'allusion pouvait passer pour impertinente. Ce fut sur le moment une grosse affaire qui allait retentir à Paris, où les journaux royalistes se hâtaient d'envenimer le propos en le commentant. L'ambassadeur, homme de bon ton et d'esprit, était d'abord un peu embarrassé, ne sachant s'il devait se fâcher ou traiter légèrement une parole légère.

On négocia moitié sérieusement, moitié plaisam-

ment[1]. Le chancelier dut intervenir pour dégager la princesse avec son aisance mondaine. Il arrangeait tout en redoublant de soins avec un ambassadeur qu'il goûtait, en évitant, dans ses relations avec l'ancienne

[1] A propos de cette affaire de la « couronne », M. de Sainte-Aulaire, fort embarrassé, avait demandé une entrevue à la princesse de Metternich, qui écrit dans son *Journal* : « J'étais, je l'avoue, très impressionnée à l'idée de l'entretien que je devais avoir avec M. de Sainte-Aulaire... A midi et demi, il entra chez moi avec un air très sérieux. Je lui dis qu'il me semblait qu'il venait chez moi avec des intentions hostiles et que j'étais prête à soutenir une lutte à outrance. Il me dit d'un ton fort sérieux qu'il ne venait pas pour plaisanter sur des choses graves. Je sonnai pour faire appeler mon mari, celui-ci vint aussitôt; alors, M. de Sainte-Aulaire, visiblement irrité, répéta la réponse que je lui avais faite le jour du nouvel an. Il ajouta qu'il m'avait entendue lui dire des paroles plus ou moins convenables, mais qu'il n'avait pas cru que je les répéterais. On était venu de tous côtés, dit-il, lui raconter que je m'étais vantée de cette réponse blessante et que j'avais même ajouté : Je lui ai dit bien autre chose encore ! — Je ne me laissai pas déconcerter un instant. Je ne pouvais pas nier, lui dis-je, que j'avais déclaré avec une intention formelle que si la couronne que je portais sur ma tête ne m'appartenait pas, je ne la porterais point; toutefois, je n'avais point répété publiquement cette déclaration, surtout parce que l'occasion de le faire ne s'était pas présentée, et en second lieu parce que, tout en sympathisant fort peu avec son gouvernement et avec tout ce qui s'y rattache, je n'aurais jamais eu l'idée de le blesser, lui personnellement, et de faire de la peine à sa femme et à ses enfants que je tiens pour bons et honnêtes. Cependant, je n'avais pas les mêmes

famille royale réfugiée à Prague, tout ce qui aurait pu offusquer le gouvernement de Paris, en traitant même assez vertement les légitimistes français et leur opposition.

La vérité, M. de Sainte-Aulaire l'avait laissé entrevoir, dès son arrivée à Vienne, même avant sa mésaventure, en écrivant à Paris : « Ce que j'ai déjà bien vu, c'est qu'on nous déteste, personnes et choses, ne nous flattons pas à cet égard; mais la cour et les ministres sont généralement sans passion... Ils cherchent bonnement leurs intérêts, aiment le repos et la paix, et se coucheront près de nous si nous ne les empêchons pas de dormir... »

sentiments à l'égard des autres personnes de son ambassade, et je ne doutais pas que les jeunes gens n'eussent inventé cette histoire pour nous brouiller. Je lui conseillai donc de ne pas prêter l'oreille à tous les bavardages que ses espions se hâteraient de lui rapporter. Je lui dis tout cela avec beaucoup de sans-façon. Il sembla interdit et honteux; finalement, il me demanda pardon de m'avoir fait un reproche qui semblait dénué de fondement, puis il avoua qu'il avait été mal renseigné et qu'il éprouvait quelque embarras à propos de la manière dont il devait écrire à Paris au sujet d'une affaire qui avait fait tant de bruit... » La princesse arrangeait la chose à sa façon, en femme qui tourne tout à son avantage et qui raconte ses petites victoires sur un homme d'esprit et de bonne compagnie, décidé à ne pas pousser plus loin cette aventure légère. (*Mémoires*, t. VI, p. 557.)

VI

Au fond, M. de Metternich n'était un ennemi que dans ces limites. Il se piquait d'être modéré en toutes choses. Il n'était pas insensible aux énergiques et heureux efforts du gouvernement de Juillet pour se dégager des fatalités de son origine, la révolution et la guerre. Il reconnaissait les progrès que la monarchie nouvelle avait faits en peu de temps, la place qu'elle avait conquise en Europe; il ne refusait même pas d'avoir des alliances avec elle et de la faire entrer dans ses combinaisons s'il y voyait son intérêt. Il gardait néanmoins toujours ses doutes, et il mettait d'étranges réserves jusque dans les intimités auxquelles il se prêtait. Quand il se tournait vers la France, selon le mot spirituel d'un des ministres du roi Louis-Philippe, il avait l'air d'un homme avançant sa main pour la poser sur un fagot d'épines et la retirant aussitôt. C'est la clef de sa politique et de ses rapports pendant les dix-huit années de règne. Je voudrais serrer de plus près cette politique et ces rapports du

chancelier de Vienne avec la monarchie de 1830, avec ceux qui l'ont représentée sur la scène publique.

A dire vrai, M. de Metternich mettait un peu de tout dans sa diplomatie. En homme qui pouvait se vanter d'avoir vu déjà passer « vingt-huit ministres des affaires étrangères en France », il restait toujours assez sceptique à l'égard des ministres nouveaux. Il les jugeait quelquefois avec finesse, souvent avec une légèreté superbe, comme les représentants éphémères d'un régime, « jouet perpétuel d'intrigues et de passions ». Même avec le plus grand de tous, avec Casimir Périer, dont il avait un moment subi l'ascendant, il ne s'était jamais départi d'une certaine défiance. Il sentait en lui l'homme d'État fait pour le commandement et gêné ou emporté par sa situation. Il le ménageait et il le craignait visiblement, jusqu'au jour où il disait, lui aussi : « Qui osera reprendre le rôle de M. Casimir Périer? » — Le duc de Broglie, par sa fierté de grand seigneur libéral, par l'allure de son esprit, avait particulièrement le don de l'irriter ou, si l'on veut, de l'agacer. Il voyait dans le ministre des affaires étrangères du 11 octobre le modèle des doctrinaires, et il accusait les doctrinaires d'être « les hommes les plus habiles à tout perdre et les moins capables de rien sauver... » C'était sa plus vive antipathie ! — M. Thiers,

dont il ne méconnaissait pas les qualités brillantes, qu'il préférait même aux doctrinaires, lui semblait un parvenu « de trop peu de poids », dangereux comme président du conseil et ministre des affaires étrangères, supérieur dans le « maniement des partis en France », peu fait « pour représenter son pays en face de l'Europe ». — M. Molé l'attirait par sa tenue, par son habitude des grandes affaires, peut-être aussi parce qu'il était moins que les autres hommes un « homme de Juillet ».

Celui qui devait avant la fin du règne avoir le plus sa confiance, c'est M. Guizot, à qui il pardonnait presque d'avoir été doctrinaire. Il les a tous marqués d'un trait dans ses *Mémoires;* mais à travers les ministres qui se succédaient, le chancelier voyait avant tout le Roi, dont il n'avait pas tardé à démêler les idées, l'action personnelle et la tactique. « ...Dans la boutique, disait-il familièrement, il n'y a aucun homme de caractère, si ce n'est le Roi lui-même... » Dès les premières années, on pourrait dire dès les premiers mois, le chancelier et le prince s'étaient compris, et un des phénomènes les plus curieux du temps est cette intimité toujours croissante, familière, toujours libre, de deux personnages si différents de l'histoire.

Devenu le roi de la révolution, Louis-Philippe était entré dans le règne avec un esprit ferme, le goût du gouvernement, l'expérience des affaires, surtout avec la volonté généreuse autant que prévoyante de détourner de la France l'anarchie intérieure et les périls de la guerre. Sans manquer aux règles constitutionnelles, sans diminuer les ministres, il entendait sûrement avoir, lui aussi, ses opinions, son influence; il avait un sentiment élevé de sa responsabilité morale. Il pouvait plier en apparence ou pour un moment avec des hommes comme Casimir Périer; il suivait ses idées avec une persévérance souple, quelquefois avec résolution, quand il voyait les intérêts extérieurs du pays en jeu. Il avait sa politique, il ne la cachait pas, il la développait au contraire à tout propos, avec une inépuisable facilité de parole, dans ses conversations avec les représentants étrangers, M. Apponyi, M. Pozzo di Borgo, M. de Werther. Il se plaisait à ces entretiens où il émerveillait et rassurait ses interlocuteurs, où il parlait souvent aussi de ses difficultés intérieures avec ses cabinets, qu'il appelait ses « relais de poste », et d'où les ambassadeurs sortaient avec l'impression que le Roi était « le maître, le directeur » de la politique en France, que sa volonté aurait toujours le dernier mot. Le Roi était et tenait à paraître

son propre ministre des affaires étrangères en dehors de sa diplomatie officielle.

A son avènement, Louis-Philippe, d'intelligence avec M. de Talleyrand, envoyé à Londres, avait su s'assurer l'alliance anglaise, qui l'avait aidé à traverser les premières crises du règne. Il en sentait le prix; il en avait peut-être l'illusion. Il avait pu ainsi maintenir un camp de diplomatie libérale opposé au camp absolutiste en Europe. C'était sa force; c'était le secret du traité qu'il signait encore avec l'Angleterre en 1834, au début de la guerre civile espagnole, en faveur de la royauté libérale d'Isabelle II; mais il n'en était plus déjà à se contenter de l'alliance anglaise, que l'humeur querelleuse et jalouse de lord Palmerston rendait bientôt pesante. Il commençait à tourner ses regards vers le continent, à chercher d'autres alliances. Il voulait entrer dans la famille des rois, il s'étudiait à gagner les cours, — et c'est là qu'il rencontrait l'oracle de la politique européenne, M. de Metternich. Le Roi n'avait pas tardé à avoir ses intelligences secrètes à Vienne. Il avait pris pour premier confident le comte Apponyi, et par lui il suivait une conversation familière, presque continue, sur toute chose, avec le chancelier. C'est l'origine de ces relations demeurées longtemps mystérieuses, même pour les minis-

tres et pour l'ambassadeur de France à Vienne [1].

De son côté, M. de Metternich s'était prêté volontiers à cette diplomatie intime. Il avait connu Louis-Philippe autrefois dans l'émigration; il l'avait revu sous la Restauration, en 1825, au Palais-Royal. Il le retrouvait chef couronné d'une révolution pour laquelle il n'avait que défiance, qu'il considérait toujours comme le grand trouble-fête en Europe, mais qu'il

[1] A y regarder de près, on pourrait sans doute fixer le commencement des rapports intimes et confidentiels du roi Louis-Philippe avec M. de Metternich à l'affaire de la duchesse de Berry. Le Roi avait visiblement tenu à expliquer la conduite de son gouvernement et à ne pas être mal jugé par l'empereur François; il avait pris pour confident M. Apponyi, et M. de Metternich répondait à l'ambassadeur : « J'ai lu avec un vif intérêt la lettre particulière par laquelle vous m'avez rendu compte de certaines ouvertures confidentielles du Roi. Je vous prie de dire à Sa Majesté que je la remercie de la preuve de confiance qu'elle a bien voulu me donner, et que ma réponse lui prouvera que je n'en suis pas indigne. Tout ce que veut le Roi à l'égard de madame la duchesse de Berry est d'accord avec ce que doit vouloir l'Empereur. Les vœux des deux princes se trouvent également d'accord relativement au salut personnel de la duchesse. Il faut la sauver malgré elle, et on ne peut la sauver qu'en la faisant sortir de France. Ce but une fois atteint, elle devra être remise à sa famille... J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec madame la duchesse d'Angoulême au sujet de l'entreprise de madame sa belle-sœur; elle pense à ce sujet comme le roi Louis-Philippe et comme l'Empereur... » (*Mémoires*, t. V, p. 298.)

était intéressé à surveiller. Le chancelier n'avait eu aucune peine à démêler le caractère, la politique, l'action personnelle d'un prince qui, dans une position embarrassée, montrait, avec la volonté de régner, un esprit aussi prévoyant que ferme, un attachement profond pour la paix et une expérience supérieure des affaires diplomatiques. Il n'avait vu qu'avantage à entrer dans ces relations secrètes. « Les explications confidentielles dans lesquelles le roi Louis-Philippe me permet d'entrer avec lui, disait-il, la facilité que ce prince met à nous rendre compte de sa propre pensée, offrent, dans une situation difficile, de grands avantages à ce que je qualifie, sans hésitation, de cause générale et commune... » Il n'aimait pas la révolution de Juillet, il s'intéressait au prince, et il écrivait un autre jour : « Le roi Louis-Philippe a positivement une haute intelligence, et il en a certes besoin pour suffire à la charge qui pèse sur lui; il a acquis bien de l'expérience sur un champ qui non seulement n'avait pas été le sien, mais qu'il avait attaqué, tandis qu'aujourd'hui il doit le défendre... »

Le chancelier avait promptement saisi un des faibles du souverain français, le goût des conversations. « Louis-Philippe est causeur, disait-il; il faudrait lui envoyer un sourd-muet pour empêcher qu'on

lui répondît. » Il en profitait. Par M. Apponyi, par le prince Esterhazy, ambassadeur d'Autriche à Londres, par M. de Chabot, que le Roi lui envoyait à un certain moment, il transmettait ses impressions, ses opinions et même ses conseils. Ce n'était pourtant pas si secret que le ministre de Sardaigne à Vienne, le comte Pralormo, ne pût écrire à sa cour dès 1834 : « Le chancelier d'État a pris envers Louis-Philippe le rôle de pédagogue et de mentor politique. Il lui prodigue les conseils, les exhortations, les admonitions, le tout mêlé de quelques flagorneries sur la haute capacité et l'intelligenee du Roi. De son côté, le Roi n'épargne au prince ni les compliments ni les flatteries... »

L'art de M. de Metternich dans ces relations était, en effet, d'envelopper de banalités de courtisan ses conseils de haute politique et ses théories de contre-révolution, de gagner la confiance de Louis-Philippe en le touchant aux points sensibles. Il était bien sûr de remuer la fibre la plus délicate du Roi en l'encourageant dans ses goûts de gouvernement personnel, en le flattant dans ses révoltes contre l'omnipotence parlementaire, en lui suggérant un jour l'idée d'abroger l'anniversaire du 27 juillet 1830, de ne laisser subsister que l'anniversaire du 7 août. « L'un est la

mort, disait-il, l'autre est la renaissance... » Il avait surtout l'habileté de faire toujours une distinction entre le souverain et ses conseillers. Il n'était pas le seul : la plupart des représentants étrangers avaient fini par l'imiter en allant droit au Roi en dehors des ministres. Plus que tout autre, le chancelier usait de cette tactique. Il ne ménageait ni les récriminations amères ni les boutades aux ministres, à M. de Broglie, à M. Thiers, qu'il accusait de toutes les fautes de la politique française ; au Roi seul il attribuait tout ce qui se faisait de bien en France, les résolutions les plus sages, la paix maintenue, l'ordre défendu et rétabli. « La cause que nous désirons servir aujourd'hui, faisait-il dire confidentiellement à Paris, c'est le rétablissement de l'autorité en France, et Louis-Philippe doit à cet égard être de notre avis... »

Rien ne pouvait toucher plus intimement un prince jaloux de son autorité. Le Roi n'avait pas besoin d'être aiguillonné. Il avait un sentiment si vif de son pouvoir, peut-être de son infaillibilité, que, plus tard, lorsqu'il croyait avoir trouvé le vrai ministre de son choix, il finissait par gourmander presque M. de Metternich lui-même pour quelques compliments envoyés à M. Guizot : « ...Je suis enchanté, disait-il au comte Apponyi, du suffrage donné par le prince de

Metternich à M. Guizot : il est mérité, bien mérité, j'aime à en convenir ; mais il ne faut jamais laisser croire à ces messieurs qu'ils peuvent réussir en quoi que ce soit sans le Roi... Je sais bien que M. de Metternich ne veut que ménager M. Guizot, il a raison de le faire ; mais le ministre ne doit jamais oublier qu'il n'est rien sans le Roi, qu'il ne peut jamais s'en passer. C'est un avertissement que je veux vous donner, car les intentions du prince de Metternich à mon égard me sont trop connues [1]... »

[1] On pourrait faire une étude de psychologie politique des plus curieuses avec ces relations intimes entre deux personnages, le roi Louis-Philippe et M. de Metternich, qui s'attiraient, qui essayaient de se capter mutuellement, sans réussir le plus souvent à se convaincre, à se tromper. M. de Metternich écrivait un jour : « Rien n'est curieux comme les rapports qui se sont établis entre ce prince et le chef du cabinet autrichien, car ils prêtent naturellement à beaucoup de fausses interprétations. Le roi des Français cherche-t-il à induire en erreur le ministre, ou bien est-ce celui-ci qui désire tromper le Roi? Le Roi veut-il se ménager des chances pour arriver à l'*absolutisme*, ou bien le ministre, qu'on ne peut soupçonner d'être devenu révolutionnaire, veut-il conduire le Roi sur une pente glissante qui le ferait tomber dans un abîme? Eh bien, mon cher comte, de ces diverses suppositions, il n'y en a pas une qui soit vraie. La vérité est que le roi Louis-Philippe ne veut pas la mort du corps social, que le ministre ne la veut pas davantage, et que si l'un ne veut pas de la révolution, l'autre ne veut pas davantage de l'absolutisme qui conduit

Ils s'entendaient donc, l'un et l'autre, le Roi et le chancelier, sur bien des points de la politique. Il n'y avait pas un événement, pas une question qui ne fût l'occasion d'un échange mystérieux d'explications entre Paris et Vienne. Au moment où s'ouvrait la succession d'Espagne, Louis-Philippe, s'il eût suivi son sentiment secret, se serait prononcé pour le principe de l'hérédité salique à Madrid, et il était en cela d'intelligence avec le chancelier, à qui il faisait savoir que « sa gêne provenait de l'esprit de son conseil et des engagements qu'il avait contractés ». Le refus absolu qu'il opposa toujours depuis à une intervention au delà des Pyrénées, même après avoir définitivement pris parti pour la royauté d'Isabelle II, était un gage offert aux cours conservatrices, qui lui en savaient gré. Lorsque M. de Metternich mettait toute sa dextérité ou sa perfidie à ruiner l'alliance anglaise aux Tuileries, à démontrer que cette alliance ne pou-

aux révolutions. Une autre vérité, c'est que, malgré des points de départ opposés ou différents, des hommes pratiques peuvent se rencontrer à l'égard du but, et c'est ce qui arrive à un de ces hommes! Le roi Louis-Philippe ne veut pas m'enrôler sous le drapeau de la révolution tout comme je ne veux pas le pousser à l'absolutisme. Il veut régner pour pouvoir vivre, et je ne lui demande pas autre chose... » (*Mémoires*, t. VI, p. 189.)

vait qu'être onéreuse pour la France, que lord Palmerston était le plus dangereux des alliés, le Roi ne laissait pas d'écouter favorablement le chancelier d'Autriche. Ils étaient d'accord « en principe » sur bien des choses, au moins dans l'intimité. Ils ne s'entendaient cependant, il faut l'avouer, qu'en faisant leurs réserves, en gardant pour ainsi dire leurs positions, et un des incidents les plus curieux, les moins connus du règne dévoilait bientôt le conflit des arrière-pensées : c'est l'épisode du voyage des princes français en Europe et du projet de mariage formé pour le duc d'Orléans.

VII

C'était tout un imbroglio assez singulier. Évidemment, le roi Louis-Philippe ne s'efforçait pas de désarmer les cours conservatrices du continent et n'entrait pas dans une intime familiarité avec le chancelier d'Autriche sans avoir ses raisons. Il calculait en fondateur de dynastie; il voulait forcer le blocus politique maintenu contre lui en Europe, surtout ce qu'on appelait alors le « blocus matrimonial » orga-

nisé contre les princes français, et allant droit à la difficulté, sans se laisser troubler par le souvenir de deux expériences peu encourageantes, il avait rêvé pour son fils, pour l'héritier de sa couronne, un mariage autrichien. Un voyage des jeunes princes, du duc d'Orléans et du duc de Nemours en Europe, devait être le préliminaire de la conquête d'une archiduchesse.

M. de Metternich n'était pas assez novice pour n'avoir rien soupçonné; il jouait néanmoins la surprise en apprenant une nouvelle qu'il traitait de « saugrenue », qu'il recevait, disait-il, comme « une tuile sur la tête[1] ». Il trouvait qu'on allait trop vite à Paris,

[1] Il est certain que M. de Metternich avait fait ce qu'il avait pu pour décourager les projets de voyage et de mariage du duc d'Orléans. Lorsque M. de Chabot avait été envoyé à Vienne, en 1835, pour l'avènement de l'empereur Ferdinand, il avait témoigné à l'envoyé confidentiel du Roi beaucoup d'égards, et avait eu avec lui des conversations intimes pleines de confiance. Dans une dépêche qu'il adressait à M. Apponyi, il disait : « M. de Chabot m'a parlé sur toutes choses avec beaucoup d'abandon, et il a, entre autres, également abordé la question du *mariage du duc d'Orléans*. Je lui ai fait comprendre avec la même franchise qu'il ne fallait point toucher cette corde; il n'y est dès lors plus revenu. Je lui ai expliqué avec simplicité et vérité tout ce qui a été relatif au projet de voyage du duc d'Orléans à Vienne, et je l'ai également invité à empêcher que, dans la position actuelle des choses, on ne revînt de sitôt à un sem-

que le voyage des princes en Europe, surtout à Vienne, serait prématuré. Sans décliner tout à fait la visite, en promettant au contraire aux princes l'accueil dû aux fils du roi des Français et à des parents, il éludait; il cherchait des prétextes d'ajournement, et il était aidé précisément à cette époque, — 1835, — par l'événement qu'il avait le moins prévu, — la mort de l'empereur François. Il se croyait délivré! Mais le roi Louis-Philippe tenait à sa pensée. La reine Marie-Amélie elle-même caressait le projet de mariage avec sa tendresse de mère, et, chose à remarquer, le jeune président du conseil qui arrivait à la direction des affaires le 22 février 1836, M. Thiers, semblait plus ardent encore que la Reine et le Roi. Il subordonnait pour le moment toute la politique française à la grande idée! L'ambassadeur de France à Vienne, M. de Sainte-Aulaire, homme d'un esprit fin et sensé, ne cachait pas, il est vrai, qu'il n'y avait guère de chance de succès, que mieux vaudrait attendre. Le Roi brûlait d'en finir; M. Thiers écrivait, avec sa fa-

blable projet. Faites semblant d'ignorer tout cela, si même il devait vous en parler; mais dans ce cas improbable, argumentez, ainsi que je l'ai fait, en vous appuyant sur la considération qu'avant tout il faut permettre au nouvel empereur de ne pas s'occuper de pareilles choses... » (*Mémoires*, t. Ier, p. 35.)

miliarité hardie, qu'il fallait « aborder de telles affaires de front, livrer la bataille avec toutes ses forces », — et, aux premiers jours de mai 1836, le duc d'Orléans et le duc de Nemours quittaient Paris pour leur tournée européenne[1].

Les deux princes étaient alors des modèles, l'un par son allure élégante, par sa fierté aisée, par la grâce

[1] Un incident assez piquant se mêlait aux négociations intimes poursuivies à ce moment. M. Thiers, alors tout plein de son projet de mariage du duc d'Orléans, auquel il subordonnait toute sa politique, avait eu une idée pour gagner la cour de Vienne. Il s'était rendu un jour, sans consulter le Roi, chez M. Apponyi, à qui il confiait, sous le sceau du secret, un petit papier contenant les conditions d'une entente avec l'Autriche au sujet des affaires d'Espagne. Ces conditions étaient : le mariage de la reine Isabelle et du fils de don Carlos; le mari d'Isabelle déclaré roi comme la Reine, et parfait rétablissement de la loi salique pour l'avenir; pour le moment, régence de la reine Christine, proclamation d'une charte semblable à la charte française. Ce n'était pas pour déplaire à M. de Metternich. Cependant, M. Thiers, blâmé par le Roi, s'apercevait bien vite qu'il avait peut-être commis une imprudence, et il se hâtait d'aller redemander à M. Apponyi le petit papier qu'il lui avait confié. M. Apponyi avait rendu le papier avec bonhomie. Un peu plus tard, après la chute de M. Thiers, le roi Louis-Philippe plaisantait un jour le comte Apponyi sur la facilité avec laquelle il s'était dessaisi du papier précieux, et M. de Metternich, informé de l'incident, écrivait à son ambassadeur : « Profitez de la leçon; en suivant les conseils du roi Louis-Philippe, vous deviendrez un parfait diplomate. » (*Mémoires*, t. VI.)

de son visage et de son esprit, l'autre par sa dignité simple et modeste. Ils avaient commencé leur voyage par Berlin, où ils gagnaient promptement le vieux roi Frédéric-Guillaume III et tout le monde de la cour, le prince Wittgenstein, qui déclarait qu'il n'y avait rien de mieux que ces jeunes gens; le ministre des affaires étrangères, M. Ancillon, qui écrivait que « les mécontents eux-mêmes avaient été réduits au silence »; mais ce qui se passait à Berlin n'était que le prélude de la vraie et décisive « bataille » qui devait se livrer à Vienne, où les jeunes gens étaient attendus avec une certaine curiosité, où M. de Sainte-Aulaire avait habilement préparé leur arrivée. En quelques jours, le duc d'Orléans et le duc de Nemours avaient réussi à dissiper toutes les préventions et à séduire cette vieille aristocratie autrichienne par leur tenue, par leur tact. La difficile princesse de Metternich elle-même, quelque peu guindée d'abord et exigeante sur les hommages qui lui étaient dus, finissait par s'adoucir.

Elle a écrit assez plaisamment dans son *Journal :* « A huit heures, je suis allée chez Sainte-Aulaire. Je dois l'avouer, j'étais légèrement irritée. Je trouvais inconvenant que ces princes ne fussent pas venus chez moi et qu'il me fallût venir les chercher chez l'ambassadeur. L'air embarrassé de Sainte-Aulaire

me rendit mon calme. Il me présenta le duc d'Orléans, qui est grand et d'un extérieur agréable. La conversation a été aussi insignifiante que possible... » La fière princesse ne dédaignait pas, le lendemain, d'ouvrir un bal avec le duc d'Orléans, et, après une de ses réceptions, elle écrit dans son *Journal :* « J'ai eu une agréable soirée, très animée et très jolie. Les princes ont soupé chez moi, et, en se retirant, ils m'ont remerciée de mon hospitalité... » C'était fort heureux que madame de Metternich voulût bien reconnaître la bonne éducation de ces princes « révolutionnaires », — qui pouvaient passer après tout pour les premiers gentilshommes de l'Europe. Le chancelier, pour sa part, n'hésitait point à déclarer qu'ils étaient parfaits de ton, de manières, qu'ils laissaient la plus favorable impression à Vienne.

Tout ce qui était faveur apparente, sympathie publique, politesse de cour, les princes l'avaient gagné par leur bonne grâce. Restait cependant la grande affaire pour laquelle ils avaient été envoyés à Vienne, la « bataille » dont M. Thiers avait parlé, et c'est là que se retrouvait le vieil esprit d'absolutisme, tenace, invincible dans ses défiances et ses antipathies secrètes. Au premier abord, il est vrai, le succès aurait pu n'être point impossible. L'archiduchesse Thérèse,

choisie pour un mariage avec le duc d'Orléans, ne semblait pas éloignée d'accepter la destinée d'une princesse royale de France. Elle était vivement encouragée dans son goût par ses frères, dont l'un, l'archiduc Albert, devait être un jour le généralissime habile et heureux des armées autrichiennes, et son père, l'illustre archiduc Charles, l'ancien adversaire de Napoléon, avait été séduit par le jeune prince français. Les sympathies de l'archiduc Charles et de sa fille se manifestaient même dans une scène pathétique, dont le duc d'Orléans avait la délicatesse de ne point abuser. L'opposition venait de l'empereur Ferdinand, de l'archiduc Louis, qui avait alors une part prépondérante dans le gouvernement; de l'archiduchesse Sophie, la mère de l'empereur François-Joseph, aujourd'hui régnant. Le duc d'Orléans quittait Vienne sans avoir conquis sa princesse; rien du moins n'avait été décidé.

Un instant encore, après la rentrée des princes à Paris, une dernière tentative était faite par M. Thiers, dans une lettre d'un langage élevé et pressant, destinée à M. de Metternich, — par le duc d'Orléans lui-même auprès de l'archiduc Charles; on n'obtenait cette fois qu'un refus définitif, absolu et poli. Le chancelier, qui, sûrement, n'avait point été étranger aux

résolutions de la cour de Vienne, restait chargé de couvrir la retraite, d'atténuer ce qu'il y avait de désobligeant dans ce refus. Il invoquait la timidité de l'archiduchesse, le péril, les attentats, — et il y en avait en 1836 comme en 1835, — auxquels la famille royale de France ne cessait d'être exposée. Il se plaignait de la précipitation qu'on avait mise dans une telle affaire; « on n'enlève rien d'assaut à Vienne, disait-il, ni le cabinet ni une princesse ». Et, peu après, dans ses lettres confidentielles à son ambassadeur à Paris, il avouait la vraie raison : « Personne, ajouta-t-il, ne mettra en doute que la maison d'Orléans ne soit une grande et illustre maison; c'est le trône du 7 août qui la rapetisse. Le duc de Chartres eût été un parti plus désirable; le prince royal des Français ne l'est pas... »

Éternelle dérision de la prévoyance des hommes d'État! On refusait l'archiduchesse Thérèse au duc d'Orléans parce qu'il y avait trop de périls, parce qu'on voyait toujours la révolution près de se déchaîner en France; on la donnait peu après, pour plus de sûreté, au roi Ferdinand de Naples, — et, depuis longtemps, les Bourbons napolitains, découronnés à leur tour par les révolutions, ont cessé de régner!

VIII

Ce n'était sans doute qu'un incident dynastique. Tel qu'il était, il éclairait et résumait une situation, la nature des rapports de la royauté de Juillet avec les vieilles cours. M. de Metternich allait bien jusqu'à une « amitié de raison », pour parler son langage; il ne voulait pas aller jusqu'à un mariage de raison politique, par lequel l'Autriche aurait paru se séparer de ses alliances absolutistes pour se rapprocher d'une puissance révolutionnaire. Il ajoutait de son ton sentencieux : « Nous professons la religion dans laquelle nous sommes nés, le roi des Français a abjuré cette religion... » Peut-être jugeait-il plus simplement que c'était assez, dans sa carrière, du mariage de Marie-Louise! Il restait à savoir quelle serait l'influence du refus autrichien sur les relations entre Paris et Vienne.

M. Thiers n'avait pas caché que la France ressentirait l'injure faite à ses princes, qu'elle pourrait le montrer dans sa politique; — et, en effet, après avoir essayé sans succès « un peu de sainte-alliance », comme il le

disait, le chef du cabinet des Tuileries tentait de se dédommager par « un peu de révolution », en proposant une intervention en Espagne. Le roi Louis-Philippe n'était pas moins sensible que son jeune président du conseil à la mésaventure de Vienne; il se gardait toutefois de céder à ses ressentiments, de mettre du dépit dans sa politique, — et, loin de suivre M. Thiers dans ses projets d'intervention au delà des Pyrénées, il se hâtait de l'arrêter, au risque de braver une crise ministérielle de plus. M. de Metternich, de son côté, en se refusant à un mariage qui « aurait été, disait-il, une faute de part et d'autre », ne voulait pas aller plus loin. Il s'étudiait, au contraire, à guérir par ses explications la blessure qu'il avait faite. Il s'intéressait même, peu après, au mariage du duc d'Orléans avec la princesse Hélène de Mecklembourg-Schwerin. Il redoublait de ménagements, de flatteries à l'égard du souverain français, et affectait de reprendre avec lui ses habitudes de consultations secrètes.

Rien ne paraissait changé; les relations entre les Tuileries et Vienne restaient ce qu'elles étaient avant le projet de mariage, tour à tour captieuses ou bienveillantes, mêlées de petites duplicités, de réserves, de confidences et de discours à perte de vue sur les « difficultés du temps ».

A mesure qu'on avançait dans le règne et que les questions se multipliaient en Suisse ou en Italie, en Espagne ou en Orient, la monarchie de Juillet avait pris visiblement les caractères d'une puissance établie. Elle avait donné plus d'un gage de sa modération dans les affaires européennes, de sa fermeté dans la défense de l'ordre et de la paix. M. de Metternich le reconnaissait jusqu'à un certain point; il en faisait surtout honneur au Roi, dont il admirait la patience avisée au milieu des partis, la sagesse et la dextérité dans les moments difficiles; il n'en était pas plus rassuré. Tout au plus convenait-il que la « maladie de Juillet », comme il l'appelait, au lieu d'être « inflammatoire », n'était plus que « chronique » et laissait vivre le malade. Il ne cessait de voir dans la France de 1830 la nation agitée et agitatrice, à peine contenue par son prince, toujours prête aux éruptions révolutionnaires et aux impatiences guerrières. Il la jugeait à sa manière, comme il la voyait avec ses préventions, — « voulante, agissante, ambitieuse, capable d'être un fléau pour l'Europe ». Il lui reprochait ses jactances, ses complicités dans toutes les propagandes, ses vanités irritantes de prépotence. « A Paris, disait-il, on ne voit que *soi*, et l'on oublie que par là on excite à en user de même à l'égard de la France ceux avec qui

l'on entend entrer en affaires. *Tout pour et par la France* est un mot qui sonne bien à des oreilles françaises, mais qui déchire toutes les autres. *Vivre et laisser vivre* est un précepte tombé en désuétude dans les Gaules, et le résultat en est que l'on n'y avance en rien... »

Sans être un ennemi déclaré, en affectant au contraire une impartialité apparente dont les relations familières avec le Roi lui faisaient une convenance, le chancelier ne désarmait jamais qu'à demi; il ne laissait échapper aucune occasion de susciter des difficultés au régime de 1830, de lui faire sentir son isolement en Europe, — et il le prouvait bientôt dans une des crises les plus graves que la monarchie de Juillet ait traversées, dans cette crise orientale de 1840, où la France se trouvait tout à coup en face d'une coalition.

La France, à dire vrai, s'était un peu exposée à ce qui lui arrivait. Elle s'était attachée avec une sorte de passion à cette question d'Orient, qu'elle voyait renaître en 1839. Elle s'était dit qu'en multipliant depuis dix ans les gages de modération en Belgique, en Italie, en Espagne, elle n'avait pas été toujours heureuse, et elle pensait que les affaires orientales pouvaient lui offrir un glorieux dédommagement. Elle le croyait d'autant plus qu'elle avait lié sa cause à la

fortune de l'homme qui semblait disposer de la paix de l'Orient, du vieux et habile vice-roi d'Égypte, Méhémet-Ali, dont le fils Ibrahim-Pacha venait de disperser l'armée turque à Nezib. Elle se flattait aussi de trouver les cabinets européens divisés et de pouvoir, avec un peu d'adresse, profiter de ces divisions pour faire accepter une solution qui attesterait et confirmerait son influence dans le Levant. M. Thiers, revenu au pouvoir le 1er mars 1840, n'avait pas créé cette politique; il l'avait trouvée engagée, il l'acceptait comme un mandat de l'opinion et du Parlement. Par le fait, la France était la victime d'une série de faux jugements et d'illusions. En se faisant trop égyptienne, en prenant trop vivement parti pour un vassal émancipé de la Porte, elle déviait des plus anciennes traditions de sa diplomatie et subordonnait à un engouement de circonstance l'intégrité de l'empire ottoman. De plus, elle se fiait trop au génie et aux conquêtes du vieil Arnaute, son protégé du Nil, qu'elle croyait invincible. Elle ne voyait pas enfin que, à vouloir manœuvrer entre toutes les diplomaties avec l'espoir de les évincer, elle jouait un jeu redoutable, que, loin de diviser les autres puissances, elle risquait de les réunir, et de les réunir contre elle, ou du moins en dehors d'elle.

C'est ce qui arrivait. C'est le secret de ce traité du

15 juillet 1840 que l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et la Prusse signaient à Londres sans nous consulter, et qui allait réveiller en France les ressentiments de l'orgueil blessé, toutes les passions belliqueuses et révolutionnaires. D'un seul coup, le roi Louis-Philippe perdait le fruit de dix années de sagesse habile et de persévérants efforts. La France se retrouvait isolée, irritée de son isolement, réduite à assister frémissante à la campagne entreprise pour soumettre son client Méhémet-Ali, ou à prendre les armes contre l'Europe coalisée. Trois mois durant, on vivait entre la paix et la guerre, au bruit du canon anglais retentissant sur les côtes de l'Égypte, et des armements français tout aussi retentissants sur le continent.

IX

Quelle était la part des divers cabinets, et, entre tous, de M. de Metternich dans cette crise périlleuse? Peu après, lorsqu'on avait déjà passé les plus mauvaises heures, le roi Louis-Philippe, toujours prêt aux conversations familières, disait au comte Apponyi,

chargé de le redire au chancelier : « ...C'est l'action de la Russie qui a tout gâté. L'empereur Nicolas, qui me hait personnellement, n'a pu digérer l'idée de voir mon règne *révolutionnaire* se prolonger au delà de dix ans, et après avoir médité tous les moyens de me renverser, celui de rompre l'alliance de la France avec l'Angleterre lui a paru le plus efficace... Vous avez été tous *intimidés* et entraînés par cette action de la Russie; vous vous êtes réunis à elle contre moi, l'Angleterre par un esprit de vengeance de son premier ministre, l'Autriche et la Prusse par peur de la Russie... » C'était un peu vrai. Le chancelier d'Autriche, quant à lui, ne portait, dans l'alliance précipitée par l'empereur Nicolas et lord Palmerston, aucune préméditation hostile. Plus d'une fois il avait prévenu le cabinet des Tuileries du danger de s'isoler, d'être trop « égyptien », quand les autres cabinets étaient « turcs ». Il n'avait cessé de lui rappeler l'avantage de « rester unis », de régler « à cinq » l'affaire d'Orient[1]. Au dernier moment, il avait cédé

[1] Il faut avouer que, dans ses communications avec le Roi et avec la France, M. de Metternich était très fort de tout ce qu'il avait fait pour amener l'arrangement des affaires d'Orient *à cinq*. Son langage devenait difficile à réfuter lorsqu'il écrivait : « Comment le Roi n'a-t-il pas saisi l'occasion si favorable, que le conflit dans le Levant

pour ne pas se séparer des autres puissances, puis enfin parce que c'était sa politique, parce qu'il mettait avant tout l'intégrité ottomane menacée par la remuante ambition de Méhémet-Ali. Il n'avait sûrement pas prévu l'explosion qui allait se produire en France.

Dès qu'il voyait les malheureux effets du coup de théâtre du 15 juillet, tout ce mouvement de passions, d'armements précipités, de manifestations guerrières et révolutionnaires, qui éclatait en France, le chancelier ne laissait pas d'être troublé. Il faisait bonne contenance, sans doute, devant les vives objurgations que M. Thiers adressait au comte Apponyi à Paris,

lui a offerte, de rétablir en sa faveur, ou ce qui est la même chose, en faveur du parti conservateur, une attitude politique *à cinq?* J'avoue ne point le comprendre. De quoi s'est-il agi et de quoi s'agit-il encore? Est-ce de la destruction de Méhémet-Ali? Certes non; il s'agit de coordonner son existence avec celle de la Porte Ottomane. La France veut-elle la mort de cette dernière? Admettons qu'elle préfère Méhémet-Ali au Sultan enfant : elle ne pourrait pas vouloir la chute du trône de Constantinople, car ses dépouilles seraient forcément partagées. La France doit, dans ce cas, préférer l'existence du trône occupé tel qu'il est; mais alors, pourquoi n'être pas entré dans le conseil des *cinq?* Me dira-t-on qu'on s'y est présenté? Je ne nierai pas le fait matériel; mais je ne saurais lui accorder la valeur de la présence morale, car on n'est pas dans une question quand on se place *à côté*, et l'on est à côté d'une question quand on n'entend s'occuper que d'un principe et se refuser à toute action... » (*Mémoires*, t. VI, p. 439.)

et que M. de Sainte-Aulaire était chargé de lui porter à lui-même à Vienne[1]. Il opposait un calme assez sévère à des menaces qui n'avaient d'autre résultat que de réveiller les ardeurs de 1813 au delà du Rhin, et, à tout événement, il se préparait à s'entendre avec la Prusse pour la défense de l'Allemagne; mais en même temps, il s'étudiait à réduire les proportions de ce qu'il appelait encore un « dissentiment », à désavouer toute idée d'offense, d'exclusion ou de défi pour la France. « D'où lui viennent les dangers? disait-il... De qui et par quelles voies l'insulte lui serait-elle venue?... Aucune puissance n'a désiré mettre la France à l'écart, et cela par la fort simple et peu sentimentale raison qu'on ne met pas à l'écart une puissance telle que la France... » A peine engagé avec ses alliés dans la campagne poursuivie contre Méhémet-Ali, il avait

[1] Au moment le plus critique, sous le coup des premières nouvelles de Paris et des menaces de guerre, madame de Metternich écrivait dans son *Journal* : « 2 août. — ...Nous avons beaucoup écrit... Clément est très occupé de la question d'Orient. Ces explosions de fureur du petit Thiers inquiètent un peu les cours. Moi, pour ma part, je remercie Dieu de ce qu'on agit sérieusement, car ces éternels tâtonnements dans les ténèbres, ces compliments sans rime ni raison, qu'on échange uniquement parce que l'un a peur de l'autre, me sont antipathiques au plus haut degré... » (*Mémoires*, t. VI, p. 405.)

hâte d'en finir; il commençait à craindre les procédés brouillons et violents de lord Palmerston, qui, disait-il, « a reconnu, une fois dans sa carrière de whig, le véritable droit, mais qui veut le faire triompher à la manière des joueurs qui prétendent faire sauter la banque... » En un mot, le chancelier d'Autriche reprenait son rôle de modérateur, de tacticien négociateur, cherchant avant tout à empêcher le « conflit turco-égyptien » de devenir une « guerre européenne ». Le chancelier ne demandait pas mieux que de ménager la France dans l'intérêt de la paix, c'est bien sensible.

Il avait d'ailleurs, dès le premier moment, et c'était sa force, le plus puissant des complices à Paris dans le roi Louis-Philippe lui-même, qui, après s'être associé avec M. Thiers aux ardentes manifestations de l'opinion française, n'avait pas tardé à reprendre son sang-froid, à mesurer les dangers d'une conflagration universelle. Peut-être même le Roi, dans la liberté de ses entretiens avec les ambassadeurs étrangers, avait-il trop parlé ou trop laissé deviner sa pensée. On savait, on croyait savoir, à Vienne, ce qu'il pensait; on lui prêtait des confidences qu'on se plaisait à exagérer ou à dénaturer, et la princesse de Metternich a pu écrire dans son *Journal :* « ...Il ressort d'une conversation

du Roi avec Apponyi que les armements qui se font en France ne sont motivés que par des raisons personnelles. On veut être prêt à se défendre contre les ennemis de l'intérieur. Thiers a profité de toute cette agitation pour faire fortifier Paris, et parce qu'il a besoin d'avoir l'opinion publique pour lui, il a fait croire aux Français qu'il voulait faire une guerre aux étrangers, tandis qu'il veut voir Paris fortifié en vue des révolutions intérieures... »

Ce n'était sans doute que l'indiscrète malignité d'une grande dame toujours peu bienveillante pour le gouvernement de 1830. Le seul point vrai était que le Roi, sensible à une injure, sincère dans ce qu'il faisait ou laissait faire pour la défense du pays, mais prompt à saisir la gravité de la situation, ne voulait pas aller jusqu'à la guerre. Le chancelier, de son côté, peu soucieux de rester à la remorque de lord Palmerston et de l'empereur Nicolas, accoutumé à être un arbitre de diplomatie, ne voulait pas non plus la guerre. L'un et l'autre, le souverain français et le chancelier d'Autriche, se retrouvaient d'accord pour sauvegarder la paix, et M. de Metternich, qui n'ignorait pas les sentiments de Louis-Philippe, qui connaissait aussi les difficultés de sa position, pouvait écrire : « Que le Roi, en tout état de cause, ne se laisse pas

accabler par les embarras de sa situation. Il défend la cause de l'ordre; dès lors, tous ceux qui veulent l'ordre sont de son parti. Comme je soutiens la même cause sur un terrain dont je ne connais pas les limites, nous devons nous rencontrer dans nos intentions... »

De l'excès même de cette crise à la fois extérieure et intérieure, de la situation violente créée par trois mois d'agitations belliqueuses et révolutionnaires, sortait la seule solution qui convînt au Roi, qui pût aussi plaire au chancelier; un changement de politique par un changement de ministère [1]! Le fait est

[1] Volontiers M. de Metternich s'escrimait contre M. Thiers, qu'il accusait de tout, quoique en définitive le président du conseil du 1er mars ne fût coupable que d'avoir suivi un mouvement irréfléchi de l'opinion française. Le chancelier appelait ironiquement M. Thiers un « Napoléon civil ». Il lui reprochait de vouloir déchaîner la révolution en Europe, d'avoir réveillé les passions de 1813 en Allemagne. « Si la France est remuée, écrivait-il, on se tromperait fort si l'on supposait que l'Europe ne l'est pas. Ce qui, par contre, est vrai, c'est que les mouvements ne se ressemblent pas. Il a fallu tout le talent de M. Thiers pour faire rentrer dans le néant ce qui existait encore d'esprit doctrinaire en Allemagne. Les idées y sont montées à l'extrême dans le sens opposé. M. Thiers aime à être comparé à Napoléon. Eh bien, en ce qui regarde l'Allemagne, la ressemblance est parfaite, et la palme appartient même à M. Thiers. Il lui a suffi d'un court espace de temps pour conduire ce pays là où dix années d'oppression l'avaient conduit sous l'Empereur. L'Allemagne tout entière est prête à accepter la guerre,

que M. de Metternich se sentait singulièrement soulagé le jour où M. Thiers, le ministre des émotions nationales, de la guerre en perspective, était remplacé par M. Guizot, arrivant au pouvoir le 29 octobre 1840, « pour rétablir au dehors la bonne intelligence entre la France et l'Europe; pour faire rentrer, au dedans, dans le gouvernement, l'esprit d'ordre et de conservation... » Par l'acte hardi qu'il venait d'accomplir, le Roi montrait que, s'il était « endurant », comme il le disait à M. Apponyi, c'est qu'il savait mettre la paix du monde au-dessus de ses ressentiments personnels et d'une popularité d'un moment.

Le chancelier d'Autriche ne méconnaissait pas le prix de cette courageuse sagesse, et, sans se séparer de ses alliés du 15 juillet, il mettait aussitôt tous ses soins à limiter l'exécution du traité de Londres contre Méhémet-Ali, à ménager la France dans son protégé. Il cherchait les moyens de faire cesser l'isolement de la France en lui donnant quelque satisfaction. « Je reconnais, écrivait-il à M. Apponyi, la nécessité que le gouvernement puisse dire au pays : C'est moi qui ai sauvé le pacha d'Égypte. Tout le monde se joindra à cette

et cela de *peuple à peuple!* » Était-ce exagéré? Le fait, dans tous les cas, est caractéristique dès 1840. (*Mémoires*, t. VI, p. 447.)

prétention, et nous les premiers. » Il tenait à ce qu'on sût bien à Paris que l'Autriche s'abstiendrait de toute attaque contre l'Égypte, et qu'elle s'en abstiendrait « par égard pour la France »; il autorisait même M. Guizot à se servir de cette déclaration, et il n'hésitait pas bientôt à ajouter que, s'il plaisait à lord Palmerston de prolonger la querelle, « l'affaire n'en serait pas moins arrivée à sa fin pour l'Autriche et pour l'Europe [1]... » En un mot, il avait hâte d'en finir avec une crise dont il sentait la gravité, — qu'il ne regret-

[1] Il n'est point douteux que dans la pensée de l'empereur Nicolas, le traité du 15 juillet 1840 était plus ou moins une reconstitution des anciennes alliances, de l'« alliance de Chaumont ». M. de Metternich, beaucoup plus circonspect, — nous ne disons pas plus sympathique, — à l'égard de la France, se gardait de donner cette portée à un acte de circonstance, il avait soin d'éluder les insinuations de Nicolas, qui poursuivait son idée, même après l'exécution du traité en Orient. Un an après encore, en 1841, le chancelier écrivait à son ambassadeur à Pétersbourg : « ...Dans ma dépêche secrète, j'ai touché à quelques cordes sensibles qu'il faut se garder de faire résonner à Saint-Pétersbourg. Suivez à leur égard l'exemple que je vous donne. Si, dans vos entretiens avec l'Empereur, cette matière venait à être effleurée, effacez-vous et n'y touchez pas... Les faits prouveront qui de l'Empereur ou de moi a raison, à l'égard de la question de savoir *si le traité du 15 juillet 1840 a rétabli l'alliance de Chaumont, oui ou non!* L'attitude que vous devez prendre est celle d'une parfaite quiétude *politique*. » (*Mémoires*, t. VI, p. 578.)

tait pas toutefois, puisqu'elle avait l'avantage de décider une victoire de l'esprit conservateur à Paris, et peut-être aussi de rompre pour longtemps l'alliance libérale de la France et de l'Angleterre.

« L'Europe tout entière veut une France conservatrice », disait-il. Le roi Louis-Philippe ne pensait pas autrement que l'Europe; M. Guizot revenait de son ambassade de Londres pour être le ministre de cette politique; — et, par le fait, s'il y a dans le règne une phase où les rapports du chancelier de Vienne avec le régime de Juillet aient pris un caractère d'intimité suivie, habituelle, quoique toujours libre, c'est cette période qui commence au lendemain de 1840, à laquelle le nom de M. Guizot reste attaché. Depuis dix ans déjà, M. de Metternich avait vu passer en France bien des ministres qu'il jugeait à sa manière. Il avait subi, bon gré, mal gré, l'ascendant du génie consulaire de Casimir Périer, le modérateur, et l'on pourrait dire l'organisateur de la révolution de 1830. Il n'avait supporté qu'avec une impatience mêlée d'irritation la hauteur un peu raide du duc de Broglie, le grand seigneur libéral, aussi peu commode pour la diplomatie étrangère que pour le Roi lui-même. Il avait eu un moment du goût pour M. Molé, qui alliait au sens pratique des affaires, au tact délicat et sûr de l'homme

d'État, l'aisance de l'homme du monde. Il avait vu en M. Thiers un agitateur révolutionnaire, — plus révolutionnaire peut-être d'entraînement que d'intention. Il voyait maintenant M. Guizot, et prenait promptement confiance en lui.

Il s'intéressait à ses luttes dans les Chambres, à ses succès, à sa durée. « Que M. Guizot triomphe chez lui, disait-il bientôt en le voyant s'affermir, il peut être sûr de l'appui moral des hommes de bien du dehors. Un pays ne saurait prospérer sous le poids du changement perpétuel des gouvernements : que l'administration actuelle se soutienne, et, par cela même, elle deviendra forte, car il n'y a pas un esprit bien fait en Europe qui ne désire que la France soit libre de ses mouvements, quand ceux qui sont appelés à la diriger sont eux-mêmes honnêtes et prudents... » Et M. Guizot durait, en effet : il durait assez pour que le chancelier d'Autriche et le ministre français eussent le temps de traiter ensemble bien des affaires de l'Europe, — et même d'épuiser ensemble leur règne!

CHAPITRE VI

M. de Metternich et M. Guizot. — Le nouveau règne en Prusse. — La politique de M. de Metternich en Suisse, en Italie. — Les révolutions de 1848 et la fin du règne du chancelier. — Les deux chanceliers allemands.

I

Ramener l'ordre et l'esprit de conservation dans les affaires intérieures de la France, la paix et l'esprit de conciliation dans les rapports avec l'Europe, renouer, en un mot, la tradition de Casimir Périer dans des conditions singulièrement modifiées depuis dix ans, c'était la politique de M. Guizot, aussi bien que du roi Louis-Philippe. Souverain et ministre s'attachaient à cette œuvre, l'un avec une habile expérience des hommes et des intérêts, l'autre avec l'autorité croissante d'un talent fait pour le pouvoir et un optimisme éloquent. Ils se flattaient de raffermir et de fixer le régime. Ils pouvaient réussir, sans doute, pour quelques

années; ils avaient au moins l'apparence et l'illusion du succès. Ils ne comptaient pas assez avec les difficultés toujours prêtes à renaître, avec les contretemps, avec l'imprévu, avec tout ce qui pouvait tromper leurs calculs.

Ils ne s'attendaient pas, ils ne pouvaient pas s'attendre à voir la monarchie de Juillet frappée dans ses espérances et dans son avenir par la mort prématurée et cruelle du duc d'Orléans, allant butter du front sur le pavé d'une route, le 13 juillet 1842[1]. — Ils croyaient effacer les dernières traces de la crise de 1840, préparée par lord Palmerston, et pouvoir renouer, avec de nouveaux ministres, sir Robert

[1] La mort du duc d'Orléans était sans doute vivement ressentie à Vienne. M. de Metternich en parle avec convenance, avec une grande crainte de l'avenir et en homme qui sent la gravité de l'événement, mais sans émotion bien sérieuse. « La mort du duc d'Orléans, écrit-il, est un événement dont les conséquences échappent aux calculs. Aussi Louis-Philippe a-t-il l'âme profondément déchirée, et, d'après les nouvelles du château, plus même que cette émotion ne semblait probable à ceux qui le connaissent le mieux... » La princesse de Metternich, de son côté, en inscrivant la nouvelle de la catastrophe dans son *Journal*, ajoute : « ...Le roi Louis-Philippe avait déclaré qu'il n'acceptait le trône que pour préserver le pays d'une régence : le duc de Bordeaux était âgé de treize ans (dix !), le comte de Paris en compte trois. L'homme propose, Dieu dispose. » (*Mémoires*, p. 603, 618.)

Peel, lord Aberdeen, la vieille alliance anglaise sous le nom d' « entente cordiale ». Ils semblaient même avoir réussi un moment à sceller l'intimité des dynasties par un échange de visites de la reine Victoria à Eu, du roi Louis-Philippe à Windsor. Ils s'abusaient encore : ils retrouvaient bientôt devant eux l'ironique ennemi, lord Palmerston. Les relations avec l'Angleterre ne cessaient d'être troublées par une série d'incidents : le droit de visite, Taïti, le Maroc, — jusqu'au jour des « mariages espagnols », où elles prenaient un caractère plus violent, plus passionné que jamais. Le Roi et M. Guizot ne voyaient pas surtout qu'en dehors ou au-dessous de cette paix apparente et officielle qu'ils avaient créée, qu'ils maintenaient avec art, il y avait toute sorte de ferments, d'inquiétudes, d'impatiences ou de malaises d'opinion qui menaçaient l'avenir. Pour le moment, ils avaient le succès, ils croyaient avoir trouvé le secret de la durée du règne.

Cette expérience, M. de Metternich la suivait avec un intérêt qu'il n'avait pas caché dès les premiers jours de l'avènement du ministère de M. Guizot et qu'il ne cessait de témoigner plus vivement à mesure que se dessinait la politique nouvelle. Ce n'est pas qu'il fût réconcilié avec l'« ordre de choses » de 1830. Toutes les fois qu'il le pouvait, au contraire, dans ses

lettres à M. de Sainte-Aulaire ou à M. Apponyi, il répétait que la France lui paraissait « toujours bien malade ». Il persistait à voir dans l'origine révolutionnaire de la monarchie de Juillet le mal profond et irrémédiable, l'éternelle cause de toutes les faiblesses, de tous les dangers. Il gardait ses préventions contre le régime; plus que jamais, il s'intéressait aux hommes, à la grande partie qu'ils jouaient et où il se sentait après tout engagé comme eux. Assez libre quelquefois dans ses propos sur ce qu'il appelait les mobiles personnels ou les calculs dynastiques du Roi, il ne se sentait pas moins en présence d'un politique supérieur, avec qui il y avait à compter et même à profiter. « Le roi Louis-Philippe, disait-il, a rendu un immense service à la France et à la paix de l'Europe en ne se laissant point effrayer par une réunion de difficultés aussi grandes que celles qui se sont rencontrées sous ses pas. Son habileté, la trempe de son esprit, sa connaissance des hommes, et une bien précieuse qualité, la patience, lui ont rendu possible de faire ce qu'il a déjà fait. »

Avec M. Guizot, le chancelier avait pris très vite le ton de la plus sérieuse estime et presque du respect. Il se sentait visiblement attiré par certaines parties du caractère et du talent de l'homme qui portait

au pouvoir, selon son propre langage, « la plus noble ambition d'une grande âme, celle de gouverner un pays libre ». — « Les factieux, écrivait-il un jour, ont raison de s'attaquer à M. Guizot comme ils le font. De tous les ministres depuis 1830, — et je n'ai aucune difficulté d'étendre mon jugement également à ceux de la Restauration, — aucun n'a possédé les qualités de M. Guizot. J'admets qu'il ait beaucoup appris en marchant; mais dans ce fait même se trouve un mérite. Les hommes qui ont la prétention de ne rien avoir à apprendre sont les pires... » Il venait même un moment où il y avait entre le premier ministre autrichien et le ministre français une intimité plus étroite, des correspondances secrètes, sans parler des confidences qu'on n'écrivait pas, dont on chargeait des émissaires clandestins. Le chancelier avait ses communications mystérieuses avec M. Guizot comme avec le Roi, — et, chose plus curieuse, les communications avec l'un et avec l'autre ne se ressemblaient pas toujours!

Ce qui rassurait jusqu'à un certain point M. de Metternich dans cette phase de la monarchie de Juillet, c'est que le cabinet des Tuileries avait pris une direction décidément conservatrice, il n'en pouvait douter. « Le gouvernement français, disait-il, est conserva-

teur, il n'a pas besoin d'être excité à l'être... » Ce qui ne cessait de l'inquiéter, c'est que le roi Louis-Philippe et M. Guizot, avec la volonté d'être des conservateurs, faisaient du « conservatisme » en hommes du « juste milieu » liés par les circonstances, toujours obligés de se débattre dans une situation fausse. « Je crois bien savoir ce que veut M. Guizot, disait-il, je ne sais pas ce qu'il peut. » De là une politique assez insaisissable, quoique ayant la prétention d'être invariable, passant perpétuellement de la cordialité à la défiance, à la réserve et au doute. Le chancelier ne voulait pas créer des difficultés au gouvernement français; il lui reprochait, au contraire, de se créer lui-même des embarras par ce qu'il appelait un « grappillage dans toutes les directions », de se laisser entraîner par des ambitions d'influence, « sur vingt points différents, en Amérique et dans les mers du Sud ».

Il lui reprochait aussi de se payer d'illusions et de mots dans ses relations avec l'Angleterre, de faire de la politique de vanité et d'apparat avec les visites de la reine Victoria à Eu, du roi Louis-Philippe à Windsor, de croire qu'il allait renouer l'ancienne alliance libérale en la décorant du nom nouveau d'*entente cordiale*. « La visite à Eu, disait-il, n'a été qu'une scène de la pièce qui se joue et dans laquelle

tout le monde, auteur, acteurs et spectateurs, est mystifié ou mystificateur. » L'alliance, après ce qui s'était passé en 1840, n'était plus qu'une « fantasmagorie », une fiction qui ne résistait pas à la moindre querelle de missionnaires dans l'océan Pacifique! M. de Metternich mettait peut-être quelque calcul personnel ou quelque dépit dans ses antipathies contre ces apparences d'intimité renaissante entre les deux puissances libérales, contre cette « entente cordiale », dont il ne parlait qu'avec toute sorte de railleries; il ne manquait pas non plus d'une certaine clairvoyance.

Le fait est qu'avant peu l' « entente cordiale » allait être mise à une épreuve décisive par ce qui est resté dans l'histoire l' « affaire des mariages espagnols », — et ici, il faut l'avouer, M. de Metternich, par son habile et savante mesure, n'était point sans prêter un précieux secours au roi Louis-Philippe et à M. Guizot.

II

Cette affaire espagnole, qui a joué un si grand rôle sous la monarchie de Juillet, qui avait fait son entrée

dans la politique européenne avec la royauté d'Isabelle II, et avec la guerre civile qui en était la suite, avait été dès l'origine l'objet de communications intimes entre le souverain français et le chancelier de Vienne. On s'entendait à demi en suivant des politiques différentes; on jouait peut-être aussi un jeu singulièrement compliqué, où le dernier mot restait toujours réservé. En réalité, le Roi, par un sentiment de fidélité aux traditions bourboniennes, par une prévoyance de chef de dynastie, aurait préféré maintenir l'hérédité salique à Madrid; il ne l'avait pas caché dans une conversation intime qu'il avait eue avec le prince Esterhazy, chargé de tout redire à M. de Metternich; et l'homme éminent qui dirigeait alors les affaires étrangères dans le cabinet des Tuileries, le duc de Broglie, avait la même opinion. Il craignait la « succession féminine, qui pouvait, disait-il, nous donner un jour pour voisin je ne sais qui... »

Le Roi s'était décidé pour la monarchie nouvelle d'Isabelle II moins par goût ou par conviction que parce qu'il ne pouvait pas faire autrement, parce qu'il voulait maintenir l'alliance libérale avec l'Angleterre, sans exclure la possibilité d'une entente éventuelle avec les cours conservatrices du continent. Le dernier mot de sa politique était de s'engager le moins

possible, surtout de ne point intervenir, comme le dernier mot de la politique de M. de Metternich, qui avait pris parti pour la légitimité de don Carlos, mais qui connaissait la pensée du Roi, était d'éviter tout ce qui aurait pu forcer la France à s'engager plus vivement au delà des Pyrénées. Bref, on s'observait en se contenant mutuellement, en échangeant de temps à autre des confidences plus platoniques que décisives sur les moyens de pacifier l'Espagne. Le résultat était que la question de la succession espagnole demeurait livrée au sort des armes, et c'est en effet la guerre, une guerre de sept ans qui décidait le sanglant différend au profit de la reine Isabelle contre le prétendant carliste. Le chancelier de Vienne s'en consolait en disant : « Le sort des affaires d'Espagne me paraît fixé... Don Carlos sera chassé, alors commencera la véritable confusion... »

C'était, dans tous les cas, une phase nouvelle dans l'imbroglio espagnol, ce qu'on pourrait appeler la phase du mariage de la jeune reine victorieuse : question des plus délicates, des plus épineuses, dont le duc de Broglie avait justement signalé le danger dans un avenir prochain, et qui ne cessait de préoccuper le roi Louis-Philippe. M. de Metternich, en homme expert, aurait voulu trancher cette question par un grand

acte de transaction, par un mariage d'Isabelle avec le fils de don Carlos. Il ne faisait d'ailleurs que reprendre en pleine paix une idée suggérée déjà dans le feu de la guerre civile par le gouvernement français lui-même, et il mettait tout son art à intéresser la prévoyance dynastique du Roi au succès de son projet. « Si le roi des Français voit juste dans les situations, disait-il, il devra comprendre qu'il est de l'intérêt de sa descendance de dégager celle-ci du danger immanquable de voir les prétendants aux deux trônes se tendre la main le jour où poindra le triomphe de leurs causes. Le moyen de parer au danger est entre les mains de Louis-Philippe, et il se trouve dans le règlement de l'affaire espagnole par l'entremise du roi des Français. Que ce soit au roi des Français que le prétendant espagnol doive l'apaisement de la querelle de succession en Espagne, et qu'il n'ait point à l'attendre d'événements fortuits!... » Mais, soit maladresse des princes clients de M. de Metternich, soit impopularité de leur cause au delà des Pyrénées, le mariage rêvé par le chancelier n'avait guère de chances, et la question restait plus que jamais indécise, livrée aux contradictions, aux intrigues, au conflit des candidatures. Qui serait, en définitive, le mari de la Reine?

Tout dépendait moins de ce qui se passerait à

Madrid autour d'une jeune souveraine de moins de quinze ans que de ce qui pouvait se passer à Paris et à Londres, de la lutte d'influences engagée entre la France et l'Angleterre. Le roi Louis-Philippe, cela est certain, portait dans cette affaire espagnole une idée fixe, dont il poursuivait la réalisation à travers toutes les intrigues de cour et de chancellerie. Si, par ménagement pour l'Angleterre, pour la paix de l'Europe, il se défendait de rechercher la main d'Isabelle pour un de ses enfants, il prétendait, en revanche, exclure les princes étrangers, circonscrire le choix du mari de la Reine dans la descendance de Philippe V, parmi les princes de la maison de Bourbon qui existaient à Naples, à Lucques, à Madrid ou ailleurs. De plus, s'il résistait à toutes les sollicitations espagnoles qui lui demandaient un prince français pour la Reine elle-même, il ne s'interdisait pas, dans le secret de sa pensée, de marier un de ses fils, le duc de Montpensier, avec l'infante Louise-Fernande, sœur d'Isabelle II. Marier la Reine avec un Bourbon, le duc de Montpensier avec la jeune infante, c'était toute sa politique.

L'Angleterre ne se prêtait pas sûrement sans jalousie et sans résistance à ces projets. Elle refusait à un gouvernement étranger le droit de limiter le choix de

la Reine, d'autant plus qu'elle avait elle-même un prétendant, le prince Léopold de Cobourg, qui eût été son candidat préféré. Un instant, il est vrai, pendant le ministère de Robert Peel et de lord Aberdeen, à l'époque des voyages de la reine Victoria à Eu, de Louis-Philippe à Windsor, on avait paru se rapprocher et s'entendre; on s'était loyalement expliqué. Le Roi avait réussi ou croyait avoir réussi à persuader la reine Victoria et lord Aberdeen, à faire accepter par le cabinet anglais son principe de la descendance de Philippe V. En s'engageant à décliner pour un de ses fils la main de la Reine, à ajourner, s'il le fallait, le mariage du duc de Montpensier, il se flattait même d'avoir obtenu de l'Angleterre qu'elle ne soutiendrait pas un prince étranger. Il le croyait parce qu'il le désirait. On en était encore là lorsqu'une crise parlementaire décidait, en 1846, la chute du ministère Peel-Aberdeen, la réapparition de lord Palmerston au *Foreign office*, et le premier soin du successeur de lord Aberdeen était de reprendre la guerre contre l'influence française à Madrid, de faire revivre notamment la candidature du prince Léopold de Cobourg.

Dès lors, tout se précipitait. Aux premiers signes de l'activité remuante de lord Palmerston, le gouvernement français se croyant trompé ou menacé, crai-

gnant quelque surprise à la façon de 1840, n'hésitait plus à brusquer le dénouement à Madrid. En peu de jours, servi par un ambassadeur hardi, M. Bresson, il avait enlevé le double mariage de la Reine avec un Bourbon, son cousin, le duc de Cadix, — du duc de Montpensier avec l'infante. C'était fait et accompli! L'ambassadeur anglais, sir Henry Bulwer, n'y avait rien vu. Lord Palmerston lui-même, déconcerté par ce coup de théâtre, répondait, ne pouvant mieux faire, par du dépit et des violences, accusant le Roi de duplicité, déclamant contre l'ambition française, remplissant l'Europe de ses protestations, essayant surtout d'émouvoir l'Autriche.

Le chancelier, pour sa part, après l'insuccès de sa combinaison, avait suivi l'imbroglio espagnol en observateur un peu sceptique, décidé à ne pas se laisser engager, et, à la nouvelle de l'événement de Madrid, la première confidente de ses impressions, la princesse de Metternich, écrivait dans son *Journal :* « Le mariage de la reine d'Espagne avec le duc de Cadix et celui de sa sœur l'infante Louise avec le duc de Montpensier, mariages que le roi Louis-Philippe a négociés très habilement, ont jeté l'Angleterre et particulièrement lord Palmerston, qui se voit joué, dans une irritation qui fait grand tort à cette célèbre

« entente cordiale » dont on était si fier. Gordon, — l'ambassadeur anglais à Vienne, — s'est donné beaucoup de peine pour nous décider à agir dans cette affaire, que l'Angleterre voudrait bien exploiter aux dépens de la France; mais Clément, s'appuyant sur la vérité et sur les principes inviolables qui nous guident, a déclaré que l'Autriche resterait complètement indifférente dans la question du mariage des deux infantes, — c'est ainsi que nous les appelons. Les explosions de fureur de lord Palmerston et de ses journaux, qui invoquent toujours le traité d'Utrecht, sont à nos yeux parfaitement inoffensives et dénuées de tout fondement légal. Le duc de Montpensier peut devenir le mari de l'infante et même de la Reine, sans que le traité d'Utrecht soit violé... L'Autriche ne peut donc nullement se mêler d'une affaire qui, à ses yeux, n'a aucune importance... » C'est à peu près la position que prenait le chancelier.

Retranché dans son dogme immuable de légitimité, il voyait dans les mariages espagnols tels qu'ils s'accomplissaient, non plus une question de principe, mais un démêlé d'ambitions rivales, une querelle entre deux puissances révolutionnaires qui se disputaient l'influence à Madrid. Il affectait une certaine neutralité impartiale, un certain ton dégagé : il s'intéressait

peu aux doléances de lord Palmerston, à ses protestations, à ses évocations assez tardives du traité d'Utrecht. « Lord Palmerston, disait-il, voudrait nous engager dans une discussion dont nous ne voulons pas[1]... » Il se gardait aussi de paraître prêter les mains à la France; il s'étudiait, au contraire, à ne pas trop rassurer le Roi et M. Guizot, à leur faire sentir « qu'on ne jouait pas de petites niches à un grand pays avec impunité », qu'ils avaient engagé une grosse partie. « Je crois, écrivait-il au comte Apponyi, qu'à Paris on se fait illusion sur la véritable situation en Angleterre. Voici la vérité sans détour. Lord Palmerston est très mauvais coucheur. Il veut se venger de tout ce qui ne marche pas *dans son*

[1] Peu après les mariages, lorsque lord Palmerston cherchait encore à exciter tous les cabinets contre la France, M. de Metternich écrivait en effet : « Un sujet auquel je n'ai pas touché dans ma lettre particulière, c'est celui des mariages espagnols, et la raison de mon silence est la plus simple, la plus catégorique possible. Cette raison, c'est que je sais tirer une ligne entre les questions qui pour nous sont tranchées, et celles qui ne le sont pas. Lord Palmerston voudrait nous engager dans une discussion dont nous ne voulons pas; nous avons clairement défini et énoncé notre attitude, et nous entendons n'y rien changer. Lord Palmerston a dit à lord Ponsomby qu'avec le cabinet autrichien il n'y a rien à faire. — La question ainsi posée, ce n'est pas à nous qu'il appartiendrait d'y revenir... » (*Mémoires*, t. VII, p. 395.)

sens : que celui-ci soit droit ou de travers, peu lui importe. Il a engagé la querelle avec M. Guizot, il ne lâchera pas prise. Ses collègues sont peu soucieux de l'affaire, car ils ne croient pas qu'elle puisse dépasser les proportions d'une dispute... Lord Palmerston se trouverait sans un appui décisif, si la *Reine* n'était blessée au vif par ce qu'elle qualifie d'indélicatesse de la part du roi Louis-Philippe... Il y a ainsi deux sentiments qui se rencontrent, celui de la Reine à l'égard de Louis-Philippe, et celui de Palmerston à l'égard de M. Guizot. C'est *Eu* qui est toujours présent à l'esprit de la Reine ; les caresses qui lui ont été prodiguées ont à ses yeux la valeur de griefs. Elle ne sera pas facile à ramener... Lord Palmerston fait flèche de tout bois, et il est un tireur passionné et audacieux... » Il écrivait ceci pour être répété au Roi.

Le chancelier ne croyait pas que l'incident espagnol dût conduire les deux puissances à un conflit prochain; il croyait que tout était changé dans les alliances, que la France se trouvait dans la situation la plus difficile, que l'Angleterre saisirait toutes les occasions de lui faire « une guerre de chicanes », et pour lui, il concluait qu'il fallait « mettre en panne en ce qui concerne les affaires espagnoles ».

Au fond, sans l'avouer, avec toutes les réserves et

les libertés de propos où se plaisait son esprit, par son attitude même, M. de Metternich avait servi la France dans cette crise des mariages espagnols; il l'avait sûrement servie par son refus de s'associer à la campagne de protestations que lord Palmerston essayait d'organiser, et qui ne tendait à rien moins qu'à renouer une coalition contre nous. Peut-être le chancelier se sentait-il d'autant plus disposé à ménager la France, à lui passer, pour ainsi dire, une satisfaction dynastique à Madrid, qu'il voyait les affaires de l'Europe se compliquer, les questions les plus dangereuses se presser de toutes parts, et qu'il pensait s'assurer un allié utile à Paris. La France, dans les conditions d'isolement que lui créait l'acrimonie violente et menaçante de lord Palmerston, avait besoin de chercher des appuis en Europe; M. de Metternich, à son tour, avait besoin de la France dans l'ère troublée où l'on entrait.

Les difficultés ne manquaient pas, en effet, vers cette époque de 1846-1847, au moment où le roi Louis-Philippe et M. Guizot venaient de jouer la périlleuse partie des mariages espagnols.

III

Une insurrection avait éclaté à Cracovie; elle avait provoqué une répression sanglante, impitoyable, qui avait douloureusement retenti sur le continent, et, de plus, elle avait été suivie d'une intervention des trois puissances du Nord, d'une incorporation de la petite république de Cracovie à l'Autriche, qui était une violation des traités de Vienne. Première difficulté!

Une autre question plus grave, moins lointaine, était la lutte engagée depuis bien des années, mais particulièrement depuis 1844, en Suisse, entre le radicalisme envahissant et les petits cantons catholiques, Lucerne, Zug, Schwiz, Fribourg, Uri, Unterwalden, Valais. Aux défis révolutionnaires des radicaux de Berne, de Zurich, procédant par des invasions de corps francs, les petits cantons opposaient leurs droits, leur indépendance, leur foi religieuse, et, à la dernière extrémité, une ligue de défense, la résistance à main armée. La lutte s'envenimait par degrés, et elle allait bientôt conduire à la guerre civile, à la guerre du

Sonderbund, où succombaient les petits cantons sous le poids d'une exécution fédérale ou radicale. Or, ce n'était pas là seulement une affaire intérieure entre Suisses. Le conflit mettait en cause toute une situation internationale, la neutralité helvétique définie et sanctionnée au congrès de Vienne, la nature des rapports fédéraux reconnus par les traités, les intérêts des États limitrophes. Que feraient les puissances pour sauvegarder la souveraineté cantonale, condition de la neutralité suisse, pour contenir le radicalisme dans des tentatives de révolution qui menaçaient à la fois la constitution fédérale et les pays voisins?

D'un autre côté enfin, l'Italie entrait en effervescence. L'élection du pape Pie IX venait d'enflammer tous les esprits en ouvrant des perspectives nouvelles[1]. Le mouvement parti de Rome gagnait rapidement Flo-

[1] Si M. de Metternich avait accueilli avec une certaine confiance l'élection de Pie IX, il ne tardait pas à s'alarmer des tendances du nouveau pape, qu'il considérait comme le principal auteur des agitations italiennes. « ...Le Pape, écrivait-il, se montre chaque jour davantage privé de tout esprit pratique. Né et élevé dans une famille *libérale,* il s'est formé à une mauvaise école. Bon prêtre, il n'a jamais tourné son esprit vers les affaires gouvernementales. Chaud de cœur et faible de conception, il s'est laissé prendre et enlacer, dès son avènement à la tiare, dans un filet duquel il ne sait plus se dégager, et si les choses suivent leur cours naturel, il se fera chasser de Rome; qu'ar-

rence, bientôt Turin et Naples, sans compter Milan et Venise. De libéral qu'il paraissait être d'abord, il ne tardait pas à devenir national, — et ici encore s'élevait la grande, la redoutable question : si les agitations italiennes restaient une affaire tout intérieure, si elles n'avaient d'autre objet que la conquête de réformes libérales, rien de mieux; si elles allaient jusqu'à attaquer l'ordre politique créé par les traités de 1815, jusqu'à menacer la domination impériale en Lombardie, l'Autriche était résolue à se défendre, à maintenir ses droits. L'Autriche se croyait, de plus, assurée d'être soutenue par d'autres puissances, au moins par la Russie, et l'on touchait à un conflit universel; on revenait à la crise révolutionnaire et guerrière de 1831 dans des conditions infiniment aggravées.

C'est sur ces points délicats, épineux, que M. de Metternich, plus ou moins réconcilié avec la monarchie de Juillet, tenait à avoir l'appui du gouvernement français. Il le recherchait et il l'obtenait jusqu'à un certain point dans toutes les affaires qui semblaient préparer à l'Europe des épreuves nouvelles. A partir de la fin de 1846 surtout, le désir de se concerter,

rivera-t-il alors? Nous le verrons, car personne ne peut le savoir... » (*Mémoires*, t. VII, p. 342.)

de penser et de marcher ensemble devenait plus vif. M. Guizot se sentait visiblement flatté de la confiance que lui témoignait M. de Metternich, et il s'appliquait à son tour à flatter le vieil orgueil de celui que Lamartine appelait en pleine Chambre le « Nestor de la diplomatie ». Le chef du cabinet français ne négligeait rien pour transmettre sa pensée à Vienne par M. de Flahault, qui avait, depuis quelques années, remplacé M. de Sainte-Aulaire, par un confident clandestin, par des lettres destinées à affermir et à utiliser l'intimité croissante.

« ...Les conversations de Votre Altesse avec M..., écrivait un jour M. Guizot, ne me laissent qu'un regret, mais bien vif, c'est de ne les avoir pas eues moi-même. On ne s'entend vraiment que lorsqu'on se parle. Faute de cela et en attendant cela, car je n'en veux pas désespérer, je serai heureux de vous écrire et que vous m'écriviez, et que nos communications, si elles restent lointaines, soient du moins personnelles et intimes. Ce ne sera pas assez, mais ce sera mieux pour les affaires... Nous sommes placés à des points bien différents de l'horizon, mais nous vivons dans le même horizon. Au fond et au-dessus de toutes les questions, vous voyez la question sociale. J'en suis

aussi préoccupé que vous. Nos sociétés modernes ne sont pas en état de décadence; mais par une coïncidence qui ne s'était pas encore rencontrée dans l'histoire du monde, elles sont à la fois en état de développement et de désorganisation, pleines de vitalité et en proie à un mal qui devient mortel s'il dure, l'esprit d'anarchie. Avec des points de départ et des moyens d'action fort divers, nous luttons, vous et moi, j'ai l'orgueil de le croire, pour les préserver ou les guérir de ce mal. C'est là notre alliance. C'est par là que, sans conventions spéciales et apparentes, nous pouvons partout et en toute grande occasion nous entendre et nous seconder mutuellement... A l'Occident et au centre de l'Europe, en Espagne, en Italie, en Suisse, en Allemagne, c'est la question sociale qui fermente et domine. Il y a là des révolutions à finir ou à prévenir... Ce n'est qu'avec le concours de la France, de la politique conservatrice française, qu'on peut lutter efficacement contre l'esprit révolutionnaire et anarchique dans les pays où il souffle... La politique d'entente et d'action commune est donc entre nous naturelle et fondée en fait, et j'ai la confiance que, pratiquée avec autant de suite que peu de bruit, elle sera aussi efficace que naturelle. Je suis charmé de voir, mon prince, que vous avez aussi cette con-

fiance, et je tiens à grand honneur ce que vous voulez bien penser de moi... »

Et peu après, dans son zèle à mériter la confiance du chancelier, à préparer avec lui une entente de l'Europe, M. Guizot ajoutait :

« ...Je ne désespère pas que, si elle est partout agréée, l'action collective et identique des grandes puissances n'arrête en Suisse la guerre civile et ne nous donne des moyens et des chances de ramener dans les voies de l'ordre cet état évidemment en train de désorganisation. Je reconnais, avec Votre Altesse, que les affaires d'Italie sont encore plus graves. Cependant, même là, je ne désespère pas du succès de la politique tranquille, équitable et patiente, qui, en maintenant ses propres droits, donnera aux gouvernements italiens le temps d'acquérir un peu d'expérience et de fermeté... Je crains bien moins en Italie la force de l'esprit révolutionnaire que la faiblesse de l'esprit de gouvernement. J'ai appris avec grand plaisir que la santé de Votre Altesse était excellente; *j'en fais mon compliment à l'Europe...* »

Le ministre chargé de la fortune de la monarchie de Juillet et le chancelier chargé de la fortune de l'empire

d'Autriche s'entendaient-ils autant qu'ils affectaient de le dire dans leur correspondance secrète? Ils le croyaient parce qu'ils avaient besoin de le croire.

M. de Metternich n'était sûrement pas insensible un langage qui mêlait la flatterie à la philosophie politique. Plus que jamais, il voyait en M. Guizot « le meilleur ministre qu'ait eu la France depuis 1830 ». Il se fiait peut-être en ce moment au ministre plus qu'au Roi, qu'il soupçonnait de jouer un double jeu. Il allait jusqu'à écrire à son ambassadeur à Paris : « Veuillez dire de ma part à M. Guizot que je l'assimile moralement à mes propres pensées. Ce que je veux, il doit le vouloir; ce que je sens, il doit le sentir; ce que je sais, il doit le savoir... » Ils s'entendaient surtout lorsqu'ils se considéraient comme deux « grands esprits » chargés de traiter ensemble les affaires du monde! L'accord, cependant, était dans les intentions, dans les lettres secrètes plus que dans les faits. Il y avait dans cette intimité entre deux hommes si différents de caractère, de tradition, d'esprit, plus d'un malentendu, dont ni l'un ni l'autre n'était dupe.

Le sentiment était le même sur les agitations révolutionnaires de la Suisse, sur la guerre du Sonderbund, sur le danger de la victoire du radicalisme pour la France, comme pour l'Autriche, comme pour

l'Europe. Dès qu'il fallait prendre un parti, engager l'action, on s'arrêtait, on s'observait. M. Guizot, ou plutôt le roi Louis-Philippe, n'était pas loin de croire que M. de Metternich voulait embarquer la France dans les affaires suisses, la compromettre dans la défense des traités de 1815, pour garder lui-même plus de liberté en Italie. M. de Metternich, à son tour, quand le cabinet français le pressait de prendre l'initiative, de marcher, en lui promettant de le suivre, M. de Metternich croyait voir un piège dans ce conseil. « Si des forces autrichiennes, disait-il, entraient en Suisse pour être suivies par des forces françaises, l'entrée de ces dernières prendrait irrémissiblement l'apparence d'une force française dirigée contre l'action autrichienne; l'événement serait la reproduction de celui d'Ancône... Nous ne donnerons pas contre cet écueil...[1] » — De même, dans les affaires

[1] Cette idée d'un « nouvel Ancône » en Suisse préoccupait vivement M. de Metternich. Une autre lettre qu'il écrivait à son représentant à Zurich révèle son opinion sur les hésitations du gouvernement français, et ses soupçons d'une certaine duplicité dont il rendait principalement responsable le roi Louis-Philippe. « Une lettre de notre ambassadeur, disait-il, éclaircit et révèle le dessous des cartes du jeu qui vient de se jouer à Paris. Il en résulte que, si le roi Louis-Philippe, par les calculs d'un égoïsme étroit et timoré, répugne avec raideur à toute action efficace

d'Italie, plus graves encore que celles de la Suisse.

La monarchie libérale de Juillet, représentée par M. Guizot, et la vieille Autriche, paraissaient avoir fait alliance sur un point : elles s'entendaient sur la nécessité de maintenir la paix des États par le respect des traités au delà des Alpes comme partout. Au delà, ni les positions ni les politiques n'étaient et ne pouvaient être les mêmes. M. Guizot se flattait toujours de voir se dégager des agitations italiennes, un peu sous l'influence française, une politique de progrès libéral et de « juste milieu », compatible avec l'indépendance des princes comme avec la paix. M. de Met-

de son gouvernement en Suisse, M. Guizot, à la fois plus éclairé et plus courageux, regrette que les puissances se condamnent elles-mêmes à un rôle de parfaite nullité, et qu'il voudrait arriver par un détour à les en voir sortir. L'idée que l'Autriche, une fois que le désordre aurait commencé en Suisse, intervînt seule pour éteindre le feu, et que la France, de son côté, prît alors position dans la Confédération, ne lui déplairait pas. Les deux puissances s'étant une fois rencontrées de la sorte, finiraient, — semble-t-il penser, — par se tendre la main dans un but d'ordre. Ce serait une répétition d'Ancône, à la différence près que l'occupation de 1832 a eu lieu dans des vues hostiles et avec des sentiments de jalousie, tandis que celle de 1847 aurait été, pour ainsi dire, tacitement convenue d'avance pour aboutir à un but commun aux deux cours... » M. de Metternich n'entendait pas se prêter à une action par subterfuge, qu'il considérait comme dangereuse de toute façon. (*Mémoires*, t. VII, p. 461.)

ternich ne doutait pas de la sincérité et des bonnes intentions du ministre français; il croyait peu à son pouvoir, pas du tout à son rêve d'un « juste milieu » italien. Le regard fixé sur Rome et sur Florence, sur Turin et sur Naples, il démêlait, sous l'apparence de simples réformes intérieures, un mouvement révolutionnaire et national près d'emporter les princes, conduisant fatalement à la guerre contre l'Autriche. Le chancelier, en homme pratique, voyait ce qui le menaçait; M. Guizot voyait ce qu'il désirait. A travers tout cela, lord Palmerston, en haine de la France, par ressentiment des mariages espagnols, soufflait partout le feu, et le résultat était qu'en Italie comme en Suisse, les événements se précipitaient.

Un jour, à ces moments extrêmes, dans une conversation intime où M. de Metternich et notre ambassadeur, M. de Flahault, s'entretenaient de la gravité des choses, prévoyant déjà pour les deux puissances la nécessité de soutenir ensemble le Pape, le chancelier disait d'un ton assez mélancolique : « L'Autriche ne peut se charger seule de la besogne, car vous arriveriez avec un nouvel Ancône, — toujours le souvenir d'Ancône! — La France, si elle s'avise d'agir seule, sera paralysée par l'Angleterre. Les deux cours allant ensemble, le parti libéral, réuni aux radicaux,

chassera M. Guizot, parce qu'il sera accusé de vouloir renouveler avec M. de Metternich la Sainte-Alliance! » — On en était là vers la fin de l'année 1847 !

IV

On sentait l'ébranlement partout, et, chose plus frappante, là même où M. de Metternich avait si longtemps déployé son ascendant, là où il avait trouvé son point d'appui, en Allemagne, la situation avait déjà singulièrement changé.

Depuis 1815, depuis qu'une nouvelle organisation germanique avait remplacé la confédération du Rhin, tout l'art du chancelier avait été de s'assurer la complicité de la Prusse pour gouverner la diète créée à Francfort, et de se servir de la diète pour soumettre l'Allemagne tout entière à un même régime de compression savante. C'est la politique qu'il avait inaugurée à Carlsbad, qu'il avait pratiquée non sans rencontrer des résistances et des révoltes, — qu'il avait réussi néanmoins à maintenir par un mélange de ténacité et de finesse. Il avait eu sur-

tout, pour la réalisation de son œuvre, la chance de trouver à Berlin, dans le roi Frédéric-Guillaume III, un prince à l'esprit simple et honnête, mais étroit, empressé à le soutenir dans sa politique allemande comme dans sa politique européenne, facilement amené, quoique Prussien, à subir la direction de Vienne.

Patient et souple, hardi quand il pouvait l'être sans péril, habile à jouer avec toutes les faiblesses, avec tous les intérêts, et à tout ramener à ses vues, il avait marché des années durant à son but. Il avait su se servir de tout, selon le mot de M. de Bismarck dans un de ses « mémoires » secrets, — procédant tantôt d'autorité par un droit fédéral de son invention inspiré ou imposé à la diète, tantôt par les captations personnelles, intimidant ou flattant les princes, attirant au service de l'Autriche les fils des personnages et des ministres des petits États, se ménageant des intelligences jusque dans l'intimité des cours, même à Berlin [1]. Le chancelier était arrivé ainsi à neutraliser ou à voiler le vieil antagonisme prussien, à paralyser l'essor libéral et constitutionnel dans les États du Sud, à

[1] On peut voir, dans la *Correspondance diplomatique de M. de Bismarck*, le fameux *Mémoire* de 1859, qui était un véritable acte d'accusation contre l'Autriche, et où se dévoilait déjà la politique du futur chancelier de Berlin.

enlacer l'Allemagne de son influence dominatrice et jalouse. Même après 1830, il avait réussi à faire voter par la diète de Francfort, — juin 1832, — une série de résolutions qui limitaient les libertés constitutionnelles là où il y avait des assemblées, et resserraient les liens de la compression au nom de la « sécurité intérieure et extérieure » de l'Allemagne. C'était, il est vrai, presque son dernier succès.

Il avait réussi, autant qu'il pouvait réussir, à rester l'âme et le guide de la politique allemande, à façonner dans la diversité des États confédérés une sorte d'unité apparente et artificielle sous la suprématie autrichienne. Il ne regardait pas au delà. Il ne voyait pas qu'en comprimant les instincts libéraux et nationaux qu'il appelait révolutionnaires, il ne les supprimait pas; qu'en enchaînant la Prusse par une solidarité d'absolutisme, il ne la désarmait pas; — qu'à son travail silencieux, obstiné, pour la domination, répondait bientôt un autre travail silencieux, persévérant, la conspiration des idées, des sentiments et des intérêts. Pendant qu'il faisait de la politique avec ses congrès, avec ses conférences ou ses commissions de police fédérale, les esprits s'ouvraient d'autres issues, les intérêts eux-mêmes cherchaient pour ainsi dire leur voie.

Dès le temps de Carlsbad ou à peu près avait commencé obscurément, par des nécessités de trafic intérieur, une fusion douanière qui était restée circonscrite d'abord entre la Prusse et les petits duchés enclavés dans ses territoires, puis s'était étendue par degrés, pour finir par embrasser la plupart des autres États du nord et même du sud de l'Allemagne : c'est le « Zollverein », — œuvre toute commerciale à l'origine, compliquée, chemin faisant, d'arrière-pensées politiques, et tendant à créer, à côté de l'union factice par l'absolutisme autrichien, une union autrement vivace sous la prépondérance et au profit de la Prusse.

L'Autriche régnait par la diplomatie dans la diète, la Prusse devenait par degrés la régulatrice des intérêts, la directrice du mouvement matériel de l'Allemagne en dehors de la diète. M. de Metternich, après avoir traité peut-être un peu dédaigneusement ce travail à sa naissance, n'avait pas tardé à en saisir la menaçante portée. Il y voyait presque « un des événements les plus considérables de notre époque ». Il comprenait parfaitement le danger de cette « union des intérêts matériels », déguisant à peine une agitation politique, formant, dans la grande confédération dont il se flattait toujours de rester le maître, une autre confédération libre, envahissante, sous le pa-

tronage de la Prusse. A cette ligue suspecte qui menaçait de faire par degrés de l'Autriche une « étrangère » en Allemagne, il n'opposait guère que des expédients peu efficaces, une certaine impatience agitée. Bref, le chancelier sentait croître autour de lui une force qui lui échappait, qui déconcertait ses combinaisons; mais l'événement le plus grave, le plus propre à troubler sa politique, c'est le changement de règne en Prusse au mois de juin 1840.

Tant que le vieux roi Frédéric-Guillaume III avait vécu, — il régnait depuis quarante-trois ans, — M. de Metternich était sûr de l'appui d'un prince simple et modeste, un peu étonné des vicissitudes de sa vie, qui s'était fait un dogme de l'alliance avec l'Autriche, qui voyait dans le chancelier lui-même une sorte d'oracle, le conseiller infaillible. Entre le Roi et le chancelier, il y avait un lien intime formé par les souvenirs des luttes de 1813, par la haine commune de tout ce qui était révolution. Frédéric-Guillaume n'avait pas oublié les promesses libérales par lesquelles il avait rallié son peuple, aux jours des guerres de l'indépendance; il en avait ajourné indéfiniment la réalisation, surtout sous l'influence de Vienne. Il n'avait d'autre souci que d'achever de vivre dans le repos, dans le culte de la Sainte-Alliance et de l'abso-

lutisme. Avec lui, M. de Metternich n'avait rien à craindre. Son fils, le roi Frédéric-Guillaume IV, le frère aîné de celui qui devait être l'empereur Guillaume, était une énigme. Ce n'est pas qu'il eût moins que son père le goût de l'absolutisme, le respect de l'Autriche et de M. de Metternich. Il avait commencé par écrire au chancelier : « Vous n'appartenez pas à l'Autriche seule. Le fils du roi de Prusse croit avoir des droits sur vous; aussi ne manquerai-je pas de vous regarder comme mon conseiller et comme mon ami... » Mais Frédéric-Guillaume IV arrivait au règne avec une inquiétante originalité de caractère, avec un esprit plein de projets et une imagination décevante.

C'était un prince fantasque et mobile, impétueux et irrésolu, captieux et éloquent, alliant le goût des nouveautés à un mysticisme subtil et à des superstitions de féodalisme historique. Il se proposait sûrement de tenir les promesses libérales que son père n'avait pas réalisées; il les tenait à sa manière, en s'agitant dans le vide, en agitant les esprits, en surexcitant des espérances d'autant plus vives qu'au lendemain de son avènement, dans l'été de 1840, les menaces d'une guerre avec la France réveillaient toutes les passions d'autrefois. — « Le Roi est né expérimentateur », disait un jour le chancelier. Frédéric-Guillaume IV commençait

ses expériences avec des rescrits sur les états provinciaux, qui promettaient encore plus qu'ils ne donnaient, et des discours pathétiques où les libéraux prussiens se plaisaient à voir les premiers gages d'une prochaine réforme constitutionnelle.

V

Devant les agitations du nouveau règne prussien, le chancelier de Vienne se sentait bien vite en méfiance et ne se défendait pas de dédaigneux pronostics. Il traitait assez légèrement Frédéric-Guillaume IV[1]. Il le rencontrait plusieurs fois en ces

[1] Invité par Frédéric-Guillaume IV, dès 1842, à se rendre sur les bords du Rhin, M. de Metternich écrivait : « ...J'irai rejoindre le roi de Prusse sur les bords du Rhin, et cette course n'est pas sans m'effrayer plus ou moins. Le Roi est un singulier mélange de qualités éminentes avec certains défauts, parmi lesquels il faut ranger la passion qu'il a de tout remuer et d'agir de façon à mettre ses qualités en relief. J'ai bien peur qu'il ne soit en train de tout bouleverser : son pays et l'Allemagne tout entière. Il se croit une force de situation qu'il n'a pas, et que ne saurait avoir aucune créature humaine; j'entends celle d'arrêter *la force des choses!* Il y a bien assez de forces à combattre sans éveiller celles qu'il serait plus sage de laisser reposer. Le

années, notamment pour la pose de la première pierre du Dôme de Cologne. « Le Roi, dit-il, lui avait sauté au cou » ; il n'en était pas plus fier et plus rassuré pour cela. Il donnait des conseils qu'on lui demandait et dont il pressentait d'avance l'inutilité. Le chancelier en venait à affecter une certaine réserve dans ses relations avec le brillant agité de Berlin et à éviter des entrevues qu'il eût recherchées autrefois.

Une occasion se présentait bientôt cependant où il ne pouvait se dérober à une invitation du Roi qui le conviait à Coblentz et au château de Stolzenfels. Cette occasion était le passage de la reine Victoria d'Angleterre, qui arrivait sur le Rhin, allant visiter Cobourg, le pays du prince Albert, — et en déclinant l'invitation, le premier ministre d'Autriche aurait paru refuser de voir la Reine, comme aussi son ami, lord Aberdeen, qui accompagnait sa souveraine. Il mettait pourtant encore quelque coquetterie à se représenter comme un homme allant prendre des vacances au Johannisberg et charmé d'aller de là en voisin à Coblentz et à Stolzenfels « faire sa cour à la reine d'Angleterre ». On était déjà au mois d'août 1845.

Roi tient beaucoup à me voir, et bon nombre de ses serviteurs les plus raisonnables désirent que je le voie. Je ne m'y refuserai donc pas... » (*Mémoires*, t. VI, p. 617.)

La rencontre était curieuse et peut-être décisive. Une foule de princes et de personnages se trouvaient réunis : le roi Frédéric-Guillaume faisant les honneurs de Stolzenfels, la reine Victoria, le prince Albert, des archiducs, le prince et la princesse de Prusse, le roi et la reine des Belges, des diplomates, des femmes de toutes les cours. Madame de Metternich, qui est des fêtes de Stolzenfels, ne manque pas de faire ses observations sur tout ce monde, et, en personne orthodoxe, elle s'étonne que le prince Albert, conduisant la reine des Belges, ait le pas sur un archiduc; elle dit avec une politesse pincée au sujet de la fille du roi Louis-Philippe : « J'ai été chez la reine des Belges, qui m'a donné une audience. Elle semblait un peu embarrassée; elle est toutefois une dame fort distinguée, qui a le meilleur ton. Elle cause très bien, et en somme, elle a été fort aimable, malgré toute sa réserve... » Le chancelier est présenté à la reine Victoria, qui, à son tour, écrit dans son *Journal*, d'un ton un peu indifférent : « J'ai trouvé le prince beaucoup plus âgé que je ne m'y attendais, dogmatisant beaucoup, parlant lentement, du reste très aimable...[1]. » De part et d'autre, on restait un peu

[1] Voir le récit de ce voyage dans l'ouvrage : *le Prince Albert de Saxe-Cobourg, époux de la reine Victoria*, d'après

froid; mais ce qu'il y avait de plus caractéristique dans ces entrevues de Stolzenfels, c'était un entretien de M. de Metternich avec le roi Frédéric-Guillaume pendant une course sur le Rhin, dans la cabine d'un bateau à vapeur qui ramenait le chancelier au pied du Johannisberg.

Le Roi était alors en travail d'une organisation nationale, plus ou moins constitutionnelle, destinée à compléter ou à couronner les « états provinciaux » de Prusse. Que ferait-il réellement? Il ne le savait pas lui-même. Dans son mystérieux tête-à-tête avec M. de Metternich, il gesticulait, il pérorait, repoussant avec horreur tout ce qui ressemblerait aux systèmes représentatifs modernes, mettant son droit royal au-dessus de tout, rattachant la création qu'il méditait aux vieilles traditions allemandes, au vieux droit historique. Le chancelier écoutait avec un air de doute, en homme qui, à travers les fumées de l'imagination royale, voyait poindre l'idée libérale et constitutionnelle qu'il combattait depuis trente ans.

Au Roi lui répétant sans cesse qu'il ne se laisserait jamais imposer des « états généraux du royaume », qu'il se bornerait à une réunion plénière des corps d'é-

leurs lettres, journaux, mémoires, etc., par Augustus Craven, 2 vol. Librairie Plon.

tats provinciaux, il répliquait : « Si Votre Majesté veut réellement ce qu'elle me fait l'honneur de me confier, mon intime conviction me presse de lui déclarer *qu'elle convoquera les six cents députés provinciaux comme tels, et que ceux-ci se sépareront comme états généraux*. Pour empêcher cela, la volonté de Votre Majesté ne suffit pas. — Derrière ma volonté, dit le Roi d'un air pensif, il y a encore ma puissance. — Je n'ai pas caché à Votre Majesté l'expression de ma conscience, reprenait le chancelier. Vous êtes maître d'agir, mais vous n'êtes pas maître de ce qui résulte de la force des choses. » — Puis le Roi, après un moment de silence, ajoutait : « Ce que je fais, je le fais pour moi et par suite de la conviction qui m'anime. Je ne le fais pas pour les autres. Voici ce que je dis à mon frère Guillaume : Si ce que j'ai fait te déplaît jamais, change-le à ton gré ! » — Et le chancelier, interrompant le Roi, répondait : « Il y a des choses qui, une fois faites, sont irrévocables !... »

Cette conversation secrète, qui peut passer pour un curieux épilogue des fêtes bruyantes de Stolzenfels, durait plus de deux heures. Le Roi, en prenant congé du chancelier, « l'embrassa à l'étouffer ». Frédéric-Guillaume IV ne savait pas que ce qu'il préparait, ce qu'il venait de laisser entrevoir, c'était la fin de la vieille

Prusse, le commencement d'une Prusse nouvelle; que c'était aussi sans doute la fin de la politique de 1815 en Allemagne. Le chancelier le savait ou il s'en doutait; il voyait sous la forme constitutionnelle comme sous la forme de l'union douanière l'ambition prussienne s'essayant à un rôle nouveau. Il ne soupçonnait pas la sincérité du Roi, il croyait à sa légèreté; il était persuadé qu'avec lui il fallait s'attendre à de l'imprévu, qu'on entrait dans l'ère des hasards, et, en quittant Stolzenfels, il écrivait à l'archiduc Louis : « Les jours qui viennent de s'écouler m'ont laissé une impression de tristesse. Je ne puis mieux définir le sentiment que j'éprouve qu'en employant une expression dont je me suis déjà servi : ce que je viens de voir me rappelle la *Danse macabre* de Holbein. Le Roi, entouré de la suite la plus brillante, a montré une bonté parfaite et une humeur charmante; mais dans son entourage règne une inquiétude visible. Tel est aussi le sentiment qui agite tous les hôtes illustres de Coblentz, ainsi que le public des bords du Rhin. Tout le monde se demande ce qu'un avenir prochain pourrait bien nous réserver, et personne n'a confiance dans les événements futurs... »

Dès lors, les affaires de Prusse n'étaient pour M. de Metternich qu'un épisode révolutionnaire de plus

dans le mouvement du temps. Il les suivait avec un dédain assez léger quelquefois, peut-être par instants avec le secret espoir d'arrêter le Roi, de réveiller en lui l'orgueil du prince absolu, le plus souvent avec le sentiment inquiet de son impuissance. Il ne croyait pas précisément à un prochain 1789 pour la Prusse; il voyait sûrement à Berlin « un grand désarroi moral, précurseur de désordres matériels ». Il pensait bien que la crise prussienne aurait son retentissement et ses effets hors du royaume, en Allemagne, même en Europe, et, chose curieuse, c'est avec le premier ministre de la monarchie « révolutionnaire » de Juillet, c'est avec M. Guizot, qu'il échangeait le plus volontiers ses impressions de conservateur alarmé.

Entre Vienne et Paris, par des raisons différentes, il y avait une certaine communauté de crainte sur ce qui se préparait à Berlin. « M. Guizot, disait le chancelier, fixe des regards inquiets sur ce qui se passe aujourd'hui en Prusse. Il ne peut mettre en doute qu'entre son impression et la mienne, il ne saurait guère y avoir de différence. Ce que je vous ai déjà dit sur ce grave sujet doit prouver à M. le ministre des affaires étrangères combien je suis éloigné de partager le sentiment de confiance dans le succès qui anime Sa Majesté Prussienne... M. Guizot me trou-

vera constamment disposé à l'échange le plus franc de mes impressions et de mes idées avec les siennes... »

Lorsque, par une patente du 3 février 1847, le roi Frédéric-Guillaume se décidait enfin à donner sa constitution, à appeler à Berlin ce qu'on appelait les « états réunis », M. de Metternich répétait le mot des grandes aventures : *Jacta est alea!* Et peu après, voyant se dérouler tout ce qu'il avait prévu, il ajoutait avec une sagacité qui jugeait le présent, qui perçait aussi l'avenir : « ...Le Roi a été entraîné où il ne voulait pas aller. Il ne voulait point d'*états généraux*, et il les a dans les *états réunis*. Il ne voulait pas la périodicité des réunions, et il l'a. Il ne voulait pas subordonner aux états toute la législation, et elle est entre leurs mains... Six cent treize individus ne se laissent pas mettre sur un lit de Procuste, et, si on les y met, ils font sauter le lit et s'en procurent un meilleur. Il faut que, sous la pression du nouveau système, la Prusse ait ses coudées franches; il faut qu'elle s'efforce d'agrandir l'espace où elle est emprisonnée : l'*idée allemande* lui en fournit les moyens tout prêts, et ces moyens, c'est l'idée des « nationalités » qui les lui offre, — cette idée qui dit tout et ne dit rien, cette idée qui remplit actuellement le monde!... »

VI

De telle sorte que tout se réunissait, tout concourait à la crise la plus compliquée. Au même instant, la Prusse s'ébranlait, et, en s'ébranlant, elle ravivait, elle remuait en Allemagne des instincts longtemps contenus. La guerre civile du Sonderbund, en Suisse, allait se dénouer par une victoire du radicalisme devant l'Europe émue et impuissante. Au delà des Alpes, à Naples, à Rome, à Florence, tout se préparait pour une explosion, — et à quelques lieues de la frontière lombarde, il y avait un roi qui était à Turin ce que le roi Frédéric-Guillaume était à Berlin [1].

[1] La confiance de M. de Metternich dans le roi de Sardaigne, Charles-Albert, avait toujours été médiocre. Le chancelier n'avait jamais oublié le rôle équivoque de l'ancien prince de Carignan, dans la révolution de 1820, et même quand il avait vu le prince sur le trône réconcilié avec l'absolutisme, tout acquis en apparence à l'Autriche, il se croyait peu sûr; à plus forte raison M. de Metternich se défiait-il de Charles-Albert dans les mouvements de 1846-1847; il suivait ce prince dans ses tergiversations incessantes, tantôt ayant l'air de vouloir résister aux agi-

La France elle-même, quoique placée sous un gouvernement conservateur qui se flattait d'avoir fixé pour longtemps les destinées de la monarchie de Juillet, la France se sentait agitée de mouvements sourds et inquiétants. Au midi comme au centre de l'Europe, les incidents se multipliaient, et tout cela, c'était la révolution encore une fois, — la révolution que le chancelier d'Autriche combattait depuis plus de trente ans, qu'il voyait maintenant reparaître plus menaçante. « Je suis vieux, mon cher comte, — écrivait-il à M. Apponyi, — et j'ai traversé bien des phases dans ma vie publique. Je suis ainsi à même d'établir entre les situations des comparaisons que je ne cours pas le risque de voir faussées par des passions ou une irritabilité qui me sont étrangères. Eh bien! je vous avouerai que la phase dans laquelle se trouve aujourd'hui placée l'Europe est, d'après mon intime sentiment, la plus dangereuse que le corps

tations révolutionnaires, tantôt cédant aux libéraux. « Ce qui se passe à Turin, écrivait-il, n'est que la reproduction de ce qui se passera toujours dans ce pays et de ce dont le roi Charles-Albert est le représentant vivant. Le système de bascule, les tours d'équilibre sont le fait des Piémontais; c'est de l'adresse et de l'habileté de bas étage appliquées à toutes choses, grandes et petites. A Turin, on appelle cela de l'esprit; je n'y vois que de l'ambition et de la faiblesse. » (*Mémoires*, t. VII, p. 437.)

social ait eu à traverser dans le cours des dernières soixante années... » Il parlait ainsi à la fin de 1847. On se croyait revenu aux émotions fiévreuses, aux perspectives révolutionnaires et guerrières de 1830, de 1831, et c'était peut-être encore plus vrai qu'on ne le croyait : on revenait aux mêmes crises avec une aggravation de toute chose, avec des gouvernements plus affaiblis ou indécis et des excitations populaires plus générales, plus difficiles à contenir désormais par la diplomatie ou par la force.

« Il y a des affaires de tous les côtés, avait écrit un jour M. de Metternich, et quand on les examine, toutes se réduisent à une seule : c'est la révolution qui fait la guerre à tout ce qui est stable... » C'est l'explication de sa vie, le résumé de ses idées dans ce qu'on peut appeler son long gouvernement de l'Europe. Il est, lui, contre les changements, contre ce qui trouble l'ordre silencieux des sociétés, contre tout ce qui démantèle ou menace la cité traditionnelle et immuable. C'était assurément un observateur clairvoyant et expérimenté des maladies de son temps : il les connaissait, il se flattait encore plus de les connaître à fond. Il ne se trompait pas quand il voyait la révolution dans tous les faits qui se pressaient et se succédaient autour de lui : son erreur ou sa faiblesse

était de ne trouver à opposer au mouvement grandissant, à la force des choses, que des expédients, des « toiles d'araignée », déguisant à peine une simple politique d'immobilité. Madame de Metternich écrivait un jour, aux premiers temps de son mariage : « Clément a joué avec Richard, et il y a pris *tant de plaisir* qu'il a fini par faire des bulles de savon avec Gentz, ce qui n'est pas peu dire par le temps qui court... » Le chancelier lui-même a écrit un autre jour, à l'occasion d'une de ces réunions de Tœplitz, où il se rencontrait avec les rois et les princes : « Rien ne me représente mieux la fixité dans les petites choses que la réunion de Tœplitz. Toutes les figures sont pétrifiées à leurs places respectives... Les années passent, les figures restent jusqu'à leur mort naturelle. Le Roi prend régulièrement le même nombre de prises de tabac, Wittgenstein dit les mêmes polissonneries. Tout tourne et change, excepté ces personnages, — et moi aussi, qui tiens ma place dans ce cadre d'immobilité... » C'est un peu l'image de la politique de M. de Metternich! Le chancelier faisait quelquefois des « bulles de savon » avec sa diplomatie, ou, s'il s'agitait, il s'épuisait en vaines tactiques sans rien empêcher. Ses relations mêmes avec la France, relations devenues en apparence plus intimes depuis

voyait réduit à s'enfuir furtivement, sous la garde de sa femme, qui dit d'un accent pathétique dans son *Journal :* « ...Quel moment ! Ce départ, cette fuite, et pourquoi? Qu'avons-nous fait? Avons-nous mérité cela?... Clément était assis à côté de moi. Cet homme, dont les habitudes, les aises étaient l'objet de préoccupations constantes... cet homme, de soixante-quinze ans, était sans abri et ne savait pas ce qu'il deviendrait le lendemain... Lui qui a toujours pensé à l'avenir des siens, il voit aujourd'hui sa fortune même en danger. Lui qui mettait sa gloire à soutenir la monarchie plus longtemps que d'autres, il voit aujourd'hui s'écrouler, dans l'espace de vingt-quatre heures, tout l'édifice de sa vie de labeur;... nous avions pourtant de si nombreux amis, tant de gens qui nous tenaient de près, et maintenant, nous fuyons seuls, tout seuls, sans que personne ait songé à protéger le départ de mon mari, de cet homme qui a été regardé pendant de si longues années comme le soutien et le salut de l'Europe. Tout cela est comme un songe horrible!... » Ce départ clandestin, cette fuite, un voyage éperdu, précipité, non sans dangers, au milieu de l'Allemagne en fermentation, tout cela dénouait étrangement et tristement une grande carrière!

La chute avait été rapide, plus rapide et plus extra-

ordinaire encore que la chute de cette monarchie de Juillet dont le chancelier ne cessait, depuis dix-huit ans, de prédire la fin prochaine, sans prévoir que ce serait sa propre fin. Le vaincu du 13 mars ne revenait à peu près à lui-même qu'à son arrivée en Angleterre, où il allait rejoindre d'autres grandeurs déchues du moment, et où il retrouvait avec le calme, avec la liberté de son jugement, l'intime et imperturbable persuasion que le monde était décidément fou, que seul il ne s'était jamais trompé. Lui, qui dans sa vie s'était flatté de comprendre tant de choses, il en était à comprendre sa chute! M. de Metternich n'avait pas sans doute emporté dans sa fuite la monarchie autrichienne, comme on le disait; il emportait du moins un système, une politique, tout un ordre de choses dont il avait été, pendant près de quarante ans, l'âme et le régulateur, qui disparaissait maintenant avec lui. « Je ne puis pas sortir de l'histoire *du temps,* écrivait-il au roi Léopold de Belgique après sa chute; quant à l'histoire *du jour,* je n'ai plus rien de commun avec elle. »

C'était, en effet, son destin : son règne était fini! Il n'était plus qu'un personnage du passé; mais l'histoire ne s'interrompt pas pour un homme qui s'arrête ou qui disparaît de la scène. Elle reprend son cours, elle recommence quelquefois. Les révolutions de 1848,

quoique bientôt vaincues à leur tour par les réactions, ouvraient en réalité un ordre nouveau; elles devaient avoir toutes ces conséquences qu'on ne prévoyait guère, — une résurrection de l'empire napoléonien en France, des déplacements de puissance en Europe, des crises, des guerres nouvelles pour la domination. Les révolutions de 1848 contenaient tout cela en germe, et, par une étrange combinaison, avant que quinze ans fussent passés, devait apparaître, non plus à Vienne, mais à Berlin, un autre chancelier reprenant pour la Prusse le rôle que M. de Metternich avait eu si longtemps pour l'Autriche. Le dernier venu, le chancelier de Berlin, éclipse, si l'on veut, le chancelier de Vienne; il l'éclipse en le continuant dans des conditions nouvelles, — à la prussienne!

Aux deux extrémités du siècle, ces deux hommes, aux physionomies et aux génies si divers, résument deux phases de l'histoire, l'une qui n'est plus déjà que du passé, l'autre qui n'est encore que le présent gardé par la force.

De quelque façon qu'on juge la marche des choses, M. de Metternich est resté et reste sans aucun doute une des plus curieuses figures de la période historique où il a vécu, où il a grandi et régné. Né quinze ans

avant les orages qui allaient remuer le monde, formé à l'école de Kaunitz, engagé dès sa jeunesse, dès le congrès de Rastadt et sa première mission diplomatique, dans toutes les mêlées, ce fils de l'aristocratie viennoise et du dix-huitième siècle a eu une carrière assez longue pour voir les régimes se succéder, l'Europe changer de face. Il a traité tour à tour, comme ambassadeur ou comme chancelier, avec Napoléon et Talleyrand, avec Alexandre Ier de Russie et Capo d'Istria ou Nesselrode, avec lord Castlereagh et le duc de Wellington, avec la Restauration française et le duc de Richelieu, M. de Villèle, M. de la Ferronays, — avec la monarchie de Juillet et M. Casimir Périer, M. Guizot, le roi Louis-Philippe. Il a traversé toutes les crises en homme habile, en homme heureux, portant dans les affaires du temps ce mélange de supériorité réelle et d'artifice, de fixité apparente et de souplesse, de dogmatisme et de fatuité mondaine, qui a fait son originalité. M. de Metternich n'est pas un politique à grandes vues et à résolutions hardies; ce n'est pas non plus un politique d'entraînement à la façon d'un Stein et des patriotes allemands : c'est un politique de la vieille Autriche et de l'ancien régime.

Son génie est dans l'art des combinaisons, dans le maniement patient des hommes et des intérêts. Il s'est

toujours flatté d'avoir été le vrai vainqueur de Napoléon au moment décisif de 1813; il avait su tout simplement se mettre à propos avec la force des choses sous laquelle pliait son terrible interlocuteur de Dresde, et par sa dextérité d'évolution, par son habileté à saisir l'occasion, il se trouvait le lendemain être des premiers parmi les victorieux de la coalition, — le plus expert peut-être à profiter de la victoire.

Le vrai règne de M. de Metternich date surtout de ce moment du congrès de Vienne où se partagent les grandes dépouilles, où est décidée la réorganisation de l'Europe et où s'ouvre un ordre nouveau. Nul, en réalité, n'a mieux que lui représenté, façonné à son usage et gouverné cet ordre de 1815 dont il était un des inspirateurs. Nul aussi n'a su plus habilement tirer parti de la victoire pour refaire la puissance autrichienne, pour restaurer une sorte de suprématie impériale adaptée aux temps nouveaux. Son système était aussi simple qu'adroitement calculé. Il a toujours voulu faire de l'Autriche reconstituée la maîtresse de la Confédération germanique qui venait de naître à Vienne, puis se servir de cette confédération même pour dominer l'Allemagne, pour soumettre les nouveaux confédérés, tous les États allemands, à un régime uniforme de silence dans l'immobilité. Son

rêve a toujours été en même temps de rester le lien entre les puissances, de les intéresser à cet ordre de 1815 qui était leur ouvrage, de constituer, sous le nom de *Sainte-Alliance*, ou sous tout autre nom, la défense européenne contre tout ce qui pouvait troubler le repos des sociétés, la garantie de l'équilibre si péniblement restauré. Et ce système, il l'a pratiqué avec un singulier esprit de suite, un peu en pédagogue de la haute diplomatie, contenant la Prusse par la jalousie des autres États et les autres États par la Prusse en Allemagne, s'étudiant à être le médiateur des rivalités et des ambitions en Europe, essayant, quand il n'a plus eu la Sainte-Alliance, de se retrancher dans l'alliance restreinte du Nord. C'est essentiellement le politique de l'équilibre et de la paix, le défenseur le plus intrépide de l'ordre conservateur et de l'ordre territorial, représentés par les traités de 1815.

Pendant trente-quatre ans, il a réussi à peu près, sinon à tout sauver, du moins à durer, à être un arbitre accepté en Europe, à identifier son règne avec la paix. — Il a vécu assez pour voir son ascendant personnel s'évanouir et son œuvre même détruite ou menacée de toutes parts en Italie, en Allemagne comme en Europe!

Laissez passer quelques années; en effet, tout est

déjà singulièrement changé. La dernière victoire, une sorte de victoire posthume du système de M. de Metternich, c'est la scène d'Olmütz, — 1850, — où l'Autriche, relevée des crises de 1848, fait sentir encore le poids de sa prépotence à la Prusse humiliée. Le moment du grand duel n'était pas venu.

Un jour, vers cette époque, en 1851, celui qui fut si longtemps le chancelier de cour et d'État, rentré depuis peu en Allemagne, reçoit au Johannisberg une visite d'un inconnu, et madame de Metternich inscrit la visite comme le fait le plus ordinaire dans son *Journal :* « L'envoyé de Prusse, dit-elle, M. de Bismarck, qui remplacera le général de Rochow à la diète, a passé une journée avec nous. Il a eu une longue conversation avec Clément, et il paraît avoir les meilleurs principes politiques. Dès le premier moment, il a beaucoup intéressé mon mari. Je l'ai trouvé agréable et extrêmement spirituel... » Elle ne se doutait guère que cet homme « extrêmement spirituel » allait être bientôt le plus redoutable des hommes, que c'était lui qui devait venger l'humiliation d'Olmütz et toutes les humiliations prussiennes à Kœniggrætz, que, par lui, avant quinze ans, la prépondérance aurait passé de Vienne à Berlin, qu'il était destiné à être l'héritier fort extraordinaire de M. de Metternich. C'est ce qui

est arrivé! C'est l'obscur visiteur du Johannisberg, en 1851, qui s'est chargé de dégager le rôle de la Prusse, de « décider cet être », selon le mot de Frédéric II, de reprendre à son compte, et avec une bien autre audace, l'œuvre de domination, en la marquant de la vigoureuse et originale empreinte de son génie. L'Autriche s'est effacée, la Prusse a monté! Au fond, le système des deux chanceliers est le même. Ce que M. de Metternich a fait, a essayé de faire pendant longtemps pour l'Autriche, M. de Bismarck l'a fait pour l'hégémonie prussienne, par la résurrection de l'Empire germanique au profit des Hohenzollern. Lui aussi, il a voulu, changeant les rôles, faire de la Prusse la maîtresse de l'Allemagne, et par l'Allemagne unifiée sous sa main, armée sous son commandement, rester l'arbitre central, le régulateur du continent.

C'est encore la même idée. Il y a seulement une différence : là où le chancelier de Vienne procédait en politique de l'équilibre et de la paix, en homme de l'ancien régime, adroit et souple, déguisant avec art sa prépotence, gouvernant l'Allemagne et l'Europe par une diplomatie raffinée, évitant le plus possible les éclats, le chancelier de Berlin a procédé *ferro et igne :* c'est lui qui l'a dit! Il a fondé la grandeur de la Prusse en politique alliant aux traditions du gen-

tilhomme de la Marche l'esprit d'un réaliste moderne, et même les violences sans scrupules d'un révolutionnaire, introduisant par effraction son œuvre de conquête dans l'organisation européenne, faisant de la force l'âme et le ressort de ses combinaisons. Ce que M. de Metternich avait édifié par une patiente et souple habileté a péri; ce que M. de Bismarck a créé et soutient encore, avec son génie, sans aucun doute, — mais surtout par la force, aura-t-il plus de succès, une durée plus certaine, plus longue? Ce n'est point impossible, soit. On se flatte toujours de jouer le même air et de le jouer mieux; mais M. de Bismarck eût-il cet art-là, fût-il pour le moment plus heureux et eût-il plus de génie que M. de Metternich, il sent bien lui-même qu'il n'est pas au bout : il le sent aux difficultés, aux résistances contre lesquelles il se croit obligé de s'armer sans cesse. Il a la puissance du jour, il n'est pas maître du lendemain, — pas plus que n'ont été maîtres de la durée tous les dominateurs, empereurs ou ministres, qui, depuis près d'un siècle, se sont transmis la prépotence en Europe.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. I

CHAPITRE PREMIER

L'apprentissage d'un diplomate. — M. de Metternich à Berlin et à Paris. — L'avènement d'un chancelier et le mariage d'une archiduchesse. 21

CHAPITRE II

M. de Metternich et la crise de 1813-1815. — Le chancelier dans la coalition et au congrès de Vienne. 95

CHAPITRE III

Le congrès de Vienne. — M. de Metternich, ses alliés et la France. — Les Cent-Jours et la paix de 1815 . . 151

CHAPITRE IV

M. de Metternich et la Sainte-Alliance. — La politique du chancelier à Carlsbad, à Laybach et à Vérone. — La guerre d'Orient en 1828 199

CHAPITRE V

M. de Metternich et la monarchie de Juillet. — La politique du chancelier en Europe et en Allemagne. — M. de Metternich et le roi Louis-Philippe. — La crise de 1840 297

CHAPITRE VI

M. de Metternich et M. Guizot. — Le nouveau règne en Prusse. — La politique de M. de Metternich en Suisse, en Italie. — Les révolutions de 1848 et la fin du règne du chancelier. — Les deux chanceliers allemands. 363

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

PARIS. TYPOGRAPHIE E. PLON, NOURRIT ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.

THE UNIVERSITY LIBRARY
UNIVERSITY OF CALIFORNIA, SANTA CRUZ

This book is due on the last **DATE** stamped below.

JAN 27 REC'D

50m-1,'69(J5643s8)2373—3A,1

NRL

D880.8.M57M3
3 2106 00033 3002